

HISTOIRE
D'ESPAGNE,

DEPUIS LA PLUS ANCIENNE ÉPOQUE
JUSQU'A LA FIN DE L'ANNÉE 1809,

PAR JOHN BIGLAND,
AUTEUR DES LETTRES SUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE ANCIENNE ET MODERNE;

TRADUITE DE L'ANGLAIS,
ET CONTINUÉE
JUSQU'A L'ÉPOQUE DE LA RESTAURATION DE 1814.

OUVRAGE REVU ET CORRIGÉ
PAR LE COMTE MATHIEU DUMAS,
AUTEUR DU PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES.

TOME II.

A PARIS,
CHEZ FIRMIN DIDOT, PÈRE ET FILS,
LIBRAIRES, RUE JACOB, N° 24.

1823.

Duplicate money

HISTOIRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

Guerre entre Charles V et François Ier — Charles revient en Espagne. — Il visite Henri VIII à Londres. — Le duc de Bourbon, grand connétable de France, abandonne son pays et entre au service de Charles. — Détresse des généraux impériaux, occasionnée par le manque d'argent. — Siége et bataille de Pavie. — Le roi de France est fait prisonnier. — Conduite peu généreuse de Charles à son égard. — La paix est conclue, et François revient dans ses états. — Ligue de plusieurs puissances contre Charles. — Bourbon est tué au siége de Rome. — Prise de cette ville. — Combat singulier arrêté entre François Ier et Charles V, mais empêché. — Réflexions à ce sujet. — Paix de Cambrai. — Guerre entre Charles et Soliman. — Glorieuse expédition de Charles contre Tunis.

La concurrence des rois de France et d'Espagne pour la couronne impériale avait fait naître entre ces deux monarques une jalouse inimitié, qui rendait désormais toute réconciliation impossible. François Ier avait dit à ce sujet : « Nous faisons notre « cour à la même maîtresse ; dès que le plus fortuné « des deux aura obtenu ses faveurs, l'autre doit se

« soumettre et rester en paix. » Cette magnanimité qu'il avait fait paraître au commencement des débats n'empêcha point que la décision n'excitât son ressentiment, et il ne manquait pas de raisons plausibles pour chercher à se venger de son rival. Il pensait qu'il y allait de son honneur et de son intérêt de rétablir la famille d'Albret sur le trône de Navarre; et de plus, il avait des prétentions au royaume de Naples, que Ferdinand avait enlevé à son prédécesseur. Charles, au contraire, pouvait réclamer le duché de Milan comme fief de l'empire, et la Bourgogne comme le patrimoine de ses ancêtres, qui en avaient été dépouillés par l'injustice de Louis XI. Il serait peu intéressant d'examiner de nos jours lesquelles de ces prétentions étaient les mieux fondées: elles n'offrent rien de plus remarquable que ce que l'on trouve communément dans toutes les histoires politiques; et les annales du monde entier ne fournissent presque à chaque page que des exemples de nations qui expient dans des flots de sang l'ambition de leurs chefs.

La Navarre fut le premier sujet des hostilités qui devaient bientôt agiter l'Europe. Au nom de Henri d'Albret, fils de Jean d'Albret, que Ferdinand avait chassé de ses états, un corps de troupes, commandé par André de Foix, pénétra dans la Navarre, s'empara de Pampelune, et s'avança dans la Castille. Les Castillans avaient vu presque avec indifférence que l'on cherchât à recouvrer un pays que la couronne

de Castille ne possédait que depuis peu de temps; mais lorsque les troupes françaises envahirent leur territoire, l'orgueil des Castillans s'irrita; une armée nombreuse se forma promptement, et obligea les Français à se retirer : la Navarre fut encore une fois soumise au joug de l'Espagne.

Une relation détaillée de toutes les guerres de Charles V ne serait rien moins que l'histoire générale de l'Europe, sous le règne de ce monarque. Ces détails appartiennent bien plus à l'histoire d'Allemagne qu'à celle d'Espagne. Les intérêts de ce dernier pays furent peu consultés, et n'eurent que des rapports indirects avec ces grandes querelles qui agitèrent alors le monde, et qui maintenant fixent à peine l'attention de la postérité. Ce sujet a d'ailleurs été traité habilement par l'éloquent Robertson; et il nous suffira de parler des actions et des événements qui concernent particulièrement l'Espagne, et qui ont influé sur sa destinée. Le feu de la guerre ne s'était point allumé seulement en Navarre; il embrasait aussi l'Italie : les Français, après avoir soutenu une rude campagne, étaient presque expulsés du Milanais. Les revers que François éprouvait en Italie le déterminèrent à faire une diversion du côté de l'Espagne; Fontarabie se rendit à ses armes. La perte de cette place importante confirma Charles dans l'intention où il était de revenir en Espagne, après une absence de deux années, pendant lesquelles ce royaume avait été le théâtre des plus hor-

ribles commotions. Il alla d'abord visiter Henri VIII, et, pendant les six semaines qu'il passa à Londres, il confirma son alliance avec ce monarque.

Léon X était mort un an auparavant. Les écrivains qui se plaisent dans les récits merveilleux ont tous répété que ce pontife était mort de joie en apprenant la défaite des Français en Italie. Il mourut d'une fièvre : sa mort fit monter sur le trône papal le cardinal Adrien d'Utrecht, régent d'Espagne, et qui, après avoir été le précepteur de Charles, était resté entièrement dévoué à ses intérêts. Lorsque Charles fut arrivé en Espagne, Adrien partit pour aller à Rome prendre possession de sa nouvelle dignité. L'empereur mit tous ses soins à guérir les blessures que la guerre civile avait faites. Par un acte de clémence non moins politique que généreux, il délivra ses sujets de leurs justes appréhensions, et se concilia leur attachement. Après l'insurrection générale qui avait éclaté pendant son absence, vingt personnes furent punies de mort. Malgré les sollicitations de son conseil, Charles refusa de faire répandre plus de sang, et ne permit pas que l'on recherchât ceux qu'il avait exclus de l'amnistie. Il répondit à un courtisan officieux qui voulait lui indiquer la retraite d'un de ces rebelles : « Vous feriez bien mieux de l'informer que je suis ici que de me dire où il est. » Cette apparente magnanimité et le respect qu'il témoignait à sa mère lui gagnèrent l'affection des Espagnols : le soin qu'il mit à bien pos-

séder leur langue et à imiter leurs usages lui donna beaucoup d'ascendant sur leur esprit. Les états de Castille lui accordèrent un don gratuit de quatre cent mille ducats, et permirent que des troupes espagnoles fussent envoyées en Italie : depuis cette époque, les Espagnols l'aidèrent dans toutes ses entreprises avec un zèle et une valeur qui couvrirent de gloire leurs soldats, mais qui épuisèrent et appauvrirent le royaume. Fontarabie fut reprise par
A. D. 1524.
les Espagnols : ceux-ci avaient été obligés de lever le siège, et leur troisième attaque n'aurait pas eu probablement un meilleur succès si le courage et les talents du gouverneur eussent répondu au nombre de la garnison et à la force de la place. Une partie de cette armée fut peu après envoyée en Italie; et Charles acquit un général habile dans la personne de Bourbon, connétable de France, qui, après avoir déserté la cause de son souverain et de son pays, était passé au service de l'empereur. Celui-ci lui donna le commandement d'une armée, à la tête de laquelle le connétable entra en France et assiégea Marseille. Cette ville était défendue par de vieilles troupes, qui soutinrent les attaques de l'ennemi jusqu'à l'arrivée du roi de France, dont les forces supérieures contraignirent le duc à ramener précipitamment ses soldats en Italie. Il y fut bientôt suivi par François, qui passa les Alpes avec une armée de quarante mille hommes, poursuivit Bourbon et Pescaire jusqu'à Milan et ensuite à Lodi. Au lieu de

les attaquer et de les chasser de cette position qu'ils ne pouvaient conserver, François mit le siége devant Pavie, où les impériaux avaient jeté six mille hommes de garnison, sous le commandement d'Antoine de Lève, officier espagnol d'un talent distingué et d'un grand courage. Les généraux de Charles n'ayant pas d'argent pour solder leurs troupes, et ne pouvant espérer d'en recevoir de l'empereur, étaient dans une situation fort embarrassante; cependant leur adresse et leur activité leur fit trouver quelques ressources. Lannoy, vice-roi de Naples, se procura de l'argent en engageant les revenus de ce royaume. Pescaire, adoré de ses troupes espagnoles, les détermina à servir leur monarque sans exiger leur solde. Le duc de Bourbon emprunta une somme considérable sur ses bijoux, et partit pour l'Allemagne, afin d'y lever de nouvelles troupes. Les généreux efforts des généraux impériaux surmontèrent ainsi la difficulté de maintenir sur pied des armées assez considérables, dans un temps où les levées féodales n'étaient plus en vigueur, et surtout où les mines de l'Amérique n'avaient point encore commencé à faire refluer leurs richesses en Europe (1).

Un siége de trois mois avait réduit Pavie à la der-

(1) Robertson's Hist. Charles V, vol. 2, p. 315, 316. La grande difficulté que Charles V, souverain de tant d'états, éprouva pour soutenir ses armées doit assurément étonner le lecteur.

nière extrémité, la garnison menaçait de se rendre, et il fallut pour l'en empêcher toute l'adresse et l'autorité du gouverneur Lève. Bourbon était parvenu à réunir douze mille hommes de troupes allemandes avec lesquelles il entra en Lombardie, et joignit l'armée impériale à Lodi. Les soldats, voyant bien qu'ils perdraient leurs arrérages s'ils quittaient l'armée, demandèrent à grands cris d'être conduits à l'ennemi, afin d'en partager les dépouilles : les généraux impériaux ne laissèrent pas refroidir leur ardeur, et marchèrent sur Pavie. A leur approche, François assembla son conseil : ses officiers les plus expérimentés voulaient qu'il refusât le combat, et que, se retirant dans une forte position, il y attendît que la nécessité contraignît les impériaux à licencier l'armée, ce qui ne pouvait manquer d'avoir lieu très-prochainement. Bonnivet représenta, au contraire, qu'il serait honteux de lever le siége, et fut d'avis de courir les chances d'une bataille. François, que ses idées chevaleresques portaient à des mesures extrêmes, résolut d'attendre l'approche de l'ennemi.

Les impériaux trouvèrent le camp des Français si fortement retranché, qu'ils hésitèrent à donner le signal du combat : toutefois, l'état de détresse des assiégés et les clameurs de leurs soldats les obligè- A. D.
rent à tenter la fortune des armes. La bataille fut 1525.
opiniâtre et sanglante; la victoire se décida en faveur des impériaux. Dix mille Français, parmi lesquels se trouvait la noblesse la plus illustre de France, pé-

rirent dans le combat, ainsi que l'amiral Bonnivet, principal auteur de cette grande calamité. Dans la déroute de l'armée, François, après avoir fait des prodiges de valeur, était resté presque seul sur le champ de bataille : démonté et couvert de blessures, il se défendait encore avec un courage héroïque, et fit tomber à ses pieds, avant de se rendre, six de ceux qui l'avaient enveloppé et qui le firent prisonnier. Quinze jours après cette défaite, tous les Français furent expulsés de l'Italie.

L'affaire désastreuse de Pavie consterna la France : les succès de Charles excitèrent la jalousie des autres puissances européennes. Henri VIII vit avec inquiétude que l'équilibre des puissances continentales, dont le maintien était la sûreté et la base du crédit de l'Angleterre, était tout-à-fait rompu. Wolsey, son premier ministre, se rappelait avec indignation combien il avait été trompé par l'empereur, qui l'avait bercé long-temps du vain espoir de le faire monter sur le trône papal, et qui avait cependant favorisé l'élection d'Adrien VI et de Clément VII. Il représenta vivement à son maître les dangers dont l'Europe était menacée par la grandeur toujours croissante de Charles V, et par son insatiable ambition. Henri recevait facilement les nouvelles impressions; il écouta son ministre, et trouva bientôt un prétexte pour rompre avec l'empereur. Le pape craignait aussi pour l'indépendance de l'Italie, mais il était incapable d'arrêter le torrent, et il fut obligé de faire

un traité avec Lannoy, vice-roi de Naples, qui exigea une somme considérable. Cet argent servit à payer les troupes impériales qui avaient combattu à la bataille de Pavie, et qui gardaient cette ville pour garantie du paiement de leur solde. Lannoy voyant l'impossibilité de conserver l'armée sur pied, et craignant qu'elle ne s'emparât de la personne de François, pour gage de sa paie, licencia toutes les troupes italiennes et allemandes. Il doit paraître extraordinaire, à l'époque où nous sommes, que le manque d'argent ait empêché de conserver une armée qui n'excédait pas vingt-cinq mille hommes, lorsque Charles était considéré comme le monarque le plus puissant de l'Europe. Le mauvais état de ses finances ne lui permit pas de profiter d'une occasion si favorable pour tenter un grand effort contre la France avec les forces réunies de l'Espagne et des Pays-Bas, et le fit entrer en négociation pour rendre la liberté à son illustre prisonnier, et conclure la paix.

François, conduit en Espagne, fut enfermé dans l'Alcazar à Madrid, où il était gardé avec la plus sévère vigilance. Il avait demandé à être transféré en Espagne, afin d'avoir une entrevue avec l'empereur; il avait même fourni le vaisseau qui servit à son passage, se flattant que Charles, au souvenir de leur ancienne amitié, lui rendrait la liberté. Cet espoir fut trompé; on retint cet infortuné monarque : la seule récréation qu'on lui accorda fut de sortir quelquefois

à cheval, sous une forte escorte. Il passa six mois dans cette prison, sans qu'il lui fût possible de voir l'empereur, qui résidait alors à Tolède : un traitement si rigoureux et si prolongé lui causa une fièvre violente, qui mit sa vie en danger. Charles, commençant à craindre que tous les avantages qu'il avait espéré retirer de la captivité de François ne lui échappassent, se montra plus soigneux de ménager une existence de laquelle dépendait l'avenir brillant qui s'était ouvert pour lui à Pavie; il accorda à la politique ce qu'il avait refusé à l'humanité. Il vint à Madrid visiter son illustre prisonnier, l'entretint avec affection, et lui promit à des conditions honorables une prompte délivrance.

L'espoir que cette entrevue fit naître dans l'ame généreuse de François lui rendit bientôt la santé. Charles, dès qu'il ne craignit plus pour les jours de son captif, reprit sa première réserve, et fit traîner en longueur les négociations. Réduit au désespoir par la dureté de cette conduite, François prit la résolution de résigner la couronne de France au dauphin, son fils, et demanda à l'empereur, en lui signifiant ses intentions, qu'il fixât le lieu où il devait passer le reste de ses jours, et qu'il lui assignât un revenu. Cette démarche hâta la détermination de Charles, qui ne pouvait tirer aucun avantage d'un prince sans états et sans fortune. Il céda sur quelques points : François, de son côté, ayant appris qu'une ligue puissante se formait contre l'empereur,

passa plus volontiers sur les concessions qu'il devait faire, ne doutant pas qu'il ne fût en état de les reprendre lorsqu'il aurait obtenu sa liberté. Les deux monarques conclurent enfin un traité. Le roi de France convenait de céder la Bourgogne en toute souveraineté à l'empereur; de renoncer à ses prétentions sur l'Artois et la Flandre; de rétablir dans leurs biens le duc de Bourbon et ses partisans, et de les dédommager des pertes qu'ils avaient faites; de se servir de toute son influence sur Henri d'Albret pour porter ce prince à céder son droit sur le royaume de Navarre. Il était aussi stipulé que François donnerait pour ôtages ses deux fils aînés, et qu'il épouserait la sœur de l'empereur, reine douairière de Portugal : aussitôt l'exécution du traité, les ôtages devaient être mis en liberté. Le roi de France s'engageait sur son honneur et par serment à se rendre prisonnier de l'empereur si ces conditions n'étaient pas toutes remplies (1). Après la signature du traité, François prit congé de son nouveau beau-frère avec des démonstrations de respect et d'attachement, mais conservant un profond ressentiment de sa conduite; il partit sans escorte de Madrid, ville funeste à sa mémoire par tant de souvenirs pénibles. Les ôtages l'attendaient sur la frontière : François embrassa ses enfants, et rentra enfin dans son royaume, après une

A. D. 1526.

(1) Recueil de Trait., tome 2.

captivité d'un an et vingt jours depuis la bataille mémorable de Pavie.

La paix fut de courte durée. Ni les serments de François, ni même le soin de son honneur dont il était si jaloux, ne purent le contraindre à remplir des engagements aussi onéreux. Avant la signature du traité, il avait réuni quelques jurisconsultes sur le silence desquels il comptait, et avait laissé entre leurs mains une protestation écrite dans le but de faire considérer son consentement aux conditions prescrites comme un engagement involontaire, et qu'il désavouait d'avance. De retour dans ses états, son premier soin fut de se procurer des alliés qui pussent l'aider à soutenir par les armes son manque de foi. Le pape, les Vénitiens, le duc de Milan et le roi d'Angleterre entrèrent facilement dans une coalition dont le but était de mettre des bornes à l'agrandissement de l'empereur. Cette coalition prit le nom de sainte ligue, parce que le pape en était le chef. Protégé par cette alliance, le roi de France prétendit qu'il ne pouvait exécuter le traité de Madrid sans le consentement des états du royaume; et les députés du royaume de Bourgogne déclarèrent devant les ambassadeurs de Charles que le roi n'avait pas le pouvoir d'aliéner la couronne. François parut convaincu, et les ambassadeurs de l'empereur se retirèrent avec le mépris qu'inspirait cette violation manifeste d'un traité juré si solennellement.

L'Italie fut le théâtre où commencèrent les hos-

tilités. Bourbon était en possession du duché de Milan; mais il se trouvait, ainsi que tous les généraux impériaux, dans l'impossibilité de payer ses troupes. Le pays était épuisé par des invasions continuelles, et les cortès avaient refusé d'accorder des subsides pour soutenir une guerre inutile à l'Espagne. Dans cette extrémité, Bourbon, pour se procurer de l'argent, tenta un moyen aussi nouveau qu'il était audacieux. La conduite du pape et sa défection méritaient de la part de l'empereur une punition sévère; Bourbon voulut marcher à Rome pour satisfaire la rapacité de ses soldats par le pillage de cette ville célèbre. Sans argent, sans magasins, sans artillerie, il conduisit une armée forte de vingt-cinq mille hommes sous les murs de Rome. Il ordonna l'assaut, et tomba frappé au moment où la victoire se déclarait pour lui. Il était alors dans sa trente-neuvième année (1). Son armée, commandée par Philibert, prince d'Orange, entra dans cette ancienne capitale du monde, et la saccagea. La cruauté et la rapacité des impériaux firent de la ville une scène de carnage et de rapine; et un historien judicieux a observé que Rome ne souffrit jamais d'aussi grandes calamités de la part des Goths et des Vandales qu'elle eut à en éprouver des sujets d'un monarque catholique.

(1) Henault, Abr. Chron. an. 1527. Guicciard. lib. 18, p. 445.

Le pape s'était retiré dans le château Saint-Ange ; cette forteresse ne pouvant tenir long-temps, il fut obligé de se rendre. L'expérience avait appris à Charles combien il est dangereux d'exciter les craintes religieuses et de heurter les préjugés des hommes. Il couvrit ses projets du voile de la piété et de la religion, et désavoua hautement l'entreprise de Bourbon. Il ordonna des prières et des processions dans toute l'Espagne pour obtenir du ciel la liberté du pape, ce qu'il pouvait lui accorder lui-même, en donnant des ordres à ses généraux (1). Cet artifice grossier ne pouvait tromper que le vulgaire : toute l'Europe apprit avec étonnement et indignation qu'un empereur chrétien retînt en prison le successeur de St-Pierre. François, bien que le malheur l'eût rendu plus prudent, courut à son secours. Son général, Lautrec, entra en Italie, réduisit la plus grande partie du Milanais, et dirigea sa marche sur Rome. Son approche hâta la délivrance du pape : les troupes impériales, fatiguées par tous les excès auxquels elles s'étaient livrées, avaient aussi secoué le joug de la discipline militaire, et leurs officiers ne pouvaient plus compter sur leur valeur et leur obéissance. Les cortès d'Espagne refusaient toujours d'accorder aucun subside, et Charles se trouva très-heureux de conclure un traité avec Clément VII, qui acheta sa liberté par une somme de 350,000 écus. L'influence

(1) Robertson's Hist. Charles V, vol. 1, p. 409.

du prince d'Orange et la terreur qu'inspirait l'approche de l'armée française commandée par Lautrec, déterminèrent les troupes impériales à quitter Rome et à se retirer sur Naples, où elles arrivèrent réduites à la moitié de leur nombre par les effets de leur intempérance et des maladies (1).

Pendant ces transactions, les deux monarques rivaux, Charles et François, se préparaient à terminer leur différend par un combat singulier. Ce devrait être en effet de cette façon, et non pas en répandant le sang d'un million de sujets, que de telles querelles devraient se décider. « Ils avaient « hérité, dit Montluc, de la jalousie que leurs « maisons avaient conçue l'une pour l'autre, et qui « avait causé la ruine d'un si grand nombre de « familles. » (2) Combien il eût été alors heureux pour l'Europe que leur épée seule eût décidé de leur supériorité! François avait envoyé un héraut d'armes porter un défi à Charles, qui l'avait accepté avec empressement; quelques difficultés que l'on fit naître sur les formalités et l'ordre du combat l'empêchèrent d'avoir lieu, et privèrent les historiens d'un sujet d'éloges, et les princes d'un exemple éclatant.

Lautrec, général français, avait poursuivi les impériaux et commencé le siége de Naples. Tout sem-

(1) Guicciard. lib. 8, p. 478.

(2) Mont-Luc ap. Henault, Abr. Chron. an. 1528.

blait lui promettre une conquête facile, lorsque les choses changèrent soudainement. Le célèbre André Doria, le plus grand homme de mer de son siècle, après avoir défait les escadres de l'empereur, bloquait la ville par mer. Son esprit indépendant avait irrité François, qui avait donné l'ordre de l'arrêter.

Doria, en apprenant le danger dont il était menacé, accepta les offres que lui faisait l'empereur depuis le commencement de la guerre, et fit rentrer l'abondance dans Naples, qui souffrait tous les maux de la disette. Les assiégeants n'étant plus les maîtres de la mer, manquèrent de vivres; l'armée fut presque détruite par les maladies; et Lautrec lui-même y succomba, et peut-être aussi périt de chagrin. Depuis cette époque les opérations des impériaux en Italie furent constamment heureuses; les Français durent évacuer Naples et Gênes.

Malgré le succès de ses armes, l'empereur pensait sérieusement à la paix. Les progrès de Soliman, qui, après avoir pénétré dans la Hongrie, était prêt à fondre sur l'Autriche avec toutes les forces de l'empire Ottoman; les troubles qu'excitaient en Allemagne les doctrines de Luther; le refus des Espagnols de contribuer plus long-temps à soutenir la guerre, lui firent désirer la paix. D'un autre côté, François, découragé par le mauvais succès de ses entreprises, cherchait à renouer les négociations
5 août afin d'obtenir la liberté de ses fils. Un traité fut
1529. conclu à Cambrai : Charles consentit à ne pas de-

mander immédiatement la restitution de la Bourgogne, se réservant cependant de faire valoir dans toute leur force ses droits à ce duché : François renonçait à toutes ses prétentions sur Naples, Milan, Gênes et sur toutes les autres villes situées au-delà des Alpes; il résignait la souveraineté de la Flandre et de l'Artois, et convenait de payer deux millions d'écus pour la rançon de ses fils. Ces conditions étaient aussi glorieuses et aussi avantageuses à Charles qu'elles étaient humiliantes et préjudiciables à François, qui sacrifiait ainsi, par l'excessive impatience qu'il avait de revoir ses enfants en liberté, tout ce qui l'avait porté à prendre les armes et à continuer les hostilités pendant neuf années.

Le roi d'Angleterre accéda au traité de Cambrai : Charles voulut employer le loisir que lui donnait la paix à visiter les domaines qu'il possédait en Italie et en Allemagne. Ses manières insinuantes et le soin qu'il prenait de plaire à ses sujets captivèrent leurs affections. Les Italiens, qui avaient beaucoup souffert de la licence et de la férocité des troupes de l'empereur, furent surpris de voir un prince aimable et plein de grace, affable dans ses manières, régulier dans ses mœurs, et donnant l'exemple d'une attention scrupuleuse à remplir tous les devoirs de la religion; l'humilité avec laquelle il avait, à Bologne, baisé à genoux les pieds de ce même pape qu'il avait retenu son prisonnier quel-

ques mois auparavant, contribua aussi à lui mériter leur estime et leur attachement.

Après la cérémonie du couronnement de Charles comme roi de Lombardie et empereur des Romains, et après la publication de la paix à Bologne, ce prince, que rien ne retenait plus en Italie, se disposa à passer en Allemagne où les troubles qu'excitaient les dissidences religieuses demandaient sa
A. D. 1530. présence. La diète d'Augsbourg condamna les doctrines de Luther : les princes allemands et les députés des quatorze villes libres ou impériales protestèrent contre ce décret. De là vient le nom de protestants. Charles avait formé le projet de rendre la couronne impériale héréditaire dans la maison d'Autriche ; les circonstances étaient favorables à l'exécution de ce dessein ; et son frère Ferdinand, roi de Bohème et de Hongrie, fut élu roi des Romains. Les états héréditaires de l'empereur, et l'empire lui-même, furent peu de temps après menacés d'une horrible calamité. Soliman avait déja pénétré en Hongrie, en Autriche, et avait conduit jusques aux portes de Vienne une armée de cent cinquante mille hommes ; l'habileté de Ferdinand l'en avait repoussé. Voulant réparer cette disgrace, l'empereur ottoman avait fait des apprêts immenses et était entré en
A. D. 1531. Hongrie, au commencement du printemps, à la tête de trois cent mille hommes. Les princes de l'empire fournirent leur contingent de troupes et d'argent : un corps nombreux de vieilles troupes espa-

gnoles et italiennes, quelques escadrons de grosse cavalerie tirés des Pays-Bas, et les troupes que Ferdinand avait levées dans la Bohème, l'Autriche, et dans ses autres états, formèrent une armée de quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie réglée et de trente mille chevaux. L'empereur voulut commander en personne. Des armées aussi nombreuses et aussi formidables, conduites par les deux plus grands monarques de la terre, ne pouvaient manquer d'exciter l'attention de l'Europe. Ces deux princes, redoutant également les forces et la fortune l'un de l'autre, dirigèrent leurs opérations avec tant de circonspection que la campagne se passa sans aucun événement remarquable. Soliman retourna à Constantinople vers la fin de l'automne : sa retraite permit à Charles de revenir en Espagne.

Peu après son arrivée dans la péninsule, l'empereur entreprit sa mémorable expédition contre les pirates d'Afrique. Le trône d'Alger venait d'être usurpé par le fameux Chairadin-Barberousse, qui étendait ses brigandages sur tous les grands états de la chrétienté, et infestait les côtes d'Espagne et d'Italie avec des flottes qui ressemblaient plutôt aux armements d'un grand monarque qu'aux petites escadres d'un corsaire. Cet aventurier hardi était fils d'un potier de l'île de Lesbos; il avait, ainsi que son frère Horuc, abandonné la profession de son père pour le métier infame de pirate. Leur courage et des succès surprenants les mirent à même

de rassembler douze galères : Horuc, ayant été admis comme allié du roi d'Alger, assassina ce monarque et s'empara du trône. Cet usurpateur périt dans un combat. Chairadin, son frère, connu de même sous le nom de Barberousse, prit le sceptre d'Alger avec la même ambition et déploya les mêmes talents. Afin de donner à son gouvernement plus de stabilité, il mit ses états sous la protection du grand-seigneur et en reçut, pour sa sûreté, un corps de soldats turcs. La renommée de ses exploits sur mer augmentant chaque jour, détermina Soliman à lui confier le commandement de sa flotte. Barberousse unissait l'adresse d'un courtisan à l'audace d'un corsaire : il fit approuver par le sultan le plan qu'il avait formé pour la conquête de Tunis. Ce royaume maure était divisé par les prétentions de deux princes rivaux. Barberousse parut devant Tunis avec une flotte composée de deux cent cinquante vaisseaux ; après avoir expulsé Muley-Hassan, le roi régnant, il obligea les Tunisiens à reconnaître Soliman pour leur souverain, et à l'accepter lui-même pour vice-roi (1).

Son premier soin fut de fortifier la citadelle de Tunis et le fort de la Goulette qui commande l'entrée de la baie. Ce fut là qu'il plaça les principales forces de sa flotte et qu'il établit son grand

---

(1) Ce fut l'origine du gouvernement actuel d'Alger et de Tunis.

arsenal. Les états chrétiens eurent alors encore plus à souffrir de ses déprédations : ses croisières infestaient la Méditerranée; leurs outrages excitaient des plaintes continuelles que l'on adressait à l'empereur comme au seul prince qui fût en état d'y remédier. Muley-Hassan s'était réfugié en Espagne et s'était présenté en suppliant aux pieds du trône impérial. Enflammé de l'amour de la gloire, Charles consentit aisément à faire droit aux prières de ses sujets et aux sollicitations du prince exilé. Il déclara qu'il commanderait en personne l'armement destiné pour l'attaque de Tunis; l'élite de ses armées fut choisie pour une entreprise dont le succès devait ajouter à la renommée de l'empereur. Des vaisseaux flamands reçurent à bord des troupes allemandes : les galères de Sicile et de Naples portèrent les meilleurs soldats de l'Italie et de l'Espagne : Charles, à la tête de la noblesse espagnole, s'embarqua à Barcelone; il y fut joint par une escadre que lui envoyait le roi de Portugal : une autre escadre, peu nombreuse, mais formidable par la valeur de ses guerriers, fut équipée par les chevaliers de Malte. André Doria conduisait la flotte, avec le titre de grand-amiral; le marquis Du Guast commandait, sous l'empereur, les forces de terre.

Le port de Cagliari, en Sardaigne, avait été choisi pour rendez-vous général. L'armement y mit à la voile le 16 juillet 1535, et, après une heureuse navigation, arriva sur la côte d'Afrique. Les troupes,

au nombre de trente mille, et composées, pour la plupart, de vieilles bandes d'Espagne et d'Italie, débarquèrent à la vue de Tunis. Barberousse avait rassemblé vingt mille cavaliers et un corps considérable d'infanterie; persuadé que les troupes légères d'Afrique ne pourraient tenir contre la cavalerie pesamment armée et la vieille infanterie impériale, il n'avait d'espoir que dans la force de la Goulette. Six mille turcs, sous le commandement de Sinan, juif renégat, et l'un des corsaires les plus braves, défendaient le fort de la Goulette, qui fut aussitôt investi. Excités par l'émulation nationale, les Allemands, les Italiens et les Espagnols attaquèrent avec une ardeur irrésistible : malgré l'habileté du gouverneur, le courage de la garnison, et les tentatives que fit Barberousse pour harceler le camp des chrétiens, les brèches de la Goulette devinrent si considérables, que Sinan, avec les débris de ses soldats, fut obligé d'abandonner le fort et de rentrer dans la ville.

Barberousse réunit toutes ses forces, et prit la résolution hardie d'aller à la rencontre de l'ennemi, plutôt que d'attendre qu'il vînt assiéger sa capitale. Appréhendant quelque danger de dix mille esclaves chrétiens qu'il avait renfermés dans la citadelle, il représenta à ses officiers qu'il était nécessaire de les massacrer tous avant de partir. Ceux-ci, quoique familiarisés avec des scènes de carnage, reculèrent d'horreur à cette proposition : la crainte

de les irriter fit renoncer Barberousse à ce dessein barbare. Suivi de cinquante mille Maures et Arabes, il marcha contre les impériaux. Ses soldats volèrent au combat avec impétuosité ; mais ils ne purent soutenir le choc des troupes régulières de l'Europe. La déroute devint générale : Barberousse, après avoir tenté vainement de rallier ses Africains, fut entraîné avec eux jusque dans la ville. Les esclaves chrétiens, pendant le combat, avaient séduit leurs gardiens, brisé leurs fers, et s'étaient emparés de la citadelle. Barberousse, furieux et désespéré, maudit la compassion de ses officiers et sa condescendance, et se retira précipitamment à Bona.

Comme Charles s'avançait vers Tunis, les captifs chrétiens le firent prévenir de leurs succès ; des députés vinrent lui présenter les clefs des portes, et implorèrent sa protection pour qu'il empêchât la ville d'être livrée au pillage. L'empereur n'avait pas encore eu le temps de prendre les précautions nécessaires à cet effet, que ses soldats, craignant de se voir privés du butin qu'ils espéraient, se répandirent impétueusement dans la ville, et firent un tel carnage des habitants, que plus de trente mille de ces malheureux périrent en un seul jour. Charles eut à regretter cet accident fatal, qui ternit la gloire de sa conquête ; et Muley-Hassan monta sur un trône souillé du sang de ses sujets. Les conditions auxquelles on lui rendit ses états furent qu'il tien-

drait le royaume de Tunis en fief de la couronne d'Espagne, et qu'il en rendrait hommage à l'empereur comme à son seigneur suzerain; qu'il donnerait la liberté à tous les esclaves chrétiens qui se trouvaient dans ses domaines, de quelque nation qu'ils fussent; qu'il permettrait dans ses états le libre exercice de la religion chrétienne aux sujets de l'empereur; que les corsaires ne seraient plus reçus dans ses ports; qu'il céderait à Charles V la Goulette et les autres places maritimes, et qu'il paierait chaque année la somme de douze mille écus pour la solde de la garnison.

Les maladies qui se répandaient dans l'armée empêchèrent l'empereur de poursuivre Barberousse, et le firent revenir en Espagne. Cette mémorable expédition couvrit de gloire Charles V. Vingt mille chrétiens, de nations différentes, arrachés à l'esclavage par la force de ses armes, recevant des vêtements et de l'argent pour retourner dans leur patrie, répandirent dans toute l'Europe les éloges de la générosité de leur bienfaiteur, et exaltèrent sa puissance et ses talents avec toute l'éloquence que peuvent exciter la reconnaissance et l'admiration. Si jamais un conquérant eut droit d'être glorieux de ses lauriers, Charles V put se vanter avec raison de cet exploit; ce fut peut-être la seule de toutes ses entreprises militaires dans laquelle il n'eût rien à se reprocher, et qui n'aurait été mêlée d'aucun

regret, si la licence de ses soldats n'eût point brisé tous les liens de la discipline (1).

Cependant les succès de Charles en Europe et en Afrique, bien qu'ils aient accru immédiatement son pouvoir et sa renommée, ont été par leur importance réelle et les conséquences qu'ils devaient entraîner, bien inférieurs à ceux que ses sujets obtenaient à cette même époque dans le nouveau Continent; succès qu'ils devaient à des entreprises faites à leurs propres frais, et sans tirer aucun secours du trésor impérial. La conquête du Mexique par Cortez avait augmenté l'ardeur des Espagnols pour les nouvelles entreprises. Tandis que Charles s'occupait de conquêtes peu durables et peu importantes, des hommes audacieux découvraient les riches contrées du Pérou, qui s'étendent à quinze cents milles le long de la côte que baigne l'Océan Pacifique, et subjuguaient ces peuples inconnus. A peu près à la même époque où l'empereur se rendait maître de Tunis, Pizarre fonda en Amérique la ville de Lima.

(1) Robertson's Hist. Charles V, vol. 3, p. 97 à 114.

CHAPITRE II.

François Pizarre, Diègue d'Almagro et Hernando Luque entreprennent la conquête du Pérou.—Fatigues incroyables qu'ils ont à souffrir.—Butin qu'ils font dans la province de Coaque.—Ils s'emparent de l'Inca.—Carnage des Péruviens.—Riche pillage.—Sommes immenses réunies pour la rançon de l'Inca.—Exécution de l'Inca.—Fondation de Lima.—Insurrection générale des Péruviens.—Leur défaite.—Guerre entre Pizarre et Almagro.—Exécution de ce dernier.—Assassinat de Pizarre.—Guerres civiles du Pérou.—Observations générales sur les conquêtes des Espagnols.

PENDANT que les bannières de Charles flottaient victorieusement sur les côtes d'Afrique, et que le succès de ses armes répandait sa renommée dans toute l'Europe, ses sujets ajoutaient à la couronne d'Espagne les régions les plus reculées et les plus riches de l'Amérique. Les voyages de Colomb avaient fait naître chez les Espagnols le goût des aventures audacieuses; les découvertes et les conquêtes que l'on fit ensuite accrurent cette passion à un point extraordinaire. Parmi les aventuriers les plus intrépides qui abandonnèrent leur patrie pour aller explorer des rivages et des terres inconnus, et tenter la fortune dans un autre hémisphère, Vasco Nugnez

de Balboa, suivi d'un petit nombre d'Espagnols, était parvenu, après avoir couru beaucoup de dangers, et essuyé des malheurs dont le seul récit ferait frémir, à établir une colonie dans l'isthme de Darien. Le courage inébranlable de Balboa l'avait fait distinguer de ses compatriotes, même à cette époque où tous les aventuriers espagnols étaient renommés par leur audace et leur intrépidité. Ayant été informé par un Cacique indien qu'à une distance de six soleils, ou six journées de marche, il y avait un autre Océan, auprès duquel était situé un royaume où l'or était si abondant que le peuple l'employait aux usages les plus communs (1), il conçut aussitôt l'espoir d'acquérir de grandes richesses et de la renommée par la conquête de ce pays. Conjecturant que l'Océan dont parlait ce Cacique était celui que Colomb avait cherché si inutilement dans le dessein de trouver un passage aux Indes, il ne douta pas que le riche territoire que l'amiral avait décrit ne fît partie de cette contrée. Balboa avait enfin devant lui des objets dignes de son ambition et de son génie entreprenant. Suivi de cent quatre-vingt-dix soldats aguerris, accoutumés aux changements de climat, prêts à affronter tous les dangers, et de mille indiens pour porter les provisions, il traversa les hautes montagnes, les marais infects, les forêts

(1) Ceci fut la première information que les Espagnols reçurent sur le Pérou.

impénétrables de l'isthme de Darien, et fut le premier européen qui vit l'Océan Pacifique. Après des dangers et des difficultés sans nombre, il arriva sur le rivage de la mer vers la fin de septembre 1513: il recueillit chez ces peuples une quantité d'or considérable, et prit des informations sur le Pérou, qui servirent à détromper les Espagnols sur la théorie qu'ils avaient admise que les Indes étaient proches du continent de l'Amérique.

Malgré l'impatience que Balboa avait de visiter ce pays inconnu et séduisant, il trouva que ses forces n'étaient pas suffisantes pour tenter une aussi grande entreprise. Il reconduisit ses compagnons à l'établissement de Santa-Maria, où il revint après une absence de quatre mois chargé de plus de richesses que les Espagnols n'en avaient encore recueilli dans aucune de leurs expéditions; il s'était acquis plus de gloire par le succès de cette reconnaissance et des informations qu'il avait prises, qu'aucun autre voyageur n'en avait eu depuis Christophe Colomb.

Depuis cette époque Balboa ne songea plus qu'aux apprêts nécessaires pour faciliter la découverte et la conquête du Pérou; mais, ainsi que tous ceux qui s'étaient illustrés par de grands exploits dans le nouveau Continent, Balboa eut à souffrir d'un traitement injuste. Les intrigues de la cour de Madrid firent nommer, pour lui succéder dans son gouvernement de Darien, Pedrarias Davila. Le mariage de Balboa avec la fille de Davila unit en apparence

leurs intérêts. Il fut nommé adelantado ou lieutenant-gouverneur des contrées de la mer du Sud, et commença à tout préparer pour l'invasion du Pérou. Davila, soupçonnant qu'une conquête aussi importante rendrait Balboa indépendant de sa juridiction, l'invita à une entrevue, et le fit arrêter. Il fut accusé de trahison contre le roi et d'avoir voulu se révolter contre le gouverneur; ces charges ayant été admises, il fut condamné à mort, et exécuté sur-le-champ par ordre de Davila. Telle fut la fin tragique de Vasco Nugnez Balboa, de tous ceux qui commandèrent en Amérique depuis Colomb, l'homme le plus capable de concevoir et d'exécuter de vastes projets (1). Ils furent tous abandonnés à sa mort : Davila fonda la ville de Panama dont la situation avantageuse contribua beaucoup à faciliter la conquête du Pérou.

Ce fut dans Panama que se trouvèrent les trois personnes qui firent à leurs frais cette grande entreprise. Ces hommes étonnants étaient François Pizarre, Diègue d'Almagro et Hernando Luque. Pizarre était fils naturel d'un gentilhomme; sa mère

(1) Herrera, Dec. 2, lib. 4, cap. 1. Les premiers gouverneurs espagnols de l'Amérique exercèrent souvent de pareils actes de cruauté. A une aussi grande distance de la métropole, ils reconnaissaient à peine d'autre loi que la force; et lorsqu'ils avaient quelque influence à la cour de Madrid, il leur était facile de se préserver d'aucune punition, quel que fût leur crime.

était d'une basse extraction, et il avait été entièrement abandonné par l'auteur de sa naissance. Encore adolescent il s'était enrôlé sous les drapeaux du roi, et, après avoir fait plusieurs campagnes en Italie, il s'était embarqué pour l'Amérique : cette contrée, ouvrant une carrière illimitée aux talents actifs, attirait tous ceux dont la fortune n'égalait pas l'ambition. Pizarre se distingua bientôt sur ce nouveau théâtre. Il joignait à un génie entreprenant une constitution robuste qui le rendait supérieur à tous les dangers, et lui faisait supporter patiemment les plus grands travaux et les fatigues les plus excessives. Son esprit était sans culture; mais engagé de bonne heure dans une vie active, et devant redoubler d'efforts pour sortir de l'obscurité où il était né, il avait acquis assez d'expérience pour compenser son défaut d'éducation et le rendre capable de bien commander. Almagro n'était pas d'une origine plus distinguée, il avait été élevé aux enfants trouvés. Ainsi que Pizarre il devait sa fortune à ses talents et à son industrie; formé comme lui dans les camps, il l'égalait en intrépidité, en valeur, et supportait avec la même constance toute espèce de privations et de fatigues. Hernando Luque, prêtre et maître d'école à Panama, d'un esprit audacieux et d'une grande ambition, était parvenu, par des moyens que les écrivains espagnols n'ont point indiqués, à ramasser de grandes richesses.

Tels étaient les hommes qui, vers le déclin de la

vie (1), entreprirent la conquête de l'un des plus vastes empires qui soient sur la terre. Pizarre et Almagro étaient les chefs actifs de l'entreprise : Luque devait rester à Panama pour rassembler des aventuriers et régler tout ce qui était relatif aux intérêts communs. Cette association, formée par l'ambition et l'avarice, fut confirmée par l'acte le plus solennel de la religion. Luque célébra la messe, divisa en trois parties l'hostie consacrée, que reçurent Pizarre, Almagro et lui-même : « C'est ainsi, « dit un historien judicieux, qu'au nom d'un dieu « de paix, ils ratifièrent un contrat dont le massacre « et le pillage étaient les seuls objets. »

Les forces qu'ils levèrent d'abord étaient plus conformes à la richesse de ces trois chefs qu'à la grandeur de l'entreprise. Pizarre mit à la voile de Panama le 14 novembre 1525, avec un seul vaisseau et cent douze hommes, tant matelots que soldats. Après avoir couru des périls incroyables et perdu une grande partie de sa troupe, il fut rejoint par Almagro qui l'avait suivi avec soixante-dix Espagnols. Ils avaient éprouvé les mêmes malheurs et avaient été exposés aux mêmes dangers. Almagro avait perdu un œil dans un combat contre les natifs de la côte de terre-ferme. Aucun signe, aucun indice ne leur faisait espérer qu'ils fussent près des régions qu'ils cherchaient. Mais l'aspect du danger, sous quelque

(1) Almagro avait alors soixante ans, et Pizarre n'était que de trois ou quatre ans plus jeune.

forme qu'il se présentât, ne pouvait leur faire abandonner une entreprise pour laquelle ils avaient épuisé toutes leurs ressources. Almagro revint à Panama pour recruter sa petite troupe; il y avait si peu de chances de succès, qu'il eut beaucoup de peine à réunir quatre-vingts hommes qui consentissent à le suivre. Il rejoignit avec eux Pizarre, et après de nouvelles épreuves ils arrivèrent sur la côte de Quito. Ils y débarquèrent; le pays leur parut mieux cultivé que ceux qu'ils avaient aperçus sur la côte de la mer du Sud; les habitants étaient vêtus d'étoffes de coton et parés d'ornements d'or et d'argent.

Almagro et Pizarre sentirent bientôt que ce serait un acte de témérité inexcusable que de tenter de réduire, avec des forces aussi faibles que les leurs, un pays aussi peuplé. Pizarre se retira dans la petite île de Gallo avec une partie des troupes, et Almagro revint à Panama chercher des renforts. Le gouverneur, considérant qu'une entreprise qui devait entraîner la perte d'un grand nombre d'individus serait plus pernicieuse qu'utile à une colonie naissante, défendit que l'on fît de nouvelles levées et ordonna que Pizarre et ses compagnons revinssent à Panama. Les trois associés ne pouvaient cependant se résoudre à négliger une si belle occasion d'assurer leur fortune. Pizarre refusa d'obéir aux ordres du gouverneur; l'équipage était si découragé, que treize hommes seulement consentirent à rester avec lui. Il

fixa sa résidence dans l'île de Gorgone, le lieu le plus malsain de la zone torride (1). Il y passa cinq mois, jusqu'à ce qu'enfin les sollicitations d'Almagro et de Luque, secondées par le vœu général de la colonie, obtinrent du gouverneur qu'ils pussent envoyer un petit vaisseau à sa délivrance. Pizarre s'en servit pour continuer ses voyages, et vingt jours après leur départ de Gorgone les Espagnols découvrirent la côte du Pérou. Ils naviguèrent encore quelque temps et débarquèrent à Tumbez ; ce lieu, situé à trois degrés sud de l'équateur, était alors remarquable par ses temples et par un palais de l'Inca. L'aspect de ce pays donna aux Espagnols une opinion favorable de la richesse de l'empire péruvien. La fertilité des terres, le grand nombre des habitants vêtus avec plus de recherche que dans les autres parties de l'Amérique, l'or et l'argent que l'on voyait briller non-seulement dans les temples, mais dont on avait aussi façonné des instruments grossiers, persuadèrent aux Espagnols que leurs espérances allaient enfin se réaliser, et qu'ils seraient bientôt possesseurs de trésors inépuisables. Cependant Pizarre ne pouvait rien entreprendre avec cette poignée de soldats qu'il commandait. Il se contenta d'entretenir pendant quelque temps des relations amicales avec les naturels du pays, qui lui procu-

(1) Herrera, Dec. 3, lib. 10, cap. 3. Dampierre, voyages, vol. 1, p. 172.

rèrent des vases d'or et d'argent, diverses curiosités, et deux jeunes Indiens auxquels il voulait apprendre l'espagnol, afin qu'ils pussent lui servir d'interprètes. Il retourna à Panama après une absence de trois années, pendant lesquelles il avait cruellement souffert ainsi que ses compagnons.

Les sollicitations de Pizarre et de ses associés, la perspective des immenses richesses dont ils cherchaient à éblouir le gouverneur, ne purent le déterminer à favoriser une expédition qu'il considérait comme funeste pour sa colonie. Ses refus ne faisant qu'irriter l'ambition et l'avarice des trois chefs, ils résolurent de solliciter de leur souverain la permission qu'ils ne pouvaient obtenir du gouverneur. Pizarre fut choisi pour porter cette requête aux pieds du trône : il devait demander pour lui-même la place de gouverneur; celle d'adelantado pour Almagro, et pour Luque la dignité d'évêque du pays qu'ils espéraient conquérir. Ils avaient alors si peu de ressources, qu'ils durent emprunter la petite somme nécessaire pour ce voyage.

Aussitôt qu'il fut arrivé en Espagne, Pizarre se présenta à la cour. Il montra à Charles et à ses ministres quelques-unes des riches productions du Pérou, et réussit si complètement auprès de ce monarque, qu'il fut nommé gouverneur, lieutenant-général et adelantado des contrées qu'il avait découvertes. Il obtint pour Luque, dont les prétentions n'avaient aucun rapport avec les siennes, la dignité

épiscopale; mais il négligea les intérêts d'Almagro et ne demanda pour lui que le gouvernement d'un fort que l'on devait élever à Tumbez. Pizarre reçut aussi le pouvoir de choisir ses officiers, et s'engagea à poursuivre cette conquête à ses frais et à ceux de ses associés.

Lorsqu'il fut de retour à Panama, Almagro, furieux de la manière dont il avait conduit les négociations, voulut rompre avec lui. Présumant que cette séparation nuirait à ses projets, Pizarre offrit de résigner en sa faveur la charge d'adelantado, et promit de demander pour lui un gouvernement indépendant. Cette concession, que Luque fit beaucoup valoir, opéra une réconciliation, et le premier contrat fut renouvelé entre eux trois.

Tandis que Pizarre sollicitait auprès de la cour d'Espagne, Cortès, qui revenait alors du Mexique, lui envoya de l'argent : ce conquérant voulait contribuer à faire réussir les vues d'un ancien compagnon d'armes dont il connaissait les talents et le courage. Ce secours, qui venait si fort à propos, et ce qu'ils parvinrent à se procurer d'ailleurs, en faisant usage de leurs dernières ressources, les mirent à même d'équiper trois petits vaisseaux et de réunir cent quarante quatre hommes d'infanterie et trente-six cavaliers. Pizarre n'hésita pas un seul moment à tenter la conquête d'un vaste empire avec ces forces bien insuffisantes. Il mit à la voile au mois de février 1531, et gouverna vers le Pérou : Almagro

resta à Panama pour tâcher de lever encore quelques troupes. Après une navigation de treize jours, Pizarre arriva dans la baie de Saint-Mathieu, à cent milles au nord de Tumbez : il débarqua sa petite troupe, et dirigea sa marche vers le sud et toujours le long de la côte, afin de pouvoir rejoindre sa flottille lorsqu'il le voudrait. Quelques escarmouches eurent lieu entre ses gens et les naturels du pays. Arrivé dans la province de Coaque, il surprit la ville principale, s'empara de plusieurs vases d'or et d'argent et d'autres objets d'une valeur considérable.

Pizarre envoya aussitôt un vaisseau à Panama porter à Almagro une partie de ce butin précieux; un autre vaisseau fut chargé de faire remettre dans la province de Nicaragua une forte somme à des personnes influentes, afin que la vue de cet or déterminât de nouveaux aventuriers à le seconder. Cet espoir ne fut pas trompé. Ayant continué sa marche jusqu'à Tumbez, il se vit contraint d'y rester pendant l'espace de trois mois, à cause des maladies qui s'étaient répandues parmi ses troupes. Pendant son séjour, soixante hommes vinrent de Nicaragua, en deux détachements, sous le commandement de Sébastien Benalcazar et d'Hernando Soto, deux officiers du plus grand mérite. Avec ce renfort qui était considérable, vu la situation où se trouvait Pizarre, il s'avança jusqu'à l'embouchure de la rivière Pura, où il fit élever le fort Saint-Michel, le premier établissement des Espagnols dans le Pérou.

Cet empire était alors déchiré par une guerre civile qu'avaient allumée les rivalités de Huescar et Atahualpa, fils d'Huana Capac, le douzième des Incas. Huescar descendait en ligne directe du pur sang des Incas : la mère d'Atahualpa était fille du monarque détrôné de Quito. Huena Capac avait divisé ses domaines entre eux deux, assignant le Quito à Atahualpa : Huescar réclamait l'intégrité des territoires de son père ; mais Atahualpa le vainquit dans un combat, et abusa cruellement de sa victoire. Convaincu lui-même de l'insuffisance de son droit à la couronne du Pérou, il voulut éteindre la race royale en mettant à mort tous les enfants du soleil (1) qu'il pourrait attirer dans ses mains, soit par force, soit par ruse : la mort de son rival Huescar, qui avait été fait prisonnier, fut ajournée par des raisons politiques. Ces deux compétiteurs, engagés dans une guerre qui leur paraissait d'une plus haute importance, firent d'abord peu d'attention à l'invasion des Espagnols.

Les premiers renseignements exacts que ceux-ci reçurent, de l'état des affaires du Pérou, furent donnés par des messagers qui vinrent de la part d'Huescar solliciter Pizarre de l'aider à chasser Atahualpa, qu'il

---

(1) Les Incas étaient nommés les enfants du soleil comme descendants de Mango Capac, fondateur de l'empire du Pérou, et qui avait prétendu tirer son origine de cet astre, que les Péruviens adoraient.

représentait comme un rebelle et un usurpateur. Pizarre prévit aussitôt tout l'avantage qu'il pouvait tirer de la division des partis, et sans attendre les renforts qu'il comptait recevoir de Panama, il résolut de s'avancer dans l'intérieur de l'empire pendant que ces discordes intestines lui laissaient une chance favorable. Après avoir laissé une petite garnison dans le fort Saint-Michel, il se mit en marche avec soixante deux hommes de cavalerie et cent deux d'infanterie, desquels trois seulement étaient armés de mousquets et vingt d'arbalètes, et se dirigea sur Caxamalca, où Atahualpa avait établi son camp. Il trouva sur sa route un officier qui était envoyé par l'Inca avec un superbe présent, pour lui offrir son alliance, et l'assurer qu'il serait bien reçu à Caxamalca. Pizarre, à l'exemple de Cortez, prétendit qu'il était ambassadeur d'un monarque puissant, et qu'il s'approchait dans le dessein de soutenir Atahualpa contre ceux qui lui disputaient son titre à la couronne. Ces assurances d'amitié cachaient un plan perfide et audacieux. Imitant la conduite de Cortez, Pizarre jugea de quelle importance il serait pour lui d'avoir l'Inca en son pouvoir, et se décida à inviter ce prince à une entrevue, afin de se saisir de sa personne.

En entrant dans Caxamalca, Pizarre s'empara d'une place dont les côtés étaient occupés par un des palais de l'inca, et par un temple consacré au soleil; un rempart de terre régnait autour de cette enceinte. Retranché dans cette position avantageuse, il envoya

Ferdinand son frère et Hernando Soto au camp d'Atahualpa, pour l'inviter à se rendre auprès des Espagnols (1). Ces officiers furent reçus avec une généreuse hospitalité, et l'inca promit de visiter leur général. L'ordre de la cour péruvienne et le respect que l'on témoignait au monarque les étonna; mais ce qui fixa le plus leur attention fut la profusion d'or et d'argent qu'ils virent dans le camp. Leur rapport confirma Pizarre dans la résolution de s'emparer de l'inca, et il prépara tout pour assurer l'exécution de ce projet. Il divisa sa cavalerie en trois petits escadrons, sous le commandement de son frère Ferdinand, Benalcazar et Hernando Soto; l'infanterie fut formée en un seul peloton, à l'exception de vingt hommes des plus intrépides qu'il garda près de lui pour l'aider dans l'entreprise importante et dangereuse qu'il s'était réservée. Les arbalétiers et l'artillerie, composée de deux pièces de campagne, furent placés vis-à-vis de l'avenue par lequel l'inca devait arriver. Tout étant ainsi disposé, on n'attendit plus que le signal convenu pour agir.

Le 16 novembre 1532 fut marqué par un acte atroce et sanglant qui surpassa toutes les violences exercées jusqu'alors par les conquérants de l'Amérique, et entacha la mémoire de ceux qui le commirent. Atahualpa déploya toute la magnificence

(1) Le camp de l'inca était situé à trois milles environ de Caxamalca.

péruvienne pour se rendre auprès des Espagnols. Tout son camp le suivait : quatre cents hommes uniformément vêtus ouvraient le cortége, qui s'avançait lentement et avec ordre. L'inca, assis sur un trône orné de plumes rares et presque entièrement couvert de lames d'or et d'argent, dans lesquelles étaient incrustées des pierres précieuses, était porté sur les épaules de ses serviteurs. Derrière lui, quelques-uns de ses principaux courtisans étaient portés de la même manière. Des groupes de danseurs suivaient en formant diverses figures, et toute la plaine était couverte de troupes.

A l'approche de l'inca, le père Vincent Valverde, chapelain de l'expédition, s'avança vers lui, tenant un crucifix d'une main et un bréviaire de l'autre; il voulut expliquer à ce monarque, dans une longue harangue, les doctrines de la création; de la chute du premier homme; l'incarnation, la mort et la résurrection du Christ, la suprême juridiction du pape, comme vicaire de Dieu sur la terre, et la donation faite par Alexandre VI à la couronne d'Espagne de toutes les régions américaines. Ce discours enveloppant des mystères profonds, et traitant de faits inconnus qu'il était impossible à un Américain de concevoir, fut rendu encore plus inintelligible par un interprète maladroit. La conclusion était beaucoup plus claire : le père Valverde exigeait que l'inca embrassât le christianisme, et se reconnût vassal du roi d'Espagne; sa soumission devait lui assurer la

protection de ce monarque, et la permission de continuer à exercer l'autorité royale. Son refus devait être le signal de la guerre et de la ruine de son empire.

La réponse d'Atahualpa fut telle qu'on devait l'attendre d'un prince péruvien. Il dit qu'il ne pouvait comprendre comment un prêtre étranger prétendait disposer des territoires qui lui appartenaient; qu'il ne voulait pas renoncer à la religion de ses pères, pour le Dieu des Espagnols, et cesser d'adorer le soleil, cette divinité immortelle des Péruviens : qu'à l'égard des autres choses contenues dans le discours de Valverde, comme il n'en avait jamais entendu parler et que le sens lui en paraissait obscur, il désirait savoir où Valverde avait appris des faits si extraordinaires. « Dans ce livre », lui répondit le moine, en lui montrant son bréviaire. Atahualpa le prit, tourna quelques feuillets, et le plaça près de son oreille. « Ceci est muet, dit-il, et ne m'apprend « rien »; et il jeta le livre dédaigneusement à terre. Valverde courut vers les Espagnols, en criant : « Aux « armes, chrétiens! aux armes! la parole de Dieu est « insultée! »

Pizarre donna aussitôt le signal de l'attaque. Les trompettes sonnèrent la charge; les canons et les mousquets firent feu; et les troupes coururent l'épée à la main sur les Péruviens étonnés, qui, ne soupçonnant pas qu'ils pussent être attaqués, n'avaient aucun moyen de défense. Effrayés par les terribles

effets des armes à feu, et par l'effort irrésistible de la cavalerie, ils fuirent précipitamment. Pizarre, à la tête des soldats audacieux qu'il avait choisis, s'avança avec impétuosité pour se saisir de l'inca; et pendant que les nobles péruviens dont ce monarque était entouré tombaient frappés de mort en cherchant à le défendre, il l'enleva du trône et le porta prisonnier au milieu de son camp. Les Espagnols poursuivirent les fugitifs et les massacrèrent avec une cruauté que rien ne pouvait assouvir. Quatre mille Péruviens furent égorgés, sans qu'il y eût un seul Espagnol tué ni même blessé, si ce n'est Pizarre qui le fut légèrement à la main en se débattant pour s'emparer de l'inca. Le carnage de cette journée est une tache ineffaçable à la mémoire de Pizarre. Valverde, ce ministre d'un Dieu de paix, fut le premier à exciter les Espagnols à commettre ces horreurs : sa conduite, si différente de celle des autres ecclésiastiques espagnols, qui ne cessèrent jamais de réprouver les violences que l'on exerçait envers les Américains, condamne son nom à l'infamie (1).

Les dépouilles que les Espagnols trouvèrent sur le champ de bataille surpassèrent l'idée qu'ils s'étaient faite de la richesse du Pérou, et auraient suffi pour

---

(1) Robertson's Hist. Amer. vol. 3, note 130; et pour le nombre des Péruviens qui furent massacrés, voyez la note 131.

étouffer toute pitié dans leurs cœurs, si ces avides usurpateurs eussent été susceptibles d'un pareil sentiment. Atahualpa découvrit bientôt la passion dominante des Espagnols et chercha à la satisfaire pour recouvrer sa liberté. La rançon que ce prince leur proposa les frappa d'étonnement. La chambre dans laquelle il était renfermé avait vingt-deux pieds de longueur sur seize de largeur, et il offrait de la remplir de vases d'or, jusqu'à la hauteur à laquelle il pourrait atteindre. Cette proposition fut acceptée avec empressement. Atahualpa fit chercher dans les différentes parties de ses domaines les trésors stipulés. Les Péruviens enlevèrent les ornements qui décoraient les temples du soleil et les palais des incas pour obtenir la liberté de leur monarque : ils n'en avaient pas encore recueilli une quantité suffisante, que les Espagnols se montrèrent impatients de partager ce riche butin. Almagro arriva sur ces entrefaites avec un renfort presque égal en nombre aux troupes de Pizarre. Ces nouveaux aventuriers exigeaient une part du butin égale à celle des compagnons de Pizarre : ceux-ci n'y voulurent pas consentir et il y eut entre eux quelques altercations. A la fin, on convint d'accorder 100,000 *pesos* à ceux qui avaient suivi Almagro : on préleva le cinquième pour le roi, et il resta encore 1,528,000 *pesos* pour Pizarre et ses soldats. La part du général et des officiers fut proportionnée à leur rang;

chaque cavalier reçut huit mille *pesos*, et chaque fantassin quatre mille (1).

Plusieurs d'entre eux, enrichis aussi soudainement, témoignèrent l'envie qu'ils avaient de renoncer à cette vie agitée pour jouir en paix de leur opulence. De tels hommes ne convenaient point à Pizarre; il leur permit de le quitter, persuadé que l'or qu'ils emportaient lui attirerait de nouveaux aventuriers : soixante soldats retournèrent à Panama.

Les Espagnols ayant reçu la rançon de l'inca, ce prince infortuné espérait qu'ils allaient lui rendre sa liberté. Mais Pizarre n'avait jamais eu l'intention de remplir cet engagement. En traitant avec Atahualpa il n'avait eu d'autre objet que de porter ce monarque à employer son autorité pour recueillir les richesses répandues dans son empire. Ce but étant rempli, il considérait la détention d'Atahualpa désormais comme inutile; cependant il eût été dangereux de le laisser maître de se venger; et sa garde augmentant la fatigue du service pour un corps aussi peu nombreux que celui des Espagnols, il ré-

---

(1) Le pillage de Constantinople, lorsque cette ville fut prise par les Français et les Vénitiens, en 1204, monta à 1,800,000 livres sterling, et le butin que les soldats avaient caché peut être évalué à une somme semblable; Gibbon's Dec. Rom. Emp., vol. 2, p. 235: mais le nombre des conquérants réduisit la part de chacun d'eux à une somme beaucoup plus faible que dans cette occasion.

solut de le faire périr. On savait que des forces se rassemblaient dans les provinces éloignées; Pizarre en était alarmé et soupçonnait Atahualpa d'avoir fait passer des ordres à cet effet. Ces soupçons avaient été excités par Philipillo, l'un de ces jeunes indiens que Pizarre avait emmenés de Tumbez et qui lui servaient d'interprètes. Philippillo aimait une des femmes d'Atahualpa, et, ne voyant aucun moyen de satisfaire sa passion tant que ce monarque vivrait, voulait hâter sa ruine en effrayant les Espagnols sur ses desseins secrets et ses préparatifs. Almagro et ses compagnons, craignant que les soldats de Pizarre ne voulussent faire servir au complément de la rançon de l'inca tout le butin que l'on pourrait trouver; et, sous ce prétexte, les exclure du partage, insistèrent pour qu'on le mît à mort.

Trop de circonstances concouraient à la ruine de ce prince, lorsqu'il hâta lui-même ce moment par son indiscrétion. De tous les arts européens qui s'offraient à ses regards, ce qu'il admirait le plus étaient ces caractères écrits dont les Espagnols comprenaient le sens, et qu'ils exprimaient à haute voix. Cherchant à découvrir si ce talent leur était naturel ou s'ils l'avaient acquis, il pria l'un des soldats qui le gardaient d'écrire sur son ongle le nom de Dieu. Le montrant successivement à plusieurs Espagnols, il leur demanda la signification de ce mot. Tous firent la même réponse, à l'exception de Pizarre, qui dut avouer son ignorance. Atahualpa fut alors convaincu

que la connaissance des lettres était une science acquise; et, trouvant Pizarre moins instruit que ses soldats, il ne put dissimuler le mépris qu'il avait pour lui. Cette circonstance, qui mortifia l'orgueil de Pizarre, excita son ressentiment; et l'historien Herrera suppose qu'elle contribua à décider du sort de l'inca.

Afin de donner une apparence de justice à cette procédure extraordinaire, Atahualpa fut amené devant un conseil public. Pizarre, Almagro et deux de leurs officiers furent ses juges. Les faits à charge furent portés devant ce tribunal inique. On accusait l'inca d'avoir usurpé le trône du Pérou, d'avoir assassiné son frère et son souverain légitime, d'être idolâtre, de garder plusieurs concubines, d'avoir fait cacher les trésors royaux qui appartenaient de droit aux conquérants, et d'avoir excité ses sujets à se révolter contre la couronne d'Espagne (1). Il fut jugé

---

(1) De toutes ces charges, celle qui a rapport à son frère Huescar est la seule que l'on puisse trouver raisonnable. Ce prince était détenu à Cusco lorsque Atahualpa fut pris par les Espagnols; celui-ci envoya des ordres pour le faire mourir. On pourrait observer, il est vrai, que Huescar avait été l'agresseur en cherchant à priver Atahualpa de la souveraineté de Quito, à laquelle il avait un double droit par le testament de son père, et l'héritage de sa mère. Les tentatives d'Atahualpa pour exterminer la race royale méritaient, en les considérant sous un point de vue moral, la plus sévère punition; mais les Espagnols n'étaient pas ses juges compétents.

coupable, et condamné à être brûlé vif : comme il consentit à recevoir le baptême, on adoucit cette sentence, et il fut étranglé. Toutefois, on doit observer, à l'honneur du caractère espagnol, que même parmi cette bande de forcenés, il y en eut plusieurs qui protestèrent contre cet acte qu'ils considéraient comme injuste et honteux pour leur pays.

Après la mort d'Atahualpa, un de ses fils fut revêtu par Pizarre des marques de la royauté. La noblesse péruvienne et les habitants de Cusco placèrent sur le trône des incas Manco Capac, frère de Huescar; mais les troubles civils et l'invasion des Espagnols avaient dissous la forme du gouvernement, et des hommes ambitieux usurpèrent, dans plusieurs parties de l'empire, l'autorité souveraine. Tandis que les Péruviens s'affaiblissaient de jour en jour par leurs divisions intestines, les Espagnols reçurent une grande augmentation de forces. Les calculs de Pizarre, en renvoyant ceux de ses soldats qui avaient désiré quitter le service, après avoir reçu leur part de la rançon de l'inca, se vérifièrent. Aussitôt que ceux-ci furent arrivés à Panama, et qu'ils déployèrent leurs richesses devant leurs compatriotes, la renommée en répandit le bruit dans tous les établissements espagnols de la mer du sud; les gouverneurs eurent la plus grande peine à empêcher les colons d'abandonner leurs propriétés pour courir à ces sources inépuisables de richesses qui semblaient s'être ouvertes dans le Pérou. Malgré tous les obstacles qu'on

leur suscita, de nouveaux aventuriers se réunirent, et Pizarre se vit à la tête de cinq cents hommes, outre une garnison considérable qu'il laissa dans le fort Saint-Michel. Il marcha alors sur Cusco, capitale de l'empire. Les Péruviens avaient réuni de nombreux corps de troupes pour s'opposer aux progrès des Espagnols : plusieurs engagements eurent lieu. Pizarre y perdit très-peu de monde, et fit un grand carnage parmi ses ennemis. Ce général parvint à forcer le passage, et entra dans Cusco sans opposition. On y trouva d'immenses richesses, malgré tout ce que les habitants avaient emporté ou caché. Suivant Herrera, le butin que l'on fit dans Cusco ayant été partagé entre quatre cent quatre vingts hommes, après que la portion du roi eut été prélevée, chacun d'eux reçut 4,000 *pesos;* et tous les historiens espagnols conviennent que la somme entière excédait celle que l'on avait reçue pour la rançon de l'inca. La conquête de Quito fut loin d'être aussi profitable aux Espagnols. Benalcazar réduisit cette province vers l'époque à laquelle Pizarre prenait possession de Cusco; mais ses soldats furent cruellement désappointés. Dans la marche longue et difficile qu'ils avaient eue à faire depuis le fort Saint-Michel, à travers un pays montagneux, couvert de bois et entrecoupé de rivières et de marais, ils avaient soutenu les attaques des meilleures troupes du Pérou; à leur arrivée à Quito, les habitants, connaissant l'avidité des usurpateurs, et voulant frustrer leur espoir,

avaient emporté leurs trésors, seuls mobiles qui eussent déterminé les Espagnols à surmonter de si grands dangers.

Ferdinand Pizarre avait été envoyé en Espagne porter au roi des présents magnifiques, et avait obtenu pour son frère la confirmation de son titre de gouverneur d'une étendue de pays de six cents milles le long des côtes; pour Almagro, une juridiction semblable, située au sud de la province de Pizarre, et pour lui-même d'être admis dans l'ordre militaire de San-Yago. Séduits par l'éclat des richesses qu'il avait apportées, un grand nombre de personnes le suivit à son retour au Pérou.

L'abandon que la couronne d'Espagne faisait à ces conquérants de juridictions si étendues et d'un pouvoir presque sans bornes, ne put encore satisfaire leur insatiable ambition, et excita des troubles parmi eux. Almagro prétendit que Cusco était dans les limites de son gouvernement; Pizarre refusa d'admettre ce droit, et leurs prétentions rivales menacèrent la colonie d'une guerre civile. Cette calamité fut détournée pour quelque temps par la réconciliation des deux chefs. Almagro entreprit la conquête du Chili, et Pizarre s'occupa à régler les affaires intérieures du Pérou. Dans cet intervalle de repos, Pizarre fonda en 1535 la ville de Lima, dont il fit le siége de son gouvernement (1). Il s'y fit construire un palais ma-

(1) La première pierre fut posée le 18 janvier 1535.

gnifique, lequel, joint aux maisons de ses officiers, donna à la ville naissante une apparence de grandeur. Almagro, avec cinq cent soixante-dix hommes, avait pénétré dans le Chili après des marches pénibles, pendant lesquelles ses troupes avaient éprouvé toutes sortes de privations. Malgré la résistance opiniâtre des habitants, il s'était avancé fort loin dans les terres, mais il n'y avait formé aucun établissement, et l'issue de cette expédition était encore douteuse, lorsque des événements inattendus le rappelèrent dans le Pérou.

Le fils d'Atahualpa, que Pizarre avait proclamé roi, mourut pendant que les Espagnols marchaient sur Cusco. Ceux-ci, par des raisons politiques, laissèrent Manco Capac, que les Péruviens avaient reconnu pour inca, en possession de son titre et du palais de ses ancêtres. Ce prince, observant que les troupes espagnoles étaient divisées en plusieurs corps dont la plupart étaient employés à des expéditions lointaines, et qu'il n'en était resté qu'un très-petit nombre à Cusco, voulut profiter de cette circonstance favorable pour assurer l'indépendance de son trône, et chasser ces usurpateurs. Quoique surveillé de près, il trouva le moyen de s'échapper de Cusco : tous les guerriers péruviens se réunirent sous l'étendard du monarque. Les Espagnols, dispersés dans les établissements qui leur avaient été abandonnés, furent massacrés : plusieurs de leurs détachements furent taillés en pièces. Les trois frères du général, Jean, Ferdi-

nand et Gonzalez, avec cent soixante-dix hommes furent assiégés dans Cusco par une armée de 200,000 Péruviens. Toute communication fut coupée par les nombreuses cohortes des Péruviens répandues dans le pays; les deux partis espagnols, renfermés dans Lima et dans Cusco, n'ayant plus aucun moyen de correspondre, ignoraient entièrement quel était le sort l'un de l'autre. Les plus grands efforts étaient dirigés sur Cusco : l'inca commandait en personne. Pendant neuf mois entiers, le siége fut poussé avec une ardeur infatigable : la plupart des opérations des Péruviens prouvèrent leur sagacité. La valeur des Espagnols ne put empêcher Manco Capac de se rendre maître de la moitié de la ville; Jean Pizarre et plusieurs officiers périrent pendant le siége. Les Espagnols commençaient à désespérer de pouvoir se défendre plus long-temps, lorsque Almagro parut devant Cusco. Le même messager qui lui avait appris la révolte des Péruviens, lui avait apporté des lettres-patentes qui désignaient les limites de son gouvernement, et comprenaient la ville de Cusco dans sa juridiction. Deux objets importants l'occupèrent alors; il lui fallait empêcher les Péruviens de recouvrer leur capitale, et l'arracher des mains des Pizarres. Revenant à marches forcées de Chili à Cusco, il défit l'inca et dispersa l'armée péruvienne. Les Pizarres voulurent s'opposer à son entrée dans la ville, mais plusieurs de leurs compagnons étaient disposés en faveur d'Almagro. Celui-ci le sut, et, s'approchant

de Cusco au milieu de la nuit, il fut reçu sans opposition, et investit aussitôt le quartier des deux frères, qu'il força de se rendre à discrétion.

On peut considérer la conquête du Pérou comme achevée à cette époque. Afin de conserver l'unité de sujet, il nous faut nécessairement négliger l'ordre chronologique, et rendre un compte succinct des événements qui arrivèrent plus tard, et qui, appartenant à l'histoire de la conquête du Pérou, doivent être pour cela contenus dans ce chapitre.

L'entière réduction de ces riches contrées fut suivie de guerres civiles entre les conquérants. Les deux chefs principaux étaient doués d'un même courage : mais le caractère d'Almagro était franc et ouvert, tandis que Pizarre joignait à l'intrépidité d'un soldat la dissimulation et la fausseté d'un politique, et il dut son triomphe sur son rival plutôt à son artifice et à sa perfidie qu'à la supériorité de ses armes. Leur querelle se décida par un combat dans lequel Almagro fut fait prisonnier. Pizarre le condamna à avoir la tête tranchée. Almagro avait alors soixante-quinze ans.

Pizarre, resté seul maître du Pérou, morcela ces vastes territoires, et les distribua à ses compagnons de fortune, en proportion de leur rang (1). Les par-

(1) La propriété qui fut donnée à Gonzalez Pizarre était d'un revenu plus considérable que l'archevêché de Tolède, le siége le plus riche de l'Europe. Herrera, Dec. lib. 6, cap. 3.

ties les mieux cultivées et les plus peuplées furent réservées pour lui en toute propriété, ou données à ses frères et à ses favoris. Les soldats d'Almagro, parmi lesquels se trouvaient plusieurs de ces premiers aventuriers qui avaient aidé Pizarre dans la conquête du Pérou, furent exclus du partage des terres qu'ils avaient contribué à acquérir.

Les Espagnols étendaient de tous côtés leurs découvertes et leurs conquêtes. Pedro de Valdivia reprit les projets qu'avait formés Almagro sur le Chili. Il périt dans cette entreprise, après avoir fondé la ville de San-Yago, et commencé à établir l'autorité espagnole dans cette contrée. Gonzalez Pizarre traversa les Andes, et pénétra jusqu'à 1,200 milles à l'est de Quito. Ne trouvant que des terres incultes et des sauvages répandus çà et là; il revint, après avoir supporté de plus grandes peines et couru plus de dangers qu'aucun autre voyageur (1).

Les partisans d'Almagro, se voyant proscrits par le parti dominant, et réduits à une extrême pau-

(1) Gonzalez avait fait construire une barque afin de pouvoir s'avancer plus avant dans le pays, qui était entrecoupé de rivières. François Orellana, un de ses principaux officiers, avait le commandement de cette barque, qui portait cinquante soldats. Orellana, abandonnant son général, descendit le Napo, le Maragnon, la rivière des Amazones, et arriva sain et sauf en Espagne.

Pour un récit de ce voyage, le premier qui fut fait sur la rivière des Amazones, voyez Herr. Dec. 6, 7.

vreté, bien qu'ils fussent entourés des richesses que leurs épées avaient acquises, n'attendaient que le moment de se venger. Almagro avait laissé un fils, qui, malgré son jeune âge, leur parut avoir les talents nécessaires à un chef : ils tinrent des conférences dans sa maison à Lima. Ils laissèrent mûrir leur projet, et déterminèrent ensuite le jour et l'heure à laquelle ils le mettraient à exécution. Le dimanche 26 juin 1541, un peu après midi, heure du silence et du repos dans ces climats brûlants, Herrado, officier audacieux, suivi de dix-huit conjurés armés de pied en cap, pénétra dans le palais du gouverneur. Pizarre, qu'aucun danger ne pouvait effrayer, se retira dans un appartement reculé, et là, aidé de quelques-uns des siens, en défendit l'entrée avec une intrépidité digne de ses premiers exploits. Nu, et sans autres armes que son épée et son bouclier, il soutint un combat inégal contre des hommes couverts de leur cuirasse. Ses serviteurs tombèrent tous à ses côtés : incapable de parer plus long-temps les coups que lui portaient les conjurés, le vainqueur du Pérou périt sous le fer des assassins, après avoir déployé à plus de soixante-dix ans toute la vigueur d'un jeune combattant. Herrado et ses complices parcoururent les rues de Cusco, agitant en l'air leurs épées teintes du sang de Pizarre, et proclamant la mort du tyran. Ils furent aussitôt rejoints par deux cents des leurs, qui avaient été postés autour du palais : le jeune Almagro fut conduit en procession

dans toute la ville, et reconnu gouverneur du Pérou. On pilla les palais de Pizarre et de ses partisans, et les Almagriens eurent la double satisfaction de venger leurs outrages, et de s'enrichir des dépouilles de leurs oppresseurs.

Les troubles du Pérou avaient attiré l'attention de la cour de Madrid : Vaca de Castro fut nommé gouverneur peu après la mort de Pizarre. Il parvint par son adresse et par son influence à rassembler un corps considérable de troupes, et à désunir le parti opposé. Le jeune Almagro cependant était déterminé à lui livrer bataille : elle fut sanglante. Des deux côtés on perdit beaucoup de monde; les Almagriens furent défaits : leur chef avait échappé au carnage, mais il fut trahi par ses officiers, et condamné, avec quarante de ses principaux partisans, à perdre la tête.

La cour de Madrid envoya encore un nouveau vice-roi au Pérou pour remplacer de Castro. Il régnait parmi les conquérants de cette partie du nouveau continent, qui se trouvait la plus éloignée du siége du gouvernement, plus de licence et de turbulence que partout ailleurs. Ils alléguaient que la couronne n'ayant contribué en rien à cette expédition, elle n'avait aucun droit de compter sur son succès; qu'eux, après avoir reconnu la souveraineté du roi d'Espagne et payé au trésor le cinquième des profits, ils avaient le pouvoir de régler leurs propres affaires. Sur ces entrefaites, Blasco Nuguez de

Vela arriva d'Espagne avec ses lettres-patentes de vice-roi : Gonzalez Pizarre ne voulut point reconnaître son autorité, rassembla des troupes, le prit dans un combat, lui trancha la tête, et la plaça sur un gibet. Les Espagnols établis à cette époque dans le Pérou étaient au nombre de six mille (1), et tous disposés à seconder une entreprise désespérée. Si Gonzalez eût suivi les conseils que lui donnait François Carvajal, d'épouser l'héritière de la famille des incas, et, en confondant ainsi les deux nations, de créer une souveraineté indépendante, il eût probablement défié avec succès l'autorité de la mère-patrie. Cet avis fut négligé : Pedro de la Gasca, ecclésiastique, vint d'Espagne avec de pleins pouvoirs, et chercha, par des moyens conciliants, à rétablir la tranquillité. Le nouveau vice-roi s'aperçut bientôt que la force des armes pouvait seule réduire les rebelles : il fit venir des troupes de Nicaragua, Carthagène et des autres établissements espagnols, et les mena contre Pizarre. Plusieurs engagements eurent lieu : après des succès balancés, Gonzalez, abandonné par son armée, fut fait prisonnier, et décapité publiquement en 1548 : Carvajal et plusieurs autres officiers périrent sur le gibet. Ainsi se terminèrent ces guerres civiles, qui, depuis plus de neuf années, étaient continuellement alimentées par l'es-

(1) Herrera, Dec. 8, lib. 3, c. 1.

prit d'insurrection des Espagnols et les intrigues de la cour de Madrid. Pendant la durée de ces guerres, presque tous ceux qui, par leur courage et par leur persévérance, avaient concouru à la conquête de ces riches contrées, périrent par le fer de leurs compatriotes ou par la main du bourreau. La prudence consommée de Gasca mit fin à ces commotions intestines (1). Les soldats turbulents furent remplacés par de paisibles planteurs, et le Pérou devint en peu de temps une province soumise et tranquille.

Pendant l'espace de temps qui fut employé à la réduction du Mexique et du Pérou, ces deux branches principales de l'empire des Espagnols en Amérique, les pays de Terre-Ferme, le nouveau royaume de Grenade, la plus riche de leurs possessions, le Chili et d'autres provinces, furent conquis, et reçurent des colonies. Le goût des entreprises hasardeuses était si vif parmi les Espagnols de cet âge, que ces vastes contrées furent soumises à la couronne d'Espagne en moins d'un demi-siècle par les efforts d'un petit nombre d'hommes déterminés, dont les opérations produisirent des effets sensibles, constants et d'une importance toujours croissante, tandis qu'à cette même époque les monarques d'Europe, leurs ministres et leurs généraux, étaient tout occupés de

---

(1) Les services de Gasca furent récompensés par l'évêché de Placencia. Robertson's Hist. Amer. vol. 3, p. 112.

projets politiques et de transactions militaires qui ont passé sans laisser aucune trace (1).

---

(1) La conduite et le sort des conquérants du Pérou sont un exemple frappant de la vérité de cette observation de l'un de nos écrivains célèbres: « La soif de l'or ne s'étanche jamais; la bouche de celui qui en est dévoré est comme celle de l'enfer, qui ne se satisfait que lorsque la mort vient fermer cet horrible gouffre. Insatiable avarice! soif maudite de l'or! quels hasards les hommes ne courent-ils point, quels crimes ne commettent-ils point, pour se procurer de l'or! » *Jackson's beauties of Nature*, etc.

CHAPITRE III.

Charles V entreprend une nouvelle guerre contre la France. — Mauvais succès de l'invasion de la Provence. — Mutinerie de ses troupes. — Réorganisation des Cortès. — Despotisme établi en Espagne. — Révolte de Gand. — Expédition désastreuse d'Alger. — Les hostilités contre la France recommencent. — Charles résigne ses domaines à son fils Philippe. — Vie qu'il mène dans sa retraite. — Sa mort. — Son caractère. — Effets de son règne.

L'EMPEREUR ne fut pas plus tôt de retour de son expédition d'Afrique qu'il se trouva engagé dans une guerre contre la France. Ici, la fortune lui fut contraire. Il réussit à recouvrer, pour le duc de Savoie, une partie de ses domaines qui avaient été envahis par les Français; mais ses opérations furent ensuite constamment désastreuses. Il s'était proposé de surprendre la France de deux côtés opposés : une armée flamande devait entrer en Picardie, tandis qu'il pénétrerait lui-même de l'Italie dans la Provence. Ses ministres et ses généraux les plus expérimentés désapprouvaient la dernière partie de ce plan, et trouvaient dangereux de conduire l'armée à une telle distance de ses magasins. Charles refusa obstinément de suivre leurs avis; et, enivré par cette présomp-

tion qui n'accompagne que trop souvent la prospérité, il ordonna à l'historien Jovias de faire une assez grande provision de papier, pour écrire les victoires que son imagination trompeuse lui représentait déja comme assurées (1). Ces illusions brillantes s'évanouirent bientôt; et l'empereur dut trouver qu'il était plus aisé de former des projets de conquêtes que de les réaliser.

François s'arrêta au seul plan qui lui laissait quelque espoir de repousser l'ennemi. Se bornant à des opérations défensives, il ordonna à son général, Montmorency, de jeter des garnisons dans les principales places fortes, et d'ôter tout moyen de subsistance aux troupes de Charles, en dévastant le pays. Ce plan fut exécuté avec la plus stricte ponctualité : Charles, en entrant dans la Provence, fut frappé du silence et de la désolation qui régnaient depuis les Alpes jusqu'à Marseille. Les habitants avaient fui avec leurs bestiaux; les effets et les provisions qu'ils n'avaient pu emporter, ainsi que leurs récoltes, avaient été brûlés : l'armée ennemie ne trouvait rien sur son passage, les puits même avaient été comblés; la flotte, retenue par des vents contraires, ne vint enfin apporter que des secours insuffisants. Au bout de deux mois, l'empereur fut obligé de quitter le territoire français, après avoir perdu plus de la

(1) Hénault, Abr. Chron. An 1536.

moitié de son armée par la famine et les maladies, et sans avoir pu livrer un seul combat.

Tandis que Charles se retirait honteusement de la Provence, les Flamands étaient repoussés en Picardie : les Allemands refusèrent de seconder l'ambition d'un prince dont ils redoutaient le pouvoir. Une suspension d'armes eut lieu l'année suivante : l'inimitié des deux monarques avait usé leurs ressources : leurs coffres étaient épuisés par des guerres si longues et si désastreuses; enfin, la médiation de Paul III fit conclure à Nice entre ces deux princes 18 juin
une trève de dix années. L'empereur s'étant embarqué pour Barcelone après la signature du traité, 1538.
fut jeté par la tempête sur la côte de Provence. Cet événement fut cause que Charles et François eurent une entrevue à Aigues-Mortes; et ces deux illustres rivaux, après vingt années de haine invétérée, se donnèrent tous les témoignages d'une sincère réconciliation.

La suspension de ces guerres étrangères ne fut pas suivie du repos intérieur si nécessaire pour réparer les pertes que le royaume d'Espagne avait éprouvées. Charles était à peine de retour dans ses états, que les troupes, auxquelles on devait des arrérages considérables, se révoltèrent. La garnison de la Goulette menaça de livrer ce fort à Barberousse : les troupes Italiennes dévastèrent le Milanès : celles de Sicile pillèrent les villes les plus riches; et les armées impériales se livrèrent à toutes sortes de

désordres. Ces insurrections furent heureusement étouffées par la prudence et l'habileté des généraux de l'empereur, qui, en empruntant de l'argent, soit en leur nom, soit à celui de leur souverain, et en levant des contributions dans les provinces, parvinrent à solder les troupes : pour prévenir de nouveaux troubles, ils licencièrent une grande partie de l'armée; circonstance qui, toute extraordinaire qu'elle puisse paraître de nos jours, se présenta souvent sous le règne de Charles V.

Cet empereur convoqua une assemblée des cortès à Tolède, et chercha à exciter leur libéralité pour réparer ses finances épuisées. Après leur avoir représenté combien ses opérations militaires et la situation de ses affaires occasionnaient de dépenses, il leur proposa de lever un subside, en mettant un impôt sur les objets de première nécessité. Les Espagnols, qui avaient vu, avec regret, leur pays dépouillé de son numéraire et de ses habitants, pour soutenir des guerres dans lesquelles la nation n'était point intéressée, résolurent de ne point accorder à leur souverain les moyens de reprendre les armes. Les nobles, particulièrement, voyant que cet impôt pèserait encore plus sur eux à raison de leurs consommations, s'élevèrent avec force contre cette mesure, alléguant qu'elle empiétait sur les privilèges de leur ordre qui était entièrement exempt de taxes. Ils s'unirent aux représentants des villes, et persévérèrent à dire que si Charles, à l'exemple de ses

prédécesseurs, résidait constamment en Espagne, et s'occupait des affaires de son royaume, sans prendre une part active à des transactions étrangères à ses intérêts, les revenus fixes de la couronne seraient plus que suffisants pour subvenir aux dépenses du gouvernement. Les arguments, les sollicitations, les promesses, furent employés inutilement; les cortès se montrèrent inflexibles, et Charles irrité les congédia. Les libertés de l'Espagne furent dès-lors envahies. Depuis cette époque, les nobles ni le haut clergé ne furent appelés à siéger parmi les cortès : la raison que l'on allégua pour cette exclusion fut que ceux qui refusaient de payer aucune part des taxes n'avaient aucun droit à voter leur établissement. Il paraît que tous les monarques espagnols, et principalement Ferdinand le Catholique et Charles V, se défendaient de convoquer ces assemblées, excepté lorsqu'ils avaient besoin d'argent, ou lorsque la couronne était menacée. En conséquence de la suppression de l'aristocratie dans la chambre des cortès, ceux-ci furent réorganisés sur un nouveau plan. Les seuls députés de dix-huit villes y furent admis; chacune d'elles en élisait deux, ce qui formait une assemblée de trente-six personnes entièrement dévouées à la cour. Les nobles virent trop tard, et avec des regrets superflus, que leur opiniâtreté avait aidé la couronne à secouer le joug des communes, et que l'issue de ces débats était aussi funeste à l'aristocratie qu'elle l'était au

A. D. 1539.

peuple. Bien qu'ils eussent perdu l'influence politique dont ils avaient joui comme corporation, ils s'enorgueillissaient de leurs privilèges particuliers, et les défendirent pendant quelque temps avec beaucoup de fierté. Intimidés à la fin par des armées permanentes, et corrompus par des emplois et des pensions, ils devinrent les humbles esclaves de la couronne. Philippe II acheva de river les chaînes du despotisme que son père avait si bien préparées; les trésors de l'Amérique furent employés à étouffer les libertés de l'Espagne; et cet état, jadis si libre, devint le plus despotique des gouvernements de l'Europe (1).

A cette même époque où les cortès d'Espagne voyaient s'éteindre la dernière lueur d'indépendance, les bourgeois de Gand refusèrent de payer leur part d'un subside que les états des Provinces-Unies ac-

(1) « La réunion des royaumes de Castille et d'Aragon, les « vastes territoires que les rois d'Espagne acquirent à peu « près à la même époque, et les richesses des Indes occidentales, donnèrent à la couronne une prépondérance subite et « non prévue, qui devint assez forte pour briser, en peu de « temps, toutes les barrières que la prudence de nos ancêtres « avait élevées pour assurer les libertés de leurs descendants: « l'autorité royale, semblable à la mer lorsqu'elle sort de ses « limites, submergea l'état monarchique, et la volonté du roi « et de ses ministres devint la loi universelle. » Lettre aux Espagnols-Américains, par don Juan Pablo Viscardo y Gusman, p. 23.

cordaient. Charles ayant répondu avec hauteur aux députés qui étaient venus faire valoir leurs droits, les Gantois prirent les armes, s'emparèrent des officiers du roi, et, levant l'étendard de la révolte, offrirent au roi de France la souveraineté de leur ville (1). Cette insurrection et les négociations qu'elle entraîna donnèrent beaucoup d'inquiétude à l'empereur. La cession du Milanès en faveur de François I, lui assura la neutralité de ce prince, et il obtint encore de lui la permission de traverser ses états pour se rendre dans les Pays-Bas. Charles partit suivi d'une cour brillante composée de plus de cent personnes : dans toutes les villes de France par lesquelles il passa, il fut reçu avec magnificence, et les plus grands honneurs lui furent rendus; il trouva François I à Châtelleraut, qui le conduisit jusqu'à Paris. Après un séjour de six jours dans la capitale, Charles continua sa route vers les Pays-Bas, et, se mettant à la tête des troupes que l'on avait rassemblées de divers points, il s'avança sur Gand. Les habitants, incapables de résister à ses armes, implorèrent sa clémence; mais il ne traita pas cette ville avec l'affection qu'il semblait naturel qu'il éprouvât pour le lieu de sa naissance. Vingt-six des principaux citoyens furent punis de mort; un grand nombre fut exilé. La ville fut déclarée dé-

(1) La ville de Gand était célèbre par ses fréquentes révoltes. Sleidane's Comm. fol. 171.

chue de toutes ses immunités et de ses privilèges : ses revenus furent confisqués; l'ancienne forme de son gouvernement fut abolie, et on éleva un fort pour contenir l'esprit turbulent des habitants (1). Cette rigueur exercée sur la ville de Gand fut un exemple effrayant pour les autres cités des Pays-Bas. Charles, lorsqu'il vit son autorité rétablie dans cette partie de ses états, refusa de céder le Milanès à François I, et prétendit même qu'il n'avait jamais pu entrer dans un arrangement aussi absurde. Cette duplicité, et son ingratitude envers un monarque qui l'avait reçu avec tant de générosité et de magnificence, firent soupçonner sa sincérité par tous les princes ses contemporains, et entachent sa mémoire.

L'empereur fixa toute son attention sur les affaires d'Allemagne. La diète s'ouvrit à Ratisbonne, par une conférence entre les catholiques et les protestants; mais, ainsi qu'il arrive assez généralement dans les disputes de religion, aucun des partis ne fut convaincu. La plus satisfaisante des conclusions de la diète fut le don gratuit que les chrétiens et les protestants accordèrent à l'empereur pour faire la guerre aux Turcs : Charles, n'ayant plus rien à craindre du côté de l'Allemagne, se prépara à exécuter une entreprise qu'il méditait depuis long-

(1) Sleidane's Comm. b. 13, fol. 171.

temps, et dans laquelle il espérait recueillir de nouveaux lauriers.

En prenant le commandement de la flotte ottomane, Barberousse avait confié le gouvernement d'Alger à Hassan-Aga, eunuque renégat, audacieux, d'un courage éprouvé et d'une grande activité. Dans ses déprédations sur les côtes des états chrétiens, Hassan surpassa Barberousse lui-même par sa hardiesse et par ses cruautés. Les vaisseaux marchands ne pouvaient plus traverser la Méditerranée, le commerce était presque anéanti, et le littoral de cette mer était sans cesse exposé aux insultes de ces nombreuses croisières. Les plaintes des Espagnols, et le souvenir de sa glorieuse expédition de Tunis, enflammèrent Charles du désir de conquérir Alger. Il rassembla des forces proportionnées à la grandeur de cet objet, et telles en effet que le succès ne pouvait paraître douteux. Elles consistaient en vingt mille hommes d'infanterie, deux mille chevaux, trois mille volontaires, l'élite de la noblesse espagnole et italienne, et mille soldats de Malte conduits par cent chevaliers de l'ordre. La victoire lui paraissait si assurée, que, malgré les remontrances de l'amiral Doria, qui trouvait dangereux d'approcher des côtes d'Afrique dans une saison aussi avancée de l'année, il mit à la voile de la Sardaigne qui était le point de rendez-vous. Après une navigation périlleuse, il fit jeter l'ancre non loin d'Alger, et

mena ses troupes, immédiatement après leur débarquement, vers cette ville.

Hassan n'avait à opposer à cette invasion formidable que huit mille soldats turcs et cinq mille Maures. De telles forces pouvaient bien être méprisées par un prince qui avait vaincu Barberousse, à la tête d'une armée dix fois plus nombreuse. Mais au lieu du triomphe dont Charles s'était flatté, il éprouva des malheurs qu'aucun pouvoir humain ne pouvait empêcher. Le deuxième jour après son arrivée une tempête s'éleva et s'accrut vers la nuit avec une violence extraordinaire; les soldats, débarqués seulement avec leurs armes, furent exposés à toutes ses fureurs. Le camp fut inondé, et l'armée entière accablée par l'inclémence de la saison. A la pointe du jour Hassan fit une sortie; ses troupes fraîches et vigoureuses répandirent l'effroi parmi les chrétiens découragés et en firent un grand carnage: l'empereur s'avançant avec le principal corps d'armée ne parvint que difficilement à repousser Hassan.

En mer, les effets de la tempête furent encore plus désastreux. Les vaisseaux ayant chassé sur leurs ancres se brisèrent contre les rochers ou furent engloutis dans les flots. Quinze vaisseaux de guerre, cent cinquante transports et huit mille hommes périrent (1); ceux qui parvinrent à gagner le rivage

(1) Sleidane dit une grande quantité de vaisseaux sans en supputer le nombre, liv. 14, fol. 185.

furent massacrés par les Africains. Les impériaux virent avec désespoir la destruction de leur flotte, de laquelle dépendaient et leur subsistance et leur sûreté. Il était douteux qu'il restât assez de bâtiments pour transporter le reste de l'armée en Europe, et la nuit se passa dans cette douloureuse anxiété (1). On reçut le lendemain une dépêche de l'amiral, qui, avec les débris de sa flotte, avait pu gagner le cap Metasuz; il priait l'empereur de marcher en toute hâte vers cette place, afin de pouvoir rembarquer ses troupes.

Le rayon d'espoir que fit naître d'abord ce message fut promptement obscurci par l'idée des difficultés qu'il fallait surmonter. Le cap Metasuz était à trois journées de marche du camp : les provisions que l'on avait débarquées étaient entièrement consommées, et les troupes déja épuisées de fatigue. Mais le danger ne permit pas d'hésiter : les blessés, les malades, et ceux qui n'avaient plus de forces, furent placés au centre; les plus vigoureux en tête et en arrière. Pendant cette marche, les impériaux furent constamment harcelés par les Arabes; un grand nombre mourut de fatigue ou périt dans les ruisseaux que les pluies avaient transformés en torrents. Le reste arriva au cap Metasuz, et s'embarqua aussitôt.

---

(1) Sleidane estime que la perte des troupes de terre fut seulement de deux à trois mille hommes. Comm. book 14, fol. 185.

Charles montra, dans cette occasion difficile, beaucoup de grandeur d'ame, de courage et d'humanité. Il s'exposa aux mêmes dangers et supporta les mêmes privations et les mêmes fatigues que le dernier de ses soldats : consolant les plus désespérés, visitant les malades et les blessés, il ranima et soutint son armée par ses exhortations et son exemple. Malgré les partis d'Arabes qui harassaient son arrière-garde, il fut des derniers à quitter le rivage; et l'imprudente témérité qui lui avait fait braver la rigueur de la saison, au commencement de cette funeste entreprise, fut compensée par les vertus guerrières qu'il déploya pendant sa retraite (1).

Revenu en Espagne, l'empereur se trouva engagé dans une nouvelle guerre. Le roi de France, impatient de se venger du manque de foi de Charles, avait fait un traité d'alliance avec Soliman : deux de ses envoyés furent assassinés à leur retour de Constantinople, et leurs dépêches furent saisies par ordre du marquis de Guasto, gouverneur de Milan. François se plaignit de cette odieuse violation du droit des nations, et exigea le châtiment de l'auteur de ce crime. Ses demandes furent éludées; et le monarque français saisit avec joie ce prétexte honorable de reprendre les armes. Avant que Charles eût pu préparer ses moyens de défense, cinq armées formidables envahirent ses domaines et ceux de son

(1) Robertson's Hist. Charles V, vol. 3, p. 249.

allié le duc de Savoie. Du côté de l'Espagne, les opérations furent conduites par le Dauphin, qui investit immédiatement Perpignan. Les cortès effrayés et irrités tout à la fois de l'invasion du territoire de l'Espagne, accordèrent à leur souverain des subsides considérables. Après avoir passé trois mois devant Perpignan, les Français, repoussés dans toutes leurs attaques, et affaiblis par les maladies, levèrent le siége et retournèrent dans leur pays. Leurs tentatives dans le Piémont, la Flandre et le Brabant furent toutes aussi peu heureuses, et Charles eut la satisfaction de voir son rival consumer ses forces dans de vaines entreprises. Une alliance qu'il conclut avec Henri VIII, roi d'Angleterre, lui fit espérer de plus grands succès. Ces deux monarques convinrent que chacun d'eux envahirait la France avec une armée de vingt-cinq mille hommes et qu'ils feraient la jonction de leurs forces aux environs de Paris. L'armée impériale, défaite dans le Piémont, y perdit dix mille hommes et toute son artillerie : sur la frontière du nord, Henri assiégea Boulogne; cette opération tout-à-fait contraire à celles que déterminait le plan concerté avec Charles, nuisit à leur dessein de marcher sur Paris. Les deux monarques, agissant isolément, ne furent plus d'aucun secours l'un à l'autre : les troupes impériales se mutinèrent pour avoir leur paie, et Charles conclut une paix séparée avec le roi de France. Les principaux articles furent qu'ils se rendraient réciproquement

toutes les conquêtes postérieures au traité de Nice; que Charles renoncerait à ses prétentions sur le duché de Bourgogne, et que ces deux monarques se réuniraient pour faire la guerre à la Porte Ottomane. Ce traité de Crespi contenait aussi plusieurs autres articles que l'on jugea prudent de tenir secrets. Charles et François s'étaient engagés à user de tout leur pouvoir pour détruire la religion protestante. L'entréprise ne réussit point, mais elle occupa l'empereur jusqu'à la fin de son règne. Nous passerons sous silence ces transactions qui excéderaient les bornes de cette histoire, et nous remarquerons seulement qu'en conséquence des rapports de l'Espagne avec les autres domaines de l'empereur, cette contrée fut dépouillée d'une grande partie de ses richesses et de sa population par les hostilités continuelles des autres états de Charles.

Les guerres contre les protestants d'Allemagne ne furent pas les seules difficultés que l'empereur eut à vaincre. L'alliance qu'il avait faite avec François pour anéantir la nouvelle secte, fut dissoute par
A. D. 1547. la mort de ce prince. Henri II, son successeur, prit part aux divisions qui troublaient l'empire, et quatre ans après son avènement au trône il entra dans la ligue formée par Maurice, duc de Saxe, et Albert, marquis de Brandebourg, pour défendre les libertés de l'Allemagne. Les hostilités recommencèrent aussitôt entre les impériaux et les Français. Les troupes sur lesquelles Charles comptait le plus étaient ses

légions espagnoles et italiennes ; leur valeur répondit à son attente. Mais leurs efforts désespérés ne pouvaient repousser toujours les nombreux ennemis qu'elles rencontraient sur tous les points. Au milieu de ces guerres douteuses ou plutôt malheureuses, la mort d'Édouard VI, roi d'Angleterre, ouvrit un nouveau théâtre à l'ambition de Charles. Son fils Philippe était veuf, et par le mariage de ce prince avec Marie, à qui la couronne d'Édouard était dévolue, il espérait ajouter l'Angleterre à ses autres domaines. On entama les négociations : un traité fut conclu dans des termes qui réglaient judicieusement l'ordre de succession de leur postérité, et garantissaient l'indépendance de la couronne d'Angleterre. Philippe, ayant souscrit aux conditions, s'embarqua au port de la Corogne avec une cour brillante et nombreuse, et arriva en Angleterre, où son mariage avec la reine fut célébré avec la plus grande magnificence. A. D. 1554.

Charles avait employé tous les moyens que sa politique adroite avait pu lui suggérer pour transmettre à son fils Philippe la couronne impériale et les états héréditaires de la maison d'Autriche. Mais son frère Ferdinand, qu'il avait lui-même fait élire roi des Romains, refusa de résigner son titre et son droit à son neveu, et les princes de l'empire s'opposèrent si fermement à l'élection de Philippe, que Charles fut obligé de retirer sa proposition (1). Le mariage

(1) Thuan. 180 à 238. Mem. de Ribier, tome 2.

de ce prince avec la reine d'Angleterre promettait des avantages qui semblaient devoir contrebalancer la perte de la couronne impériale; mais Charles eut encore à éprouver d'autres contrariétés. Quoique les protestants, par leur traité de Passau, eussent lâchement abandonné le roi de France à ses seules ressources, les efforts vigoureux de ce monarque donnèrent encore assez d'occupation à l'empereur. L'issue de leurs débats restait douteuse, lorsque Charles étonna l'Europe en résignant tout à coup à son fils Philippe tous ses vastes domaines, pour jouir dans une retraite paisible des douceurs de la vie privée.

Une résolution si singulière et si inattendue a fait naître diverses conjectures sur les motifs qui purent porter ce prince, que l'amour du pouvoir avait seul dominé jusqu'alors, à renoncer soudainement aux titres de sa grandeur et à l'exercice de sa puissance. Quelques personnes ont attribué cette conduite au caractère ambitieux de Philippe; mais des causes plus simples expliquent suffisamment le motif de sa retraite. Il avait eu, dès son adolescence, des attaques de goutte, que l'âge et la violence de son caractère rendirent plus fréquentes et plus aiguës. Non-seulement la vigueur de sa constitution était éteinte, mais ses facultés morales étaient affaiblies par une longue continuité de peines. Il ne trouva plus que ses forces pussent suffire à l'exécution des vastes plans que son ambition avait formés. Ac-

coutumé à donner aux affaires de l'état l'attention la plus sévère, il voyait à regret que ses ministres seuls en seraient désormais chargés. Il attribuait ses revers à l'impossibilité où il se trouvait d'exécuter lui-même ses projets, et de commander ses armées en personne; il résolut donc, par un acte de prudence, de ne point obscurcir l'éclat de son règne en retenant une couronne qu'il ne pouvait plus soutenir avec vigueur et habileté.

Cette résolution ne fut pas prise aussi précipitamment qu'elle le parut d'abord. Au milieu de ces transactions politiques et militaires qui remplirent la vie de Charles, il paraît qu'il avait été convaincu de la vanité des grandeurs humaines, et qu'il avait conçu le désir de se retirer de ces scènes brillantes et orageuses. Il avait mûri ce projet pendant plusieurs années, et l'avait communiqué à ses sœurs les reines douairières de France et de Hongrie, qui avaient approuvé son intention, et lui avaient offert de l'accompagner dans sa retraite. Plusieurs causes avaient concouru à retarder l'exécution de ce dessein; il était surtout nécessaire qu'il attendît que son fils Philippe fût parvenu à la maturité de l'âge, et qu'il eût acquis assez d'expérience des affaires pour gouverner des domaines si étendus, et dont les intérêts étaient si compliqués. Charles désirait aussi que Philippe commençât son règne avec tous les avantages de la paix, et fit faire des ouvertures auprès de la cour de France. Henri ne paraissant pas disposé

à terminer promptement, l'empereur ne jugea pas devoir ajourner plus long-temps son projet, dans l'attente d'un événement incertain.

Charles rappela son fils de l'Angleterre, et se prépara à signaler son dernier acte de souveraineté par un éclat qui laissât une profonde impression dans l'ame de ses sujets et dans celle de son successeur. Il convoqua les états des Pays-Bas, à Bruxelles, le 25 octobre, et vint y siéger pour la dernière fois, ayant à sa droite son fils, à sa gauche sa sœur, reine de Hongrie et gouvernante des Pays-Bas, et derrière lui un cortège brillant de grands d'Espagne et de princes de l'empire. Le président du conseil de Flandre lut à haute voix l'acte par lequel l'empereur
25 octobre résignait à son fils Philippe tous ses domaines, sa
1555. juridiction et son autorité dans les Pays-Bas. Charles se levant alors, et s'appuyant sur l'épaule du prince d'Orange, à cause de sa faiblesse, s'adressa à l'assemblée, et rappela avec dignité, mais sans ostentation, tout ce qu'il avait entrepris et exécuté de grand depuis le commencement de son règne. Il dit que depuis l'âge de dix-sept ans il avait consacré toutes ses pensées et toute son attention aux soins du gouvernement, ne donnant que peu de temps au repos, encore moins aux plaisirs : que, soit en temps de paix, soit pour faire la guerre, il avait passé neuf fois en Allemagne, sept fois en Italie, dix fois dans les Pays-Bas, six fois en Espagne, quatre fois en France, deux fois en Angleterre, autant en

Afrique, et qu'il avait traversé onze fois la mer; que tant que sa santé lui avait permis de remplir les devoirs d'un monarque, il n'avait jamais évité le travail ni redouté la fatigue; mais que ses infirmités toujours croissantes l'avertissaient de quitter le monde, et de ne plus retenir dans ses débiles mains un sceptre qu'il avait porté avec énergie; qu'au lieu d'un souverain épuisé par les maladies, il leur donnait un prince qui joignait à la force de la jeunesse l'expérience et la maturité qu'amènent les années. Il termina ce discours en ajoutant que si, dans le cours d'une longue administration, il avait commis quelque faute grave, que si, dans les embarras et sous le fardeau des grandes affaires qui avaient absorbé toute son attention, il avait fait injustice à quelqu'un de ses sujets, il implorait leur pardon; que pour lui il conserverait à jamais une vive reconnaissance de leur fidélité et de leur attachement; que ce souvenir le suivrait dans sa retraite, et serait sa plus douce consolation et la plus flatteuse récompense de ses travaux.

S'adressant ensuite à Philippe : « C'est à vous, lui « dit-il, à justifier par une administration sage et « vertueuse la marque extraordinaire que je vous « donne aujourd'hui de mon affection paternelle, et à « prouver que vous êtes digne de la confiance que je « place en vous. Conservez un respect inviolable pour « la religion; maintenez la foi catholique dans sa pu- « reté; que les lois de votre pays vous soient sacrées;

« n'attentez ni aux droits ni aux priviléges de vos « sujets (1), et s'il vient jamais un temps où vous « désiriez jouir comme moi de la tranquillité de la « vie privée, puissiez-vous avoir un fils qui mérite « par ses qualités que vous lui résigniez le sceptre « avec la même satisfaction que j'en goûte à vous « le céder! »

Quelques semaines après, dans une assemblée non moins solennelle, Charles résigna à son fils les couronnes d'Espagne, avec tous les territoires qui en dépendaient, soit dans l'ancien, soit dans le nouveau monde (2). De tant de vastes possessions, il ne réserva pour lui qu'une pension annuelle de cent mille écus pour les charges de sa maison, et pour des œuvres de bienfaisance et de charité.

La saison était trop avancée pour qu'il n'y eût pas du danger à se mettre en mer, il resta encore quelque temps à Bruxelles avant de s'embarquer pour l'Espagne, qu'il avait choisie pour le lieu de sa retraite. Ce délai fut employé dans des négociations : Charles désirait avec ardeur de procurer à son fils un intervalle de paix, pendant lequel il pût

(1) Charles semble avoir oublié, dans ce discours, combien il empiéta sur les droits les plus sacrés de ses sujets en forçant leurs consciences et en persécutant les protestants.

(2) Charles avait résigné à Philippe le royaume de Naples et de Sicile, lors du mariage de ce prince avec Marie, reine d'Angleterre.

établir fermement son autorité, et il fut assez heureux pour conclure une trève de cinq ans avec la France. Ce fut le dernier acte public de l'empereur; il avait conservé jusqu'alors la couronne impériale, dans l'espoir qu'il pourrait la transmettre à Philippe; mais trouvant qu'il était impossible d'accomplir ce dessein, il résigna le titre d'empereur à son frère Ferdinand, roi des Romains.

Il ne restait plus d'obstacle qui pût empêcher Charles de satisfaire son goût pour la retraite. Il prit congé de Philippe avec toute la tendresse d'un père qui voit son fils pour la dernière fois, et partit de Huitbourg en Zéelande, où le rendez-vous de la flotte était indiqué. Il arriva à Laredo dans la Biscaye, le onzième jour après son départ de Zéelande. Dès qu'il fut débarqué, il se prosterna sur le rivage, et baisa la terre en disant : « O mère commune des « hommes, je suis sorti nu du sein de ma mère, « et je rentrerai nu dans ton sein. » Il rencontra à Burgos quelques nobles espagnols qui étaient venus pour lui faire leur cour; mais ils étaient en petit nombre, et leurs hommages furent si froids, que Charles sentit pour la première fois qu'il n'était plus souverain, et il eut la faiblesse d'être blessé de voir qu'on n'avait jusqu'alors rendu qu'à son rang les respects qu'il croyait dus à ses qualités personnelles. Ce qui l'affligea surtout très-profondément, fut l'ingratitude et la négligence de Philippe, qui, oubliant déja tout ce qu'il devait aux bontés de son père, l'obligea

de rester quelques semaines à Burgos avant de recevoir la première moitié d'une pension modique, qui était tout ce que ce prince s'était réservé sur tant de royaumes (1). Cependant la pension fut enfin payée : Charles récompensa généreusement ceux de ses domestiques dont le service lui devenait inutile ; il fit des adieux fort tendres à ses deux sœurs, et continua sa route, suivi seulement de douze domestiques.

Le lieu qu'il avait choisi pour sa retraite était le monastère de Saint-Just, à quelques milles de Plasencia, dans l'Estramadure. Ce couvent était situé dans une vallée peu étendue, arrosée par un petit ruisseau, environnée de collines, et couverte d'arbres élevés et touffus (2). L'empereur avait autrefois passé par cette ville, dont la délicieuse position l'avait séduit au point de dire à quelques personnes de sa suite que c'était un lieu où Dioclétien aurait aimé à se retirer. L'impression s'en était gravée profondément dans son esprit, et le décida à s'y fixer. Avant son abdication, il avait envoyé un architecte pour faire construire dans le monastère un appartement à son usage. Il était composé de six chambres,

(1) Fam. Strad. de Bello Belg., lib. 1.

(2) Robertson dit que, par la nature du sol et la température du climat, ce lieu était le plus sain de toute l'Espagne, Hist. Charles V, vol. 4, p. 259. Une petite vallée, entourée de collines et couverte de bois, ne donne pas cependant l'idée d'une grande salubrité.

dont quatre avaient la forme de cellules de moines, avec des murailles toutes nues; les deux autres, de vingt pieds en carré, étaient tapissées d'une étoffe brune, et meublées de la manière la plus simple. Cet appartement, de niveau avec le terrain, avait d'un côté une porte sur un jardin dont Charles avait lui-même donné le plan, et qu'il avait rempli de différents végétaux qu'il voulait cultiver de ses propres mains : il y avait de l'autre côté une communication avec la chapelle du monastère, où il se proposait de faire ses exercices de religion (1).

La renommée et la puissance de Charles V, l'ambition qu'il montra pendant tout le cours de son règne, font désirer de connaître comment il vécut dans l'humble retraite qu'il s'était choisie. Sa table était frugale, mais servie avec décence; ses rapports avec ses domestiques étaient familiers, et il avait aboli, pour le service de sa personne, toute espèce d'étiquette et de cérémonie, comme incompatibles avec l'aisance et le repos dont il voulait jouir. Il s'amusait à cultiver les plantes de son jardin; quelquefois, suivi d'un seul domestique à pied, il allait se promener dans un bois voisin, monté sur un petit

(1) Il devait y avoir sûrement d'autres chambres pour les douze domestiques, autrement on ne saurait comprendre où ils pouvaient se placer et faire la cuisine. La description que Robertson donne de cet appartement est en cela incomplète.

cheval, le seul qu'il eût conservé. Lorsque le temps peu favorable, ou ses infirmités, le privaient de ces récréations actives, alors il recevait la visite de quelques gentilshommes qui résidaient près du couvent, et les admettait à sa table; ou bien il s'occupait à des ouvrages de mécanique, et il étudiait les principes de cette science, pour laquelle il avait toujours montré beaucoup de dispositions et de goût. C'était dans ce dessein qu'il avait engagé Turriano, un des plus ingénieux mécaniciens de son siècle, à l'accompagner dans sa solitude. La fabrication des horloges et des montres était l'un de ses amusements favoris : comme il avait trouvé, après des essais multipliés, qu'il était impossible d'en faire marcher deux exactement l'une comme l'autre, il ne put s'empêcher, dit-on, de réfléchir, avec un mélange de surprise et de regret, sur sa propre folie, en se rappelant le temps et les soins qu'il avait employés vainement pour inspirer aux hommes une rigoureuse uniformité de sentiment sur les dogmes de la religion. Combien il eût été heureux pour l'espèce humaine et pour lui-même, qu'il eût fait de telles réflexions dès les premières années de son règne; et de quel avantage n'eût-il point été pour son successeur d'être convaincu de la vérité importante dont Charles avait reconnu si tard l'utilité!

Ce fut dans la solitude et le silence de cette retraite absolue que Charles V ensevelit sa grandeur,

son ambition et tous ces vastes projets qui avaient rempli l'Europe d'alarmes et d'agitations pendant trente-six années : la terreur de ses armes avait inspiré à tous les peuples la crainte d'être subjugués par sa puissance. Loin de prendre part aux événements politiques, il n'avait pas même la curiosité de s'en informer, et semblait voir avec mépris et indifférence cette scène tumultueuse qu'il avait abandonnée, et dont il avait reconnu le vide et la frivolité. S'il nous était possible de connaître les idées auxquelles ce monarque, jadis si puissant, se livra dans sa retraite, elles paraîtraient beaucoup plus intéressantes que celles qui occupèrent son esprit au milieu de l'éclat des triomphes militaires et de la magnificence impériale. Comme la douceur du climat, jointe à l'éloignement des affaires et des soins du gouvernement, calmèrent d'abord les douleurs aiguës dont il avait été si long-temps tourmenté, il goûta peut-être dans cette humble retraite une satisfaction plus pure et plus parfaite que toutes ses grandeurs ne lui en avaient jamais procuré.

Pendant la première année de sa retraite, Charles avait embrassé un genre de vie digne d'un homme parfaitement dégagé de tous les soins de ce monde, et préparé à passer dans l'autre. Il consacrait une grande partie de son temps à des exercices de piété, et assistait régulièrement matin et soir au service divin dans la chapelle du couvent. Il se plaisait à

la lecture des livres de dévotion, et s'entretenait fréquemment avec son confesseur et le prieur du monastère. Sa santé était rétablie, sa raison était saine et sa dévotion éclairée; mais, environ six mois avant sa mort, la goutte, qui lui avait laissé un intervalle de repos plus long que de coutume, reparut avec un surcroît de violence; et son tempérament épuisé eut à peine assez de forces pour soutenir une si rude secousse, qui affaiblit son esprit aussi bien que son corps : dès ce moment à peine retrouve-t-on quelques traces de cette mâle raison qui avait toujours distingué Charles de ses contemporains. Sa dévotion dégénéra en une superstition timide et servile : il tâcha d'assujétir sa vie à toute l'austérité de la règle monastique, et employa dès-lors presque tout son temps à chanter les hymnes du missel avec les moines. Il se donnait en secret la discipline avec une telle rigueur, qu'après sa mort on trouva le fouet dont il se servait teint de son sang. Peu satisfait encore de ces actes sévères de mortification, il conçut une idée des plus bizarres et la plus extraordinaire que la superstition ait jamais enfantée dans une imagination faible et désordonnée. Il résolut de célébrer ses propres obsèques. En conséquence, il se fit élever un tombeau dans la chapelle du monastère. Il s'y rendit, enveloppé d'un linceul, précédé par ses domestiques qui marchaient en procession funéraire, tenant des cierges

noirs dans leurs mains. On l'étendit dans le cercueil avec beaucoup de solennité : on chanta l'office des morts ; Charles joignait sa voix aux prières que l'on récitait pour le repos de son ame, et mêlait ses larmes à celles que répandaient les assistants, comme s'ils eussent célébré de véritables funérailles. La cérémonie étant terminée, on ferma les portes de la chapelle ; Charles sortit du cercueil, et retourna dans son appartement, plein des idées lugubres qu'une scène si singulière ne pouvait manquer d'inspirer. Il est probable que l'impression que ce spectacle de mort laissa dans son esprit affecta trop vivement son système nerveux, déjà affaibli par beaucoup d'autres causes. La fièvre le saisit le lendemain, et son corps exténué ne put résister à la violence de l'accès ; il expira le 21 septembre 1558, à l'âge de cinquante-neuf ans (1).

Telle fut la mort de Charles V, de tous les princes qui montèrent sur le trône depuis Charlemagne, celui qui joua sur le théâtre de l'Europe le rôle le plus brillant, soit que l'on considère la grandeur, la variété ou le succès de ses entreprises. Son application aux affaires ne fut jamais détournée par les plaisirs. Il s'était accoutumé à examiner les objets qui l'intéressaient avec une profonde réflexion. Sa

(1) Robertson's Hist. Charles V, vol. 4, book 12. Strad. Bello Belgico, lib. 1.

célérité dans l'exécution n'était pas moins remarquable que sa patience dans la délibération ; et il ne montrait pas moins de sagacité dans le choix des mesures qu'il avait à prendre, que de fécondité dans l'invention des moyens propres à en assurer le succès. Quoiqu'il fût resté dans l'inaction à cet âge où le caractère a le plus d'ardeur et d'impétuosité, cependant, lorsqu'il parut à la tête de ses armées, il déploya des talents militaires qui le rendirent l'égal des plus habiles généraux de son siècle. Charles possédait surtout, au plus haut degré, la science la plus importante pour un roi, celle de connaître les hommes, d'appliquer leurs talents aux emplois divers qu'il leur confiait, et de s'assurer de leur fidélité et de leur attachement. Mais toutes ces qualités furent obscurcies par une ambition insatiable qui opprima et épuisa son peuple; sa politique insidieuse et perfide fut rendue encore plus frappante et plus odieuse par le contraste de la conduite de ses deux contemporains François I et Henri VIII. Le règne de Charles V fut fatal aux libertés de l'Espagne; les succès qu'il obtint dans la guerre de la junte lui permirent d'étendre les prérogatives de la couronne aux dépens des communes, et l'amenèrent à comprimer l'aristocratie. Les nobles, séduits par de grands emplois à la cour ou dans l'armée, et conservant la vaine distinction de rester couverts en présence de leur souverain, firent peu d'attention

aux empiètements de la couronne, et la volonté du monarque devint à la longue la loi suprême à laquelle toute l'Espagne s'asservit (1).

---

(1) Voyez Don Juan Pablo Viscardo y Gusman.

CHAPITRE IV.

État de la monarchie espagnole à l'avènement de Philippe II. — Guerre avec le pape. — Avec la France. — Alliance avec l'Angleterre. — Bataille de St-Quentin. — Le duc de Guise reprend Calais aux Anglais. — Les Français défaits à Gravelines. — Paix de Cateau-Cambresis. — Philippe revient en Espagne. — Il persécute les non-conformistes. — Réflexions sur l'intolérance. — Guerre contre les corsaires d'Afrique. — Siége de Malte par les Turcs. — Troubles dans les Pays-Bas. — Tyrannie du cardinal Grenville. — Mesures oppressives de Vigilius et de Barlamont. — Modération de Marguerite, duchesse de Parme. — Garnisons placées à Valencienne, Tournay et Anvers. — Arrivée du duc d'Albe dans les Pays-Bas. — Fin tragique de don Carlos. — Exécution du comte d'Egmond et du comte de Horn. — Tyrannie du duc d'Albe. — Révolte des Flamands. — Révolte des Maures. — Coalition entre l'Espagne, Rome et Venise, contre la Porte. — Défaite mémorable de la flotte turque près de Lépante.

PENDANT tout le règne de Charles V, l'étoile de l'Autriche brilla d'un vif éclat; sous le règne de son fils, l'Espagne reprit son ascendant politique sur le reste de l'Europe. La maison d'Autriche était alors divisée en deux branches; l'une d'elles occupait le trône impérial, l'autre gouvernait les Espagnes : Philippe, bien que ses espérances eussent été trom-

pées, et qu'il n'eût pu ajouter la couronne d'Allemagne à ses autres possessions, était encore le monarque le plus puissant de son siècle. Les royaumes unis de l'Espagne, les couronnes de Naples et de Sicile, le duché de Milan, la Franche-Comté et les Pays-Bas étaient soumis à sa domination : Tunis et Oran sur la côte d'Afrique, les habitants du Cap-Vert et des îles Canaries, reconnaissaient son autorité. Ses nouvelles acquisitions en Amérique, où des empires entiers venaient d'être annexés à la couronne d'Espagne, surpassaient en étendue et en richesses les vastes territoires que ce prince possédait en Europe et en Afrique. Philippe II prit les rênes du gouvernement à l'époque la plus favorable : sous le règne de son frère, les colonies du nouveau continent étaient encore dans l'enfance; les mines récemment découvertes et mal exploitées étaient d'un faible produit, tandis que sous Philippe II l'or et l'argent du Mexique et du Pérou grossirent rapidement les trésors du roi. Les Espagnols avaient alors raison de dire que « quiconque n'avait pas vu Séville, ne con« naissait pas la merveille du monde. » Les manufactures des Pays-Bas fournissaient les objets qui étaient nécessaires aux colonies ; Anvers et Séville étaient en possession du commerce le plus riche et le plus avantageux. Une armée aguerrie, renommée par son courage et commandée par des chefs qui joignaient à l'habileté l'expérience qu'ils avaient acquise dans les combats ; une flotte supérieure à celle d'aucune

autre puissance; un conseil composé d'hommes d'état expérimentés; un commerce plus lucratif et plus étendu que celui des autres nations, toutes ces causes réunies promettaient à l'Espagne une brillante prospérité. Le caractère du nouveau monarque parut d'abord justifier les espérances de ses sujets : il était laborieux et infatigable; une dévotion mal dirigée, et l'amour du pouvoir arbitraire furent ses plus grands défauts. Ce fut aussi la source de tous les malheurs de son règne et de la décadence de la gloire et de la grandeur de l'Espagne.

Philippe ne vit pas long-temps ses états prospérer par la paix. Le traité qu'il avait conclu avec la France fut bientôt violé par la suite des intrigues du pontife romain, Paul IV, qui représentait à Henri que le moment était venu d'attaquer les possessions que les Espagnols avaient en Italie. Le pape, s'étant assuré pour lui-même de l'alliance du roi de France, publia un manifeste qui contenait plusieurs sujets de plaintes contre Philippe, et le déclara déchu de ses droits à la couronne de Naples.

Le monarque espagnol, pénétré dès sa plus tendre enfance d'une profonde vénération pour le souverain pontife, ne pouvait se déterminer à commencer les hostilités. Après avoir perdu beaucoup de temps à délibérer, il se décida enfin à agir : le duc d'Albe reçut l'ordre d'entrer sur le territoire du pape. Les Espagnols pénétrèrent jusqu'aux portes de Rome, et Paul se prépara à soutenir le siége. Les progrès

de l'ennemi ne l'avaient point effrayé ; mais il fut obligé de céder aux sollicitations des cardinaux et d'envoyer un parlementaire proposer une suspension d'armes. Le duc d'Albe, connaissant combien il serait agréable à son maître de terminer une guerre qu'il avait commencée avec tant de répugnance, accepta les propositions du pape et accorda une trève. Paul donna bientôt des preuves de sa mauvaise foi. Le duc de Guise conduisait à son secours vingt mille hommes des meilleures troupes de France. Le pape, jetant aussitôt le masque, reprit les armes et lança des anathèmes. Le duc d'Albe fit sa retraite sur Naples : les Français s'avancèrent jusqu'aux frontières de ce royaume ; les maladies qui se répandirent dans leur armée les obligèrent à revenir sur Rome, où leur présence devenait nécessaire pour protéger cette capitale.

Du côté de la Flandre, les opérations étaient poussées avec plus de vigueur. La prudence des Anglais leur avait empêché d'accorder à Philippe aucune part dans le gouvernement ; l'affection de la reine son épouse lui donna cependant une grande influence sur les affaires. Ce fut pour satisfaire aux vœux de Marie que l'Angleterre embrassa la cause de l'Espagne. L'armée que Philippe avait rassemblée dans les Pays-Bas montait à cinquante mille hommes, et fut rejointe par huit mille Anglais, sous les ordres du comte de Pembroke. Le commandement en chef fut confié à Emmanuel Philibert, duc de Savoie,

qui investit la ville de Saint-Quentin avec toutes ses forces, tandis que Philippe restait à Cambrai, afin d'être près du lieu où l'action se passait. Comme il y avait peu de villes fortifiées entre Saint-Quentin et Paris, le roi de France voulut tenter de délivrer une place dont la prise eût ouvert le chemin de sa capitale. L'armée de Henri était commandée par le connétable de Montmorency; ce général chercha à jeter quelques troupes dans la ville. Un petit nombre força le passage et y pénétra; mais le connétable, ayant été surpris dans sa retraite par le duc de Savoie, qui conduisait des forces supérieures aux siennes, fut mis en déroute et fait prisonnier avec quatre mille soldats et ses principaux officiers; il en avait perdu un nombre presque égal sur le champ de bataille: parmi ces derniers se trouva le duc d'Enghien, frère du prince de Condé. Ce fut principalement à la valeur du comte d'Egmont que les Espagnols durent la victoire décisive qu'ils remportèrent sans avoir essuyé une perte considérable (1).

On assembla un conseil de guerre pour y déterminer un plan d'opérations. Le duc de Savoie proposait de lever le siége et de marcher directement sur Paris: ce projet parut trop audacieux au prudent Philippe, et le siége fut continué. La France était

---

(1) Ce fut en mémoire de la victoire de St-Quentin que Philippe fit construire le palais de l'Escurial.

consternée; la contenance fière de Henri ranima le courage de ses sujets. Il rassembla les débris de son armée, auxquels il joignit le ban et l'arrière-ban des provinces, et rappela de l'Italie le maréchal de Brissac et le duc de Guise. Le pape, abandonné par ses alliés, fit un traité de paix avec Philippe, qui, désirant extrêmement se réconcilier avec le chef de l'Église, s'engagea à lui rendre toutes les conquêtes qu'il avait faites dans les états ecclésiastiques; le duc d'Albe fut obligé d'aller à Rome implorer son pardon et celui de son maître, pour avoir envahi le patrimoine de l'Église. Ce duc, l'un des hommes les plus orgueilleux de son siècle, et accoutumé depuis son enfance à vivre dans la familiarité des princes, avoua que lorsqu'il s'approcha du pontife, la voix lui manqua, et qu'il perdit sa présence d'esprit : preuve frappante du respect superstitieux que les Espagnols avaient pour le caractère des papes.

Le retour de Guise en France convainquit Philippe qu'en s'obstinant à faire le siége de St-Quentin, il avait perdu l'occasion de pénétrer jusqu'à Paris. La prise de St-Quentin et des deux petites villes de St-Amand et du Catelet, fut tout l'avantage qu'il recueillit de sa victoire. Guise commença ses opérations par le siége de Calais : cette ville, la seule qui fût restée des conquêtes d'Édouard III sur le Continent, et qui était depuis deux cents ans sous la domination de l'Angleterre, fut rendue à la cou-

ronne de France par la valeur du connétable (1). Peu après la prise de Calais, le maréchal de Termes se rendit maître de Dunkerque qu'il prit d'assaut, et s'avança sur Nieuport, où il rencontra le duc d'Egmont qui conduisait des forces supérieures. Les Français cherchèrent à effectuer leur retraite; le comte les suivit de très-près, et les força d'accepter le combat près de Gravelines. La valeur désespérée des Français fit long-temps balancer la victoire; mais des vaisseaux anglais, attirés près de la côte par le bruit des armes à feu, entrèrent dans la rivière d'Aa, et, attaquant l'aile droite de l'armée, décidèrent du sort de la bataille. Les Français fuirent précipitamment, laissant deux mille hommes sur la place: leur général et un grand nombre d'officiers de distinction furent faits prisonniers (2).

Cette alternative de succès et de revers disposa les puissances belligérantes à désirer la paix: un demi-siècle s'était écoulé depuis que la France et l'Espagne étaient engagées dans des guerres continuelles. On entama les négociations, et un traité fut conclu à Cateau-Cambresis. Les stipulations furent plus avantageuses à l'Espagne qu'à la France. Des deux côtés on se rendit les conquêtes qui avaient été faites, à l'exception des villes de Metz, de Toul,

(1) Calais avait été pris par Édouard III en 1337, et fut repris par Guise en 1558.

(2) Thuan. lib. 20, p. 693.

de Verdun, qui restèrent à la France : le duc de Savoie rentra dans la plus grande partie de ses domaines (1). Un mois après l'ouverture des conférences, Marie, reine d'Angleterre, mourut d'une hydropisie, occasionnée, suivant quelques-uns, par l'absence de Philippe et par l'indifférence que ce prince lui témoignait ; d'autres attribuèrent sa mort au chagrin qu'elle ressentit de la perte de Calais. Philippe témoigna d'abord beaucoup de déférence et d'amitié à Élisabeth, que la mort de sa sœur Marie faisait monter sur le trône d'Angleterre, et chercha à obtenir sa main. La répugnance qu'elle montra à satisfaire ses désirs, et son zèle pour la religion protestante, le détachèrent de ses intérêts. La reine, craignant la défection de ses alliés, conclut un traité par lequel elle résignait Calais aux Français. La paix fut enfin conclue entre l'Espagne, la France et l'Angleterre : Philippe épousa Élisabeth, fille de Henri ; le duc de Savoie obtint la main de Marguerite de France, sœur du roi : et comme l'intérêt public est presque toujours négligé pour celui des princes, les pertes nationales de la France parurent compensées par l'établissement avantageux que le monarque procurait à sa famille.

Après la conclusion de la paix, Philippe revint

(1) Henri rendit à l'Espagne des conquêtes qu'elle n'aurait pu lui arracher par les armes en moins de trente années. Hénault, Abr. Chron. ad an. 1559.

en Espagne. Il était à peine débarqué à Larédo, dans la Biscaye, lorsqu'une violente tempête dispersa et détruisit la flotte qui l'avait amené. Plus de mille hommes périrent; une collection précieuse de tableaux et de statues des grands maîtres d'Italie et de Flandres fut ensevelie dans l'Océan. On dit que Philippe, en reconnaissance du soin que la Providence avait pris de préserver ses jours dans ce péril éminent, consacra solennellement son règne à la défense de la foi catholique et romaine, et à l'extirpation de l'hérésie : l'Espagne n'eut bientôt que trop de raison de déplorer la rigide ponctualité avec laquelle il accomplit ce vœu. L'inquisition, que Ferdinand et Isabelle avaient établie pour empêcher que les Juifs et les Maures qui avaient reçu le baptême ne retombassent dans leurs premières erreurs, servit sous Philippe à comprimer la liberté de la pensée, sur les sujets dont la connaissance importe le plus à l'homme. L'appât des récompenses accrut le nombre des espions et des délateurs. Dix-huit tribunaux furent constamment occupés à condamner aux flammes tous ceux qui osaient admettre d'autres dogmes que ceux de l'église romaine. Treize personnes subirent, à Valladolid, cet horrible supplice, en présence de Philippe, de son fils don Carlos, de sa sœur, et des grands seigneurs de sa cour : ce monarque vit sans émotion ce sacrifice inhumain. Un noble que l'on conduisait au bûcher implora la pitié de son souverain; mais Philippe lui répondit gravement que,

si son propre fils était capable d'hérésie, il porterait lui-même le bois nécessaire pour le brûler. Dans tous les temps l'intolérance religieuse porta les hommes à commettre de semblables actes de barbarie : cette intolérance, commune à toutes les sectes, produisit des effets plus ou moins funestes, suivant le caractère des peuples et les différentes époques ; c'est d'elle que les infidèles ont dit :

Tantum religio potuit suadere malorum !

observation qui n'a de vérité que lorsque la politique se mêle à la religion et dénature le génie du christianisme.

Charles V, au plus haut période de sa gloire, n'avait pas été capable d'empêcher que les corsaires d'Afrique n'étendissent leurs déprédations sur les côtes de son empire. Ils devinrent encore plus audacieux après l'abdication de ce monarque, et ravagèrent tout le littoral de la Méditerranée. Le nom de Barberousse n'avait pas été plus redouté que ne l'était alors celui de Dragut, qui avait soumis une grande partie de l'île de Corse. Philippe, libre du côté de la France, résolut de châtier ces pirates. Un armement composé de cent vaisseaux de guerre et de transport, et de quatorze mille hommes de vieilles troupes, sous le commandement du duc de Médina-Céli, vice-roi de Sicile, mit à la voile du port de Syracuse, et gouverna vers Tripoli, qui était la retraite principale de Dragut. Les talents du comman-

dant en chef n'étaient pas proportionnés à l'entreprise. Ses préparatifs avaient été faits avec si peu de prévoyance, que la flotte perdit, dans le port même de Syracuse, près de quatre mille soldats par des maladies que des provisions mal-saines occasionnèrent. Lorsqu'il arriva sur la côte d'Afrique, au lieu d'attaquer immédiatement Tripoli, il consuma le temps à fortifier l'île de Gerba. Dragut était alors engagé dans une guerre contre un des princes indépendants de Barbarie; il abandonna ses projets de conquête pour défendre ses possessions. Le temps que les Espagnols avaient perdu lui permit de réunir ses vaisseaux dispersés : les escadres de la Porte se joignirent à celles de Barbarie. A leur approche, le mauvais état des troupes ne permettant pas au duc de Médina-Céli de hasarder le combat, il donna le signal de la retraite, qui se fit dans le plus grand désordre. Plusieurs vaisseaux se perdirent dans les bas-fonds, ou se brisèrent contre les rochers. Les Turcs en prirent trente : mille vieux soldats périrent : cinq mille furent faits prisonniers; et le duc se retira à Malte avec ses principaux officiers.

Dès que la flotte espagnole fut éloignée, Dragut assiégea la forteresse de Gerba, dont la défense était confiée au brave don Alvaro de Sandez. Un corps de douze mille Turcs, sous la conduite de Piala, le plus habile des commandants du Grand-Seigneur, vint soutenir l'attaque des Maures. Animés par l'exemple de leur chef, les Espagnols repoussèrent l'ennemi

pendant quelques jours avec une grande valeur. Le canon des Turcs avait abattu les fortifications : Alvaro et sa garnison, réduite alors à mille hommes, résolurent de périr ou de s'ouvrir un passage, l'épée à la main, à travers l'armée ennemie. Sortant au milieu de la nuit, ils répandirent la terreur et le carnage dans le camp des infidèles : ils étaient parvenus près de la tente du général, lorsqu'ils furent arrêtés par les janissaires. Entourés de tous côtés, ils défendirent vaillamment leur vie et tombèrent couverts de blessures. Alvaro, suivi de deux des siens, força le passage, et, parvenu sur le rivage, regagna les débris d'un vaisseau. On l'aperçut le lendemain matin qui attendait l'ennemi avec intrépidité. Le général turc Piali admira sa valeur, et l'assura d'un traitement honorable. Alvaro mit bas les armes; après une courte captivité à Constantinople, son souverain paya sa rançon.

Les succès de Dragut excitèrent l'émulation des autres pirates. Hassan, vice-roi d'Alger et fils de Barberousse, après avoir rassemblé une armée de cent mille hommes et une flotte composée de trente vaisseaux, mit le siége devant la forteresse de Mazarquiver, qui avait été enlevée aux Maures ainsi que celle d'Oran par le cardinal Ximénès. Le danger dont cette place importante était menacée réveilla Philippe et lui fit faire de grands apprêts. Une flotte nombreuse se rassembla dans les ports d'Espagne et d'Italie, sous le commandement de don Francisco Mendoza, et

parut bientôt sur les côtes d'Afrique. La fortune commença à favoriser les armes de Philippe : les corsaires de Barbarie apprirent à leur tour à trembler. La flotte et l'armée de Philippe attaquèrent la forteresse de Pennon Velez, retraite de Cara Mustapha. Cet homme, d'abord simple matelot, était parvenu, par son esprit audacieux et le succès de ses courses, à équiper une escadre de galères, avec lesquelles il ravageait les côtes de la Méditerranée. Situé sur un rocher élevé et à pic, séparé du continent par un canal, et accessible d'un seul côté par un chemin étroit, Pennon de Velez paraissait inexpugnable. La lâcheté du gouverneur auquel Mustapha avait confié la défense de ce fort en facilita la conquête.

La joie que ces succès excitèrent dans toute la chrétienté fit bientôt place à de nouvelles craintes. Soliman se considérait comme le protecteur des disciples de Mahomet : sa puissance et ses talents n'étaient point au-dessous de cette tâche difficile, et ses apprêts immenses annonçaient un grand effort. On ignorait seulement de quel côté cet orage fondrait. Même dans les conseils de l'empereur ottoman on était indécis si l'attaque serait dirigée d'abord sur la Sicile ou sur Malte. Soliman voulut tenter cette dernière conquête ; la grandeur de son armement répondait à la difficulté de l'entreprise. Le courage et la persévérance des chevaliers de l'ordre, joints à l'intrépidité du grand-maître, Jean de la Valette, déjouèrent tous les efforts de la puissance otto-

mane. La mémorable défense de l'île de Malte, qui soutint un siége de quatre mois, sera toujours considérée, dans l'histoire militaire, comme l'un des plus grands exploits (1). Les Maltais avaient constamment espéré, pendant ce temps de danger, que les Espagnols, qui avaient une flotte dans les eaux de la Sicile, viendraient à leur secours. Mais Philippe, par une politique intéressée et mal entendue, ne voulut point exposer ses forces avant d'avoir détruit le pouvoir des Turcs. Lorsque l'armée de ces derniers, qui montait d'abord à quarante mille hommes, fut réduite au-dessous de seize mille, Philippe donna l'ordre au vice-roi de Sicile d'envoyer la flotte A. D.
au secours des chevaliers. Vers le milieu de septem- 1565.
bre, six mille soldats, sous la conduite d'Alvaro de Sandez, le même qui avait montré tant d'intrépidité au siége de Gerba, débarquèrent dans l'île. Don Alvaro marcha aussitôt à l'ennemi : les Turcs furent mis en déroute : le grand-visir Mustapha eut peine à rejoindre sa flotte, et plus de deux mille de ses braves janissaires périrent sous le fer des Espagnols (2).

L'échec que les armes ottomanes avaient reçu devant Malte délivra Philippe des craintes qu'il avait eues pour la Sicile. Rassuré du côté de l'étranger,

(1) L'île de Malte fut donnée aux chevaliers de St-Jean de Jérusalem lorsque ceux-ci furent chassés de Rhodes par Soliman.

(2) Voyez l'abbé Vertot; *Siége de Malte*.

ce monarque eut tout à redouter de ses propres états : ils renfermaient les semences de la guerre civile, qui produisit bientôt des effets plus pernicieux que ceux qui auraient pu résulter de l'invasion de l'ennemi. L'Espagne était contenue par la présence des armées du roi et par l'inquisition. Les Pays-Bas seuls avaient conservé quelque indépendance. A une époque très-reculée, ces provinces formaient des états indépendants, gouvernés par leurs ducs et leurs comtes respectifs. Ceux-ci, engagés dans des guerres presque continuelles, soit entre eux, soit avec les puissances voisines, étaient obligés d'avoir recours à leurs sujets pour en obtenir des subsides. Ces seigneurs suzerains n'obtenaient ordinairement ces secours d'argent qu'en accordant des concessions en retour : ce fut ainsi que les cités, les nobles et le clergé acquirent des priviléges si étendus. La forme de la constitution était monarchique, mais son essence était républicaine. L'autorité suprême résidait dans l'assemblée des états, dont les membres avaient la faculté de se réunir aussi souvent qu'ils le jugeaient nécessaire. On ne pouvait promulguer aucune loi, lever aucun impôt, faire la guerre, ou admettre des étrangers dans aucune branche de l'administration, sans le consentement des états. Les princes flamands régnaient suivant l'ordre de succession, mais leurs principales fonctions consistaient à commander les armées.

Des conquêtes et des alliances firent passer ces provinces dans la maison de Bourgogne : la consti-

tution demeura presque la même. L'industrie et le commerce florissaient sous l'influence de la liberté. Bruges et après elle Anvers devinrent les deux grands entrepôts du Nord. Gand fut renommé pour l'excellence de ses laines, et Arras pour la beauté de ses tapisseries. Presque chaque ville fut enrichie par ses manufactures, et l'opulence de ces provinces excita l'étonnement des contrées voisines.

A l'extinction de la ligne masculine de la maison de Bourgogne, par la mort de Charles-le-Téméraire, la souveraineté de ses domaines revint à Marie, sa fille et son héritière, qui avait épousé Maximilien, roi des Romains. L'avènement de leur petit-fils Charles V aux trônes d'Espagne et d'Allemagne, en le rendant trop puissant pour s'assujétir aux lois de ses peuples, fut fatal aux libertés des Pays-Bas. Ce monarque introduisit des troupes étrangères dans ces provinces, et se joua souvent de leurs privilèges. Mais la Flandre était le lieu de sa naissance : il avait conservé de l'attachement pour les Flamands ; il en eut toujours un grand nombre près de sa personne, leur confia les charges les plus importantes de la couronne, et fut récompensé de la préférence qu'il leur accordait par leur zèle pour sa gloire et leur dévoûment à sa personne.

Ni le caractère ni la conduite de Philippe n'étaient propres à lui concilier les mêmes affections. Sa réserve orgueilleuse, sa bigoterie, déplaisaient aux Flamands. Les opinions des réformés s'étaient ac-

créditées ; et des hommes élevés au sein de la liberté répugnaient à se soumettre à un esclavage religieux. Charles s'était efforcé d'étouffer dans sa naissance les germes des nouvelles doctrines, et avait lancé plusieurs édits à ce sujet ; mais lorsqu'il vit que les protestants se disposaient à émigrer et à transporter ailleurs leurs richesses, sa prudence lui fit suspendre des mesures qui eussent dépeuplé un pays duquel il tirait la plus grande partie de son revenu. Philippe, méprisant ces hautes considérations, fit revivre, dès le commencement de son règne, ces édits oubliés depuis long-temps. Il établit aussi, pour extirper l'hérésie, un tribunal qui ne fut point, il est vrai, décoré du nom d'inquisition, mais qui fut armé de tous les pouvoirs de cette redoutable institution. Le nombre des troupes espagnoles restées dans les Pays-Bas, leur rapacité et leur insolence augmentèrent le mécontentement du peuple. Des plaintes en furent portées au pied du trône avant le départ de Philippe pour l'Espagne ; ce monarque écouta avec un silence dédaigneux les représentations des États, et, se refusant à employer aucun moyen conciliant, résolut de maintenir son autorité par la force.

Marguerite, duchesse de Parme, avait reçu de Philippe le gouvernement des Pays-Bas ; cette princesse penchait pour des mesures modérées ; mais bien qu'elle eût le titre de régente, le pouvoir absolu était entre les mains du cardinal Grenville,

homme d'une basse extraction, mais doué de grands talents, intrépide, et attaché, par reconnaissance et par intérêt, au souverain pontife et à Philippe. Inaccessible à la pitié, il enchérissait encore sur la cruauté des édits de son souverain, et violait avec une tyrannie inouie la constitution des provinces. Son arrogance et son intolérance religieuse devinrent fatales à son élévation. Le célèbre Guillaume de Nassau, prince d'Orange, et les comtes d'Egmont et de Horn, les trois personnages les plus illustres de la noblesse flamande, portèrent leurs plaintes au roi (1). Dans la lettre qu'ils lui adressèrent, les mécontentements du peuple furent attribués à la conduite impérieuse du cardinal. Philippe, naturellement inflexible, refusa de renvoyer son ministre. Grenville, voyant qu'il était devenu un objet de haine pour les Flamands, céda à l'orage; convaincu de l'inefficacité de ses mesures, il sollicita son rappel, et se retira prudemment des troubles qu'il avait lui-même excités.

La retraite de ce ministre fut loin de rendre la tranquillité au pays : son influence avait été transportée à deux de ses créatures, Vigilius et Barlaimont, qui continuèrent à persécuter les protestants. L'aspect menaçant des affaires alarma à la fin la régente. Elle résolut d'envoyer en Espagne l'un des nobles qui avait le plus de crédit à la cour, pour

(1) Strada, de Bello Belgico, lib. 2.

représenter à Philippe l'état d'agitation des provinces, et elle fit choix du comte d'Egmont. La réception du comte fut des plus flatteuses : Philippe le traita avec une attention marquée, et sut se l'attacher par des présents magnifiques et des promesses brillantes. Il joignit à ces faveurs personnelles des expressions qui firent croire au comte que son ambassade avait eu tout le succès qu'il espérait, et que son pays allait enfin recouvrer sa liberté. Egmont, franc et sincère, étant trompé par ces apparences, revint en Flandre vanter la générosité du monarque, et justifier ses intentions. Le prince d'Orange, plus circonspect et plus soupçonneux, ne fut pas aussi aisément la dupe de Philippe. La conduite de celui-ci dévoila bientôt ses projets. Il ordonna que l'on sévît avec la plus grande rigueur contre ceux qui ne se soumettraient pas aux édits de la cour de Rome, et un grand nombre de ses sujets périt victime de ses persécutions.

Le prince d'Orange, Egmont et Horn se conduisaient avec sagesse et loyauté, et se bornaient à faire des remontrances au roi : leur modération fut désapprouvée par Philippe de Marnix, seigneur de Ste-Aldégonde, l'un des nobles les plus distingués par son habileté et son éloquence. Il fit paraître un mémoire dans lequel il représentait avec force les moyens dont on s'était servi pour égarer les Flamands. Après avoir démontré les funestes effets de l'inquisition introduite dans les provinces, et qui

violait si ouvertement les lois établies, les membres de cette confédération, qui avaient apposé leur signature au bas de cet écrit, déclarèrent qu'ils formaient une ligue sacrée, et confirmèrent par un serment solennel la résolution où ils étaient de s'opposer de tous leurs moyens aux prétentions de ce tribunal illégal. Ils protestaient en même temps de leur obéissance au souverain, et déclaraient que le seul objet de leur confédération était de résister à la tyrannie, sans aucun désir de renverser la religion établie.

Les vues ostensibles de la ligue furent approuvées presque généralement; les catholiques les plus recommandables voulurent signer le mémoire. Afin de remplir leurs engagements, les confédérés, au nombre de trois à quatre cents, presque tous nobles et d'une grande influence dans le pays, se rendirent à Bruxelles, et demandèrent la permission d'expliquer leurs sentiments à la régente. Ils allèrent en ordre au palais, où ils reçurent une audience de Marguerite. Là, ils renouvelèrent leur serment de fidélité; mais ils exprimèrent leurs craintes que, si l'on s'obstinait à suivre ce système de rigueurs, une révolte générale n'en fût l'infaillible conséquence, et demandèrent que l'on envoyât des députés à Madrid pour instruire le roi de la situation des affaires. Une conduite aussi ferme intimida la régente. Elle donna des instructions aux inquisiteurs, pour qu'ils missent plus de modération à l'égard des protestants, A. D. 1556.

et leur enjoignit de ne punir que ceux qui étaient convaincus de sédition. Elle choisit le marquis de Mons et le baron de Montigny, deux membres de la ligue, pour porter devant le roi la pétition des confédérés.

L'esprit des protestants était trop violemment agité pour souffrir le plus léger retard : ils demandaient à grands cris que l'on fît droit à leurs plaintes; et, dans un moment d'enthousiasme religieux, une populace fanatique se souleva ouvertement. Se précipitant dans les églises, elle les dépouilla de leurs ornements, défigura les statues des saints, et renversa les autels. Orange, Egmont et Horn parvinrent par leur fermeté et leur habileté à réprimer ces outrages. Leur influence fit abandonner par le peuple plusieurs chefs de l'émeute, qui furent punis de mort; on rendit les vases sacrés ainsi que d'autres objets précieux, et la tranquillité de l'église fut rétablie. Des services aussi éclatants ne purent cependant effacer de l'esprit de Philippe les soupçons qu'il avait conçus sur ces trois seigneurs. Leurs remontrances contre la présence des troupes espagnoles, contre l'inquisition et l'administration de Grenville, l'attachement qu'ils avaient toujours montré pour la liberté constitutionnelle de leur pays, avaient excité en lui un ressentiment que rien ne pouvait affaiblir. Le duc d'Albe, dans une lettre adressée à la gouvernante, l'informait que le roi, regardant le prince d'Orange et les comtes d'Egmont et de Horn comme les au-

teurs des troubles de la Flandre, avait juré de les punir d'une manière exemplaire. Cette lettre étant tombée au pouvoir du prince d'Orange, celui-ci la communiqua à Egmont et à Horn, et les avertit de se préparer à repousser l'orage dont ils étaient menacés; mais Egmont, que les protestations de Philippe avaient séduit, refusa de prendre des précautions qu'il croyait inutiles, et la confiance qu'il eut dans l'honneur de son souverain lui coûta la vie.

La gouvernante reçut d'Espagne des sommes considérables, et l'ordre de lever, parmi les catholiques, un grand nombre de troupes. Plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie furent mis aussitôt sur pied et confiés au commandement d'officiers distingués par leur zèle pour la religion romaine, et un dévoûment aveugle pour les volontés de la cour. Ces troupes furent envoyées dans les différentes forteresses, afin d'effrayer les villes rebelles. Les habitants de Valenciennes, qui professaient les nouvelles doctrines, refusèrent de recevoir une garnison dans la citadelle. Le seigneur de Noircarmes, pour punir leur présomption, investit la ville avec un corps de troupes considérable. Le canon des catholiques dissipa bientôt l'enthousiasme des habitants, et les força d'ouvrir leurs portes (1). Leur témérité fut punie par la mort des chefs de la révolte, et par la proscription de la religion protes-

(1) Strada, de Bello-Belgico, lib. 1.

tante. Tournay et Anvers craignirent le sort de Valenciennes, et reçurent dans leurs citadelles une force armée qui opprima les habitants dans l'exercice de leurs droits civils, et de leur religion. Les confédérés, ayant à leur tête le comte Brederode, présentèrent une seconde pétition. Mais la conduite que tint leur gouvernante dans cette occasion leur prouva que le moment favorable était passé : elle refusa de les admettre en sa présence, et la seule réponse qu'elle leur fit faire, fut, qu'en encourageant la révolte, ils avaient perdu le droit d'être écoutés.

Exaspéré par ce traitement, Brederode prit les armes. La Hollande révéra un chef qui descendait de ses anciens comtes. Les protestants se réunirent sous son étendard ; l'approche des comtes d'Aremberg et de Megen, qui s'avançaient avec des forces supérieures, l'obligea à se retirer en Allemagne. Sa retraite parut anéantir les espérances des protestants. Le calme le plus profond succéda à la tempête, et les seigneurs semblèrent rivaliser entre eux à qui donnerait le plus de preuves de zèle pour le roi et pour l'église.

Si Philippe avait pu se satisfaire de la soumission des Pays-Bas, la prudence et la vigueur de la gouvernante avaient su préparer leur tranquillité et leur future obéissance ; mais l'esprit tyrannique et superstitieux du monarque le porta à croire que l'honneur de la couronne et la sûreté de l'église exigeaient l'établissement du despotisme et l'extirpation

de l'hérésie. Guidé par de tels sentiments, il envoya en Flandre le duc d'Albe, à la tête d'une armée composée de troupes espagnoles, italiennes et allemandes. Sévère et implacable, Albe était l'homme qui convenait le mieux pour exécuter les volontés sanguinaires de son maître : la nouvelle de sa nomination répandit la terreur et l'effroi dans toutes les provinces. Le prince d'Orange résolut d'échapper aux persécutions en se retirant en Allemagne, et voulut persuader au comte d'Egmont de l'accompagner dans sa fuite. Le trouvant sourd à ses conseils, il lui dit ces paroles mémorables : « Vous serez le « pont sur lequel le duc d'Albe entrera dans les « Pays-Bas ; et lorsqu'il aura passé dessus, il le dé« truira. »

La prédiction du prince d'Orange ne tarda pas à se vérifier. Le duc d'Albe entra dans Bruxelles et fit usage des pouvoirs extraordinaires dont il était armé. Sous le prétexte d'une conférence, les comtes d'Egmont et de Horn furent invités à se rendre dans le palais du duc; ils y furent arrêtés et envoyés prisonniers au château de Gand. La duchesse de Parme, gouvernante des Pays-Bas, désapprouva cette mesure arbitraire; et voyant que son autorité devenait nulle, par la commission extraordinaire que le roi avait donnée au duc, cette princesse se décida à quitter un poste dans lequel on avait blessé ses sentiments et insulté à sa dignité. Après avoir représenté à Philippe les fatales conséquences qui résulteraient in-

failliblement de son despotisme et de sa tyrannie, elle résigna la régence : son départ laissa le duc d'Albe continuer ses exécutions (1).

Tandis que d'Albe tyrannisait les Flamands, son maître faisait partager à sa propre famille les souffrances de ses sujets. Don Carlos, fils aîné de Philippe, prince de peu de capacité, et susceptible de passions violentes, fut accusé d'avoir voulu passer en Flandre pour se mettre à la tête des mécontents. Ce projet extravagant d'un jeune insensé devait exciter la pitié autant que la colère de son père. Mais l'ame de Philippe était endurcie contre les plus tendres émotions. Don Carlos fut arrêté en sa présence, dépouillé des marques de sa dignité, et renfermé étroitement. Conformément à la volonté de ce père inexorable, le tribunal de l'inquisition le prononça coupable. Un voile obscur a couvert les derniers moments de ce prince infortuné, et l'histoire n'a pu en révéler le secret.

A. D. 1568.

Les Flamands avaient bien peu à espérer d'un monarque qui n'avait pas même épargné son fils. Une inquisition sévère avait déja été établie contre ceux qui, pour défendre leurs droits, osaient résister à la volonté du roi : l'âge, le sexe, la condition, rien ne pouvait garantir de la hache du bourreau ; il n'y avait de salut que dans la plus aveugle soumission. Des juges avides dépouillèrent de leurs propriétés un

(1) Fam. Strada, de Bello Belgico, lib. 1.

grand nombre de ces malheureux flamands, et les réduisirent à la mendicité; les persécutions du duc d'Albe furent telles, que, dans l'espace d'une année, plus de cent mille personnes abandonnèrent leurs demeures et se réfugièrent dans les pays étrangers. Ils y portèrent leur industrie et leurs talents, et y firent fleurir ces arts et ces manufactures qui avaient enrichi les Pays-Bas : c'est ainsi que la tyrannie de Philippe appauvrit ses états et fit refluer dans ceux de ses ennemis tout l'or que le commerce des Flamands attirait auparavant dans les Provinces-Unies.

Le prince d'Orange avait échappé par la fuite aux piéges que lui tendaient ses ennemis ; mais ses biens avaient été confisqués, et son fils aîné, le comte de Buren, pendant qu'il suivait le cours de ses études dans l'université de Louvain, avait été arrêté et conduit à Madrid. Ses propres offenses et les maux que l'on faisait souffrir à son pays, forcèrent le prince d'Orange à agir. Soutenu par les princes luthériens d'Allemagne, qui étaient touchés de compassion pour les infortunes de leurs frères, il fut en état de lever un corps considérable de troupes, pendant que les Flamands exilés se rangeaient sous la bannière de son frère, le comte Louis de Nassau. Celui-ci, suivi de son frère Adolphe, entra dans les Pays-Bas. Le comte d'Aremberg, qui s'avançait avec un détachement d'Espagnols, trouva son adversaire retranché dans une forte position et sur une hauteur, ayant un marais profond qui couvrait sa ligne. Il était disposé

à ne point attaquer, mais les troupes demandèrent à grands cris qu'il les conduisît aux Flamands : une déroute complète fut le prix de leur témérité. Enfoncés dans la boue jusques aux genoux, ils restèrent exposés au feu de l'ennemi. La plus grande partie y resta ; le comte d'Aremberg, dans une charge très-vive, rencontra le comte Adolphe de Nassau, et ils périrent tous deux par la main l'un de l'autre.

Peu après cet engagement, les comtes d'Egmont et de Horn furent appelés en jugement. Ils furent accusés d'avoir tenté de renverser l'autorité royale dans les Provinces-Unies. Leur défense prouva clairement qu'ils avaient au contraire protégé constamment les priviléges constitutionnels de la couronne, et qu'ils s'étaient efforcés de rendre à la religion catholique toute son influence. Ils réclamèrent les droits qu'ils avaient, comme chevaliers de la Toison-d'Or, d'être jugés par leurs pairs ; mais ils plaidaient devant un tribunal qui ne connaissait d'autre loi que la volonté d'un tyran, et ils ne furent point écoutés. Contre tout principe de justice, ils furent déclarés coupables, et condamnés à être décapités. La comtesse d'Egmont implora vainement l'insensible Philippe, elle eut beau lui rappeler qu'il devait le succès des batailles de Saint-Quentin et de Gravelines à la valeur de son mari, il fut inexorable : le souvenir de la gloire dont on avait couvert ses armes ne le touchait pas plus que les larmes et les prières. L'intervention de la duchesse de Parme et de l'empereur

d'Allemagne fût méprisée; ce fut à Bruxelles que les comtes d'Egmont et de Horn subirent leur sort avec un courage digne de leurs premiers exploits. L'indignation du peuple éclata : il courut en foule au lieu de l'exécution, trempa des mouchoirs dans le sang de ces illustres victimes, et cria vengeance et mort au tyran et à ses satellites.

Le comte Louis de Nassau, après avoir gagné une victoire qui lui coûtait la perte de son frère, trouva son armée augmentée de treize mille hommes; malheureusement les troupes allemandes commençaient à se mutiner pour avoir leur paie. Dans cette situation difficile il fut attaqué à l'improviste par le duc d'Albe, à la tête de quinze mille Espagnols, dont trois mille cavaliers. Une armée révoltée ne pouvait pas faire beaucoup de résistance; et le comte Louis, après avoir vu massacrer la moitié de ses soldats, s'échappa du champ de bataille avec la plus grande peine. Le prince d'Orange arrivait au même instant sur la frontière de la province de Gueldre; il publia un manifeste dans lequel il abjurait la croyance romaine, faisait profession de suivre la religion réformée, et déclarait que son but était de délivrer son pays. Bien qu'il eût appris la nouvelle des revers de son frère, il continua d'avancer, passa le Rhin et parvint jusqu'à la Meuse sans rencontrer l'ennemi. Il aperçut de l'autre côté de la rivière le camp du duc d'Albe. Le général espagnol voulait empêcher le passage de la Meuse, mais Orange trompa sa vigilance, et tra-

versa la rivière dans un endroit qui était guéable. Le duc d'Albe, connaissant le mauvais état des finances de ce prince, évita soigneusement une action, se bornant à observer les mouvements de son adversaire. Cette conduite prudente réussit. Les troupes soldées de l'armée protestante se révoltèrent pour avoir leur solde; le prince, ne pouvant s'emparer d'aucune ville ou forteresse, fut obligé de se retirer sur les frontières de l'Allemagne et de licencier ses troupes. La retraite du prince d'Orange parut donner encore plus d'ascendant au duc d'Albe : l'inquisition continua ses recherches avec plus de vigueur et de cruauté; et tous les efforts furent dirigés contre l'extermination de l'hérésie de Luther.

L'Espagne, ainsi que les Pays-Bas, était désolée par les persécutions de l'intolérance religieuse et par les maux de la guerre civile. Lorsque Grenade se soumit aux armes de Ferdinand, il avait été stipulé dans l'acte de capitulation que la religion mahométane serait permise et protégée : depuis le règne de ce prince, les Maures de Grenade avaient suivi sans inquiétude le culte de leurs pères. Sous l'administration de Philippe, l'inquisition sévit avec fureur contre les Maures, et ces infortunés eurent recours à la révolte, comme à leur dernière ressource. Ils choisirent pour souverain un descendant de leurs anciens rois; et réfugiés dans les montagnes d'Alpuxura, ils soutinrent une guerre active contre les armées espagnoles. Leur valeur tumultueuse fut

obligée de céder à des forces régulières; ils cherchèrent, par la soumission, à se préserver d'une ruine totale. Le marquis de Mondegar, lieutenant-général de cette province, accueillit favorablement leurs députés, et conseilla au roi de les traiter avec bonté. Cette modération s'accordait mal avec le caractère de Philippe; il publia un décret qui ordonnait que tous les prisonniers, sans distinction de sexe, de rang et d'âge, fussent vendus comme esclaves. Malgré la situation désespérée des Maures, ce traitement inhumain bannit de leur esprit le sentiment de leur danger et accrut leur fureur jusqu'a la rage. Les soldats espagnols ne recevant pas l'argent qui leur était dû, abandonnèrent leurs drapeaux et ravagèrent le pays. Grenade offrit le triste spectacle d'une province révoltée et d'une armée entièrement indisciplinée et se livrant à tous les excès. La cour de Madrid fut alarmée des nouvelles qu'elle recevait chaque jour de cette partie de la péninsule : les désastres qui provenaient de la mauvaise conduite des ministres furent attribués au général, et on ne vit d'autre remède à ces maux que de nommer un nouveau commandant.

Ce fut dans cette occasion que les talents militaires de don Juan d'Autriche commencèrent à paraître. Ce prince, fils naturel de Charles V et de Marie de Blomberg, dame allemande, se faisait remarquer par un extérieur séduisant, et par un esprit ardent, qui n'aspirait qu'au moment où il pourrait

se distinguer dans la carrière des armes. Quoiqu'il n'eût que vingt-deux ans lorsque Philippe lui donna le commandement de l'armée destinée à soumettre les Maures, son activité et son habileté surpassèrent l'attente publique. Il est vrai que les dissensions des insurgés rendirent ses succès faciles. Aban-Humaya, que les Maures avaient élu pour leur souverain, tomba sous le fer d'un assassin. Aban-Aboo lui succéda et périt de la même manière : la discorde détruisit la forme de leur gouvernement, et ce peuple malheureux tomba dans une entière dépendance. Ceux que l'on prit les armes à la main furent punis de mort, ou vendus comme esclaves. La plus grande partie de ceux qui n'avaient même pris aucune part à la révolte furent arrachés à leur sol natal et transplantés dans des provinces éloignées, où ils languirent pauvres et méprisés. On ne permit qu'à un très-petit nombre d'entre eux de rester à Grenade, afin de continuer à faire prospérer ces manufactures qui avaient autrefois enrichi le royaume. Mais ce n'est pas sous le poids de l'oppression que le commerce peut fleurir, et que l'industrie peut exercer son activité. Telle fut la fin de la guerre contre les Maures ; guerre qui, par ses pernicieux effets sur l'agriculture, les manufactures et le commerce, fut l'une des causes principales de la décadence de l'Espagne.

A. D. 1570.

Le règne de Philippe II fut fatal à tous les états de ce prince. Les Flamands furent complètement réduits à l'obéissance : la prééminence de l'église

catholique fut rétablie ; on construisit des citadelles dans plusieurs des villes principales; et la présence des troupes espagnoles contint les habitants par la terreur qu'elles inspiraient. Entourée de telles sauvegardes l'autorité royale avait peu à craindre; et si les mesures de Philippe eussent été modérées, il aurait pu continuer à régner sur les Provinces-Unies avec une puissance aussi étendue qu'un despote puisse jamais la désirer. Le peuple avait été tellement effrayé qu'il n'y avait que l'excès de l'oppression qui pût lui donner assez de courage pour secouer le joug. Philippe et ses ministres, enivrés de leurs succès, écrasèrent sous leurs pieds les malheureux qui s'y étaient prosternés. Afin d'entretenir les troupes espagnoles, une taxe mobilière de dix pour cent, et une sur les biens fonciers de vingt pour cent, fut établie malgré les remontrances des états qui représentèrent combien cette mesure serait pernicieuse au commerce et à l'industrie. Les catholiques et les protestants se plaignirent également; Albe fut inflexible : il ordonna le paiement immédiat de cette nouvelle taxe; elle occasionna une stagnation dans le commerce, et fit négliger les propriétés rurales. Les Flamands s'étaient courbés sous le joug de la tyrannie religieuse; mais lorsqu'ils virent qu'après leur avoir ôté la liberté de conscience on les dépouillait encore de leurs biens, leur patience épuisée et leurs craintes firent place au ressentiment. Le nombre des exilés s'accrut rapidement; ils cherchèrent à ar-

racher sur mer la subsistance qu'ils ne pouvaient plus se procurer sur terre. Croisant le long du canal, dans de petits vaisseaux, ils saisirent tous les bâtiments marchands sous pavillon espagnol, et vendirent, pendant quelque temps, leurs prises dans les ports de l'Angleterre. La politique d'Élisabeth, qui n'était point encore préparée à rompre avec l'Espagne, les priva à la fin de cette ressource. Leur exclusion des ports anglais leur rendit nécessaire de se pourvoir d'une retraite assurée, et ils s'emparèrent par surprise de Brille, ville forte dans l'île de Voorne, située à l'embouchure de la Meuse, et distante de Rotterdam d'environ quinze milles.

Le duc d'Albe, en apprenant la nouvelle de cet événement inattendu, ordonna au comte de Bossut, gouverneur de Hollande, de s'avancer sur Brille, afin de prévenir la révolte des villes voisines. Les exilés, convaincus de leur inhabileté à repousser des forces supérieures en nombre et bien disciplinées, ouvrirent les écluses, et ce ne fut que par une retraite précipitée que les Espagnols échappèrent à l'inondation. Cette entreprise malheureuse fut suivie de plus grands revers. Le comte de Bossut, dans sa retraite, ne put entrer dans la ville de Dordrecht : Flessingue arbora l'étendard de la révolte : l'esprit d'insurrection se répandit rapidement dans la Zélande ; et le nombre toujours croissant des insurgés les mit à même de faire le siége de Middelbourg. Bien qu'ils fussent forcés d'abandonner cette entre-

prise, et de se retirer des murs de Terneuse, leurs succès sur mer compensèrent les désavantages qu'ils avaient eus sur terre. Les exilés croisèrent dans le canal avec cent cinquante de leurs petits vaisseaux[1], et empêchèrent le duc de Médina-Céli, qui venait avec une escadre de cinquante voiles, apporter des renforts au duc d'Albe, d'entrer dans le port. Après un rude combat, vingt des plus grands vaisseaux espagnols furent pris; le duc lui-même s'échappa avec peine, et vint se réfugier dans la baie de Sluys. Ces entreprises maritimes des exilés flamands embarrassèrent extrêmement Philippe, parce qu'à cette même époque, il était engagé dans une expédition qui exigeait la concentration de toutes ses forces navales.

Depuis le siége mémorable de Malte, les armes ottomanes avaient enlevé Chypre aux Vénitiens : leurs progrès avaient alarmé les états chrétiens qui bordaient les côtes de la Méditerranée. Le zèle et la politique de Pie V voulurent exciter les peuples à entreprendre une guerre de religion : mais cette sainte ardeur qui, six ou sept siècles auparavant, avait été la source des sanglantes croisades, était alors éteinte. De tous les grands monarques de l'Europe, Philippe seul, que ses possessions en Afrique rendaient l'ennemi naturel de la puissance musulmane, écouta les prières du souverain pontife. Il entra avec empressement dans la ligue que formaient les Vénitiens et le saint-siége, et s'engagea

à payer la moitié des dépenses de cette guerre : les Vénitiens devaient fournir les trois quarts de la moitié qui restait, et le pape l'autre quart.

Les coalisés équipèrent un armement formidable qui se réunit quelques semaines après dans le port de Messine. Cette flotte consistait en deux cent cinquante vaisseaux de guerre, ayant à bord cinquante mille hommes tant soldats que matelots. Le commandement en chef des forces combinées était confié à don Juan d'Autriche, pour qui on inventa le titre pompeux de généralissime. Les apprêts de Sélim II étaient dignes du successeur de Soliman. Il employa toutes les ressources de son vaste et belliqueux empire, qui était alors au plus haut période de son pouvoir et de sa force. Les corsaires d'Afrique vinrent à sa demande se ranger sous son pavillon. Avant que la flotte chrétienne fût sortie du port de Messine, celle des Ottomans, commandée par le capitan pacha, l'intrépide Ali, mit à la voile et quitta le port de Constantinople. Après avoir passé l'Hellespont et l'Archipel, elle doubla le cap Matapan qui est à l'extrémité méridionale de la Morée, et s'étendit le long de la côte occidentale de la Grèce jusques au golfe de Lépante, où, vers le commencement d'octobre, le capitan pacha aperçut la flotte des confédérés.

La bouillante valeur de don Juan d'Autriche était encore stimulée par la bénédiction du pontife romain ; la supériorité du nombre des forces turques

ne put, un seul moment, réprimer son ardeur guerrière. Le signal du combat fut donné au même instant des deux côtés. L'engagement fut des plus opiniâtres et des plus sanglants. Chaque vaisseau eut à combattre et à repousser l'attaque des galères turques: Espagnols, Italiens, Turcs, semblaient tous défier le danger et la mort : pas un d'eux ne quitta son poste et ne montra la moindre crainte pendant le combat. Les vaisseaux de l'amiral ottoman et de don Juan d'Autriche s'entrechoquèrent et se cramponnèrent fortement; les deux commandants étaient disposés à vaincre ou à périr : le capitan pacha fut tué; les Espagnols sautèrent à l'abordage, le carnage fut horrible : ils arrachèrent le pavillon turc, et élevèrent à la place l'étendard de la croix qui frappa de terreur la flotte ottomane. Les esclaves chrétiens qui ramaient sur les galères turques brisèrent leurs fers et vinrent augmenter la confusion et l'effroi : cent trente vaisseaux turcs furent pris : presque tout le reste de la flotte fut coulé à fond ou échoua sur les rochers. Vingt-cinq mille Turcs furent tués : plus de dix mille furent faits prisonniers; et quinze mille chrétiens que cette bataille mémorable rendit à la liberté, répandirent dans toute l'Europe la renommée de don Juan d'Autriche.

CHAPITRE V.

Dissensions parmi les commandants des Chrétiens après la bataille de Lépante. —La confédération se dissout.—Tunis conquis par les armes de don Juan.—Repris par les Turcs.—Opérations dans les Pays-Bas.—Mons surpris par le comte Louis de Nassau.—Le prince d'Orange prend Ruremonde, Mechelin, etc.—Il est forcé à la retraite.—Révolte des troupes espagnoles.—Siége et prise de Harlem.—Succès des Hollandais sur mer.—Retraite du duc d'Albe.—Caractère de son successeur Requesens.—Flotte espagnole défaite par les Flamands.—Mort des comtes Louis et Henri de Nassau.—Siége mémorable de Leyde.—Mutinerie des troupes espagnoles et italiennes.—Sac d'Anvers.—Pacification de Gand.—Don Juan d'Autriche nommé gouverneur des Pays-Bas.—Il s'empare de la citadelle de Namur.—Les hostilités recommencent.—Les Flamands choisissent l'archidiacre Mathias pour les gouverner.—La reine Élisabeth soutient les Flamands.—Bataille de Gembloux.—Mort de don Juan d'Autriche.—Le duc de Parme lui succède au gouvernement des Pays-Bas.—Philippe s'empare du Portugal.—Les Flamands secouent le joug de Philippe et élisent le duc d'Anjou pour leur souverain.

La victoire de Lépante, l'une des plus glorieuses et des plus décisives que l'on eût jamais remportée sur mer, bien qu'elle eût été achetée par la perte

de dix mille chrétiens, ruina la marine des Turcs, et aurait été d'une plus grande importance encore, si les confédérés eussent profité des avantages qu'elle leur donnait. Mais les dissensions des chefs furent fatales à la cause des chrétiens. Don Juan, malgré son titre de généralissime, ne pouvait décider rien d'important sans le consentement des Vénitiens et des officiers du pape. La diversité des opinions et des intérêts, les jalousies mutuelles, embarrassaient les conseils et entravaient les opérations. Dans le cours de l'année suivante, don Juan se rendit maître de Tunis. Les Turcs reprirent cette ville peu après, et ôtèrent ainsi à ce jeune chef l'espoir qu'il avait formé de fonder un nouvel empire en Afrique. Sélim s'occupait à réparer ses flottes, afin de rendre au pavillon turc la supériorité qu'il avait prise sur les mers, lorsqu'une mort prématurée vint arrêter ses projets. La révolte des Flamands exigeait tous les efforts de l'Espagne; Philippe commençait à se lasser de ces guerres étrangères qui épuisaient les forces de son royaume, et ne servaient qu'à augmenter la gloire d'un frère dont il commençait à devenir jaloux. La mort de Pie V fut défavorable aux alliés; on mit plus de lenteur dans les opérations, et, peu de temps après, la ligue fut dissoute.

Le prince d'Orange, du fond de la retraite qu'il avait choisie en Allemagne, avait secrètement fomenté l'esprit de discorde parmi les Flamands. Il était aussi parfaitement informé de l'insurrection qui commen-

çait à éclater en Hollande et dans la Zélande. Il avait réuni des forces considérables, et devait être soutenu par la France. Charles IX avait promis au comte Louis de Nassau de faire marcher une armée au secours des Flamands. Encouragés par ces apparences favorables, un grand nombre de huguenots suivirent les drapeaux de Nassau; et le comte Louis, à la tête de cette troupe hardie, surprit la ville de Mons sans perdre un seul homme. Le duc d'Albe, irrité de cet événement extraordinaire, jura de reprendre cette place importante. Il ordonna à son fils Frédéric de Tolède d'y conduire un corps de vingt mille de ses meilleurs soldats; et, quelques jours après, Mons fut totalement investi. La nouvelle de ce siège accrut l'ardeur des réformés de France : près de cinq mille d'entre eux, sous la conduite du sieur de Genlis, vinrent au secours de leurs frères. Le roi de France, malgré le projet perfide qu'il avait concerté avec Philippe pour exterminer les protestants, ne pouvait cependant interposer son autorité pour arrêter leur marche; il avertit en secret Frédéric de Tolède de la route qu'ils prenaient. Ainsi trahis, ils furent attaqués à l'improviste par l'élite de l'armée espagnole. Leur retraite fut honorable, mais inutile; ils perdirent la moitié des leurs, et leur commandant fut fait prisonnier.

Lorsque le prince d'Orange apprit que la ville de Mons venait d'être surprise par son frère, il entra dans les Pays-Bas, réduisit Ruremonde, Mechelen,

Nivelles, Diest, Tirlemont, et surprit Audenaerde et Dendermonde. Dans cette circonstance difficile, il reçut la nouvelle désolante du massacre des protestants à Paris, le jour de la St-Barthélemy. L'avenir brillant dont il se flattait fut bientôt évanoui : il vit bien qu'il ne devait plus attendre aucun secours de la France, et ses propres ressources ne suffisaient pas pour soutenir la querelle dans laquelle il était engagé. Toutefois la situation des affaires ne permettait pas qu'il hésitât; les dernières espérances ds sa religion et de son pays reposaient sur son courage et sa persévérance. Il résolut de tenter la délivrance de Mons; mais le duc d'Albe avait rejoint l'armée; il dirigeait les opérations du siége, et son habileté empêcha que le généreux projet du prince d'Orange ne réussît.

Lorsque ce prince approcha de la ville, les officiers espagnols pressèrent leur général de donner le signal de l'attaque. Au lieu de céder à leurs instances, le duc ajouta de nouveaux ouvrages aux fortifications de son camp, et resta dans ses retranchements. Le prince d'Orange, après avoir essayé de les enlever, fut obligé d'abandonner Mons à son sort. Cet événement diminua son autorité, et la désobéissance de ses troupes fournit au duc d'Albe une occasion favorable de satisfaire aux vœux de son armée. Un corps choisi d'infanterie surprit au milieu de la nuit le camp des protestants. Le prince d'Orange forma ses troupes en toute hâte, et re-

poussa les Espagnols. Cinq cents Allemands avaient péri dans cette affaire; le reste des soldats se révolta ouvertement et menaça de livrer le prince au duc d'Albe, afin d'obtenir le paiement qui leur était dû. Les officiers s'opposèrent à cette infamie; mais Guillaume, voyant tout le danger de sa situation, licencia une armée plus redoutable pour son général qu'elle ne l'était pour l'ennemi, et, suivi de quelques fidèles partisans, il se retira en Hollande.

Mons se rendit peu de temps après par capitulation, et évita ainsi le pillage. Mechelen et Zutphen, villes connues pour être attachées au prince d'Orange, furent abandonnées à la fureur et à l'avarice des soldats, qui massacrèrent et pillèrent sans pitié et sans distinction de rang, de sexe, d'âge et de religion. La licence des troupes ne connut plus de frein : ces Espagnols, qui combattaient pour le soutien de la foi catholique, violèrent les nonnes, et pillèrent les églises aussi-bien que les maisons. Le féroce duc d'Albe publia un manifeste dans lequel il établit que Mechelen et Zutphen n'avaient souffert que le châtiment que leur rebellion méritait, et que toutes les villes qui suivraient leur exemple subiraient un traitement semblable. Ces menaces produisirent leur effet : Groningen, Overyssel, Utrecht et plusieurs autres villes qui s'étaient déclarées pour le prince d'Orange, n'obtinrent leur pardon que par une prompte soumission.

Les provinces maritimes, enhardies par les avan-

tages que leur donnaient les localités, ne pouvaient être détachées de la ligue ni par des menaces ni par des concessions. Les habitants de Zéelande et de Hollande avaient tout préparé pour une vigoureuse résistance : les Hollandais avaient reconnu le prince d'Orange pour leur souverain légitime; Amsterdam refusait seule de prendre part à l'insurrection, et restait encore fidèle à Philippe. L'objet immédiat des opérations du duc d'Albe fut la réduction des villes rebelles de la Hollande. Son armée, sous le commandement de son fils Frédéric de Tolède, marcha sur Naarden. Cette ville ayant refusé d'ouvrir ses portes à un corps de cavalerie espagnole, éprouva le sort de Mechelen et Zutphen. Lorsque les soldats eurent assouvi leur brutalité, leur général les mena devant les murs de Haarlem. Le siége de cette ville fut aussitôt formé par une armée de vingt mille hommes de vieilles troupes; sa défense mémorable l'a rendue célèbre dans l'histoire. Frédéric avait une grande partie des défauts de son père : comme lui il était orgueilleux, et ne pouvait souffrir que l'on s'opposât en rien à ses volontés; cependant il s'aperçut aisément de quels efforts les hommes sont capables, lorsqu'ils sont animés par l'amour de leur pays et de leur religion. Le temps se consumait sans que l'on eût plus d'espoir de prendre la place : les plus braves soldats avaient péri dans les attaques, ou étaient exténués de fatigue par un service continuel; les officiers les

plus expérimentés conseillaient à Frédéric d'abandonner une entreprise dans laquelle on ne pouvait réussir. L'inflexible d'Albe ne répondit aux représentations de son fils que par des reproches, qui obligèrent celui-ci à persister. Le duc lui ordonna d'affamer la ville, puisque ses armes ne pouvaient la réduire; il lui déclara que s'il levait le siége, il le regarderait comme étant indigne du nom qu'il portait, et du sang dont il était né; et que s'il persistait dans ce dessein, lui-même, quoique malade, viendrait prendre le commandement de l'armée, et que si son état devenait encore plus grave, il enverrait la duchesse d'Albe dans le camp des Espagnols, poursuivre les travaux du siége. Un reproche si sévère ranima l'ardeur du jeune général : il reçut de nombreux renforts, et bloqua étroitement Haarlem. Les habitants avaient jusqu'alors supporté toutes les fatigues et tous les dangers avec le plus grand courage, la famine les accabla; ils virent mettre en pleine déroute un corps de troupes qui s'avançait pour protéger l'entrée d'un convoi. N'ayant plus d'espoir d'être secourus, ils se rassemblèrent en armes, et prirent la résolution désespérée de s'ouvrir un passage l'épée à la main, à travers les retranchements de l'ennemi. Le général espagnol, instruit de leur dessein, leur offrit une capitulation, dont les principaux articles étaient, qu'à la condition de payer deux cent mille florins, la ville serait exempte du pillage, et les habitants, à l'exception

de cinquante-sept qu'il désigna, recevraient leur pardon. Les soldats allemands, qui composaient la plus grande partie de la garnison, insistèrent pour que l'on acceptât la capitulation, et les portes furent ouvertes aux assiégeants. Le duc d'Albe arriva dans la ville trois jours après la reddition, et fit exécuter dès le lendemain trois cents personnes : le nombre de ses victimes augmenta chaque jour; et neuf cents de ces braves citoyens, qui n'avaient posé les armes que sur la foi du traité, furent sacrifiés à la vengeance de cet illustre scélérat.

Ce ne furent pas les seules calamités que souffrit la ville d'Haarlem : les troupes espagnoles et italiennes étaient furieuses des conditions accordées aux habitants; l'exemple de leurs chefs leur avait appris comment les capitulations pouvaient être violées, et ils demandèrent avec menaces le paiement de leur solde ou le pillage de la ville. On ne pouvait leur rien refuser, et les malheureux habitants de Haarlem furent exposés à des exactions qui ne cessèrent que lorsque leurs ressources furent épuisées.

Les armes espagnoles ne furent pas toujours couronnées par de semblables succès. Lorsque l'armée eut quitté Haarlem, elle s'avança sur Alkmaar, et fut repoussée. Elle se préparait à renouveler l'attaque, lorsque d'Albe fut informé que les Hollandais avaient résolu d'ouvrir les écluses et d'inonder le pays. Il fit aussitôt lever le siège, afin de préserver son armée de la destruction dont elle était menacée.

Pendant ce temps les qabitants d'Enkhuisen, de Hoorn et des autres villes voisines, avaient construit un nombre considérable de petits vaisseaux avec lesquels ils croisaient dans le Zuider-Zee, et menaçaient d'anéantir le commerce d'Amsterdam. La grandeur du péril nécessita la présence du duc d'Albe : il se rendit à Amsterdam, équipa douze grands vaisseaux de guerre et en donna le commandement au comte de Bossut. De vieilles troupes espagnoles s'embarquèrent à bord de ces bâtiments : Albe espérait que la valeur de ses soldats et la force de ses vaisseaux suppléeraient au nombre. Son attente fut trompée ; l'amiral aurait voulu ne point engager ce combat inégal, mais les ordres du duc étaient positifs. L'engagement fut terrible ; la victoire se déclara pour les protestants. Les Espagnols perdirent cinq vaisseaux ; l'un d'eux échoua, les quatre autres furent pris ; la galère de l'amiral était parmi ces derniers, et le comte de Bossut fut fait prisonnier. A peu près vers la même époque, les protestants se rendirent maîtres de Geertruidenberg, qui leur donna la navigation de la Meuse.

A. D. 1573. Cette administration sanguinaire approchait de sa fin. La santé du duc d'Albe était détruite ; il obtint enfin de pouvoir quitter un poste dont sa constitution ne lui permettait plus de remplir les horribles devoirs. Il se vanta, à son départ, que pendant son gouvernement, qui n'avait pas duré six années, il avait fait périr, sous la main du bourreau, dix-huit

mille hérétiques, outre un nombre beaucoup plus grand encore qui avait été massacré sur les champs de bataille et dans les villes qu'il avait prises. La régence de ce duc fut l'une des plus grandes calamités qui eussent pu affliger les Pays-Bas; sa cruauté concourut avec la tyrannie de Philippe à détacher ces provinces de la couronne d'Espagne.

Louis de Requesens, commandeur de Castille, fut nommé gouverneur des Pays-Bas après la retraite du duc d'Albe. Son humeur conciliante et ses talents militaires étaient capables de disposer les Flamands à l'obéissance, ou de les y forcer. Les premiers actes de son administration furent de réprimer l'insolence du soldat, et de faire enlever les trophées que son prédécesseur avait élevés pour insulter le peuple. La statue d'Albe, qu'il avait fait placer dans la citadelle d'Anvers, fut enlevée, et on effaça toutes les inscriptions qui pouvaient blesser la fierté nationale. Il s'occupa ensuite de délivrer Middelbourg, qui était assiégée depuis dix-huit mois par les protestants. Il équipa, pour ce projet, à Anvers et à Bergen-op-zoom, trente vaisseaux, un grand nombre de transports chargés de provisions et de munitions de guerre. Cette flotte se forma en deux divisions : l'une d'elles devait entrer dans le canal de Middelbourg, tandis que l'autre attirerait l'attention de l'ennemi. Mais cette manœuvre ne réussit pas : la division qui tenta d'entrer dans le canal fut mise en pleine déroute; ses vaisseaux furent pris ou coulés

à fond; l'autre partie de l'escadre évita un sort pareil en gouvernant à toutes voiles sur Anvers. La défaite de la flotte espagnole anéantit les dernières espérances de la garnison de Middelbourg : la famine avait contraint les soldats à manger les chevaux et les chiens, mais cette triste ressource était épuisée. Le commandant, Mondragon, avait, par son exemple et ses talents, encouragé ses troupes à faire une vigoureuse défense; après avoir rempli tous les devoirs d'un soldat et d'un officier il obtint une capitulation honorable.

Peu après cette transaction, le comte Louis de Nassau, ayant rassemblé une armée de dix mille Français et Allemands, pénétra dans la province de Gueldre et dans le Brabant, afin d'opérer sa jonction avec son frère le prince d'Orange, qui s'avançait des provinces maritimes. Requesens, informé de leur marche, envoya Sanche d'Avila avec l'élite des troupes espagnoles pour s'opposer à leurs progrès. Ce général trouva l'ennemi fortement posté; mais se fiant à la valeur éprouvée de ses soldats, il donna le signal de l'attaque. Les protestants ne purent résister à l'impétuosité de cette charge : de tous côtés leurs retranchements furent forcés : près de cinq mille hommes furent tués; et cette défaite devint encore plus décisive par la mort des comtes Louis et Henri de Nassau, et par celle du comte palatin.

Ce combat fatal obligea le prince d'Orange à la

retraite : il ne lui aurait pas été facile même de regagner les frontières de la Hollande, si les soldats espagnols n'eussent terni par leur mutinerie la gloire qu'ils venaient d'acquérir sur le champ de bataille. Ils demandèrent, avec les plus horribles menaces, qu'on leur payât leurs arrérages; et, n'obtenant que des promesses de leur général, ils marchèrent sur Anvers et y fixèrent leurs quartiers. Malgré la présence du régent et ses prières, ce ne fut que par une distribution de cent mille florins que l'on obtint d'eux qu'ils se remissent en campagne. Cette révolte fut cause d'un grand malheur : Requesens, craignant que les mutins ne s'emparassent de la flotte qu'il avait dans le port d'Anvers, fit éloigner les vaisseaux hors de la portée du canon : ils furent attaqués dans cette position par les Zéelandais; et presque tous furent coulés à fond, pris ou démâtés.

Le mauvais succès de ses armes décida le régent à employer des mesures conciliatrices pour rétablir l'autorité royale. Une amnistie fut publiée au nom du roi; mais la condition sur laquelle elle était basée la rendait illusoire. Les protestants devaient se conformer aux dogmes reçus par l'église romaine; aucun d'eux n'y voulut consentir.

Les Espagnols étaient alors occupés au siége de Leyden. Cette ville, bloquée étroitement depuis plus de trois mois, souffrait tous les maux que la famine entraîne; les efforts du prince d'Orange n'avaient pu

parvenir à la délivrer. Les habitants, épuisés de faim et de fatigue, avaient cependant conservé tout leur courage et leur intrépidité. Le général espagnol, instruit de leur position, leur fit proposer une capitulation : cette réponse magnanime, « Qu'ils se nourri« raient plutôt de la chair de leur bras gauche et « combattraient encore de l'autre », a fait passer leur nom à la postérité. Ils informèrent leurs amis de leur situation au moyen des pigeons courriers (1). Comme il était impossible de les secourir par terre, on ouvrit les écluses; les digues de la Meuse et de l'Yssel furent détruites, et tout le pays environnant fut inondé afin de pouvoir approcher de la ville assiégée au moyen de la flotte. Les Espagnols, chassés de la plaine, conservèrent leur position sur les hauteurs et continuèrent encore le blocus. Les habitants, forcés par la faim à se nourrir d'aliments mal-sains, périrent par milliers : la famine et la peste produisirent des effets si horribles, qu'il ne restait plus même assez de force aux vivants pour enterrer les morts. A la fin, le moment de leur délivrance arriva : vers la fin de septembre, un vent violent, soufflant du nord-ouest, refoula la mer sur les terres, et les plaines de Leyden furent converties en un vaste lac. Les Espagnols n'avaient d'autre

(1) Il paraît que ces pigeons avaient été échangés auparavant. Les lettres étaient attachées sous leurs ailes. Voyez Strada, de Bello Belg.

parti à prendre que d'effectuer leur retraite, mais ce ne fut pas sans beaucoup de difficulté et de pertes. Ils furent harcelés par les Zeelandais, qui couvraient le pays de leurs barques, et plus de quinze mille d'entre eux périrent dans les eaux, ou sous le fer des insurgés. Ceux-ci entrèrent victorieux dans Leyden : les habitants étaient réduits à une telle extrémité, que, si le blocus eût continué quelques jours de plus, ils seraient tous morts de faim. A. D. 1574.

La résistance opiniâtre des Flamands faisait désirer ardemment au régent un accommodement. Une négociation fut entamée sous les auspices de l'empereur Maximilien : le roi d'Espagne demeurant toujours inflexible sur le sujet de la religion, les conférences furent rompues, et on reprit les armes. Après un siége de neuf mois, la valeur des troupes espagnoles et l'audace de leurs commandants firent arborer l'étendard royal sur les murs de Zuricksee : le succès de cette entreprise fut contrebalancé par la mort de Requesens, qui arriva peu de temps après, et qui fut suivie de nouveaux malheurs.

Les troupes espagnoles et italiennes n'étaient pas moins redoutables pour leurs amis que pour leurs ennemis. L'esprit de sédition se ranima encore parmi eux et ils se révoltèrent à Alost. Le paiement de leur solde servait toujours de prétexte à leur mutinerie. Ils élurent de nouveaux officiers, surprirent la ville d'Alost, et mirent tout le pays voisin à contribution. Le conseil d'état les déclara rebelles : l'au-

torité et les menaces de leurs supérieurs furent entièrement méprisées. La garnison d'Anvers suivit leur exemple : la guerre s'alluma entre les soldats et les citoyens; le bruit du canon fut entendu par les mutins d'Alost. « Aux armes, aux armes ! » s'écrièrent-ils tous : et sans perdre de temps ils marchèrent au secours de leurs camarades. Se précipitant sur les portes de la ville, ils se frayèrent un chemin sur le corps des malheureux habitants qui voulaient s'opposer à leur entrée. Plus de sept mille Flamands périrent en cherchant vainement à défendre Anvers. Les soldats furieux se livrèrent à toutes sortes d'excès. Des compagnies de négociants de toutes les nations avaient fixé leur résidence à Anvers, à cause de l'importance du commerce qui se faisait dans cette ville. Leurs maisons étaient meublées avec luxe, et des marchandises et des denrées d'un grand prix remplissaient leurs magasins. Cette accumulation de richesse fut la proie des Espagnols, et pendant trois jours la ville fut livrée au pillage. On n'a jamais pu évaluer la quantité d'or, d'argent, de marchandises précieuses, qui fut prise ou détruite; mais la somme de huit millions de florins, que l'on extorqua aux habitants, est une preuve de la prodigieuse richesse de cette ville commerçante.

La garnison de Gand montra la même rapacité. Elle fit une sortie contre les habitants et fut repoussée; les États voyant l'inégalité d'un tel combat et appréhendant qu'il n'eût des suites funestes, implo-

rèrent l'assistance du prince d'Orange. Guillaume accourut à leur défense avec un corps de troupes choisies, et força les Espagnols à évacuer la citadelle.

Ce service important, joint aux circonstances qui lui avaient donné lieu, favorisa les vues de Guillaume pour la réunion de toutes les provinces. Opprimés par la violence militaire, et reconnaissants du soin que ce prince prenait de les défendre, les États adoptèrent son plan. On tint un congrès à Gand : toutes les provinces, à l'exception de celle de Luxembourg, entrèrent dans la confédération.

Par ce traité, si connu sous le nom de pacification de Gand, il fut convenu que les provinces réuniraient leurs forces, afin d'expulser les troupes espagnoles; qu'aussitôt que la tranquillité serait rétablie les états-généraux s'assembleraient pour réformer les abus et rendre à la constitution sa pureté primitive; que le prince d'Orange serait confirmé dans sa charge de grand-amiral et de gouverneur des provinces maritimes; que tous les exilés seraient réinstallés dans leurs possessions et dans leurs dignités; que dans les provinces catholiques l'ancien culte serait seul exercé; mais qu'en Hollande et en Zeelande les affaires civiles et religieuses resteraient comme elles étaient alors, jusqu'à ce qu'elles eussent été définitivement réglées dans une assemblée générale des États.

La résistance continuelle des Flamands, et les nombreux désordres qui agitaient ces provinces,

déterminèrent Philippe à confier les rênes du gouvernement à la main vigoureuse de don Juan d'Autriche. Ce prince, dès son arrivée à Luxembourg, ratifia la pacification de Gand; il s'engagea à faire partir toutes les troupes étrangères, et à ne les faire revenir sur le territoire flamand que d'après le consentement des États. Par suite de ces concessions, don Juan fut reçu comme lieutenant-général et gouverneur : pendant quelque temps l'aspect des affaires sembla promettre le retour de la tranquillité. On accorda pour le paiement des troupes espagnoles et italiennes une somme de six cent mille florins. Cet argent leur fut aussitôt distribué; et ces cohortes, braves, mais féroces, se mirent en marche pour sortir des Pays-Bas. Ce n'était pas sans regret que don Juan avait suivi les ordres positifs de la cour de Madrid. La victoire de Lépante avait excité son ambition, et redoublé son ardeur pour les entreprises militaires; il vit avec peine le départ de ces vieilles troupes, qui auraient pu l'aider à augmenter sa gloire. Les Allemands n'avaient pas encore évacué les Pays-Bas; et pendant qu'il affectait de presser leur départ, il exhortait en secret les chefs à conserver leurs postes. Sous le prétexte de faire venir de l'argent de l'Espagne, afin de solder plus promptement les troupes, il envoya son secrétaire Escovedo solliciter le retour des Espagnols et des Italiens. Pour mieux assurer l'exécution du plan qu'il avait conçu, il s'empara par surprise de la citadelle de

Namur, alléguant que cette mesure était nécessaire pour le garantir d'une conspiration qui menaçait sa vie. Les États, désirant prévenir les malheurs de la guerre, envoyèrent une députation à don Juan pour le prier de nommer les coupables, afin qu'ils fussent punis suivant la rigueur des lois. Une poursuite légale n'eût servi qu'à démontrer la fausseté de sa conduite, puisque les seules preuves qu'il pouvait donner de cette prétendue conspiration consistaient en quelques lettres anonymes; aussi refusa-t-il que l'on fît aucune enquête. Il déclara seulement qu'il ne retournerait à Bruxelles que dans le cas où les États lui donneraient le commandement absolu de toutes leurs forces, et rompraient avec le prince d'Orange.

Cette déclaration fut le signal d'une rupture entre le régent et les États de Flandre. Les jalousies qui existaient entre les catholiques et les protestants gênaient les délibérations des conseils. Les premiers, menés par le duc d'Arescat, invitèrent l'archiduc Mathias, frère de l'empereur, à prendre le gouvernement des Pays-Bas, afin de renverser le pouvoir du prince d'Orange. Guillaume surprit également les deux partis, en donnant son assentiment à ce choix : il prévoyait les grands avantages qui résulteraient de cette alliance, et son avis fit recevoir l'archiduc pour régent des Pays-Bas. L'élévation de Mathias ne changea rien cependant aux résolutions de l'empereur, qui persista à garder la neutralité

De toutes les puissances de l'Europe, l'Angleterre seule embrassa la cause des États. Convaincue de la haine secrète que Philippe avait pour elle, Élisabeth fournit aux sujets de ce monarque de l'argent et des troupes : il est vrai qu'elle l'assurait en même temps que son unique dessein était d'empêcher les provinces de se donner à aucun souverain. Le roi d'Espagne, n'étant pas encore préparé pour une rupture, parut se contenter de cette faible excuse (1).

Philippe, cependant, était résolu d'agir avec vigueur. Il ordonna que les troupes espagnoles et italiennes retournassent dans les Pays-Bas, sous la conduite d'Alexandre Farnèse, prince de Parme. Après la jonction de ces forces avec les Allemands, don Juan attaqua l'armée des États à Gembloux. Cette bataille, qui ne coûta que deux cents hommes aux Espagnols, fit périr plus de trois mille Flamands. Don Juan réduisit avec la même facilité Louvain, Sichem et Nivelles. La fortune lui fut moins favorable sur les bords du Diemar. Contre l'avis du duc de Parme, il attaqua le comte de Bossut dans ses retranchements, fut repoussé, et perdit un nombre considérable de ses meilleurs soldats. Ne se trouvant plus en état de soutenir le choc des troupes qui étaient prêtes à fondre sur lui, il se retira à Namur jusqu'à l'arrivée des renforts qu'il attendait d'Espagne et d'Italie. Philippe, devenant de jour en jour plus

(1) Cambden, p. 466.

jaloux de l'ambition de don Juan, commençait à craindre qu'il n'aspirât à la souveraineté des Pays-Bas. Il fit suspendre la marche des troupes qu'il envoyait en Flandre : don Juan apprit en même temps que son secrétaire intime, Escovedo, avait été assassiné à Madrid. Il ne lui fut pas difficile de deviner quel était l'auteur de ce crime. La mort de don Juan d'Autriche, qui arriva peu après, a été attribuée au poison par quelques historiens ; cependant cette supposition ne repose que sur des bruits sourds qu'aucune preuve ne confirma : ce prince était alors dans sa trente-deuxième année. Il est certain qu'une fièvre termina sa carrière ; et il est probable que sa maladie fut causée par l'extrême agitation d'esprit qu'il éprouva en voyant toutes ses espérances renversées (1).

A. D. 1578.

Sa mort fit confier la régence des Pays-Bas au prince de Parme, Alexandre Farnèse. A cette époque, l'état effrayant des affaires de ces provinces exigeait tout le courage et tous les talents d'un tel gouverneur. Charles IX, roi de France, avait encouragé son frère, le duc d'Anjou, à tenter de se faire reconnaître roi des Pays-Bas, espérant par là se débarrasser des esprits turbulents et inquiets qui menaçaient constamment de troubler le repos de son

(1) Strada attribue la jalousie de Philippe aux artifices du prince d'Orange. Voyez le détail de la mort de Don Juan, dans Fam. Strad. de Bell. Belg. 1st.

royaume. Le duc, avec un corps de troupes assez considérable, était déja campé dans le voisinage de Mons, et avait pris le titre de protecteur des Pays-Bas, pendant que quarante mille Allemands, sous la conduite du prince Casimir, avaient passé le Rhin et la Meuse. Les dissensions et les jalousies des Flamands et de leurs auxiliaires rendirent inutiles des apprêts aussi formidables. Les Français et les Allemands se retirèrent; et le prince de Parme réduisit Maestricht, après un siège de trois mois. Profond diplomate et général habile, Alexandre Farnèse, par ses négociations et par ses armes, et surtout en évitant adroitement de favoriser l'un ou l'autre parti, conclut un traité avec les provinces méridionales, qui rentrèrent dans l'obéissance, à la condition que les troupes espagnoles et italiennes quitteraient le territoire des Pays-Bas. Philippe acquiesça d'autant plus volontiers à cette condition, qu'il méditait alors d'autres guerres. Le prince d'Orange cherchait à contre-balancer cette défection d'une partie si considérable des Pays-Bas, par un nouveau traité de confédération perpétuelle entre les provinces septentrionales : cette confédération se nomma union d'Utrech, du lieu où elle avait été signée. Les entraves que les soupçons des protestants suscitaient au prince, et l'impatience de Philippe qui voulait soutenir par la force des armes ses prétentions à la couronne de Portugal, firent entamer des négocia-

tions que Philippe rendit infructueuses par son inflexibilité à l'égard de la religion.

Tandis que le roi d'Espagne perdait les Pays-Bas par son imprudence et par une rigidité de dévotion mal entendue, son heureuse fortune et la valeur de ses troupes le rendirent maître du Portugal et des vastes établissements que ce royaume avait en Afrique, en Asie et dans l'Amérique méridionale (1). Sébastien, roi de Portugal, ayant passé en Afrique pour soutenir les droits du roi de Maroc Muley Mahomet expulsé du trône par son oncle Muley Maluc, avait péri dans un combat, ainsi que les deux rois maures. Son grand oncle, le cardinal Henri, avait été son successeur immédiat; son âge et ses infirmités ne lui avaient pas permis de conserver long-temps le sceptre, et, après un règne qui n'avait pas duré une année, il était mort sans faire un choix sur les divers prétendants au trône.

Parmi ceux-ci, les principaux étaient Philippe, roi d'Espagne; la duchesse de Bragance; le duc de Savoie; et don Antonio, prieur de Crato; tous petits-fils d'Emanuel-le-Grand, père de Henri. Le droit de primogéniture favorisait la duchesse de Bragance; mais les lois d'Espagne donnaient, à un degré égal

(1) Les Portugais, outre le Brésil qu'ils possédaient en Amérique, étaient maîtres de toute la côte d'Afrique, depuis le détroit de Gibraltar jusques à celui de Babel-Mandel, et des places maritimes des Indes et des îles orientales.

de parenté, la préférence aux hommes. Philippe et le duc de Savoie descendaient de la ligne féminine, et le droit de primogéniture appartenait au premier. Don Antonio, ainsi que la duchesse de Bragance, descendait de la branche masculine : toutefois le mariage de son père don Louis n'ayant pas été reconnu, il avait été déclaré illégitime. La valeur réelle de leurs titres fut, il est vrai, de peu d'importance : Philippe était le plus puissant de tous les concurrents, et, même avant la mort de Henri, il avait pris les mesures les plus propres à lui assurer la succession. Sous le prétexte d'une guerre prochaine contre le roi de Maroc, il avait équipé une flotte considérable et levé de nombreux corps de troupes en Espagne et en Italie.

Les Portugais avaient en aversion et la domination de l'Espagne et le caractère de Philippe; et quoique le duc de Bragance n'osât soutenir les droits de son épouse contre un tel compétiteur, le prieur de Crato ne fut pas retenu par de semblables craintes. Antonio n'eut pas plus tôt déployé son étendard, que les Portugais s'y réunirent en foule : il fut proclamé roi dans Lisbonne aux acclamations du peuple.

Quoique le duc d'Albe fût alors en disgrâce et exilé de la cour, à cause d'une intrigue que son fils avait eue avec une des femmes de la reine, Philippe eut recours à sa fidélité éprouvée et à ses talents, pour s'assurer le trône de Portugal. L'ambition du duc lui fit étouffer son ressentiment; et bien qu'il

fût courbé sous le poids des années, il prit le commandement de l'armée. Deux batailles décidèrent du sort du Portugal : dans la première, le duc d'Albe commanda en personne; les Portugais étant rompus par les attaques vigoureuses des vieilles troupes d'Espagne, perdirent trois mille hommes, et Lisbonne se soumit aussitôt au vainqueur. Le second engagement eut lieu sur les bords du Douro : don Sanche d'Avila, à la tête d'un fort détachement espagnol, y défit don Antonio qui avait armé à la hâte une troupe de paysans. Antonio s'échappa pendant la mêlée et vint se réfugier à Viani : il s'embarqua peu de temps après sur un bâtiment marchand; repoussé dans le port par la tempête, il se déguisa en matelot, et se déroba ainsi aux poursuites de ses ennemis. Philippe mit sa tête à prix; huit mille ducats devaient être la récompense de celui qui la lui livrerait; mais, soit par aversion pour le gouvernement espagnol, soit par attachement pour ce prince infortuné, aucun Portugais, bien qu'Antonio restât caché dans le pays pendant plusieurs mois, ne se laissa séduire, et ne voulut trahir son prince et le livrer à son adversaire.

CHAPITRE VI.

Grandeur et pouvoir de l'empire espagnol. — Les Flamands secouent le joug de Philippe et élisent le duc d'Anjou pour leur souverain. — Tentatives d'assassinat contre le prince d'Orange. — Opérations de guerre. — Succès rapides du duc de Parme. — Mort du duc d'Anjou. — Assassinat du prince d'Orange. — Son caractère. — Siége et prise d'Anvers par le duc de Parme. — La reine d'Angleterre envoie le comte de Leicester avec une armée au secours des États de Flandre. — Leicester est rappelé. — Le titre de gouverneur et de lieutenant-général est donné au prince Maurice de Nassau. — Philippe II équipe son invincible Armada pour la conquête de l'Angleterre. — Issue désastreuse de cette expédition. — Vues de Philippe sur la couronne de France. — Opérations du duc de Parme en France et dans les Pays-Bas. — Sa mort et son caractère. — Révolte en Aragon. — L'archiduc Albert est nommé gouverneur des Pays-Bas. — Ses opérations en France et dans son gouvernement. — Cadix prise et pillée par les Anglais. — État délabré des finances de l'Espagne. — Philippe donne à l'archiduc Albert la souveraineté des Pays-Bas. — Il conclut la paix avec la France. — Mort de Philippe II. — Son caractère. — Funestes effets de son règne sur la prospérité de l'Espagne.

La monarchie espagnole était au plus haut période de splendeur : Philippe, par l'étendue de ses domaines, était le plus puissant monarque qui eût

jamais existé. Aux vastes possessions que lui avait laissées Charles V, il venait d'ajouter le Portugal. Ce royaume était devenu d'une grande importance par ses acquisitions en Amérique et son empire maritime et commercial qui s'étendait sur les côtes d'Afrique et d'Asie, depuis Gibraltar jusques à la Chine. On pouvait même encore, à cette époque, recouvrer les Pays-Bas; ces provinces confédérées, il est vrai, pour se défendre contre l'oppression, n'avaient pas encore désavoué l'obéissance qu'elles devaient à Philippe. L'union d'Utrech n'avait pas produit tous les avantages qu'on en avait espéré. L'armée des États était mal payée, et souvent les soldats vivaient de pillage. L'archiduc Mathias, jeune homme sans expérience, avait le titre de gouverneur, et était incapable d'en remplir les fonctions. Dans de telles circonstances les Flamands se seraient volontiers soumis à Philippe s'ils eussent pu obtenir de ce monarque la liberté de religion et leurs priviléges politiques; mais les dernières négociations avaient éteint tout espoir. Les choses en étaient venues au point qu'une crise devenait nécessaire. Le prince d'Orange conseillait aux États de couper hardiment le nœud; et, puisqu'il n'était plus possible d'obtenir de Philippe qu'il fît droit à leurs réclamations, de transporter leur serment de fidélité à un prince qui voulût et qui sût les défendre.

L'assemblée des États délibéra sur cette proposition: les députés qui parlèrent en faveur du roi

insistaient fortement sur le droit de succession et la sainteté du serment de fidélité : on leur opposa que Philippe avait violé les droits du peuple, la constitution des Pays-Bas et les engagements mutuels entre le souverain et ses sujets. Il fut déterminé, à une grande majorité, de ne plus reconnaître l'autorité de Philippe, et de conférer la souveraineté des Pays-Bas à un prince étranger. L'avis du prince d'Orange, et l'encouragement qu'y donna la reine d'Angleterre, réunirent les suffrages en faveur du duc d'Anjou. La souveraineté de ces riches provinces tenta beaucoup un jeune prince vain, téméraire et ambitieux. Le duc d'Anjou signa avec joie un traité dont les principales stipulations étaient qu'il gouvernerait suivant l'ancienne constitution des Pays-Bas, qu'il ne ferait aucune innovation en matière de religion, et qu'il accorderait une égale protection aux catholiques et aux protestants; que s'il mourait sans enfants, les États éliraient un successeur, et que les Pays-Bas ne seraient, dans aucun cas, annexés à la couronne de France.

L'orgueilleux Philippe fut irrité plus que jamais de voir son autorité méprisée ouvertement. Il attribua, avec raison, cette mesure au prince d'Orange; et son esprit vindicatif adopta un moyen de vengeance aussi indigne de sa dignité que convenable à son caractère. Il publia un édit de proscription contre ce prince, dans lequel il offrait une récompense de vingt-cinq mille écus, outre le pardon des crimes

les plus atroces, à la personne qui l'assassinerait. En réponse à cette proscription, le prince d'Orange publia une apologie de sa conduite, qui démontrait, avec éloquence, la tyrannie et l'injustice de son persécuteur.

A. D. 1581.

L'élection du duc d'Anjou fut suivie du départ de Mathias, auquel les États assurèrent une pension annuelle de cinquante mille florins. Pendant ce temps le prince de Parme, bien qu'il fût privé de l'élite de son armée par le rappel des vieilles troupes espagnoles et italiennes, était entré en campagne avec les troupes wallonnes, et faisait le siége de Cambrai : la délivrance de cette place fut le premier soin du nouveau souverain. Le duc d'Anjou, à la tête de douze mille hommes d'infanterie et de quatre mille cavaliers, les plus braves guerriers de la France, s'avança pour protéger Cambrai. Le prince de Parme se retira à son approche, et le duc entra en triomphe dans la ville aux acclamations des habitants.

L'ambition du duc d'Anjou ne se bornait pas à la seule souveraineté des Pays-Bas. Il s'était flatté de l'espoir d'obtenir en mariage la reine Élizabeth, et, aussitôt après la délivrance de Cambrai, il s'embarqua pour aller en Angleterre solliciter son alliance et sa main. Il consuma, dans cette expédition romanesque, le temps qu'il aurait pu employer à repousser le prince de Parme. Les désavantages qui devaient résulter d'un tel délai, étaient trop grands pour être jamais compensés par des secours étrangers.

Élisabeth, cependant, le reçut avec les plus grandes marques d'estime et même d'affection; et quoique sa prudence lui fît refuser l'union dont le prince s'était flatté, elle lui donna de l'argent et des vaisseaux pour seconder ses entreprises (1). Au commencement de février il revint à Flessingue, et conduisit sa flotte à Anvers. Les bords de l'Escaut, et les avenues qui conduisaient au palais, étaient bordés de plus de vingt-mille citoyens sous les armes. Le duc ayant juré de protéger la constitution, reçut, en retour, le serment de fidélité, au milieu des acclamations du peuple.

La joie publique fut bientôt remplacée par les plus vives inquiétudes : on tenta d'assassiner le prince d'Orange. Gaspar Anastro, banquier d'Anvers, avait reçu d'Espagne un bon de quatre-vingt mille ducats qui devait lui être payé aussitôt après l'assassinat de ce prince. Anastro confia l'exécution de ce crime à son domestique, Jean Jauregüi, jeune Biscayen, dont le caractère enthousiaste et intrépide ne connaissait aucun danger. Jauregui, s'étant ménagé une entrée dans le château, épia le moment où le prince était seul, et lui tira un coup de pistolet. La balle entra derrière l'oreille droite, traversa le palais et la mâchoire supérieure, et sortit

(1) Pour les négociations relatives au mariage de la reine Élisabeth avec le duc d'Anjou, voy. Rapin's Hist. Eng. vol. 2, book 17.

de l'autre côté. Ce funeste événement se répandit aussitôt dans tout Anvers, et fut attribué aux Français. Le peuple se rassembla en tumulte autour du palais du duc d'Anjou : un billet que le prince d'Orange envoya aux notables démontra l'injustice de leurs soupçons. Guillaume, en recevant sa blessure, était tombé sans connaissance ; ses gardes, par un zèle imprudent, tuèrent l'assassin ; mais un papier trouvé dans sa poche découvrit ses complices. Anastro avait fui ; son secrétaire et un prêtre furent arrêtés et condamnés à mort après avoir avoué leur crime. Le prince d'Orange fut, peu de temps après, déclaré hors de danger, et cette nouvelle fit renaître la joie parmi les Flamands.

On reprit les opérations de la guerre : les vieilles troupes espagnoles et italiennes revinrent en Flandre ; leur arrivée permit au prince de Parme d'ouvrir la campagne avec l'espoir de réussir. Avant la fin de l'automne il avait réduit Cambrai, Ninove, Gaesbec, et menaçait Bruxelles. Le duc d'Anjou avait obtenu de son frère Henri III un corps de huit mille hommes sous le commandement du maréchal de Biron, et il pouvait, avec ce renfort, arrêter les progrès du prince de Parme.

Mais au lieu de chercher à consolider son trône A. D.
en observant la constitution des Pays-Bas, le duc 1583.
d'Anjou, mécontent de ne jouir que d'un pouvoir limité, forma le dessein de s'emparer des plus fortes

villes (1). Sa première tentative fut sur Anvers; elle échoua; les Français furent mis en déroute, et un grand nombre d'entre eux fut massacré par les citoyens. Plus de quinze cents périrent victimes de ce projet perfide, et le duc fut obligé de se réfugier sur les frontières de la France. Les États se rassemblèrent pour délibérer sur ce qu'il convenait de faire après cette trahison de leur nouveau souverain. Le prince d'Orange leur représenta qu'ils ne pouvaient résister à la puissance formidable de Philippe avec les seules forces des Pays-Bas, et qu'ils n'avaient d'autre espoir de salut que dans le duc d'Anjou. Ces considérations du prince d'Orange firent une profonde impression sur l'esprit des députés; les progrès rapides du prince de Parme leur donnèrent encore plus de poids. Cet habile général avait su tirer le plus grand parti de ce moment de trouble. Il avait réduit Nieuport, Dixmude et Menin par la force des armes, et s'était emparé de Zutphen et de Bruges par surprise : à chaque moment les territoires des Flamands se resserraient, et il leur restait moins d'espoir de secouer le joug de Philippe. Forcés par la nécessité, les États consentirent à reconnaître encore une fois le duc d'Anjou pour leur souverain. Mais tandis qu'ils attendaient avec

(1) Le président Hénault dit que le duc d'Anjou se porta à cette extrémité contre les remontrances du duc de Montpensier et du maréchal Biron. Abr. chron. an. 1583.

anxiété qu'il revînt à la tête d'une armée nombreuse, la mort frappa ce prince que sa trahison et son incapacité avaient rendu un objet de pitié pour ses amis et de dérision pour ses ennemis. Il avait alors trente-un ans.

Malgré ses défauts, le duc d'Anjou, soutenu par son frère, le roi de France, était le plus puissant des princes que l'on pouvait opposer à Philippe : sa mort, dans une circonstance aussi difficile, fut regardée, par les États, comme un événement très-malheureux. Les embarras que cette mort suscita furent encore agravés par un désastre bien plus important et plus fatal aux Flamands. L'horrible projet qui avait manqué sous la main de Jauregui, fut exécuté par un autre assassin. Ce scélérat, nommé Balthazar Gérard, était natif de la Bourgogne. Son zèle affecté pour la religion protestante lui avait gagné la confiance du prince d'Orange, qui lui avait accordé plusieurs marques de faveur. Ce scélérat ingrat et avare entreprit de tuer son protecteur, afin de mériter la récompense promise par Philippe. Il chargea un pistolet avec trois balles et le tira au milieu du corps du prince d'Orange, qui s'écria, « Dieu, ayez pitié de moi et des Flamands », et expira aussitôt en présence de son épouse inconsolable, Louise, fille du célèbre amiral Coligny, et qu'un destin sévère avait condamnée à être spectatrice du meurtre de son second mari, après avoir vu la fin tragique

de son père et de son premier mari, M. de Téligny, la veille de la Saint-Barthélemy. La justice divine ne permit pas à l'infame Gérard de recueillir le fruit de son crime : il fut arrêté et reçut la punition de son forfait. Ainsi périt le fameux Guillaume de Nassau, prince d'Orange, fondateur de la république des Provinces-Unies, qui fut si riche et si puissante, et devint ensuite, sous une forme monarchique, un apanage de la famille de Bonaparte. Guillaume fut l'un des plus grands hommes de son siècle : son nom a passé avec éclat à la postérité, et l'histoire a conservé avec soin tout ce qui fut particulier à ce prince. Son aspect n'avait rien d'imposant : sa stature était au-dessous de la moyenne, sa tête était chauve, son visage maigre et pâle : ses manières étaient simples, et il était pensif et taciturne. Aucun homme ne montra peut-être jamais plus de prudence, de courage et de persévérance (1). Général habile et politique consommé, il déploya de grands talents dans l'art de la guerre et dans celui des négociations ; il se distingua par l'étendue de ses vues et la sagesse de ses conseils, et sut mériter le nom d'ami et de père de son pays.

Le coup fatal qui fit descendre le prince d'Orange dans la tombe, accabla les États de Flandre. Son second fils, le prince Maurice, alors âgé de dix-huit

(1) Strada, de Bello Belgico, lib. 1.

ans, lui succéda (1), mais sa jeunesse et son inexpérience le rendaient incapable d'entrer en lice avec le prince de Parme, qui, étendant toujours ses conquêtes, avait réduit Villevorden et Dendermonde, et obtenu par ses négociations la soumission de Gand et de Bruxelles. En remplissant scrupuleusement les conditions des traités qu'il avait faits avec ces deux dernières villes, il acquit une haute réputation d'intégrité et de modération; et, par des promesses flatteuses, il s'efforça de réconcilier l'esprit des Flamands avec son gouvernement et la souveraineté de Philippe.

Après ces succès, le prince d'Orange résolut de faire le siége d'Anvers, entreprise difficile à cause de la position avantageuse de cette ville, de la force de ses fortifications, du nombre et de la bravoure de ses habitants. Les travaux de ce siége montrent l'habileté du général, et lui ont acquis une célébrité durable. Au lieu de diriger ses efforts sur les remparts et les bastions, il fit occuper toutes les avenues qui conduisaient à la ville; et attendit les effets lents, mais certains, de la famine. Six mois suffirent pour construire un pont sur l'Escaut, au-dessous de la ville, afin d'empêcher l'entrée des convois par la rivière. La vigilance du prince de Parme s'étendit à tout, et sa prévoyance ne laissa aucune chance

(1) Son fils aîné, le comte Guillaume, était toujours retenu prisonnier en Espagne.

contre lui. Les sorties des assiégés furent repoussées; des précautions et des travaux convenables firent manquer l'effet des mines et des machines de Giambelli, célèbre ingénieur italien. Les confédérés s'avancèrent au moyen de leur flotte pour détruire le pont; après un combat sanglant, ils furent obligés d'abandonner l'entreprise et de laisser Anvers à son sort. Les provisions étant épuisées, et tout espoir de secours étant ravi, la ville se rendit par capitulation; elle fut préservée du pillage en payant une contribution de quatre cent mille florins, pour satisfaire aux besoins des troupes victorieuses. Le prince de Parme trouva dans le port d'Anvers une flotte considérable; cette flotte fut pour lui d'une très-grande importance, puisqu'elle lui donnait les moyens de combattre les escadres des provinces maritimes, qui, depuis si long-temps, insultaient le pavillon espagnol.

La marche rapide du prince de Parme donnait aux États les plus vives alarmes; ils sentirent de plus en plus qu'il leur était impossible de se défendre contre l'Espagne sans le secours d'un prince étranger. Dans cette extrémité, entourés de difficultés et de dangers, ils offrirent la souveraineté de leur pays à Henri III. A cette époque, la fameuse ligue des catholiques, dont le duc de Guise était le chef, avait conclu avec Philippe II un traité d'alliance offensive et défensive qui menaçait le trône de Henri. En acceptant la souveraineté des Pays-Bas, ce prince

aurait occupé tout à la fois ses sujets turbulents et les forces du roi d'Espagne. Trop faible pour hasarder une mesure aussi décisive, il refusa, contre l'avis de François de Noailles, cette proposition avantageuse (1). Les États entamèrent de nouvelles négociations avec la cour de Londres, et la souveraineté des Pays-Bas fut offerte à Élisabeth. De grands débats s'élevèrent à ce sujet dans les conseils de la reine. Les opinions de ses ministres étaient partagées; la politique adroite d'Élisabeth lui fit adopter un parti mixte qui empêchait les Flamands de retomber au pouvoir de Philippe, et ne l'obligeait point à accepter une souveraineté qui eût excité la jalousie de ses voisins. Elle convint de fournir aux États une armée de cinq mille hommes d'infanterie et de mille cavaliers (2), sous la conduite du comte Leicester, dont les talents et les graces personnelles lui avaient mérité les faveurs de sa souveraine, mais qui ne possédait aucune des qualités nécessaires pour commander une armée.

A. D.

Leicester fut reçu dans les Pays-Bas avec les plus 1568.
grandes démonstrations de joie, et comme si le peuple eût pensé que sa présence était le gage cer-

(1) Le président Hénault condamne la faiblesse de Henri, qui lui fit refuser la souveraineté des Pays-Bas. Hén. Abr. chron. an. 1584.

(2) Rymer's Ewd., tome 15, p. 801.

tain de la délivrance des provinces (1). Les Flamands ne tardèrent pas à s'apercevoir combien ils s'étaient trompés. Le prince de Parme prit Venlo et Nuys, et investit Rhimberg. Une action entre l'avant-garde des Espagnols et les Anglais, fut rendue célèbre par la mort de sir Philip Sidney : les confédérés réclamèrent l'honneur de la victoire, mais ils furent bientôt contraints à fuir devant le prince de Parme.

Par une confiance trop prématurée, les États avaient conféré au comte de Leicester la dignité de gouverneur-général; la manière dont il remplit les fonctions civiles et militaires dont il était chargé, ne répondit pas à l'attente publique. La joie que son arrivée avait excitée fit place aux murmures, et le comte, fatigué de ces clameurs, s'embarqua pour l'Angleterre (2). Les Flamands, persuadés que leurs dernières espérances reposaient sur Élisabeth, consentirent de nouveau à recevoir son favori. Leicester revint avec de nombreux renforts et suivi d'une cour brillante. La détresse de Sluys, assiégée par le prince de Parme, appela l'attention du général anglais. Leicester, à la tête d'une armée au moins égale en nombre à celle des assiégeants, s'avança vers Sluys : lorsqu'il vit Farnèse marcher à sa rencontre pour

(1) Cambden, p. 511.

(2) La dignité de gouverneur et de lieutenant-général fut conférée au comte de Leicester contre les intentions d'Élisabeth. Stow, p. 712.

lui livrer bataille, il rétrograda et abandonna Sluys. Les habitants obtinrent de la générosité du prince de Parme une capitulation plus favorable qu'ils ne pouvaient l'espérer. Découragés par le mauvais succès des armes de Leicester, les États eurent à redouter ses artifices : la jalousie du prince Maurice excita peut-être les soupçons qu'ils formèrent sur la conduite du comte. Il fut accusé d'avoir travaillé sourdement à supprimer le conseil des États, afin d'augmenter son autorité. On découvrit un complot qui devait le mettre en possession de la ville de Leyden : les conspirateurs furent condamnés et exécutés; ce projet criminel détacha entièrement les États du parti de Leicester. Il résigna son titre de gouverneur, et fut rappelé par Élisabeth, qui fit choix du lord Willoughby pour commander les troupes auxiliaires anglaises dans les Pays-Bas (1). La dignité de gouverneur et de lieutenant-général fut conférée au prince Maurice.

Ce n'était pas en Flandre seulement que la reine d'Angleterre attaquait le pouvoir de Philippe : elle avait porté la guerre dans les parties les plus éloignées et les moins défendues de ses domaines. Le célèbre sir Francis Drake et le général Carlisle, avec une flotte de vingt-deux vaisseaux, surprirent les établissements espagnols dans les Indes Occiden-

(1) Rapin, vol. 2, book 17, p. 134 et 135.

tales (1). Drake pilla St-Yago, St-Domingue, Carthagène, et détruisit les villes de St-Anthony et de Ste-Hélène, sur la côte de Floride. Les richesses qu'il rapporta de cette expédition excitèrent parmi ses compatriotes le goût des courses de mer.

L'ambition de Philippe avait été satisfaite par la conquête du Portugal, et il ne doutait point qu'il ne vînt à bout de réduire les Pays-Bas. Les mesures d'Élisabeth excitèrent son ressentiment, et il résolut d'accomplir ses vastes projets par l'invasion et même, s'il était possible, par la soumission de l'Angleterre. Pendant trois années consécutives ses domaines retentirent du bruit de ses apprêts immenses. On construisit dans les ports de l'Espagne, du Portugal, de Naples et de la Sicile, une flotte qui, par la grandeur des vaisseaux, fut la plus formidable qui eût jamais paru sur l'Océan. Elle consistait en cent trente vaisseaux de guerre, ayant à bord 19,295 soldats, 8,450 matelots, 2,088 galériens, et portant 2,630 pièces de canon (2). Le marquis de Santa-Crux fut nommé grand-amiral de cette flotte qu'on appela l'Invincible Armada, nom qui exprimait les brillantes espérances de Philippe. Ce prince se flattait que la conquête de l'Angleterre serait le prix de ses efforts. Mais pendant que la flotte se préparait à mettre à

---

(1) Cambden, p. 509. Hallingsh. p. 1401.
(2) Stripe's Ann. vol. 3, p. 519.

la mer, Élisabeth, instruite de sa destination, envoya sir Francis Drake avec une escadre sur les côtes d'Espagne. L'amiral anglais se dirigea sur Cadix et brûla dans ce port plus de cent vaisseaux chargés de vivres et de munitions de guerre, et deux galions qui rapportaient des marchandises précieuses. Il détruisit ensuite plusieurs vaisseaux espagnols à l'embouchure du Tage; et se portant à toutes voiles sur les Açores, il captura une riche caraque qui revenait des Indes Orientales (1). Ces pertes obligèrent Philippe à différer jusqu'à l'année suivante son expédition contre l'Angleterre.

A. D.
L'invincible Armada mit enfin en mer : la mort du marquis de Santa-Crux avait fait donner le commandement au duc de Médina-Céli. Les instructions que l'amiral avait reçues lui enjoignaient de faire voile vers la côte des Pays-Bas où le duc de Parme devait s'embarquer avec trente mille hommes (2), et prendre le commandement de l'armée. Ils devaient ensuite gagner l'Angleterre et faire stationner la flotte à l'embouchure de la Tamise, afin qu'elle pût seconder les opérations de l'armée qui devait marcher directement sur Londres. 1588.

(1) Cavendish, un autre commandant anglais, ravageait, à cette même époque, les côtes du Chili et du Pérou. Rapin's Hist. of England, vol. 2, book 17, p. 134.

(2) Cambden porte l'armée de Parme à cent trois compagnies d'infanterie et à quatre mille chevaux. Cambden, p. 543.

Tel était le plan de cette importante expédition. Élisabeth et ses ministres, voyant l'étendue du péril qui menaçait l'Angleterre, avaient préparé, avec la plus grande diligence, tous les moyens de défense. La flotte anglaise, inférieure par le nombre et par la force des vaisseaux à celle des Espagnols, fut commandée par lord Howard d'Effingham, grand-amiral d'Angleterre, qui eut pour vice-amiraux Drake, Hawkins et Forbisher, tous hommes de mer d'un talent éprouvé. Lord Henri Seymour, officier distingué, croisa près des côtes de Flandre avec quarante voiles anglaises et Flamandes, pour empêcher l'embarcation du prince de Parme. On rassembla la milice des comtés; les forces régulières, qui montaient à peine à quatre-vingt mille hommes, furent réparties sur les points qui parurent le plus menacés. Le conseil des ministres, craignant qu'il ne fût impossible d'empêcher le débarquement d'une armée composée des meilleures troupes et commandée par le plus habile général de l'Europe, résolut de dévaster le pays à mesure que les Espagnols avanceraient, afin qu'ils ne pussent trouver d'autres provisions que celles de leur flotte.

Pendant que le cabinet de Londres concertait ses moyens de défense, l'Armada sortit du Tage le 29 mai 1588. Une violente tempête la dispersa quelques jours après. Les vaisseaux se réunirent dans le port de la Corogne; on répara leurs mâtures, et le duc de Médina-Céli remit en mer le

12 juillet. Il fit voile vers la Manche, y entra le 16, dépassa le 20 la flotte anglaise qui le suivit et lui enleva quelques vaisseaux. Le 23, le vent ayant tourné au nord, l'Armada porta sur la flotte anglaise, et il y eut un engagement très-vif. Les Espagnols, malgré la supériorité du nombre de leurs vaisseaux, ne remportèrent aucun avantage. L'amiral espagnol pressait le prince de Parme de faire embarquer ses troupes et de venir prendre le commandement; mais cette mesure était impossible : la flotte était mal pourvue de vivres; plusieurs matelots avaient déserté, et les escadres anglaises et hollandaises étaient placées avantageusement pour empêcher le prince de Parme de rejoindre l'Armada. L'amiral espagnol fit approcher sa flotte des côtes de Flandre afin de protéger l'embarcation du prince et de son armée à Dunkerque et à Nieuport. Le 27, l'Armada jeta l'ancre près de Calais : les Anglais suivirent à portée de canon; ils furent rejoints par un grand nombre de vaisseaux que des particuliers avaient armés, et leur flotte fut portée à cent quarante voiles. Ils lancèrent, pendant la nuit, huit brûlots au milieu de l'escadre espagnole qui coupa aussitôt ses câbles, et gagna le large pour éviter le danger. Le duc de Médina-Céli avait donné l'ordre que chacun de ses vaisseaux revînt prendre sa position dès que les brûlots seraient éteints; ses signaux furent mal compris, et la flotte resta dispersée. Une partie gouverna au nord; l'autre, repoussée sur les côtes de Flandre,

fut exposée à échouer sur les sables, et reçut le feu continuel des Anglais. Plusieurs vaisseaux espagnols furent dématés, et deux galères furent prises par les Zéelandais. Un vent nord-ouest chassant les Espagnols sur la côte de Zéelande, les mit en danger de faire naufrage ; les Anglais abandonnèrent leur poursuite. Un vent de sud-ouest délivra les Espagnols. Le duc de Médina-Céli, convaincu qu'il ne pouvait exécuter les instructions qu'il avait reçues, se détermina à diriger sa route vers le nord, pour tourner autour des îles britanniques, et revenir ensuite en Espagne : une partie de sa flotte avait déja pris cette direction. Les Espagnols, dans cette navigation longue et pénible, coururent de grands dangers et firent des pertes considérables. L'amiral anglais les suivit jusqu'à la hauteur d'Édimbourg, et les laissa poursuivre leur course. Près des Orcades, une tempête les dispersa et submergea plusieurs de leurs vaisseaux. Dix-sept bâtiments échouèrent dans les sables sur la côte d'Irlande. Enfin, après avoir perdu la moitié de ses vaisseaux et plus d'un tiers de son équipage, le duc de Médina-Céli arriva en Espagne vers la fin de septembre, ne ramenant avec lui que soixante vaisseaux, seuls débris de l'invincible Armada. Philippe cacha son dépit sous l'apparence d'une pieuse résignation, et remercia Dieu que le mal n'eût pas été plus grand (1).

(1) Pour les détails de cette expédition, voyez Strype's Ann. vol. 3; Cambden, p. 543-549.

Telle fut l'issue de l'une des plus célèbres expéditions dont l'histoire fasse mention. Ce revers porta un coup mortel à la puissance maritime de l'Espagne. Les Anglais prouvèrent bientôt qu'ils savaient aussi bien attaquer que se défendre. Ils croisèrent sur les côtes de la Galice et du Portugal, insultèrent Lisbonne, brûlèrent Vigo, et interceptèrent souvent les gallions qui revenaient chargés des trésors du Mexique et du Pérou. Depuis cette époque, l'Espagne perdit cette supériorité qui lui avait donné l'empire de l'Océan, et l'avait rendue la terreur de l'Europe.

Le prince de Parme éprouva bientôt les effets de cette entreprise désastreuse dans laquelle Philippe s'était engagé contre son avis et malgré ses remontrances. Le manque d'argent paralysa ses opérations. La trahison de la garnison de Gertrudenberg le mit en possession de cette ville; ses tentatives sur Berg-op-Zoom échouèrent, et il fut repoussé des murs de Romersval et de Heusden. Le mauvais état de sa santé l'obligea d'aller prendre les eaux de Spa : à son retour, l'armée, qu'il avait confiée aux soins du comte de Mansveldt, s'était révoltée. Les soldats demandaient avec des cris menaçants qu'on leur payât leur solde : le prince chercha à les calmer en leur faisant distribuer le peu d'argent qu'il avait, et leur promettant, à l'avenir, plus de régularité dans leur paiement. Ce ne fut pas la seule contrariété que le prince eut à éprouver. Breda, l'une des plus fortes villes du Brabant, fut surprise par quelques soldats

qui, s'étant cachés dans un bateau en apparence chargé de tourbe, s'introduisirent dans la place au milieu de la nuit, pendant que la garnison était enivrée et endormie.

Le roi d'Espagne, bien qu'il ne pût réduire ses sujets révoltés, ni protéger ses côtes et ses nombreuses colonies contre les attaques des Anglais, méditait cependant de nouvelles conquêtes, et ses désirs ambitieux aspiraient à la couronne de France. Henri III venait de tomber sous la main d'un assassin; les catholiques refusaient de reconnaître pour souverain le roi de Navarre, héritier présomptif, mais prince protestant. Le vieux cardinal de Bourbon fut proclamé roi dans Paris par le duc de Mayenne qui avait succédé au duc de Guise comme chef de la ligue; les membres les plus violents de cette confédération ne s'étaient prêtés qu'à regret à cette nomination, et ils encourageaient en secret le roi d'Espagne à prétendre à la couronne.

Philippe ne sut pas résister à l'espoir flatteur de monter sur le trône de France, ou du moins d'y placer sa fille aînée Isabelle. Trop prudent pour avouer ses desseins, il se borna à prendre pour le moment le titre de protecteur de la ligue. Le roi de
A. D. 1590. Navarre ayant défait à Ivry le duc de Mayenne, avait investi Paris. La mort du cardinal de Bourbon arrivant dans ce moment critique, Philippe envoya l'ordre au prince de Parme de conduire, en toute hâte, son armée en France, et de faire les efforts les plus

vigoureux pour délivrer la capitale. Le prince chercha à le dissuader de ce dessein en lui représentant les dangereuses conséquences qui pourraient résulter de l'absence de ses troupes dans les Pays-Bas, et l'incertitude des avantages qu'il espérait retirer de la ligue. Ses remontrances furent inutiles : Philippe ne changea rien aux ordres qu'il avait donnés; le duc de Parme quitta Bruxelles à la tête de dix-sept mille hommes de vieilles troupes, et s'avança sur Meaux près Paris. Par ses habiles manœuvres, il sut échapper à la vigilance de Henri : il fit sauter presque à sa vue les murs de Lagny, prit St-Maur et Charenton, et vint au secours de la capitale.

Après ces succès, le prince de Parme emporta Corbeil d'assaut : voyant que le duc de Mayenne et les autres chefs de la ligue avaient conçu des soupçons sur les projets de Philippe, il se détermina à retourner en Flandre. Toutefois voulant empêcher que lés catholiques ne fussent accablés, il laissa six mille hommes pour soutenir la ligue, et se mit en marche avec le reste de son armée. La saison avancée, le mauvais état des routes, et la poursuite de l'ennemi, rendirent la retraite extrêmement difficile. La supériorité de son génie surmonta tous les obstacles : son arrière-garde fut constamment harcelée par Henri de Navarre; mais le pays fut reconnu avec soin par sa cavalerie légère, et, chaque nuit, son camp fut assuré par des retranchements.

Le prince de Parme effectua habilement et pres-

que sans perte, sa retraite jusques en Flandre. A son arrivée, il trouva que son absence avait produit tous les maux qu'il avait prévus. Les troupes s'étaient mutinées pour avoir leur paie; les villes importantes de Zutphen, Deventre, Hulst, Nimeguen, avaient été surprises par le prince Maurice. Avant que Farnèse eût pu arrêter les progrès de l'ennemi, la détresse de la ligue et les ordres positifs de Philippe le forcèrent de revenir en France.

A. D. 1591. A son arrivée dans ce royaume, vers la fin de décembre, il fut rejoint par le duc de Mayenne: le premier objet des armées combinées fut la délivrance de Rouen, alors assiégé par le roi de Navarre. Henri, impatient de se rendre maître de cette ville, attaqua l'avant-garde des Espagnols. Dans ce combat, qui eut lieu près d'Aumale, Henri fut défait: la plupart de ses troupes furent tuées; lui-même fut blessé et ne s'échappa que difficilement. Le prince de Parme, par ses manœuvres, obligea deux fois Henri de lever le siége de Rouen, et se rendit ensuite maître de Caudebec, situé au confluent de la rivière d'Eu avec la Seine. En faisant le siége de cette place, le prince de Parme fut blessé au bras d'un coup de mousquet; il était à peine rétabli, lorsque Henri s'avança à la tête de toutes ses forces, pour attaquer sa position. Farnèse ne vit d'autre moyen de l'éviter que de passer de l'autre côté de la Seine. L'entreprise parut impossible au duc de Mayenne et aux officiers les plus expérimentés; l'esprit audacieux et inventif du prince

de Parme lui suggéra les moyens de surmonter les obstacles qui s'opposaient à son passage. Il fit venir de Rouen un grand nombre de bateaux et de radeaux: les inégalités du terrain dérobèrent ses mouvements à l'armée de Henri. Profitant d'un brouillard épais, il fit défiler son infanterie, l'artillerie et les bagages, sur le pont de bateaux établi sur la rivière de Seine, pendant que sa cavalerie menaçait les retranchements de l'ennemi : aussitôt que l'armée fut arrivée sur l'autre rive, la cavalerie passa le pont au grand galop ; deux batteries protégèrent son arrière-garde (1). Henri se vit enlever ainsi la victoire dont il s'était flatté. Le prince de Parme continua sa retraite et retourna dans les Pays-Bas; mais là, l'aspect des affaires était sombre et menaçant. Ses finances étaient épuisées; l'esprit de révolte gagnait de jour en jour dans l'armée; et ses ennemis agissaient de concert et avec vigueur. La maladie et le chagrin achevèrent d'épuiser le peu de forces qui lui restaient : les fatigues de quatorze campagnes successives avaient ruiné sa santé, et sa mort priva le roi d'Espagne d'un général dont les talents et la valeur avaient rendu à la couronne une grande partie des Pays-Bas. L'histoire impartiale reconnaît Alexandre Farnèse, prince de Parme, pour le plus grand

---

(1) Suivant quelques écrivains, cette retraite fut favorisée par le maréchal de Biron, Hénault, Abr. Chron. an. 1592.

général de son siècle : sa mort porta un coup fatal aux projets ambitieux que Philippe avait formés.

L'Espagne souffrait autant que les Pays-Bas de la tyrannie de ce monarque. Don Antonio Perez, qui avait été l'instrument dont Philippe s'était servi pour assassiner Escovedo, devint le rival de son souverain dans une intrigue amoureuse avec Anne de Mendoza, princesse d'Eboli. Philippe, par des menées secrètes, fit intenter un procès à Perez par la veuve et les enfants d'Escovedo. Perez trouva le moyen de s'évader de sa prison, et se réfugia en Aragon, son pays natal, espérant profiter des priviléges particuliers de cette province : il en appela au justizia et fut assuré d'un jugement impartial devant le tribunal de ce magistrat suprême. Philippe méprisa cette autorité : on força la prison du justizia, à Saragosse, et don Perez fut enlevé par le marquis d'Almenar. Cette violation de leurs priviléges excita une insurrection générale parmi les habitants de Saragosse : don Perez fut arraché des mains des inquisiteurs et remis dans la prison du justizia : le marquis d'Almenar fut blessé mortellement dans le tumulte.

Les hommes de loi de Saragosse reçurent l'ordre d'examiner cette affaire : soit qu'ils eussent été corrompus ou intimidés par Philippe, ils déclarèrent que, puisque le prisonnier était accusé d'avoir une correspondance avec les hérétiques de France, l'inquisition seule avait le droit d'en prendre connaissance. Méprisant leur décision, le justizia persistait

à garder son prisonnier. Le vice-roi rassembla les officiers de l'inquisition, entra de force dans la prison d'état, et saisit don Perez, dans le dessein de l'emmener à Madrid. Le peuple se souleva une seconde fois et délivra Perez, qui, profitant d'un moment favorable, passa en France.

Pour punir cette désobéissance, Philippe ordonna à Alphonse Vargas de marcher contre Saragosse. Les Aragonais, encouragés par les exhortations du Justizia, se préparèrent à se défendre. Ils n'avaient pas de chef; la rapidité de la marche de Vargas ne leur permit pas de faire de grands préparatifs, et ce général ne rencontra presque pas d'opposition. Il entra dans Saragosse et saisit le duc de Villa Hermosa, le comte d'Aranda et le Justizia. Les deux premiers furent envoyés prisonniers à Madrid : le Justizia fut mis à mort sans aucun jugement. Ses biens furent confisqués; ses maisons furent rasées; et on fit une proclamation qui menaçait d'une même punition tous ceux qui oseraient s'opposer à la volonté du souverain. Les formes constitutionnelles étaient encore souffertes, mais le pouvoir absolu de la couronne était seul fermement établi. Le palais de l'inquisition, à Saragosse, fut fortifié, afin de tenir lieu de citadelle, et on mit une forte garnison dans cette ville, pour effrayer et contenir les habitants.

Tandis que Philippe méprisait aussi ouvertement les droits de ses sujets, il prodiguait leur sang et leurs richesses dans de vains efforts pour réduire les

Pays-Bas, et obtenir la couronne de France, soit pour lui, soit pour sa famille. Voyant que ses armes ne pouvaient lui procurer aucun avantage durable, il chercha, par ses négociations, à placer sa fille Isabelle sur le trône de France. Le duc de Feria, son ambassadeur auprès de cette cour, en fit la proposition à l'assemblée des États, à Paris. Même les plus exagérés du parti catholique eurent en horreur cette mesure, qui eût fait de la France une province de l'Espagne; cependant, convaincus de leur inhabileté à combattre Henri, à moins qu'ils ne fussent soutenus par Philippe, ils cachèrent leurs véritables sentiments, et parurent seulement inquiets sur le choix d'un époux pour Isabelle.

Le roi d'Espagne et le parti catholique de France, cherchant à se tromper l'un l'autre, s'embarrassaient dans leurs intrigues, lorsqu'un événement aussi inattendu qu'important vint les surprendre et déjouer leurs machinations. Henri abjura la religion protestante, dans l'église de St-Denis, le 25 juillet 1593, et fit profession de suivre la foi catholique. Cette abjuration fut fatale à l'ambition de Philippe. Au lieu de renoncer à des trames désormais superflues, ce monarque y mit encore plus d'ardeur, et offrit la main de sa fille Isabelle au fils du duc de Mayenne. Cette proposition flatteuse attacha ce chef puissant au parti de Philippe, et ils résolurent de combattre Henri avec plus de vigueur.

Toutefois le roi d'Espagne était loin de pouvoir

accomplir ses vastes et ambitieux projets. Depuis la mort du prince de Parme, Philippe n'avait plus aucun général qui fût digne d'entrer en lice avec le roi de France. Ses coffres étaient épuisés ; son crédit avait tellement baissé, que les Génois et les autres marchands italiens desquels il avait emprunté plusieurs millions, refusaient de lui en prêter davantage. En Flandre, ses généraux étaient hors d'état de lever de nouvelles recrues, et ne pouvaient même conserver leur autorité sur le soldat, qui se révoltait pour avoir ses arrérages. Les troupes italiennes et espagnoles se soulevèrent ouvertement ; elles élurent de nouveaux officiers et un commandant en chef, et levèrent des contributions de toute nature sur les habitants des provinces méridionales. Leur exemple fut bientôt suivi par les troupes wallones : le pays fut pillé sans aucune pitié ; et les Flamands ne souffrirent jamais autant de leurs ennemis avoués que de leurs prétendus protecteurs.

A la mort du prince de Parme, le gouvernement avait été confié au comte de Mansveldt. L'année suivante, ce comte étant venu en France, à la tête de quelques troupes, pour soutenir la ligue, Ernest, archiduc d'Autriche, avait pris le commandement des Pays-Bas. Mais Paris avait déja reconnu Henri IV, et le général espagnol retira seulement de son voyage la conviction que toutes les espérances de son maître sur la couronne de France étaient illusoires. L'archiduc n'avait pas été capable de résister aux armes

de Maurice et aux mutineries de ses propres soldats; des fatigues et des chagrins continuels ruinèrent la
A. D. 1594. santé d'Ernest : il mourut, et eut pour successeur le comte de Fuentes, dont la courte administration fut remarquable par la réduction de Cambrai sous la domination espagnole.

Sous Fuentes, la fortune chancelante de Philippe sembla se raffermir; mais ce monarque n'en confia pas moins le gouvernement des Pays-Bas à l'archiduc Albert, qui avait été pendant quelque temps vice-roi de Portugal. Le nouveau gouverneur était accompagné de Philippe Guillaume, fils aîné du prince d'Orange : la politique du roi d'Espagne l'avait déterminé à rendre la liberté à ce prince, dans l'espoir que ses prétentions diviseraient l'influence de la maison de Nassau. La prudence et l'équité du prince Maurice trompèrent ses vues : il rendit à son frère aîné l'héritage de leur père. Philippe Guillaume, que son éducation espagnole et son attachement à la religion catholique empêchaient d'acquérir aucune influence dans les provinces révoltées, passa ses jours dans une heureuse obscurité.

L'archiduc Albert conduisit avec succès des opérations vigoureuses sur les frontières de France et celles des Provinces-Unies. Pendant que Henri IV était occupé à la réduction de La Fère, l'archiduc prit l'importante ville de Calais; la forteresse d'Ardres se rendit peu après. L'approche de Henri l'obligeá à quitter la Picardie. Albert, dirigeant toutes ses

forces contre les Provinces-Unies, se rendit maître de Hulst, place que la nature du terrain, ses fortifications, et une nombreuse garnison, rendaient extrêmement difficile à prendre. Tandis que ses armes étaient occupées de ce côté, le maréchal de Biron fit une irruption dans l'Artois, attira les troupes espagnoles dans une embuscade, et, après les avoir complètement battues, ravagea les provinces méridionales.

Telle était la situation des Pays-Bas, lorsque la guerre, portée sur le territoire de l'Espagne, lui fit éprouver des malheurs dont elle était exempte depuis si long-temps. Depuis la défaite de l'Armada, Philippe avait cherché à réparer ses pertes et à laver la honte d'une telle expédition. Il méditait, depuis long-temps, d'attaquer l'Irlande. Cette conquête lui paraissait facile; et il avait rassemblé, pour l'effectuer, des forces navales suffisantes. La reine d'Angleterre, pour éloigner le danger qui menaçait ses états, arma cent cinquante vaisseaux ayant à bord sept mille matelots et huit mille soldats. La flotte était commandée par lord Howard d'Effingham, et les forces de terre étaient sous la direction du comte d'Essex (1). Vingt-deux voiles hollandaises et sept mille hommes de troupes se joignirent à l'escadre anglaise. La destination de cet armement était restée cachée jusqu'au 20 juin
moment où il parut devant Cadix. Les Espagnols 1596.

(1) Voyez Stowe, p. 772. Cambden, p. 591.

surpris n'étaient pas préparés à la défense (1). Les vaisseaux de guerre, cependant, étant rangés à l'entrée de la baie, résistèrent depuis le matin jusques à midi à la force supérieure des Anglais; à la fin, les Espagnols furent accablés; plusieurs de leurs vaisseaux furent pris, d'autres furent coulés bas, et le reste s'échoua sur le rivage.

Pendant ce temps, le comte d'Essex débarquait ses troupes : des Espagnols s'avancèrent pour couper sa marche, ils furent repoussés jusque dans la ville, où les Anglais entrèrent pêle-mêle avec eux. Cadix, prise ainsi presque sans résistance, fut pillée par les Anglais : le butin fut immense, et il aurait été encore plus considérable si le duc de Médina n'eût pas fait mettre le feu aux vaisseaux marchands qui étaient dans le port. Les pertes que Philippe et ses sujets essuyèrent dans cette occasion, furent estimées à deux millions de ducats (2). Le comte voulait prendre possession de Cadix; mais tous les autres officiers considérèrent ce dessein comme chimérique, et, craignant l'approche de l'armée espagnole, ils se hâtèrent de se rembarquer avec leur butin, et firent voile pour l'Angleterre.

Pour venger cette perte et l'outrage qui lui avait

---

(1) Pour le détail de cet engagement, voyez Cambden, p. 592, etc.

(2) Stowe dit que cent pièces de canon furent prises ou détruites par les Anglais. Stowe, p. 775.

été fait, Philippe poursuivit avec une nouvelle ardeur ses projets sur l'Irlande. L'arrivée de galions qui lui rapportaient de l'or de ses possessions américaines, lui fournit les moyens d'équiper cent vingt-huit vaisseaux de guerre et de transport, ayant quatorze mille soldats à bord, outre un grand nombre de réfugiés irlandais, et une immense quantité de vivres et de munitions de guerre. Élisabeth et ses ministres, plongés dans une sécurité trompeuse par les succès que la flotte anglaise avait remportés à Cadix, avaient fait peu d'attention aux apprêts de Philippe et ignoraient son dessein. La flotte espagnole, commandée par don Martin de Padilla, sortit du Ferrol; et si elle avait pu atteindre le lieu de sa destination, les conséquences en eussent été fatales au pouvoir des Anglais en Irlande. Mais la providence en ordonna autrement. Une violente tempête assaillit l'escadre espagnole à la hauteur du cap Finistère, et engloutit quarante de ses vaisseaux. Padilla rentra dans le port du Ferrol, et l'entreprise fut abandonnée.

En France, comme dans les Pays-Bas, les armes de Philippe éprouvèrent une alternative de succès et de revers. Près de Turnhout, cinq mille Espagnols, commandés par le comte de Vares, par suite de l'incapacité de leur chef, furent défaits par le prince Maurice. La victoire de ce prince fut complète; deux mille Espagnols et leur général Vares furent tués. Cette perte fut compensée par la prise d'Amiens, qui

fut enlevée à l'improviste par un corps de trois mille Espagnols, sous les ordres de Porto-Carero, gouverneur de Doulens. Henri IV résolut de recouvrer, s'il était possible, une ville d'une telle importance et qui ouvrait le chemin de sa capitale : il se mit à la tête de son armée et investit Amiens : les travaux du siége furent conduits avec vigueur.

Le mauvais état des finances de Philippe entravait toujours ses opérations. Les banquiers de Gênes et d'Anvers refusaient de souscrire à l'emprunt qu'il avait ouvert : pendant plus de cinq mois l'archiduc, ne recevant aucun argent de Madrid, fut contraint à rester dans l'inaction. Recevant enfin quelque secours du roi d'Espagne, Albert conduisit vingt mille hommes à la défense d'Amiens. Henri se tint prudemment renfermé dans ses retranchements; l'archiduc ne pouvant réussir à lui faire accepter le combat, fut obligé de se retirer et d'abandonner Amiens. Albert n'était parvenu à former cette armée qu'en affaiblissant les garnisons de la Flandre; le prince Maurice, profitant de cette circonstance, s'empara de plusieurs villes et repoussa lss Espagnols de l'autre côté du Rhin.

Tant de revers ouvrirent à la fin les yeux de Philippe sur la vanité des projets qui l'avaient si longtemps abusé. Son âge avancé et sa santé délabrée l'avertissaient d'une fin prochaine : il ne voulait pas laisser son jeune successeur embarrassé dans une

guerre douteuse et dangereuse. Henri IV, de son côté, désirait également la paix, afin d'établir son autorité et de guérir les blessures de son peuple. La médiation du souverain pontife fit conclure à Vervins un traité de paix entre ces deux puissances. Henri IV abandonna ses droits sur Cambrai et obtint la restitution de Calais et des autres villes de France que Philippe avait acquises au prix du sang et de la fortune de son peuple, et dont la conquête, lors même que ces villes fussent restées en sa possession, eût été contrebalancée par les pertes que le soutien de la ligue avait fait essuyer à ce prince dans les Pays-Bas.

N'ayant plus rien à espérer sur la couronne de France, Philippe conçut le projet de transférer la souveraineté des Pays-Bas à sa fille Isabelle (1), qu'il voulait donner en mariage à l'archiduc Albert. L'aversion de ces provinces pour la domination espagnole lui fit considérer cet abandon comme le seul moyen d'assurer leur possession dans sa famille. Il abdiqua solennellement la souveraineté des Pays-Bas et de la Bourgogne en faveur d'Isabelle et de son futur époux. Une des clauses de cet acte fut que leurs enfants ne pourraient pas se marier sans le consentement de la couronne d'Espagne; et qu'à défaut

(1) Hénault, par méprise, appelle cette princesse Clara Eugénie. Abr. chron. an. 1598.

de postérité, ces provinces seraient reversibles à l'Espagne.

Ce fut la dernière transaction importante du règne de Philippe II. Sa mort approchait; il la vit sans effroi, et ne parut jamais plus grand qu'à ses derniers moments. Une goutte héréditaire, devenue violente à mesure qu'il avançait en âge, avait miné sa constitution. Pendant plus de deux mois de souffrances inouïes et au milieu des angoisses de la mort, il fit admirer sa patience, la fermeté de son esprit, et sa pieuse résignation. Ce témoignage lui est dû auprès de la postérité. Quelque temps avant sa mort, il fit placer son cercueil dans sa chambre et sous ses yeux. Il expira, le 12 septembre 1598, dans la soixante-douzième année de son âge et la quarante-troisième de son règne.

Les protestants ont représenté ce prince sous les plus noires couleurs, tandis que les catholiques se sont efforcés d'adoucir les traits les plus durs, de son caractère. Son ambition inquiète et sans borne lui fut commmune avec tous ceux que le monde appelle de grands hommes, et peut trouver excuse auprès des politiques. L'histoire impartiale exècre la bigoterie intolérante, le despotisme tyrannique de ce prince, et confesse qu'il hérita de tous les défauts de son père Charles V et de bien peu de ses vertus. Il eut la dissimulation et l'ambition de Charles V sans avoir sa douceur et sa magnanimité. L'excès de sa dévotion

peut, en quelque façon, être considéré comme le vice de son siècle, mais rien n'excuse son insensibilité et sa cruauté. Toutefois il ne fut point entièrement dépourvu de qualités. La prospérité ni le malheur ne troublèrent jamais le calme de son esprit : vigilant et infatigable, il eut toujours les yeux fixés sur chaque partie de son vaste empire : il examinait avec soin chaque branche de l'administration, surveillait la conduite de ses ministres avec une attention suivie, et montra beaucoup de sagacité dans le choix qu'il fit d'eux et de ses généraux. Élevé au milieu des intrigues de la politique et endurci dans la tyrannie, il fut étranger à toute pitié. Ses sujets, il est vrai, eurent rarement raison d'accuser sa justice, toutes les fois que sa dévotion ou l'amour du pouvoir ne dirigeaient pas sa conduite. Philippe II fut le protecteur des arts. Le palais de l'Escurial montre dans sa lourde masse un défaut de goût qui fait encore mieux ressortir la manière élégante dont il est orné. Philippe fit continuer au Titien la pension que Charles V lui avait accordée : Antonio Moro et Alonzo Callo, célèbres peintres Espagnols, furent soutenus par ses bontés et admis dans sa familiarité; et pendant tout le règne de ce prince, l'architecture, la sculpture et la peinture furent récompensées avec une magnificence royale.

Le caractère des princes n'inspire un véritable intérêt, et n'est d'une plus grande importance que

celui des autres hommes, que lorsqu'il influence la destinée des nations. Considérée sous ce rapport, l'administration de Philippe jette peu d'éclat sur sa mémoire. Les avantages que lui offraient les commencements de son règne ont été déja décrits. Soutenues par ses armes, les prétentions d'un droit héréditaire confondirent en une seule monarchie les royaumes de Portugal et d'Espagne, ample dédommagement de la perte de la couronne impériale qui décorait le front de Charles V, son père, et qui ne put lui être transmise. Si Philippe n'eût point forcé les Flamands à la révolte par ses mesures arbitraires, ou si, consentant à effectuer une réconciliation en les rétablissant dans leurs priviléges, il eût dirigé son attention vers les progrès de l'agriculture et du commerce dans ses immenses territoires, l'union de l'Espagne et du Portugal aurait formé un empire plus riche et plus puissant que tous ceux que les plus grands conquérants eussent fondé jusqu'alors. L'Espagne, malgré des avantages qu'aucune autre nation ne posséda jamais, eut beaucoup à souffrir, pendant toute la durée de ce règne, d'une administration qui détruisait les bienfaits de la fortune. Philippe perdit les Pays-Bas, la partie la plus riche et la plus commerciale de son royaume, par son intolérance religieuse, et rendit ainsi les Flamands ses ennemis implacables. La conduite de ce prince, à l'égard de ces provinces, montre une obstination qui est presque sans exemple dans les annales des gouvernements. La prudence

de Marguerite, duchesse de Parme, avait éteint les premières étincelles de la révolte; la tyrannie du souverain alluma de nouvelles flammes. Cependant, malgré les maux qu'il fit souffrir aux Flamands, ils furent les premiers à proposer une réconciliation, pourvu que l'on fît droit à leurs plaintes; et treize années de guerres continuelles s'étaient écoulées avant qu'aucune des provinces eût formellement annulé son serment de fidélité. L'inflexible Philippe persistait à maintenir son autorité par la terreur des supplices .Les richesses de l'Amérique furent épuisées en de vaines entreprises; et la postérité apprend avec étonnement que le souverain de tant d'états fut souvent dans l'impossibilité de payer ses armées. Ce règne si long fut une suite non interrompue de guerres sanglantes et ruineuses, et presque toutes causées par sa tyrannie et par son ambition. Ses sujets révoltés, et les peuples avec lesquels ils s'allièrent par nécessité, interceptèrent, sur tous les points, le commerce de son vaste et riche empire, accrurent leur fortune à ses dépens, et anéantirent ses forces navales. A mesure que l'opulence et le pouvoir desProvinces-Unies augmentaient, les ressources de l'Espagne diminuaient; et la décadence de cette vaste monarchie date de l'époque du soulèvement des Flamands. Une juste et utile remarque, c'est que, bien que l'amour du pouvoir eût été la passion dominante de Philippe, et que sa vie entière

eût été consumée dans des projets d'agrandissement, cependant les annales du monde entier offrent à peine l'exemple d'un monarque dont le règne ait été plus fatal à la grandeur de sa nation.

CHAPITRE VII.

Situation de l'Espagne à l'avénement de Philippe III. — Influence de son ministre, le duc de Lerme. — Expéditions malheureuses des Espagnols contre l'Afrique et l'Irlande. — Caractère du marquis de Spinola. — Paix entre l'Espagne et l'Angleterre. — Siége mémorable d'Ostende. — État épuisé de l'Espagne. — Opérations militaires dans les Pays-Bas. — Succès commerciaux et militaires des Hollandais dans les Indes Orientales et Occidentales. — Les richesses affluent en Hollande. — La flotte espagnole est défaite dans la baie de Gibraltar. — Trève de douze années entre l'Espagne et les sept Provinces-Unies. — Expulsion des Maures. — Combien cette mesure est impolitique. — Vues de Henri IV. — Sa mort. — Guerre entre l'Espagne et la France. — Conspiration entre le vice-roi de Naples, le gouverneur de Milan et le marquis de Bedmar pour s'emparer de Venise. — Renvoi du duc de Lerme. — Son fils — Le duc d'Uzeda lui succède dans le ministère. — Élévation et chute de Caldérona. — Philippe III s'engage dans une guerre contre la Bohême. — Succès de Spinola. — Le duc d'Ossuna échoue dans son projet de se rendre maître de Naples. — Mort de Philippe III. — Son caractère. — Effets de son règne.

Philippe III, fils et successeur de Philippe II, trouva l'Espagne épuisée par les guerres qu'elle avait soutenues tant sur mer que sur terre, et par les nombreuses colonies qu'elle avait formées dans le

nouveau Continent. Les richesses que l'on avait tirées des mines d'Amérique avaient passé dans d'autres pays pour servir à entretenir des guerres ruineuses, et acheter les objets nécessaires à l'équipement des flottes et des armées. L'agriculture avait été négligée; le commerce était presque anéanti. Il eût fallu beaucoup d'habileté et d'énergie pour redonner de la vigueur et une nouvelle vie à ce royaume: l'inexpérience de Philippe III, qui montait sur le trône à l'âge de vingt-un ans, le rendait peu propre à réussir dans cette tâche difficile; son premier ministre, le duc de Lerme, homme de cour accompli, n'avait aucun des talents nécessaires pour conduire le vaisseau de l'état.

Le mariage d'Isabelle et d'Albert avait eu lieu, et le roi confirma la renonciation faite par Philippe II, en leur faveur, de la souveraineté des Pays-Bas. L'Espagne ne fut plus alors qu'un auxiliaire dans la guerre qui se poursuivait contre les provinces révoltées. L'archiduc, en recevant sa nouvelle souveraineté, avait été flatté par la cour de Madrid de l'espoir d'être puissamment secouru; mais la profusion et l'incapacité du premier ministre lui laissa peu de chose à attendre de ce côté. Albert, possédant encore dans les Pays-Bas un nombre considérable de vieilles troupes espagnoles, défit, avec un grand carnage, au pont de Leffingen, un détachement de l'armée des États. Il fut bientôt après battu à Nieuport par le prince Maurice, et perdit dans

cette affaire trois mille hommes de ses meilleures troupes. Le prince abandonnant le siége de Nieuport, Albert commença celui d'Ostende. Il fit bloquer l'entrée des canaux pour intercepter toute communication de la ville avec la mer, tandis qu'il pressait le siége, faisait battre en brèche et miner les fortifications. Il se décida à livrer l'assaut. les troupes espagnoles et italiennes affrontèrent le feu de l'ennemi avec une telle intrépidité, qu'elles étaient prêtes à enlever les ouvrages, lorsque le gouverneur fit ouvrir les écluses : les assaillants furent contraints à se retirer après avoir perdu environ quinze cents hommes. Le mauvais succès de cette attaque fit changer le siége en blocus. Albert était toujours encouragé par les promesses que lui faisait la cour de Madrid de lui envoyer des troupes et de l'argent. Le duc de Lerme, qui gouvernait l'Espagne sous le nom de Philippe, se trouva tout-à-fait hors d'état de pouvoir remplir ses promesses. Des murmures se faisaient entendre dans toutes les parties du royaume, et jusque dans le palais du roi on se plaignait hautement du peu d'encouragement donné à l'agriculture et de la décadence du commerce et des manufactures. La paix était le seul remède aux maux qu'une longue suite de guerres avait causés à l'Espagne ; l'aveugle obstination de la cour la faisait persister à faire des efforts impuissants pour continuer une guerre ruineuse. Un édit du roi ordonna aux églises, aux corporations et à

tous les individus sans aucune distinction, de donner leur argenterie pour être convertie en monnaie. On ne put cependant faire exécuter cet acte arbitraire: le clergé s'en plaignit comme d'une attaque faite aux priviléges de l'église : les nobles le considérèrent comme un empiétement sur le droit de propriété; et Philippe et son ministre furent obligés de renoncer à cette mesure.

Le duc de Lerme, contrarié de ne pouvoir se procurer par ce moyen l'argent qui lui était nécessaire, adopta un autre expédient dont on s'était servi fréquemment sous le règne de Philippe II. Il engagea les remises que l'on devait recevoir d'Amérique : obtenant ainsi une somme considérable, il leva en Italie de nombreux corps de troupes. Le duc voulait signaler son ministère par quelque entreprise brillante : la réduction d'Alger et la conquête d'Irlande furent les objets de ses préparatifs. Ces deux entreprises manquèrent. Dix mille soldats embarqués sur soixante-dix galères, atteignirent les côtes d'Afrique; mais une violente tempête empêcha leur débarquement, et la flotte maltraitée regagna, avec beaucoup de difficulté, les ports de la Sicile. L'expédition d'Irlande consistait en dix vaisseaux de guerre et six mille hommes de vieilles troupes commandés par don Juan d'Aguilar. Ce général, avec quatre mille des siens, se rendit maître de la ville de Kinsale, tandis que les deux mille hommes débarquèrent à Baltimore et rejoignirent le comte de

Tyrone. Attaqués presque aussitôt par lord Montjoy à la tête d'un corps de troupes bien disciplinées, les Irlandais furent mis en fuite; les Espagnols, après une résistance opiniâtre contre des forces bien supérieures, furent défaits, et perdirent la moitié des leurs. Le commandant espagnol, qui s'était enfermé dans Kinsale, fut convaincu, en apprenant la nouvelle de cet événement, que la cour de Madrid s'était trompée sur la nature de cette entreprise; et, abandonnant tout espoir de conquête, il signa une capitulation honorable, dans laquelle il fut stipulé que le général et ses troupes seraient ramenés en Espagne par une escadre anglaise.

Albert ne recevait que de faibles secours de l'Espagne, et le siége d'Ostende traînait en longueur faute de moyens suffisants pour presser l'attaque, tandis que Philippe épuisait ses forces dans des entreprises téméraires et mal calculées. Ce fut dans cette circonstance critique que le marquis de Spinola fit son entrée dans la carrière militaire. Ce général célèbre, qui essaya de relever la fortune chancelante de l'Espagne, et qui soutint la réputation de ses armes, était l'un des nobles les plus illustres et les plus riches de Gênes. Il avait passé jusqu'à sa trentième année dans les douceurs de la vie privée, lorsque son émulation fut excitée par les exploits de son jeune frère Frédéric dont les croisières avaient désolé le commerce des Provinces-Unies: il leva à ses frais un corps de troupes considérable, afin de servir A. D. 1603.

sur l'escadre de son frère. Frédéric ayant été blessé mortellement dans un engagement avec la flotte hollandaise, sa mort détermina le marquis à essayer sur terre ses talents et sa fortune : il rejoignit le camp d'Albert devant Ostende. L'archiduc ne fut pas long-temps à découvrir les talents supérieurs du marquis de Spinola. La mort de la reine Élisabeth, et la disposition pacifique de son successeur, Jacques I, furent des circonstances favorables à l'Espagne : l'année suivante, un traité de paix fut con-
A. D. 1604. clu entre les cours de Madrid et de Londres.

Délivré des hostilités de l'Angleterre, Albert reprit ses opérations avec une nouvelle vigueur. Frappé de l'habileté de Spinola, il lui confia le commandement de l'armée et la continuation du siége d'Ostende, dont, depuis deux ans, il n'avait pu venir à bout. Le premier soin du nouveau général fut de pourvoir à la paie régulière de son armée, et ôter, par ce moyen, tout prétexte de révolte aux soldats. Trouvant les fonds militaires insuffisants pour les demandes des troupes, l'amour de la gloire lui fit oublier ses intérêts ; il engagea ses biens, et se procura ainsi une somme assez considérable pour le mettre au-dessus de ces difficultés. Pendant qu'il poursuivait sans relâche les travaux du siége, le prince Maurice, voulant faire une diversion en faveur d'Ostende, attaqua Sluys avec une nombreuse armée. Spinola, obligé d'obéir aux ordres de l'archiduc, bien qu'ils fussent contraires à son avis, mar-

cha au secours de cette ville. Il trouva l'armée des États dans une forte position : il attaqua deux fois ses lignes et fut deux fois repoussé avec une perte considérable. Sluys capitula : la reddition de cette importante forteresse n'inspira que plus d'ardeur à Spinola et lui fit presser le siége d'Ostende. Les assauts furent répétés avec une valeur désespérée et une persévérance admirable : à la fin, les troupes de la garnison furent repoussées des ouvrages extérieurs, et les assaillants s'emparèrent d'une redoute qui dominait la ville. Il ne restait plus d'espoir aux habitants ; le gouverneur ne pouvait sauver sa garnison qu'en se rendant, et Spinola lui accorda une capitulation honorable. Ainsi se termina, le 20 septembre 1604, le siége mémorable d'Ostende, qui avait duré plus de trois ans, avait coûté à l'archiduc plus de soixante mille hommes (1), et la perte des villes de Rhinberg, Grave et Sluys.

L'archiduc avait acquis, dans le marquis de Spinola, un général dont la prudence et l'audace pouvaient être opposées avec succès à l'habileté du prince Maurice. Un seul obstacle, et qui se reproduisait souvent, le manque d'argent, arrêtait ses opérations militaires. Spinola, dont les talents divers le rendaient également propre aux négociations et à la guerre, fut envoyé en Espagne pour solli-

---

(1) Hénault dit que des deux côtés le siége d'Ostende coûta la vie à plus de 140,000 hommes. Abr. chron. vol. 2, an. 1604.

surprenante les duchés de Clèves et de Westphalie. L'ordre qu'il fit observer à ses troupes facilita ses progrès : toutes les provisions furent payées ponctuellement; et les habitants s'empressaient de porter au camp tout ce qui pouvait être nécessaire. De ces pays neutres, Spinola pénétra dans la province d'Over-Yssel : la ville d'Oldenzel se rendit à la première sommation; celle de Lingen, après une faible résistance. Le prince Maurice marcha à sa rencontre pour arrêter ses progrès, mais ses efforts furent inutiles. Les Hollandais étaient incapables de lutter contre les troupes espagnoles et italiennes, dont la première charge les mettait souvent en déroute. L'armée espagnole fut cependant repoussée dans une attaque qu'elle fit sur Gueldres : la garnison de Wachtendone se rendit avant que ses fortifications eussent été entamées. Les exhortations et l'exemple de Maurice ne pouvaient plus leur inspirer de confiance; et Spinola, partout victorieux, conduisit ses troupes daus leurs quartiers d'hiver.

Bien que les opérations militaires eussent dû cesser pendant cette saison, Spinola ne perdit pas ce temps dans une molle oisiveté. Il retourna solliciter des subsides auprès de la cour de Madrid. Le gouvernement avait si peu de crédit, que les marchands refusèrent d'avancer aucune somme jusqu'à ce que le marquis eût donné pour sûreté de cet emprunt les possessions qu'il avait eues en Italie. L'amour de la gloire militaire était la passion dominante de Spi-

nola; il lui sacrifiait toute autre considération, il souscrivit cet engagement.

De retour dans les Pays-Bas, il étonna ses ennemis par la hardiesse de ses plans et la rapidité de ses mouvements. En peu de temps il réduisit Lochan et Groenlo, deux villes fortes de la province de Gueldres, prit Rhimberg à la vue du prince Maurice, et ne fut empêché de pénétrer dans le cœur de la Hollande, que par des pluies excessives et continuelles. Sa course brillante fut bientôt arrêtée par la mutinerie de ses troupes. L'argent qu'il attendait d'Espagne avait été intercepté, et il était hors d'état de continuer le paiement régulier de son armée. Les soldats se soulevèrent ouvertement; plusieurs d'entre eux, désertant leurs drapeaux, se donnèrent au prince Maurice. Ce renfort inattendu permit au prince d'abandonner le système défensif auquel il avait dû se borner pendant quelque temps; et après avoir repris Lochan, il mit le siége devant Groenlo. A. D. 1606.

Résolu de délivrer une place dont il connaissait toute l'importance, Spinola, sans écouter les timides observations de ses officiers, choisit dans son armée huit mille hommes d'infanterie et douze cents chevaux. Persuadé que le succès de cette entreprise dépendait de sa célérité à empêcher l'ennemi de terminer ses retranchements, il s'avança à marches forcées, et ne fut pas plus tôt arrivé à la vue de Groenlo qu'il rangea son armée en ordre de bataille, parcourut les rangs, et exhorta ses troupes, leur déclarant

que sa résolution était de vaincre ou de mourir. L'armée du prince Maurice était bien supérieure en nombre à celle de Spinola, mais ses troupes étaient épuisées par la fatigue et les maladies. Il dut refuser le combat. Dès l'approche de Spinola, il commença à se replier avec ses troupes dans une position avantageuse, et effectua sa retraite avec beaucoup d'habileté.

Tandis que l'Espagne s'appauvrissait par la guerre, les provinces révoltées s'enrichissaient par leur commerce, qui, leur fournissant des ressources inépuisables, les mettait en état de résister à leurs ennemis. Le gouvernement oppressif de Philippe II avait fait déchoir rapidement les colonies portugaises; et à la mort de ce monarque, les Hollandais commençaient à étendre leur commerce jusqu'aux îles orientales et sur les côtes de l'Afrique et du Brésil. Ils en étaient redevables à Cornélius Houtman, Flamand d'origine, qui, s'étant engagé au service de Portugal, avait fait plusieurs fois le voyage de Lisbonne aux Indes, et connaissait parfaitement la navigation de ces mers et la nature du commerce que les Portugais faisaient dans ces parages. Il entreprit de conduire une petite escadre hollandaise sur les côtes de l'est. Après avoir évité soigneusement toute hostilité, il revint au Texel, après un voyage de deux ans et demi, rapportant une cargaison considérable et des détails précieux sur l'état des colonies portugaises, qui se trouvaient alors sans aucun moyen de défense.

Les détails donnés par Houtman excitèrent à un tel point le goût des entreprises, que l'année suivante plus de quatre-vingts vaisseaux sortirent du Texel chargés de marchandises pour les côtes d'Afrique et pour les Indes Orientales et Occidentales. Ces vaisseaux se réunirent en petites escadres ayant quelques troupes régulières à bord. Les Hollandais firent alternativement le commerce et la guerre. Ils établirent des comptoirs dans les îles de la mer des Indes, conclurent des traités avec les princes de ces contrées, et revinrent en Hollande chargés de richesses. Les diverses associations furent, dans l'année 1602, réunies en un seul corps par une ordonnance des États, et prirent le nom de Compagnie des Indes orientales. La compagnie possédait à cette époque quarante-cinq vaisseaux et dix mille hommes de troupes (1). Ses entreprises se distinguèrent toujours par un esprit d'union et de persévérance qui donna lieu à un singulier mélange d'aventures commerciales et guerrières.

Amsterdam et les autres grandes villes de Hollande étaient les seules que ce système de conquêtes et de commerce favorisât; les habitants des provinces méditerranées participaient rarement aux bénéfices du

---

(1) Encycl. Méthod. Econ. Pol. et Diplom. 3d. 769. Cet établissement ne paraît cependant avoir été complété que quelques années après. Richesse de la Holl., tome I, p. 155 et 175.

commerce des Indes : surchargés de taxes très-lourdes, ils soupiraient après une paix qui était devenue encore plus nécessaire à l'Espagne, dont les finances épuisées ne pouvaient plus subvenir aux dépenses de la guerre. Après des hostilités si longues et si infructueuses, il était temps que les dominateurs de l'Espagne profitassent de la triste expérience qu'ils avaient acquise. Le duc de Lerme ne pouvait plus disconvenir de la nécessité de la paix. Albert, depuis le commencement de sa souveraineté sur les Pays-Bas, avait vécu dans un état d'agitation continuelle; et n'ayant pas d'enfants pour lesquels il dût chercher à augmenter ses domaines, lui et son épouse désiraient passer le reste de leurs jours tranquillement. Le marquis de Spinola était lui-même l'un des plus ardents avocats de la paix. Sa valeur et son habileté consommée le mettaient au-dessus des difficultés de sa position; mais des arrérages considérables étaient dus aux troupes, et elles paraissaient disposées à se soulever. Tout l'argent que l'on pouvait avoir des Pays-Bas et de la cour de Madrid aurait suffi à peine pour défrayer les dépenses qu'occasionneraient de nouvelles levées pour la campagne prochaine. Spinola vit clairement que l'objet que l'on se proposait dans ces guerres ne pouvait être atteint, et que de plus il devenait impossible de les continuer avec honneur et avantage.

L'archiduc Albert, dont les désirs étaient d'accord avec les conseils de Spinola, et qui avait toute con-

fiance en son jugement, convaincu qu'il n'avait plus à espérer aucun secours de l'Espagne, fit des ouvertures de paix aux États de Flandre. La cour de Madrid hésitait encore à souscrire aux conditions qu'ils exigeaient, lorsqu'un événement inattendu vint hâter ses délibérations.

Heemskirk, l'un des officiers les plus braves et les plus expérimentés qui fussent au service des Provinces-Unies, avait été envoyé en croisière sur les côtes d'Espagne et de Portugal pour protéger le retour des vaisseaux de la compagnie des Indes. Ses instructions lui enjoignaient de faire à l'ennemi tout le tort qu'il pourrait, sans compromettre le but de sa mission. Conformément à ces ordres, il attaqua la flotte espagnole et portugaise, qui était dans la baie de Gibraltar. Les Espagnols, que ses mouvements avaient informés de ses intentions, se préparèrent à le recevoir, se fiant à la force supérieure de leurs vaisseaux. L'attaque fut vive : Heemskirk tomba frappé d'un boulet de canon; les Hollandais, irrités de la perte de leur commandant, redoublèrent d'intrépidité et de valeur, et, après un combat opiniâtre et sanglant, la victoire se déclara pour eux. L'amiral espagnol fut tué, et son vaisseau pris; trois autres sautèrent pendant l'action; le reste s'échoua sur le rivage.

Cette défaite abaissa l'orgueil de la cour de Madrid : Philippe consentit à signer une trève qui laissait chacun des deux partis en possession de leurs

droits. Le prince Maurice, se fiant à la force de ses armes, et ne voulant peut-être pas résigner le haut commandement militaire dont il était investi, s'opposa fortement à cette mesure, et demandait que l'on continuât la guerre jusqu'à ce que l'indépendance des Provinces-Unies eût été définitivement reconnue. Cette ardeur imprudente fut modérée par les sages conseils de Jean Barneveldt, pensionnaire de Hollande, l'un des plus grands hommes d'état de son siècle, et non moins remarquable par son patriotisme que par ses talents politiques. Son éloquence arrêta l'entraînement de ses compatriotes aux projets brillants de Maurice. Il leur fit contempler les avantages plus précieux de la paix : les partisans de la maison d'Orange furent accablés par son influence; et une trève de douze années fut conclue entre l'Espagne, l'archiduc et les Provinces-Unies : cette trève, qui ne décidait sur aucune des prétentions des différents partis, produisit un long intervalle de repos.

A. D. 1609. Ainsi fut terminée, ou du moins suspendue, une guerre qui durait depuis quarante années, et qui avait été des plus fatales à la puissance et à la prospérité de l'Espagne. Cette lutte opiniâtre fut soutenue par plusieurs hommes illustres; les noms de Guillaume et de Maurice, princes d'Orange; ceux de don Juan d'Autriche, d'Alexandre Farnèse, duc de Parme, et du marquis de Spinola, figurent avec éclat dans les annales de l'histoire. Au siècle où ils parurent ils furent réputés les plus grands maîtres dans

l'art de la guerre; et la Flandre fut considérée comme l'école militaire de l'Europe. Cette guerre remarquable eut un caractère qui lui fut particulier. Jamais peut-être, pendant une aussi longue suite d'hostilités, on ne vit moins d'actions importantes en rase campagne. Ce ne fut presque qu'une guerre de marches, de contre-marches et de siéges, dans laquelle les armées se consumaient l'une après l'autre par des fatigues excessives et de longs campements dans des positions mal saines. Le nombre de ceux qui périrent par l'inclémence du climat est au-delà de toute proportion avec le nombre de ceux qui tombèrent dans les combats. L'humanité frémit en pensant que de soixante mille soldats qui, suivant les calculs les plus modérés, périrent devant les murs d'Ostende, il est probable que les armes de l'ennemi n'en frappèrent que le quart. C'était surtout la longueur de cette guerre, qui l'avait rendue si préjudiciable à l'Espagne. Si les efforts des Flamands eussent été suivis d'un succès rapide, que cette lutte eût été décidée par un petit nombre de batailles, même très-meurtrières, l'Espagne aurait pu se remettre promptement; mais quarante années d'hostilités continuelles épuisèrent ses ressources, et anéantirent son commerce et sa puissance navale.

Ce royaume ne fut pas plus tôt délivré de la guerre avec les Pays-Bas, que l'on porta une nouvelle atteinte à sa prospérité. Si Philippe III n'avait pas hérité de l'ambition de son père, il était, ainsi que

lui, l'esclave de la superstition et d'une dévotion peu éclairée. Son zèle pour la religion chrétienne lui avait fait prendre les Maures en aversion. Les représentations du clergé et celles du duc de Lerme donnèrent encore plus de force à sa haine, et l'expulsion de ce peuple industrieux fut résolue par l'étroite politique d'une cour qui ignorait ou méprisait les intérêts nationaux.

Comme les Maures étaient redoutables par leur nombre; qu'ils étaient munis d'armes, et capables d'une résistance vigoureuse, leur sort fut tenu secret. Des ordres furent donnés aux commandants des vaisseaux de se réunir sur la côte de Valence : des corps de troupes furent envoyés dans les provinces méridionales. Lorsque l'on eut rassemblé des forces suffisantes pour pouvoir défier toute opposition, un édit du roi commanda, sous peine de mort, à tous les Maures, de se rendre sur la côte et de s'embarquer à bord des vaisseaux qui étaient préparés pour les conduire en Afrique. La détresse et la confusion qu'un tel ordre produisit est plus aisée à imaginer qu'à décrire. Les nobles de Valence se récrièrent contre cette mesure : ils représentèrent au roi que l'exécution de cet édit ruinerait leurs propriétés, et convertirait en déserts des provinces fertiles. Le seul adoucissement qu'ils purent obtenir à cet ordre rigoureux fut que, sur cent familles, six auraient la permission de rester, ainsi que tous les enfants au-dessus de quatre ans.

Dans un premier mouvement de désespoir, les Maures avaient eu la pensée de s'opposer, par la force, à l'injustice et à la cruauté de leurs persécuteurs; mais ils étaient mal armés, et manquaient de munitions de guerre. Les troupes espagnoles étaient prêtes à les attaquer à la moindre apparence de résistance. Ils durent obéir : ils dirent un éternel adieu à leur pays natal, l'arrosèrent de leurs larmes, et furent portés successivement sur les rivages de l'Afrique. Quelques-uns, plus audacieux, essayèrent de se maintenir dans les montagnes : tous les défilés furent explorés avec le plus grand soin, et ces malheureux furent chassés comme des bêtes féroces; les uns périrent par le fer, d'autres moururent de faim, et leur chef fut exécuté publiquement. Grenade, la Castille, l'Aragon et toutes les autres parties de l'Espagne où les Maures résidaient présentèrent les mêmes scènes de douleur et de tyrannie. Suivant les calculs les plus modérés, Philippe III perdit, par cette mesure impolitique, plus de cinq cent mille de ses plus industrieux sujets, et rendit incurables les blessures que son père avait faites à l'Espagne.

Un écrivain moderne, en parlant de l'expulsion des juifs par Ferdinand en 1492, et de celle des Maures en 1609 par Philippe III, ainsi que des persécutions que ces derniers éprouvèrent sous Philippe II, observe qu'il faut considérer encore plus les talents des exilés que leur nombre, puisque l'Espagne perdit dans ces occasions la partie la plus

précieuse de sa population, ses artisans, ses manufacturiers et ses agriculteurs (1).

Tandis que la cour de Madrid abusait aussi cruellement des loisirs de la paix, l'Espagne était menacée d'une nouvelle guerre. Henri IV, roi de France, méditait depuis quelque temps de porter un coup décisif à la maison d'Autriche. Il avait, à ce dessein, ménagé les finances, établi des magasins, et organisé une armée nombreuse et bien disciplinée. Il avait aussi formé des alliances avec l'Angleterre et le duc de Savoie. La mort du duc de Clèves et les disputes qui eurent lieu pour sa succession donnèrent le signal des hostilités. Henri s'engagea à soutenir les prétentions des sœurs de ce prince contre l'empereur, et l'on suppose qu'une armée française de quatre-vingt mille hommes était destinée à agir contre l'Espagne du côté des Pyrénées (2).

Mais tandis que Henri roulait dans son esprit ces vastes projets, ce héros tomba indignement frappé par le poignard de François Ravaillac. Sa veuve, Marie de Médicis, s'empara des rênes du gouvernement. Cette reine, au lieu de s'armer contre Philippe, rechercha son alliance; et l'Espagne, par un coup inattendu, échappa à une guerre que les talents et les ressources de Henri IV eussent rendue

---

(1) Brougham, Col. pol. 1st. p. 395 et 396.

(2) Hén. Abr. chron. 2nd. an. 1610.

très-dangereuse. Marie de Médicis, pour s'unir plus étroitement avec l'Espagne, projeta un double mariage. Le jeune roi de France, Louis XIII, fut fiancé avec l'infante; et sa sœur, la princesse Élisabeth, fut accordée au prince des Asturies. Pendant l'espace de trois ans, l'Espagne fut tranquille : les divisions du marquis de Brandebourg et du comte palatin de Newburg, qui gouvernaient les duchés de Clèves et de Juliers, menacèrent de troubler le repos de ce royaume. Le marquis de Brandebourg implorait l'assistance des États, et le comte palatin celle de l'empereur. Le prince Maurice détermina ses compatriotes à lever une armée ; et pendant qu'il agissait comme allié du marquis, il s'empara, au nom des États, de plusieurs forteresses, et sembla aspirer à la conquête de Clèves et de Juliers. Le marquis de Spinola, qui était un de ceux qui avaient contribué le plus à la paix, représentait alors à l'archiduc Albert la nécessité de combattre, afin d'empêcher l'agrandissement des États par une acquisition aussi importante que celle des deux duchés. L'archiduc se rendit à ces arguments; et Spinola, à la tête de trente mille hommes, passa le Rhin, et réduisit Orsoy et Clèves, avant que le marquis de Brandebourg et le prince Maurice eussent pu l'atteindre. Après ce succès, Spinola se trouva encore une fois en présence de son illustre rival; mais pendant qu'ils se préparaient à combattre, les cours de Paris et de Londres s'efforçaient de récon-

A. D. 1614.

cilier les deux compétiteurs. Leur médiation n'eut cependant aucun résultat heureux. Spinola et Maurice, par une convention tacite, gardèrent leurs nouvelles acquisitions, et agrandirent la maison d'Autriche et les Provinces-Unies aux dépens de ceux qui avaient imploré leur protection.

A. D. 1615. Cet orage passager ne fut pas plus tôt éclairci que la cour de Madrid tenta de s'emparer des domaines du duc de Savoie; et Iniosa, gouverneur de Milan, reçut l'ordre de faire une irruption dans le Piémont. Les forces du duc étaient incapables de résister aux vieilles troupes espagnoles, et ce prince touchait au moment de sa ruine, lorsque la médiation de l'ambassadeur français lui facilita les moyens de conclure une paix avec le gouverneur de Milan, sous la garantie de la France et de la république de Venise. La cour de Madrid refusa de ratifier le traité: les ministres accusèrent Iniosa d'avoir dépassé ses pouvoirs; le marquis de Villa Franca fut envoyé pour lui succéder dans le gouvernement de Milan, et reçut des ordres pour continuer la guerre. Le maréchal de Lesdiguières, d'une famille obscure et sans fortune, s'était élevé, dans le tumulte des guerres civiles, aux plus hautes dignités de l'état : il se déclara le protecteur du duc de Savoie, et, au mépris des ordres de Marie de Médicis, il passa les Alpes à la tête de huit mille hommes qu'il était parvenu à lever, et qui devaient être payés par la république de Vénise. Il rejoignit le duc de Savoie.

Leurs armes faisaient des progrès rapides, lorsque les commotions intestines de la France rappelèrent Lesdiguières. Son départ fut favorable à l'Espagne, qui reprit alors le dessus. Le marquis de Villa Franca prit Verceil, Solari, Felician, et menaça l'importante ville d'Asti. Une nouvelle révolution qui eut lieu en France renversa les espérances de la cour de Madrid. Marie de Médicis fut dépouillée du pouvoir : ses favoris, partisans de la maison d'Autriche, périrent victimes du ressentiment du peuple. Le jeune roi prit les rênes du gouvernement, et Lesdiguières eut ordre de marcher au secours du duc de Savoie. Le maréchal, qui unissait l'ardeur de la jeunesse à la prudence de l'age mûr, conduisit les opérations avec la plus grande vigueur. On se battit sur tous les points du Piémont : les Espagnols furent défaits dans plusieurs engagements; et la cour de Madrid fut obligée de conclure la paix.

Le marquis de Villa Franca, gouverneur de Milan, avait employé tous les moyens d'intrigue que la fertilité de son génie avait pu lui suggérer pour prolonger les hostilités; mais le manque d'argent avait paralysé ses opérations. L'ambition et la politique turbulente du duc d'Ossuna, vice-roi de Naples, et du marquis de Bedmar, ambassadeur d'Espagne près la république de Venise, tenaient dans une inquiétude continuelle les États italiens. Constamment occupés de projets vastes et pernicieux, ils voulaient surprendre la ville de Venise et la sou-

mettre à l'autorité de l'Espagne. Le marquis de Bedmar s'était joint aux mécontents, et avait introduit secrètement une bande de vagabonds qui devaient mettre le feu à la ville, tandis qu'elle serait attaquée d'un côté par une armée venue de Milan, et de l'autre par une escadre de vaisseaux de guerre envoyée de Naples. Au moment où cet horrible projet allait être exécuté, la vigilance du sénat sut le faire échouer. Plusieurs conspirateurs furent arrêtés, et subirent la punition de leur crime. Le caractère public du marquis de Bedmar lui sauva la vie, mais il reçut l'ordre de quitter à l'instant les territoires de la république. Ce complot paraît n'avoir été concerté qu'entre le gouverneur de Milan, le vice-roi de Naples et le marquis de Bedmar. Du moins la cour de Madrid désavoua qu'elle eût eu connaissance de cette affaire. Les intrigues du duc de Lerme ne s'étendaient pas plus loin que la cour d'Espagne et celle de Rome. Il venait d'obtenir de celle-ci la dignité de cardinal, et croyait que la pourpre dont il était revêtu donnait encore plus de stabilité à son crédit.

Cependant, contre ses espérances, les honneurs que lui conférait le souverain pontife furent promptement suivis de la chute de son pouvoir auprès du roi d'Espagne. Désirant perpétuer dans sa famille les grandes charges dont il était revêtu, il plaça auprès de Philippe, son fils le duc d'Uzeda, qui se montra ambitieux et ingrat. L'amour du pouvoir

est rarement contenu par les liens de la nature et du devoir. Le duc d'Uzeda supplanta son père dans la faveur de Philippe. Aussitôt que l'influence du premier ministre commença à baisser, la foule das parasites que ses profusions avaient enrichis abandonna ses intérêts. Les murmures de la nation servirent de prétexte à ses ennemis; ils rivalisèrent d'ardeur à accélérer sa chute, et y réussirent. Le duc reçut l'ordre du roi de quitter Madrid et de se retirer dans ses terres. Son fils fut nommé à sa place; mais l'Espagne ne gagna rien à ce changement. Les moyens dont le nouveau ministre s'était servi pour parvenir à ce haut emploi faisaient tort à son intégrité, et la manière dont il s'en acquitta ne fit pas beaucoup d'honneur à ses talents. Ainsi que son prédécesseur, il ne travailla que pour son agrandissement, et négligea les intérêts de la nation.

Le duc de Lerme avait perdu la faveur de son souverain, mais il n'en était point haï; et si le bonheur était compatible avec une ambition trompée, le duc aurait pu, dans ses immenses possessions, goûter les charmes d'une vie tranquille. Sa principale créature, Rodrigue de Calderona, avait été plus maltraité. Fils d'un soldat de Valladolid et de Marie Sandalen, Flamande, il commença par être domestique du duc de Lerme, et gagna bientôt sur l'esprit de son maître le même ascendant que celui-ci avait sur l'esprit du roi. Étant parvenu aux emplois les plus relevés de la maison du duc, il obtint, par sa faveur, des

places dans l'état, qui lui donnèrent une grande influence. Il fut créé comte d'Oliva, et ensuite marquis d'Iglesias : il eut une propriété d'un revenu de cent mille écus; et, peu satisfait encore de son heureuse fortune, il aspirait au rang de grand d'Espagne. Au milieu de ses prospérités, il ne fut pas entièrement dépourvu de vertus : il donna un bel exemple de piété filiale; il fit venir son vieux père auprès de lui, le traita avec la plus vive tendresse, et lui donna des emplois lucratifs et honorifiques. Il est vrai que s'il était attentif à s'acquitter de ses devoirs envers l'auteur de sa naissance, il exigeait beaucoup de tous ceux qui lui étaient subordonnés. Son antichambre était remplie de nobles Espagnols qui avaient la plus grande peine à obtenir une audience, et se vengeaient de son arrogance en faisant des vœux pour sa chute. Sa basse extraction inspirait du dégoût aux Espagnols; et ses projets d'agrandissement paraissaient une insulte faite à la noblesse. Ses torts furent assez punis par les maux qu'on lui fit endurer; et autant son élévation avait été rapide, autant sa chute fut sévère. Lors de la disgrace de son protecteur, le duc de Lerme, il fut arrêté, dépouillé de ses biens, et jeté en prison. Les crimes dont il fut accusé furent évidemment d'atroces inventions. Pendant deux années entières, il fut renfermé étroitement. Même dans les souffrances des tortures, il montra un esprit ferme, patient, et parfaitement résigné aux volontés du ciel. A la mort de Philippe III, et à l'avénement

de son successeur, il ne fut tiré de son cachot que pour aller à l'échafaud, où il périt victime des haines particulières. Dans les derniers moments de sa vie, il parut véritablement grand; et ceux même qui avaient désiré sa perte ne purent s'empêcher d'admirer le courage avec lequel il subit son sort.

De grandes convulsions commençaient à agiter l'Europe. L'empereur Mathias venait de mourir sans enfants; sa mort faisait passer à Ferdinand II les domaines héréditaires de la maison d'Autriche (1). Mathias avait fait couronner Ferdinand roi de Bohème et de Hongrie. Les Bohémiens n'avaient pas voulu reconnaître son autorité, et ils avaient choisi pour leur souverain Frédéric, électeur palatin. Ce prince, gendre de Jacques I[er], roi d'Angleterre, et neveu du prince Maurice, accepta la couronne de Bohème. Un traité offensif et défensif unissait alors les deux branches de la maison d'Autriche et le roi d'Angleterre, influencé par les intrigues artificieuses du marquis de Gondemar, ambassadeur espagnol; ce monarque, craignant d'encourir le ressentiment de la cour de Madrid, abandonna l'électeur palatin (2).

A. D. 1619.

---

(1) Philippe III voulut faire valoir ses droits aux royaumes de Bohême et de Hongrie, et ses prétentions étaient plausibles; mais elles furent éludées. Hen. 2d. an. 1617.

(2) Jacques I considérait cette affaire comme une violation du droit divin des rois. Barnet, Hist. p. 13.

ment, et sollicita les cours de Savoie et de France de s'unir avec lui pour enlever Naples à la monarchie d'Espagne, et chasser les Espagnols de l'Italie.

Au milieu de ses ambitieux projets, il paraît que le duc d'Ossuna manqua de prudence ou d'énergie. La cour de Madrid avait deviné ses intentions; et le danger réveilla les ministres de leur profonde léthargie. Le cardinal Gaspard de Borgia fut envoyé aussitôt pour prendre le gouvernement du royaume de Naples. Cette affaire avait été conduite si secrètement, que le canon qui salua le nouveau vice-roi à son arrivée apprit à Ossuna qu'il avait un successeur. Ce duc essaya vainement de faire prendre les armes à ses partisans; ils désertèrent sa cause, et il ne lui resta d'autre alternative que de se soumettre. On l'envoya en Espagne; la douceur de son souverain empêcha qu'il ne fût puni. Sous le règne suivant on ne fut pas aussi indulgent : peu après l'avènement de Philippe IV, le duc d'Ossuna fut arrêté et jeté dans une prison où il mourut.

A. D. 1621. Philippe III avait été assez heureux pour voir l'humiliation de ses ennemis étrangers et domestiques. Mais son règne approchait de sa fin. Depuis quelque temps il était attaqué d'une fièvre lente, à laquelle les médecins ne purent trouver aucun remède. Il vit les symptômes de sa prochaine dissolution, et expira dans de hauts sentiments de piété et de résignation. Il avait alors quarante-trois ans, et régnait depuis vingt-deux ans. Le caractère de ce prince

forme un contraste frappant avec celui de son père Philippe II. Les maux causés par l'excès de sa dévotion peuvent être attribués à sa déférence pour le clergé. C'est aux représentations de cet ordre et aux conseils de ses ministres, bien plus qu'à sa propre disposition, que l'on doit attribuer sa conduite impolitique envers les Maures, et les souffrances de Calderona, les deux seuls actes de cruauté qui souillèrent son règne. Doux, indolent et dépourvu d'ambition, Philippe III, avec de bons ministres, eût été un bon roi. Mais on doit convenir que sa facilité fut encore plus fatale à la grandeur de l'Espagne que ne l'avait été l'obstination de Philippe II.

CHAPITRE VIII.

Avénement de Philippe IV. — Grands desseins de son ministre le comte duc d'Olivarez. — Expiration de la trève entre l'Espagne et les Provinces-Unies. — Spinola perd dix mille hommes devant Bergen-op-Zoom. — L'Espagne entre dans une guerre contre la France, l'Angleterre, la Savoie, et Venise. — Les Hollandais s'emparent d'une grande partie du Brésil, fondent la ville de Batavia, et ruinent les colonies et le commerce de l'Espagne. — Ligue entre les deux branches de la maison d'Autriche. — Succès des Hollandais sur mer. — L'armée espagnole de Flandre envahit la France. — Mesures vigoureuses du cardinal de Richelieu. — Aperçu sur la guerre. — Mécontentements en Espagne. — Révolte de la Catalogne. — Révolte du Portugal. — Conduite politique de Pinto de Ribeiro. — Élévation du duc de Bragance au trône de Portugal.

Philippe IV n'avait que seize ans lorsque la mort de son père fit passer en ses mains le sceptre d'Espagne. Sa jeunesse inexpérimentée fut dirigée par un ministre habile, il est vrai, mais dont les plans, plus audacieux que sages, contribuèrent à faire de l'Europe un vaste théâtre de guerres et de révolutions.

Les règnes contemporains de Philippe IV et de Louis XIII virent briller deux hommes d'état dont

les noms tiennent un rang distingué dans l'histoire, et dont les efforts rivaux soutinrent les destinées de leurs maîtres. Le comte duc d'Olivarez, nouveau ministre d'Espagne, avait conçu les projets les plus vastes sans s'occuper des moyens de les mettre à exécution. Il voulait que son pupille prît le surnom de Grand; et, pour justifier ce titre, il méditait de soumettre les Provinces-Unies à l'autorité de l'Espagne, et aspirait ouvertement à établir la domination de la maison d'Autriche sur toute l'Europe. L'habileté du cardinal de Richelieu déjoua ses projets. Ce célèbre ministre de Louis XIII joignait à l'audace du duc d'Olivarez des talents supérieurs pour l'exécution. Il voulut réduire les protestants de France, humilier la maison d'Autriche, et il y réussit également. L'administration vigoureuse de Richelieu prépara, sous un faible monarque, la grandeur de la France; l'ambition peu judicieuse d'Olivarez hâta la décadence de l'Espagne.

Le commencement de sa carrière politique fut troublé par des revers. Sous le règne précédent, le gouverneur de Milan et les ministres de la cour de Madrid, couvrant leur ambition du voile de la religion, s'étaient emparés de la Valteline. Ils voulaient, disaient-ils, y faire dominer la religion catholique. Le pape, ayant moins de danger à redouter des Grisons protestants que des Espagnols catholiques, s'unit avec Venise, la Savoie et la France, dans le dessein d'arracher cette province à l'Espagne. Effrayé

d'une coalition aussi formidable, Olivarez se désista de ses prétentions, et consentit à retirer les troupes espagnoles de la Valteline.

Malgré l'importance de cette province, qui ouvrait une communication entre le Milanez et l'Allemagne, il eût été en effet trop imprudent de provoquer une guerre en Italie au moment où la cour de Madrid voulait soumettre les Pays-Bas. La trève conclue en 1609 était expirée; et le marquis de Spinola avait reçu l'ordre d'attaquer Bergen-op-Zoom. La force de cette place rendit ses efforts inutiles; il perdit plus de dix mille hommes, et fut obligé de lever le siége.

Tandis que l'on continuait en Flandre avec des succès variés les opérations de la guerre, les relations amicales qui existaient entre l'Espagne et l'Angleterre furent interrompues. Ces deux cours projetaient depuis long-temps le mariage du prince de Galles, depuis Charles Ier, avec l'infante sœur de Philippe. Le voyage que Charles fit à Madrid détruisit les espérances des monarques anglais et espagnol (1).

Le prince de Galles ayant épousé, peu de temps après, Henriette de France, le cardinal de Richelieu, dont les vigoureux conseils dirigeaient toutes les mesures de Louis XIII, fit servir cette alliance à l'accomplissement de ses desseins. Les Espagnols n'a-

(1) Rapin's Hist. Eng. book 18, p. 225, etc.

vaient pas rempli leur engagement d'évacuer la Valteline; la France, la Savoie et Venise se liguèrent pour les contraindre à exécuter ce traité. L'Angleterre entra dans cette coalition : le duc de Buckingham parvint à y faire consentir Jacques Ier; mais ce monarque mourut avant que la guerre ne commençât. Jacques Ier fut un des plus faibles princes qui portèrent le sceptre de l'Angleterre; toutefois son règne pacifique, en favorisant le commerce, avait accru la richesse de son peuple, et avait ainsi préparé pour la grandeur nationale des bases plus solides qu'il n'en résulte ordinairement des guerres les plus heureuses.

A. D. 1625.

La cour de Madrid, après avoir essayé vainement de s'emparer de la Valteline, fut obligée d'accéder à un traité qui confirmait aux Grisons la souveraineté de cette province. Les armes espagnoles soutinrent cependant leur réputation, et repoussèrent les Anglais dans une attaque que ceux-ci firent contre Cadix. Toutefois la guerre contre l'Angleterre n'amena presque aucun événement important. Les Hollandais seuls portèrent à l'Espagne de terribles coups. L'année précédente ils avaient envoyé plusieurs escadres au Brésil et au Pérou, et s'étaient emparés d'une partie considérable du Brésil. Dans toutes les parties du globe ils ruinaient le commerce espagnol. La ville de Batavia, qu'ils avaient fondée sur les bords marécageux de l'île de Java, croissait rapidement en richesses et en

puissance, et l'emportait sur les anciennes colonies portugaises, qui, depuis leur réduction sous la domination espagnole, avaient beaucoup perdu de leur importance commerciale, tandis que la compagnie hollandaise dominait sur les côtes de l'Asie.

Les blessures faites au commerce et à la marine de l'Espagne ne pouvaient être guéries par les succès que ses armes remportaient en Europe. Les deux branches de la maison d'Autriche étaient liées plus étroitement que jamais. Les princes protestants d'Allemagne tremblaient au seul nom de Ferdinand : sa domination s'étendait sur l'Italie. Philippe fit valoir les droits de l'empereur comme seigneur souverain du duché de Mantoue, et soutint, par ses armes, le duc de Guastalla, qui en avait reçu l'investiture. Les bannières de l'Espagne flottèrent sur les tours de Mantoue. Spinola, après un siége de dix mois, se rendit maître de Breda; et, suivant quelques historiens, le chagrin que la reddition de cette ville donna au prince Maurice fut la cause de sa mort.

A. D. 1628. Philippe et Ferdinand croyaient leurs armes invincibles lorsque la fortune changea. Les Hollandais continuaient toujours à être victorieux sur mer; dans les Indes Occidentales, leur amiral, Pierre Adrien, rencontra les galions espagnols, s'empara des trésors qu'ils rapportaient, et brûla les vaisseaux. Pierre Hein, un autre de leurs commandants, captura une flotte ayant à bord pour une valeur de seize millions en espèces et en marchandises. Le parti des protes-

tants de France avait été écrasé par le génie supérieur de Richelieu; et ce ministre, satisfait d'avoir détruit à jamais leur force, dirigea toutes ses opérations contre la maison d'Autriche.

Il eut l'habileté de faire partager au monarque l'ardeur dont il était animé. Louis XIII, allié et protecteur du duc de Nevers, qui réclamait le duché de Mantoue, se décida à marcher en personne au secours de Casal, qui était assiégé par Spinola. Ce général, dont les troupes étaient épuisées par les fatigues et la famine, redoublait d'activité pour emporter la place, malgré le peu de ressources qu'il avait à sa disposition, lorsque Louis, après avoir traversé les Alpes et envahi une grande partie du duché de Savoie, parut à la tête d'une armée nombreuse. Spinola était convaincu de l'impossibilité de lutter contre des forces aussi supérieures; cependant il avait reçu de son souverain l'ordre de persévérer dans cette entreprise, dont les résultats ne pouvaient être que funestes. Pendant qu'il prévoyait avec douleur et indignation les conséquences d'un combat avec le roi de France, il échappa à la honte d'une A. D.
défaite par un traité conclu à Ratisbonne, dans le- 1630.
quel l'empereur reconnaissait la souveraineté du duc de Nevers sur le duché de Mantoue et sur le marquisat de Montferrat. Les fatigues et les contrariétés que le marquis de Spinola éprouva pendant cette campagne, et le chagrin que lui causa la cour de Madrid, dont les ministres avaient méprisé ses con-

seils et accusé la lenteur de ses opérations, lui donnèrent une maladie de langueur. Sa mort, qui arriva peu de temps après, priva l'Espagne du plus habile de ses généraux.

A. D. 1631. Ferdinand avait jusqu'alors méprisé les libertés de l'Allemagne, et n'avait songé qu'à l'agrandissement de sa maison; mais un traité conclu entre Richelieu et le célèbre Gustave Adolphe, roi de Suède, arrêta les projets ambitieux de l'empereur, et ralluma le feu de la guerre. La France accorda au roi de Suède un subside considérable (1), et ce monarque, suivi d'une armée de trente mille hommes, pénétra dans le cœur de l'empire. Ce traité et les conséquences qu'il entraîna changèrent totalement l'aspect des affaires en Allemagne, et finirent par humilier les deux branches de la maison d'Autriche.

La guerre entre les Impériaux et les Suédois fut commencée avec vigueur : les campagnes de 1631 et 1632 furent une suite de triomphes pour Gustave. La bataille de Lutzen, où périt glorieusement cet illustre prince, ranima les espérances de la maison d'Autriche. La cour de Madrid fit de grands efforts; vingt mille hommes de vieilles troupes espagnoles et italiennes furent envoyés pour renforcer les armées de l'empire, et leur valeur rétablit la balance des forces pendant toute l'année 1633. Ils

(1) La France donna un subside de 1,250,000 livres, somme extraordinaire pour cette époque.

arrêtèrent les progrès des Suédois, dont les conquêtes avaient été jusqu'alors si rapides, et la guerre se prolongea. Dans la campagne suivante, les Suédois furent défaits à Nordlingen, et laissèrent dix-huit mille hommes sur le champ de bataille. Philippe se flattait que lorsque Ferdinand aurait asservi les princes protestants d'Allemagne, ses armées victorieuses se répandraient dans les Pays-Bas, et réduiraient les Provinces-Unies sous le joug de l'Espagne. C'était dans cet espoir que la cour de Madrid avait dirigé toute son attention sur la soumission de l'empire, et que le duc d'Olivarez, poussé par ses désirs ambitieux, avaient allumé la guerre dans toute l'Europe, et sacrifié le bonheur de l'espèce humaine à son propre agrandissement. Aussi ambitieux et plus habile, Richelieu avait caché jusqu'alors ses desseins sur la maison d'Autriche, et s'était contenté d'agir comme allié de la Suède et du duc de Mantoue. Mais la mort de Gustave Adolphe et la défaite des Suédois à Nordlingen exigèrent qu'il prît des mesures plus décisives. La guerre fut déclarée à l'Espagne. Une armée française, commandée par les maréchaux Châtillon et Brice, ayant défait les Espagnols sous le prince Thomas de Savoie, joignit les Hollandais près de Maestricht. Les forces combinées de la France et des Provinces-Unies prirent Tirlemont et investirent Louvain : la mésintelligence des chefs les obligea de lever le siége, et cette armée formidable fut presque détruite par

la fatigue et les maladies. En Italie et sur les frontières de l'Allemagne et de la Suisse, les armées eurent des succès variés; mais, en général, les Espagnols et les Impériaux furent les plus maltraités.

La cour de Madrid voulant faire concourir des forces navales aux opérations de ses armées de terre, fit des dépenses énormes pour équiper une flotte destinée à ravager les côtes de la France. A peine cette flotte eut-elle quitté les ports d'Espagne qu'une violente tempête la dispersa. Les dommages qu'elle souffrit, furent promptement réparés, et elle réduisit les îles d'Hyères, près du port de Toulon. En Flandre, et sur les frontières de la France, la brillante campagne de 1636 jeta une dernière lueur sur le déclin de la gloire de l'Espagne. Le prince Thomas de Savoie, à la tête d'une puissante armée, entra dans la Picardie, passa la Somme, prit la ville de Corbie, et répandit, par ses progrès, l'effroi dans tout Paris. Au milieu de la consternation publique, Richelieu montra un caractère ferme et un esprit fertile en expédients. Il sut faire paraître les ressources cachées de l'état. Un arrêt du conseil décréta l'enrôlement immédiat d'un nombre déterminé de domestiques et d'apprentis. Une armée nombreuse s'organisa, et fut bientôt prête à braver le danger dont on était menacé. Le général espagnol, effrayé de l'approche de cinquante mille Français conduits par le duc d'Orléans et le comte de Soissons,

repassa la Somme, et perdit ses conquêtes aussi rapidement qu'il les avait acquises. La mort de l'empereur Ferdinand n'apporta aucun changement aux projets et aux espérances de la maison d'Autriche. Ce prince eut pour successeur au trône impérial un fils nommé comme lui Ferdinand, et qui semblait animé du même esprit (1). Les Espagnols reprirent la Valteline. Dans une invasion qu'ils firent en Languedoc, ils furent obligés de se retirer, et perdirent leur artillerie et leurs bagages. En Flandre, les Hollandais réduisirent Breda, ville importante et bien fortifiée. Cette perte fut compensée, il est vrai, par d'autres événements. Les Espagnols défirent le prince d'Orange près de Gueldres, et leur flotte intercepta et détruisit presque entièrement une escadre hollandaise commandée par le comte Guillaume de Nassau. Les opérations étaient poussées activement sur les frontières de l'Espagne et en Flandre. Un armement considérable, composé de forces de terre et de mer, et conduit par le prince de Condé, fit le siége de Fontarabie. Les Espagnols attaquèrent les retranchements des Français avec une impétuosité irrésistible : la plupart des assiégeants furent tués, et le prince de Condé, suivi d'un petit nombre de soldats, ne parvint qu'avec peine à rejoindre sa flotte. Une énumération de tous les événements particuliers de cette guerre sanglante, qui fut portée

A. D. 1636.

(1) Crowned. Feb. 8. 1637. Hénault, Abr. chron. ad an.

à la fois sur tant de points différents, serait ici inutile, puisque, malgré les cinq campagnes actives de 1635 à 1640, les succès de la maison d'Autriche et ceux de ses ennemis furent tellement balancés, qu'aucun des deux partis ne put prétendre à la prépondérance.

Des événements d'une plus grande importance et plus désastreux encore pour l'Espagne se préparaient sourdement. Pendant cette lutte opiniâtre, les espérances que les projets gigantesques du premier ministre avaient d'abord fait naître s'étaient évanouies. L'Espagne entière voyait combien elle avait été trompée par ces promesses de conquêtes dont on l'avait flattée, et regrettait amèrement le sang et les trésors prodigués pour des tentatives infructueuses et des guerres interminables. La famille d'Olivarez, ambitieuse et avide, s'était emparée de tous les hauts emplois; les nobles en murmuraient; les négociants se plaignaient de la ruine du commerce; et le peuple, appauvri par des taxes, gémissait sous l'oppression. A la cour et dans la capitale, les plaintes s'exhalaient doucement; mais dans les provinces éloignées la voix publique prit un ton plus hardi. De tous les Espagnols, ceux qui habitaient la Catalogne étaient les seuls qui eussent conservé la fermeté et la liberté de leurs ancêtres. Tout homme d'état qui vise au pouvoir arbitraire ne voit que des ennemis dans ceux qui veulent être libres. Les Catalans se plaignirent hautement, et s'attirèrent la haine d'Olivarez. Mais

cette aversion fut mêlée de crainte. Ce ministre les connaissait audacieux, persévérants, vindicatifs et méprisant le danger. La Catalogne renfermait un million d'habitants : convaincu de sa force et de ses ressources, ce peuple brave et frugal, s'il était poussé à la révolte, pouvait devenir un ennemi dangereux. Sa proximité du territoire français donnait encore plus de poids à ces considérations, qui avaient jusqu'alors suspendu le ressentiment du duc d'Olivarez. Les insultes se renouvelèrent; Philippe, selon les inspirations de son ministre, n'eut point égard aux remontrances des États de Catalogne. L'armée qui avait été employée à reprendre Salces aux Français, reçut l'ordre d'établir ses quartiers d'hiver dans cette province. Les officiers et les soldats, peut-être encouragés par Olivarez, se livrèrent à des excès intolérables. Le peuple porta ses plaintes aux pieds du trône, et fut repoussé avec mépris.

La conduite tyrannique du comte de Santa Colonna, vice-roi de cette province, décida le moment de la crise. Il s'empara d'une somme qui appartenait à la ville de Barcelone, et fit emprisonner un des magistrats qui s'étaient récriés contre cette injustice. Cette insulte publique fut le signal de la révolte. Le peuple courut aux armes, força les portes de la prison, et délivra le magistrat que Colonna y avait fait renfermer. Les insurgés se réunirent en foule devant le palais du vice-roi, qui chercha d'abord dans l'arsenal un asile contre la fureur du peuple. A. D. 1640.

Une galère fut préparée pour sa fuite: mais avant qu'il eût pu la rejoindre, il fut arrêté; sa tête et ses membres déchirés furent portés en triomphe dans la ville de Barcelone.

Les insurgés s'étaient trop avancés pour reculer; ils n'avaient d'autre ressource que de combattre pour défendre leur indépendance; toute la province suivit bientôt l'exemple de la capitale : les troupes dispersées sur plusieurs points furent surprises, accablées et repoussées hors des frontières. On n'entendit plus dans toute la Catalogne que les cris de *liberté ou la mort*. Mais la multitude ne sait point persévérer dans ses résolutions : la fièvre de l'enthousiasme se calma par degrés; et lorsque les Catalans comparèrent froidement leurs ressources avec celles de la monarchie espagnole, ils ne purent s'empêcher de trembler à l'aspect de la lutte dans laquelle ils s'étaient engagés. Olivarez vit cette révolte sans en concevoir aucune crainte sérieuse, et se réjouit de ce que le moment de la vengeance était enfin arrivé. Une armée de trente mille hommes, commandée par le marquis de Los Velos, entra dans la Catalogne. La plus grande partie des villes cherchèrent à expier leur témérité par une prompte soumission : celles qui firent quelque résistance furent rasées entièrement; en peu de jours le général arriva devant les murs de Barcelone.

Lorsque les habitants de cette ville avaient levé l'étendard de la révolte, ils avaient espéré d'être soutenus

par la France; mais les armées de cette puissance étaient alors occupées sur les frontières de l'Italie, de l'Allemagne et de la Flandre; et Richelieu ne pouvait leur offrir que des officiers inexpérimentés. Trompés du côté où ils avaient placé tout leur espoir, les citoyens se découragèrent; et, si dans ce moment on leur eût fait grace, ils se seraient soumis aussitôt. Mais l'implacable Olivarez ne connaissait point de pardon. Les habitants de Barcelone n'entendaient de leurs remparts que des menaces de vengeance : le désespoir leur rendit le courage, et ils résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Leur fermeté fut bientôt mise à une rude épreuve. L'armée royale fit trois attaques successives et des plus impétueuses; elle fut repoussée avec un carnage effroyable. Le marquis de Los Velos ne voyant aucun espoir de succès, quitta ces murs funestes, et dirigea à regret sa marche vers l'Èbre. Sa retraite donna plus d'énergie encore aux Catalans : ils harcelèrent ses troupes : les villes qui s'étaient soumises secouèrent de nouveau le joug, et toute la province embrassa la cause de sa capitale.

L'insurrection de la Catalogne prit alors un aspect formidable. La cour de Madrid fit en toute hâte des apprêts proportionnés à la grandeur de l'objet : une nombreuse armée fut rassemblée : on enleva les garnisons des villes du Portugal, et les nobles de ce pays furent sommés de rejoindre l'armée avec leurs vassaux. Des ennemis aussi formida-

bles auraient pu faire trembler les Catalans, si un événement imprévu n'eût écarté d'eux toute inquiétude.

Les Portugais voyaient depuis long-temps avec indignation que leur empire, jadis si florissant, fût tombé dans l'état humiliant d'une province de l'Espagne. Le sentiment pénible de leur disgrace et de leur dépendance était entretenu par un système continuel d'oppressions. Le titre de vice-reine de Portugal avait été donné à Marguerite de Savoie, duchesse de Mantoue, tandis que le pouvoir effectif était entre les mains de Miguel Vasconcellos, Portugais, mais attaché par intérêt à l'Espagne. La multiplicité des taxes qu'il imposait au peuple, en lui attirant la faveur et la confiance d'Olivarez, l'avait rendu odieux aux communes du Portugal; son arrogance offensait la noblesse, et tous les rangs attendaient impatiemment le moment où ils pourraient donner un libre cours à leur vengeance, et défendre leur liberté d'une domination étrangère.

Ce moment si long-temps désiré arriva enfin: la révolte de la Catalogne fournissait une occasion favorable de proclamer l'indépendance du Portugal: la plus grande partie des troupes espagnoles avait été retirée de ce pays; celles qui restaient étaient en trop petit nombre pour résister à une nation tout entière sous les armes. Dans ce moment critique, un homme d'un génie audacieux opéra une de ces révo-

lutions dont la prudence et l'activité d'un seul viennent rarement à bout.

Pinto de Ribeiro était intendant de la maison du duc de Bragance. Cette famille, bien qu'éloignée du trône par les armes puissantes de Philippe II, avait conservé ses anciens titres et d'immenses propriétés. Le chef de cette maison vivait à Villa Viciosa, dans une douce mollesse, ne s'occupant que des plaisirs de la chasse et de la table: cette conduite avait éloigné de lui tout soupçon. Mais Pinto cherchait à réveiller dans l'ame de son maître de plus hautes pensées, et voulait qu'il aspirât à la couronne. Les efforts de Pinto étaient secondés avec zèle par l'épouse du duc. Née de l'illustre famille de Gusman, et sœur de Médina-Sidonia, son origine castillane ne l'avait point empêchée de se considérer, depuis l'époque de son mariage, comme intimement associée aux intérêts de son mari et à la fortune du Portugal. Son ambition ne connaissait point de bornes. Courageuse et persévérante, elle entra avec ardeur dans tous les projets de Pinto. Ce n'était point que le duc de Bragance fût indifférent aux avantages de la royauté; mais, naturellement indolent, il ne voulait point hasarder le bonheur dont il jouissait pour chercher à atteindre un poste plus élevé.

Ribeiro s'offrit de prendre sur lui toute la conduite de cette affaire, et s'y livra avec un zèle et une activité infatigables, bien persuadé que sa propre élévation serait le résultat de ses succès. Agissant comme

si le duc n'était pas même informé de ses projets, il examina avec soin l'état de l'esprit public. Il trouva que les nobles se rappelaient avec d'amers regrets les emplois honorables qu'ils avaient remplis sous leurs rois : que le clergé voyait avec dépit plusieurs des dignités et des revenus de l'Église passer à des étrangers : que les négociants abhorraient un système de gouvernement qui faisait négliger leurs colonies, ruinait leur commerce, et faisait refluer à Cadix les richesses qui s'accumulaient autrefois à Lisbonne; qu'enfin, tout le peuple ne subissait qu'en frémissant le joug odieux de l'Espagne.

Ribeiro mit d'abord beaucoup de prudence à dévoiler ses sentiments; mais il s'aperçut bientôt que cette réserve était inutile. Dans une assemblée qui fut sanctionnée par la présence de l'archevêque de Lisbonne, et de la noblesse la plus illustre de Portugal, il déclara quel était son projet, et fit valoir les droits du duc de Bragance au trône. Déplorant avec beaucoup d'adresse l'indifférence de ce prince pour ses propres intérêts, il exhorta ceux qui composaient l'assemblée à mériter le titre glorieux de défenseurs de leur pays. Les discours de Ribeiro s'accordant avec les passions dont chacun était animé, firent une profonde impression. L'archevêque de Lisbonne détruisit par sa pieuse éloquence tous les scrupules que des ames faibles auraient pu concevoir. L'assemblée résolut à l'unanimité de cesser de reconnaître l'autorité du roi d'Espagne; mais

il s'éleva quelque différence d'opinion sur la forme de gouvernement que l'on adopterait. Un parti voulait établir une république : celui de l'archevêque fut le plus fort et l'emporta. Ce prélat représenta les conséquences fatales que l'on devait attendre de factions rivales et inquiètes qui diviseraient leur république naissante, et les feraient tomber de nouveau au pouvoir de l'ennemi. Appuyant sur la force des droits héréditaires du duc de Bragance, il déclara que la nation n'avait d'autre alternative que de proclamer ce prince roi de Portugal, ou de se soumettre à la tyrannie de l'Espagne.

On envoya une députation au duc pour l'instruire de la détermination de l'assemblée, et savoir quelle était sa résolution. Sa réponse prudente ne décidait rien : il désirait la couronne qui lui était offerte; mais il craignait les suites d'une rébellion infructueuse; et exprimait son appréhension que les affaires ne fussent point assez mûres pour cette entreprise dangereuse, qui causerait la perte de tous si elle venait à échouer. La duchesse, plus audacieuse, fixa les irrésolutions du duc. Elle lui représenta que ses enfants pourraient avec raison lui reprocher sa pusillanimité s'il négligeait une occasion si favorable de faire valoir leurs droits; et que s'il ne réussissait point à recouvrer le trône, son sort serait encore à envier. Les reproches et les conseils de la duchesse de Bragance, l'énergie des sentiments

qu'elle fit partager à son époux, le décidèrent à accepter la couronne.

La révolte des Catalans avait réveillé la jalousie d'Olivarez; et pendant qu'il sommait la noblesse portugaise de marcher contre les rebelles avec leurs vassaux, il pressa le duc de Bragance de venir à Madrid, sous le prétexte que le roi avait besoin de ses conseils, mais probablement dans le dessein de s'assurer de la fidélité des Portugais, en retenant à la cour d'Espagne un otage aussi précieux. Ses précautions ne servirent qu'à accélérer la révolution qu'il voulait prévenir. Le Portugal se voyait à la veille d'être dépouillé de sa noblesse et de sa jeunesse guerrière; la multitude exécrait la jalouse cruauté de ses tyrans, qui voulaient cimenter par le sang des fils du Portugal le despotisme de l'Espagne. Ceux qui favorisaient le duc de Bragance commençaient à redouter que leurs projets ne fussent découverts; et ils savaient que leur destruction serait inévitable s'ils tombaient au pouvoir d'Olivarez. Le duc de Bragance avait surtout les plus grandes raisons de se méfier de l'insidieuse invitation du ministre. Sa naissance seule le rendait coupable aux yeux de la cour; et il savait que les moindres soupçons suffiraient au duc d'Olivarez pour le faire périr. Il lui écrivit donc dans les termes les plus respectueux et les plus soumis. Sous le prétexte de faire les préparatifs nécessaires pour son voyage et de se procurer assez d'argent pour paraître à la cour

avec un éclat convenable à son rang, il s'efforça de gagner du temps; mais Olivarez était si pressé de l'avoir en sa puissance, qu'il lui envoya dix mille ducats. Le duc feignit une indisposition, et prévint en même temps les confédérés que les excuses ne pouvaient plus servir à rien, et qu'il fallait porter le coup qui devait décider de leur sort et de celui du royaume.

Les conjurés ne demandaient qu'à agir. Leurs plans étaient arrêtés; et ils comptaient avec impatience les heures qui devaient encore s'écouler avant qu'il fût permis de proclamer l'indépendance du Portugal. On avait résolu que le duc de Bragance attendrait à Villa-Viciosa le succès de l'entreprise, tandis que les conjurés, excitant le peuple à prendre les armes, attaqueraient Vasconcellos, et s'empareraient de la vice-reine dont la personne répondrait de la conduite de la garnison espagnole. On employa tous les moyens pour exciter une insurrection générale parmi le peuple. Rien ne pouvait augmenter la haine qu'il avait pour la tyrannie de l'Espagne; mais en lui faisant craindre de nouvelles rigueurs, on le décida à prendre une part encore plus vive à l'action (1). Le bruit courut dans Lisbonne que la cour de Madrid avait résolu d'exterminer la noblesse

(1) Pour les détails de ces singulières transactions, voyez l'abbé Vertot, Révol. du Portugal.

portugaise ainsi que toute la jeunesse en état de porter les armes; qu'elle voulait ensuite faire entrer sur leur territoire une armée espagnole très-nombreuse, s'emparer de la capitale, emmener les habitants travailler aux mines de l'Amérique, et repeupler la ville d'une colonie d'Espagnols. Les récits les plus improbables sont écoutés avidement par une populace ignorante et crédule. Au signal
1er décembre 1640. donné par un coup de pistolet, à huit heures du matin, tout Lisbonne courut aux armes. Un parti attaqua les gardes allemandes et les tailla en pièces, tandis qu'un autre, conduit par Pinto Ribeiro, força le palais. Le secret de cette conspiration, quoique nécessairement confié à un grand nombre de personnes, avait été gardé avec une fidélité surprenante : le gouvernement n'en avait point entendu parler; et les cris mille fois répétés de « Vive le « duc de Bragance! » apprirent à Vasconcellos la fin de son pouvoir et de sa vie. Le danger s'approchait avec trop de rapidité pour qu'il y eût aucun moyen de l'éviter. On l'arracha d'un cabinet où il avait voulu se cacher, et son corps déchiré fut jeté par une fenêtre.

La vice-reine, qui n'avait jamais approuvé les mesures oppressives de Vasconcellos, fut étonnée de l'événement, mais non intimidée. Elle imagina que ces violences étaient dirigées seulement contre le ministre, et vint au-devant des conjurés avec calme

et fermeté. Ils lui apprirent bientôt toute l'étendue de la conspiration, et lui estorquèrent, en la menaçant d'une prompte mort, un ordre pour faire évacuer la citadelle par les troupes espagnoles. Le commandant, effrayé par les clameurs de la populace, obéit aussitôt, et se trouva probablement fort heureux de déguiser ses craintes sous une apparence de respect pour les ordres de son souverain.

Pendant que cette révolution s'opérait à Lisbonne, le duc de Bragance, attendant à Villa-Viciosa (1) le succès de l'entreprise, comptait les moments avec anxiété : les coups qui devaient le porter au trône ou le précipiter dans la tombe avaient été portés; et son esprit était agité par la crainte et l'espoir. Enfin deux des principaux conjurés vinrent le saluer roi de Portugal. Il se mit aussitôt en route pour Lisbonne, et entra dans la ville au milieu des acclamations des habitants, dont l'attachement pour la maison de Bragance était confirmé par leur aversion pour la domination espagnole. Les autres villes et les provinces de Portugal suivirent l'exemple de la capitale : le peu de troupes espagnoles qui y restaient, effrayées et hors d'état de se défendre, acceptèrent avec joie l'offre qu'on leur fit de quitter les frontières du Portugal. Cette révolution si subite

(1) Villa-Viciosa, dans la province d'Alentejo, est à 85 milles environ de Lisbonne.

et si extraordinaire ayant réussi complètement, le duc de Bragance prit le titre de Jean IV, roi de Portugal; et la cérémonie de son couronnement fut célébrée avec une magnificence solennelle.

CHAPITRE IX.

Conspiration d'Olivarez contre le duc de Bragance. — Son mauvais succès. — Les Catalans se mettent sous la protection du roi de France. — Revers de la maison d'Autriche. — Les Espagnols soutiennent leur réputation dans les Pays-Bas. — Mort du cardinal de Richelieu. — Disgrace et mort d'Olivarez. — Don Louis Haro de Gusman lui succède dans le ministère. — Bataille de Rocroi. — Opérations militaires en Allemagne, en Portugal, dans les Pays-Bas, et en Italie. — Insurrection de Naples — Paix conclue entre l'Espagne et la Hollande, et entre la France et l'empereur. — Guerre active entre l'Espagne et la France. — Cromwell commence les hostilités contre l'Espagne. — Ses motifs. — Les Anglais s'emparent de la Jamaïque. — Ils brûlent la flotte du Pérou. — Dunkerque et Mardyke pris et livrés à Cromwell. — Défaite des Espagnols dans le Portugal. — Traité des Pyrénées. — La guerre contre le Portugal continue. — Défaite sanglante des Espagnols en Portugal. — Mort de Philippe IV. — Son caractère.

La révolte du Portugal consterna la cour de Madrid. Olivarez seul s'efforçait de cacher ses inquiétudes sous un air de gaîté; et en apprenant au roi cette fâcheuse nouvelle, il le félicita d'un événement

qui, entraînant la confiscation des biens paternels du duc de Bragance, allait ajouter à la couronne d'Espagne des revenus considérables. Bien que Philippe fût accoutumé depuis long-temps à adopter les idées de son ministre, il trouva cette révolution plus importante qu'on ne s'efforçait de la faire paraître et ordonna au duc d'Olivarez de prendre les mesures les plus rigoureuses pour la réprimer. Mais le mal était déja trop grand pour que les faibles remèdes qu'y pouvait apporter la cour de Madrid opérassent quelque effet. Les colonies portugaises suivirent l'exemple de la mère-patrie et secouèrent le joug de l'Espagne : une alliance fut formée entre les cours de Lisbonne et de Paris; et les Hollandais conclurent une trève avec le Portugal.

Olivarez se voyant dans l'impossibilité de renverser la maison de Bragance et de faire rentrer le Portugal sous la domination espagnole par la force des armes, employa tous les moyens que la ruse et l'intrigue purent lui fournir. L'archevêque de Braga et le marquis de Villa-Real entrèrent dans la conspiration que forma le duc d'Olivarez, et reçurent de lui des sommes considérables qui leur servirent à mettre dans leurs intérêts un grand nombre de vagabonds et de scélérats. Leur plan était d'assassiner le roi et de mettre le feu à la capitale : au milieu de la confusion générale un corps de troupes espagnoles devait être introduit, afin de rétablir l'autorité de Philippe. Tout était prêt pour l'exécution, lorsqu'une lettre

interceptée découvrit au gouvernement portugais le péril dont Jean IV était menacé. Les deux principaux chefs de la conspiration furent arrêtés : le marquis de Villa-Real fut jugé, condamné et exécuté publiquement. Le roi, ne voulant pas, dès le commencement de son règne, se brouiller avec la cour de Rome, permit à l'archevêque de Braga d'expier son crime dans une prison, où il mourut de chagrin.

Pendant que le duc d'Olivarez se reposait sur cette conspiration du soin de rétablir en Portugal la domination espagnole, Philippe dirigeait, en personne, la marche de son armée contre les insurgés catalans. Cette expédition ne servit qu'à prouver l'état de décadence où se trouvait l'Espagne. Les Catalans s'étaient mis sous la protection du roi de France, qui avait envoyé une armée à leur secours : Perpignan était le point de communication entre la France et la Catalogne. Tout le Roussillon fut conquis par les Français. A cette époque les deux branches de la maison d'Autriche éprouvèrent des revers continuels. En Allemagne, les Impériaux ne purent résister aux efforts des Français et des Suédois : en Piémont, en Lorraine et en Catalogne, les Espagnols furent défaits dans plusieurs combats. Dans les Pays-Bas seulement, ils conservèrent cette réputation militaire qui leur avait donné des droits à l'admiration de l'Europe ; et la réduction de la ville d'Aire couvrit de gloire les derniers moments de l'Infant cardinal, frère de Philippe, qui mourut

d'une fièvre maligne peu de temps après la reddition de cette importante forteresse.

Richelieu expira : six mois après la mort de ce grand ministre, Louis XIII descendit dans la tombe (1). Une nouvelle administration, le règne d'un roi enfant, flattèrent la maison d'Autriche de l'espoir qu'elle reprendrait sa première supériorité; mais le génie de Richelieu semblait diriger encore la machine qu'il avait mise en mouvement. Le cardinal Mazarin, son successeur et presque son égal en talents politiques, adopta ses projets avec ardeur.

Six semaines après la mort du cardinal de Richelieu, le comte duc d'Olivarez fut renvoyé du ministère (2). Un cri d'indignation se faisait vainement entendre contre lui de toutes les parties du royaume; l'influence de la branche impériale de la maison d'Autriche parvint seule à renverser ce favori. L'empereur le représenta à Philippe comme l'auteur de tous les désastres qu'ils avaient essuyés; Olivarez reçut de son souverain l'ordre de se retirer dans ses terres à Loches. Ce mandat avait été arraché à Philippe; et si Olivarez se fût soumis en silence, il aurait sûre-

(1) Le cardinal de Richelieu mourut à Paris, le 1er décembre 1642 : il avait alors 58 ans. Louis XIII mourut le 14 mai 1643.

(2) Hénault blâme le roi d'Espagne d'avoir renvoyé Olivarez au moment même où il pouvait être utile et relever les destinées de la monarchie espagnole. Abr. chron. ad. an. 640.

ment été rétabli dans ses charges; mais sa colère le perdit. Il publia une apologie de sa conduite, et attaqua avec tant de virulence les premiers personnages de la cour, que le roi fut obligé de sacrifier à leur ressentiment l'amitié qu'il avait pour Olivarez. Ce duc reçut un nouvel ordre qui lui fit quitter l'héritage de ses pères pour la ville de Toro, où il mourut de chagrin, ce qui n'est que trop souvent le sort des ambitieux qui, après avoir occupé de hauts emplois, se trouvent condamnés au repos (1).

Le neveu d'Olivarez et son plus implacable ennemi, don Louis Haro de Gusman, lui succéda au ministère. Moins audacieux et moins exalté dans ses projets, il eut beaucoup plus de prudence que son prédécesseur. Toutefois, son administration fut marquée par des revers. L'infanterie espagnole, depuis si long-temps renommée dans toute l'Europe, fut rompue à Rocroi par l'attaque impétueuse du duc d'Enghien, qui joignit au nom illustre de Condé le surnom de Grand. Neuf mille Espagnols restés sur le champ de bataille attestèrent la victoire des Français.

En Allemagne, les armes de la maison d'Autriche A. D.
n'eurent pas plus de succès. La carrière du prince 1644.
de Condé fut une suite continuelle de victoires. Les bannières de France furent arborées sur les murs de Spire, de Mayence, de Philipsburg, de Worms,

(1) Hénault Abr. chron.

d'Oppenheim, de Creutznac et de Landau. Du côté de la Flandre, Gravelines fut réduit par les Français après un siége meurtrier qui dura deux mois; Sas de Gand fut pris par le prince d'Orange. En Espagne les affaires reprirent un aspect plus favorable: Philippe se rendit maître de Lérida et obligea les Français à lever le siége de Tarragona.

La campagne de 1645 fut aussi funeste à l'Espagne que les précédentes. Les Impériaux furent défaits dans plusieurs combats : les Français prirent dans les Pays-Bas Mardyke, Link, Bourbourg, Béthune, Cassel, Merville, Saint-Venant, Lilliers, Armentières, Marchiennes, Lens, Orchies et Arleux. Les Espagnols reprirent Cassel et Mardike; mais le prince d'Orange se rendit maître de Hulst. Du côté des Pyrénées, les Français s'emparèrent de Roses. En Portugal, l'armée espagnole, commandée par le marquis de Torrecusa, fut défaite par le duc d'Albuquerque, et obligée de lever le siége d'Elvas.

A. D. 1646. Dans le cours de l'année suivante, Courtrai fut pris par les Français; Mardyke, après dix-sept jours d'un siége meurtrier, retomba en leur pouvoir. Le duc d'Orléans se rendit maître de Furnes et de Dunkerque. Les Espagnols éprouvèrent sur mer des revers semblables : près de la côte de Toscane leur flotte fut défaite par celle des Français. En Catalogne seulement, les succès furent balancés et aucun des deux partis n'eut un avantage décisif.

Au milieu de ces malheurs publics, l'Espagne eut

à déplorer la perte d'Isabelle, femme de Philippe. Cette reine avait par ses vertus mérité l'estime et l'affection des Espagnols : sa mort fut suivie de celle de l'Infant Balthazar, dont les talents précoces semblaient promettre de rendre au royaume sa prospérité et sa grandeur. Philippe épousa l'archiduchesse Marie-Anne, fille de l'empereur Ferdinand III; les fêtes qui eurent lieu pour ce mariage mêlèrent quelques instants de joie aux douleurs causées par la guerre.

En Flandre, les opérations de cette campagne furent compliquées et les succès balancés. En Espagne, le prince de Condé fut forcé de lever le siége de Lérida, après avoir perdu beaucoup de monde dans les attaques vigoureuses que la garnison avait faites. Les armées espagnoles commençaient en Italie à prendre de la supériorité sur celles de France; mais la jonction du duc de Modène avec les Français, et la révolte de Naples, empêchèrent le connétable de Castille de faire de grands progrès de ce côté. A. D. 1647.

Naples, cette ville si célèbre par son heureuse situation, son climat favorable, la beauté et la fertilité des campagnes qui l'environnent, son commerce et sa richesse, bien qu'elle fût placée loin du théâtre de la guerre, ressentit cependant les terribles effets des hostilités que la cour de Madrid avait portées sur les frontières de la Flandre, de la France et de l'Allemagne. Les Napolitains avaient été surchargés

de taxes depuis le règne de Philippe II; un nouvel impôt mis sur les légumes et les fruits épuisa leur patience. Il parut dans ce moment critique un de ces hommes audacieux qui savent mépriser le danger à la vue de la misère publique. Thomas Aniello, dont le nom s'est corrompu en celui de Massaniello, était natif d'Amalfi, et vendeur de marée. Sans éducation, mais doué d'une éloquence naturelle et d'un esprit intrépide, cet homme excita l'insurrection la plus formidable. L'officier public employé à percevoir la nouvelle taxe fut chassé du marché; la fureur de la populace s'accrut à un tel point que le vice-roi eut à peine le temps de quitter son palais pour se réfugier dans la citadelle. L'insurrection devint bientôt générale : plus de quatre-vingt mille Napolitains armés en un moment demandèrent à grands cris l'abolition des taxes et la restitution de leurs anciens priviléges. Suivi de quelques-uns des siens, don Joseph Caraffa voulut diviser les attroupements, mais il périt victime de la fureur du peuple; sa tête fut tranchée et mise au bout d'une pique, et son corps fut traîné dans toute la ville. Cet horrible spectacle effraya le vice-roi, qui, bloqué dans la citadelle, sans aucune provisions pour soutenir un siége, appréhendait un sort pareil. Aniello avait fait couper les tuyaux qui conduisaient l'eau dans la citadelle: le gouverneur chercha à capituler. Par la médiation de l'archevêque de Naples, il conclut un traité dont les principales stipulations furent la restitution des

chartes accordées par Ferdinand et Charles V, l'abolition de toutes les taxes imposées depuis le règne de ces princes, et une amnistie générale pour tout ce qui concernait l'insurrection.

Les causes qui précipitèrent la fin d'Aniello sont enveloppées du plus profond mystère. Les écrivains espagnols disent qu'enivré par le succès et ébloui du rôle qu'il avait joué, il se livra à des excès qui l'exposèrent à l'indignation du peuple. D'autres assurent qu'il s'attira la haine des insurgés en cherchant à les retenir dans les bornes de la modération et de la justice pendant l'espace de temps qui s'écoula entre la conclusion du traité et sa ratification. Le président Hénault attribue l'assassinat d'Aniello au vice-roi de Naples (1). Il ne paraît pas douteux que les nobles n'aient excité à dessein les mécontentements de la multitude, qui commençait à envier l'autorité qu'Aniello exerçait sur elle, et son inconstance lui fit aisément sacrifier celui qu'elle avait porté en triomphe comme son libérateur.

A. D. 1648.

La mort d'Aniello encouragea le vice-roi à violer le traité. Une seconde révolte eut lieu; la guerre civile s'alluma dans Naples; Gennaro, qui s'était mis à la tête des insurgés, leur conseilla d'offrir la couronne au duc de Guise. L'offre était trop brillante pour être refusée, et, quoique le cardinal Mazarin, qui gouvernait alors la France sous le nom de

(1) Abrégé chronologique, année 1647.

Louis XIV, regardât cette entreprise comme chimérique, et ne voulût point donner des troupes au duc, celui-ci, éludant la vigilance des croisières espagnoles, traversa la mer dans une barque, et arriva sans accident sur la côte de Naples. Les Napolitains s'étaient flattés qu'il leur amènerait un puissant renfort, et ils se repentirent bientôt de leur démarche inconsidérée. L'arrivée de don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe, et des troupes qui le suivaient, leur ouvrit les yeux sur le danger de la lutte où ils s'étaient engagés. Ils acceptèrent avec joie l'amnistie qui leur fut offerte. Le duc de Guise fut fait prisonnier par les Espagnols; et Naples fut réduite à son premier état de soumission.

Les affaires politiques de l'Europe commençaient à cette époque à changer d'aspect. Épuisée par une guerre longue et désastreuse, la branche allemande de la maison d'Autriche méditait une paix avec la France. Les Hollandais devenaient jaloux du pouvoir de Mazarin, et soupçonnaient ses projets : Philippe, qui se voyait au moment de perdre son plus puissant allié, cherchait à diminuer le nombre de ses ennemis. Un traité conclu entre la cour de Madrid et les Provinces-Unies reconnut l'indépendance de ces dernières : l'Espagne renonça ainsi en un moment à tous les objets pour lesquels elle avait prodigué son sang et ses trésors pendant soixante-dix années de guerres continuelles.

Ce traité fut immédiatement suivi d'un autre entre

les cours de Vienne et de Paris ; et Philippe IV, toujours engagé dans une guerre douteuse avec le Portugal et la Catalogne, resta seul à lutter contre la grandeur croissante de la France. Toutefois les efforts qu'il fit ne furent point indignes de l'ancienne renommée de l'Espagne. Dans les Pays-Bas, l'archiduc Léopold commença sa carrière militaire avec vigueur et avec succès; mais il fut maîtrisé par les talents supérieurs et la fortune du grand Condé. Après avoir pris Courtrai et Furnes, il fut complètement battu à Lens, et eut huit mille hommes de vieilles troupes tués, blessés, ou faits prisonniers.

L'esprit de discorde qui avait menacé de renverser le trône de Philippe le protégeait alors : la France fut le théâtre des factions et des divisions intestines. Les intrigues de Mazarin forcèrent le prince de Condé de quitter la France et de se réfugier en Espagne, où il fut reçu avec le respect dû à son rang et à ses talents, et placé à la tête d'un corps d'armée considérable.

Rebelle à son souverain, et général au service de l'Espagne, le grand Condé fut opposé au célèbre maréchal de Turenne. Ces deux illustres rivaux, les hommes de guerre les plus habiles de leur siècle, soutinrent la réputation qu'ils s'étaient justement acquise. Près de Stenai, Turenne força les lignes espagnoles; mais au milieu de l'effroi et de la confusion qu'entraîne une défaite, Condé sut conserver sa gloire, en arrêtant avec deux seuls régiments les

progrès de l'ennemi, et sauvant ainsi l'armée espagnole d'une entière destruction.

Les opérations de la guerre furent poussées en Catalogne avec beaucoup de vigueur. Le marquis de Montero réduisit Tortosa; et don Juan d'Autriche s'avança sur Barcelone à la tête de l'armée espagnole. La garnison française s'y défendit vaillamment pendant quinze mois; mais les attaques de don Juan furent poussées avec tant d'ardeur, qu'elles renversèrent tous les obstacles. Les Français capitulèrent; les habitants obtinrent une amnistie générale; et, à l'exception de Roses, toute la Catalogne rentra dans l'obéissance, et reconnut l'autorité de Philippe. En Italie, les Espagnols avaient enlevé Casal au duc de Savoie; en Flandre, ils avaient repris Gravelines et Dunkerque; Landrecy et le Quesnoy se rendirent au maréchal de Turenne. St.-Guilhen fut enlevé par Louis XIV en personne; et le grand Condé ne put même faire pencher la fortune du côté de l'Espagne. Cependant, secondé par don Juan d'Autriche, ce général força les lignes de Turenne devant les murs de Valenciennes.

Philippe se vit attaqué dans ce moment par un nouvel ennemi dont le pouvoir était formidable. Mazarin avait su, par son adresse, attacher à ses intérêts l'usurpateur Cromwell, qui gouvernait alors l'Angleterre. La postérité, en appréciant la conduite politique de Cromwell, l'a accusé justement d'avoir aidé la France à s'élever sur les ruines de l'Espagne.

L'expérience a démontré les effets de cette politique erronée: mais au temps de Cromwell, et dans les siècles précédents, l'Espagne avait été la terreur de l'Europe; et depuis la fameuse expédition de l'Armada, la nation anglaise considérait toute guerre avec les Espagnols comme une mesure populaire. Un écrivain judicieux a dit, en parlant de la monarchie espagnole, que « rien n'est plus propre à donner « une idée frappante de l'ascendant que la maison « d'Autriche avait pris en Europe et de la terreur « qu'elle inspirait, que de considérer combien, même « après que sa force eut été épuisée par des efforts « extraordinaires, après que l'Espagne ne fut plus « que l'ombre d'un grand nom, et que ses rois furent « tombés dans un état de faiblesse et d'imbécillité, « la branche aînée de la maison d'Autriche était en- « core formidable. Les nations européennes avaient « si souvent éprouvé la supériorité de ses forces, et « avaient été si constamment occupées à se tenir en « garde contre elle, que la crainte de cette puis- « sance était devenue une espèce de sentiment ha- « bituel, dont l'influence se conservait encore quand « les causes qui l'avaient fait naître ne subsistaient « plus (1) ». Ces considérations politiques eurent probablement la même influence sur Cromwell que sur les autres hommes d'état de cet âge; on doit remarquer aussi que sa situation précaire le faisait songer

(1) Robertson's Hist. of Charles V, vol. 4, p. 344.

à un avantage présent et particulier plutôt qu'à ceux dont les résultats ne se feraient sentir que beaucoup plus tard. Les colonies espagnoles, privées de tous moyens de défense, offraient à Cromwell une occasion favorable non-seulement d'illustrer son administration par une guerre heureuse, mais aussi d'établir son pouvoir d'une manière absolue en Angleterre à l'aide des trésors que lui fourniraient le Mexique et le Pérou (1). Si, dans cette circonstance, le protecteur ne connut point ou ne consulta pas les véritables intérêts de l'Angleterre, l'histoire impartiale doit reconnaître qu'il déploya beaucoup d'énergie et d'habileté dans l'emploi qu'il fit des forces de cette nation. Une escadre considérable, ayant à bord un grand nombre de troupes, fut envoyée pour attaquer Hispaniola. Les mesures mal calculées du commandant militaire firent manquer cette expédition à l'égard de l'objet primitif de sa destination; mais elle conquit l'île importante de la Jamaïque,

(1) On suppose que Cromwell fut poussé à entreprendre cette guerre contre l'Espagne par Thomas Gage, qui, ayant exercé les fonctions ecclésiastiques au Mexique, représenta au protecteur combien il était facile de soumettre ces colonies riches et faibles. Voyez Burnet, p. 74.

Gage publia à ce sujet un mémoire qui est devenu extrêmement rare, et qui fourmille d'exagérations et de faussetés. Il y suppose que le principal motif de Cromwell, dans cette guerre, fut d'obtenir de l'argent sans dépendre du parlement. Welwood, p. 100.

qui fut depuis ce moment annexée au royaume de la Grande-Bretagne (1). 17 mai 1655.

Une autre flotte fut confiée à l'amiral Blake, dont le nom devint bientôt la gloire de l'Angleterre et la terreur de l'Espagne. Croisant dans la Méditerranée et l'Atlantique, il intercepta les bâtimens marchands et les galions qui revenaient d'Amérique. Près de Cadix, Blake et Montagne firent deux prises d'une immense valeur, et brûlèrent, à l'île de Téné-riffe, dans le port de Santa-Cruz, une flotte qui revenait chargée de l'or du Pérou. Ces expéditions couvrirent de gloire les Anglais, et firent perdre aux Espagnols une quantité considérable d'hommes, de vaisseaux, d'argent et de marchandises. A. D. 1657.

L'Angleterre et la France s'unirent encore plus étroitement contre l'Espagne. Un traité offensif et défensif fut conclu entre Cromwell et le cardinal Mazarin. Leurs forces combinées réduisirent successivement Montmédy, St-Venant et Mardike. L'année suivante, le maréchal de Turenne, à la tête de l'armée française et des auxiliaires anglais, assiégea Dunkerque : don Juan d'Autriche et le prince de Condé, s'avancèrent pour secourir cette ville; mais ils furent repoussés avec une perte de douze cents hommes tués et deux mille prisonniers (2). A. D. 1657. A. D. 1658.

(1) Clarendon, vol. 3, p. 454.

(2) Whitelock, p. 673.

Dunkerque se rendit peu après au maréchal de Turenne, et fut livré aux Anglais, ainsi que la ville de Mardike.

La mort de Jean IV, roi de Portugal, ranima les espérances de Philippe, et lui fit faire de nouveaux efforts. Une armée nombreuse, animée par la présence du ministre don Louis de Haro, fut envoyée sur les frontières ; les troupes portugaises qui avaient investi Badajoz se retirèrent à son approche. Don Louis, encouragé par leur retraite, s'avança et mit le siége devant Elvas. Le trône de Portugal était occupé par un faible enfant, mais la reine mère déploya, malgré son âge avancé, la même vigueur qui dans sa jeunesse avait excité le duc de Bragance à s'emparer de la couronne. A la voix de leur reine les Portugais prirent les armes : ils se rassemblèrent en foule sur les bords de la Guadiana, et eurent pour général le marquis de Castagliano. Les Espagnols étaient commandés par le duc de Saint-Germain, noble italien, d'un talent éprouvé. Se fiant trop aveuglément à l'ancienne renommée de ses troupes, il se hasarda à combattre malgré la supériorité du nombre. Sa témérité fut fatale à l'Espagne ; on se battait à peine depuis une heure, lorsque le duc de Saint-Germain fut tué : ses soldats plièrent : les Portugais chargèrent ceux-ci avec encore plus de fureur, mirent la confusion dans tous les rangs, et don Louis de Haro vit, de la hauteur sur laquelle il était placé, la défaite de son armée.

La cour de Madrid convint alors avec regret que les ressources de l'Espagne étaient insuffisantes pour soutenir des hostilités portées sur tant de points différents. Les armes de Turenne étaient constamment victorieuses en Flandre; mais l'on ne pouvait espérer que l'Espagne, épuisée par une suite de guerres désastreuses, luttât avec succès contre le Portugal, la France et l'Angleterre. Sa jeunesse belliqueuse avait été moissonnée dans les combats : ses finances étaient ruinées; son commerce anéanti; ses champs désertés : la paix seule, par son heureuse influence, pouvait lui donner une nouvelle vie.

Pour atteindre à ce but si desirable, des négociations furent ouvertes avec la cour de France; et, heureusement pour Philippe IV, le cardinal Mazarin, qui avait sur Louis XIV un pouvoir absolu, était alors disposé à terminer une guerre ruineuse. Les conférences eurent lieu dans l'île des Faisans sur la frontière de la France et de l'Espagne : le cardinal Mazarin et don Louis de Haro y parurent comme représentants de leurs souverains respectifs. Le ministre espagnol voulut cacher par une fastueuse ostentation la pauvreté de son pays. Il se fit précéder par douze voitures, quarante chevaux de main et quarante mules dont les harnais étaient enrichis d'or, d'argent et de pierres précieuses; la cour de don Louis de Haro était composée des plus illustres chevaliers des ordres militaires de San-Yago, d'Al-

cantara et de Calatrava ; ce ministre, dans son entrevue avec Mazarin, soutint avec hauteur sa propre dignité et celle de l'Espagne. On consuma beaucoup de temps dans les seules discussions relatives à la préséance des deux cours, et don Louis de Haro défendit avec succès les prétentions de la cour de Madrid. Les conférences se terminèrent par le fameux traité des Pyrénées, qui confirmait à la France la possession des provinces du Roussillon et de l'Alsace, et accordait au jeune roi Louis XIV la main de l'infante et une dot de cinq cent mille écus d'or. Louis renonça solennellement pour lui et ses héritiers à la succession de Philippe, à laquelle son mariage lui donnait des droits. Le duché de Lorraine fut rendu par la France ; et les villes de Saint-Omer, Ypres, Menin et Oudenarde, furent cédées à l'Espagne : Louis pardonna au prince de Condé et le réintégra dans ses possessions. Philippe, de son côté, abandonna Verceil au duc de Savoie, Reggio au duc de Modène, le territoire de Monaco à son prince, et Juliers au duc de Newbourg.

Ainsi se termina une guerre qui depuis l'espace de vingt-cinq ans était engagée entre la France et l'Espagne. Nous ne présentons ici qu'une esquisse des principaux événements, dont les détails eussent dépassé les bornes de cet ouvrage. Il nous suffira d'observer que la lutte opiniâtre et sanglante qui fut dirigée par le génie de Richelieu et de Mazarin,

servit à établir l'ascendant de la France et hâta la décadence de l'Espagne.

Après le traité des Pyrénées, le règne de Philippe se prolongea encore cinq années sans gloire. Ses démêlés avec la France étaient terminés; mais l'Espagne éprouvait encore les calamités de la guerre. L'objet favori de la cour de Madrid était de recouvrer le Portugal, et cependant Philippe et ses ministres eurent la triste conviction que les ressources de l'Espagne étaient devenues insuffisantes pour conquérir le plus petit territoire. Don Juan d'Autriche réduisit les villes d'Arunches et d'Alconchel; mais le courage des Portugais était soutenu par leur alliance avec Charles II, qui, étant remonté sur le trône d'Angleterre, avait épousé la princesse Catherine, sœur de leur monarque. Les progrès de don Juan d'Autriche étaient loin de répondre aux espérances des ministres espagnols : la prise d'Évora répandit la consternation dans Lisbonne, le manque de vivres força don Juan à la retraite. Son arrière-garde fut attaquée par l'armée portugaise sous les ordres du comte de Schomberg : les Espagnols, obligés de passer dans un défilé étroit dont les hauteurs étaient occupées par l'ennemi, furent surpris et accablés; leur général chercha vainement à les rallier et à ranimer leur courage; la confusion se mit dans tous les rangs, et plus de quatre mille hommes périrent sous le fer des Portugais.

A. D. 1660, 1665.

On retira les garnisons de la Flandre et du Milanès

pour former une quatrième et dernière armée; le commandement en fut donné au marquis de Caracena, qui s'était vanté de se rendre maître de Lisbonne en une seule campagne. Les plaines de Claros, près de Villa Viciosa, furent cependant témoins de sa honte. Dans un combat sanglant qui dura pendant huit heures, ce général fut complètement battu par l'armée portugaise, commandée par le comte de Schomberg et le marquis de Marialva : les Espagnols laissèrent quatre mille hommes sur le champ de bataille, eurent un nombre égal de prisonniers, et ceux qui parvinrent à s'échapper se réfugièrent dans les villes fortifiées situées sur leurs frontières.

Les maladies et des contrariétés continuelles avaient affaibli la constitution de Philippe IV : ce dernier revers lui porta un coup mortel. La lettre qui lui apprenait la perte de son armée tomba de ses mains; s'efforçant d'adoucir sa douleur par une pieuse résignation, il s'écria : « c'est la volonté de Dieu! » Mais cette épreuve était trop forte pour lui, et il tomba sans connaissance. Il ne revint à la vie que pour entendre les murmures de ses sujets et la nouvelle accablante d'une irruption des Portugais dans l'Andalousie. La nation entière était découragée; la cour et les ministres renonçaient à leurs chimériques projets; Philippe lui-même, fatigué d'un règne si long et si turbulent, désirait goûter quelque repos à ses derniers moments, et reconnaissait la nécessité de conclure la paix avec le Portugal. Dieu

ne lui permit pas de goûter le bonheur auquel il aspirait. Avant que les négociations fussent commencées, Philippe, attaqué d'une violente dyssenterie, vit la mort avec calme. Les courts instants qui lui restaient furent employés à assurer à son jeune fils la succession du trône; il donna la régence à la reine son épouse, et nomma son conseil. Philippe IV mourut dans la soixante-unième année de son âge et la quarante-quatrième de son règne, qui fut l'un des plus orageux dont l'histoire fasse mention. Depuis le jour de son avènement au trône jusqu'à celui de sa mort, l'Espagne ne jouit pas d'un seul moment de paix.

A. D. 1665.

Les calamités publiques qui marquèrent ce règne contribuèrent à l'obscurcir. Monté sur le trône dans un âge très-tendre, il fut aisé de le tenir éloigné des affaires et de lui inspirer le goût d'une vie voluptueuse: jaloux de régner sous le nom de son maître, l'ambitieux Olivarez, en flattant son indolence, le rendit esclave de ses ministres. Philippe IV ne manquait cependant pas de talent: il encouragea l'étude des lettres et des beaux-arts, et s'y livra avec succès; il composa une tragédie et fit faire au palais de l'Escurial des embellissements qui attestent son goût et sa magnificence.

CHAPITRE X.

Avènement de Charles II. — État malheureux de l'Espagne. — Paix avec le Portugal. — Guerre entre l'Espagne et la France. — Paix conclue. — Factions de la cour de Madrid. — Élévation et chute de Nitard. — Élévation de Valenzuela. — Son caractère. — État délabré des finances de l'Espagne. — Coalition de l'Espagne, de la Hollande et de l'Allemagne contre la France. — Opérations de guerre. — Pouvoir et popularité de Valenzuela. — Défaite des flottes combinées d'Espagne et de Hollande, par les Français. — Chute de Valenzuela. — Don Juan d'Autriche est nommé premier ministre. — Mauvais succès des alliés. — Paix de Nimègue. — Mort de don Juan d'Autriche. — Pauvreté et abaissement de l'Espagne. — Administration du duc de Médina-Céli. — Guerre malheureuse contre la France. — Trève entre ces deux puissances. — Ligue des cabinets de Madrid, de Vienne, de Londres et de Turin contre la France. — Opérations de guerre. — Paix de Ryswick. — Intrigues des cours européennes pour la succession espagnole. — Traités de partage. — Testament de Charles II. — Sa mort. — Son caractère. — Aperçu des causes de la dépopulation et de la décadence de l'Espagne.

Charles II était dans sa troisième année, lorsque la mort de son père lui donna la couronne d'Espagne; triste héritage à cause des troubles et des difficultés dont il était entouré. Quarante-quatre ans de guer-

res et de défaites continuelles avaient entièrement épuisé les ressources du royaume : la peste et la famine augmentaient encore cette longue liste de calamités publiques. Les faibles mains de Charles II étaient hors d'état de soutenir le sceptre; les dissensions de la régente et de la noblesse affaiblissaient encore l'autorité du gouvernement. Tandis que les factions divisaient la cour, le royaume était menacé d'une invasion; et les Espagnols, qui avaient si souvent porté leurs armes victorieuses dans le cœur de l'Italie, de la France et de l'Allemagne, étaient dans l'impossibilité de défendre leur propre territoire. L'irruption des Portugais dans l'Estramadure avait montré toute la faiblesse de l'Espagne; les menaces de Louis XIV obligèrent les ministres de Madrid de conclure un traité de paix avec le Portugal, lequel, après une guerre de vingt-huit ans, assurait l'indépendance de ce royaume.

Louis XIV, en recevant la main de l'infante Marie-Thérèse, avait solennellement renoncé aux droits de cette princesse sur la succession de Philippe IV, mais les traités les plus sacrés sont souvent éludés lorsqu'ils nuisent à l'intérêt des princes. Le roi de France, à la tête d'une armée formidable dont Turenne dirigeait les mouvements, envahit la Flandre. Ath, Tournai, Oudenarde, Courtrai, Charleroi et Lille se rendirent à Louis XIV presque aussitôt qu'il parut; et le prince de Condé réduisit la Franche-Comté peu de temps après. L'Espagne, dont les

ressources naturelles ne pouvaient plus suffire à sa défense, fut heureusement protégée par la nouvelle politique de l'Angleterre, de la Suède et de la Hollande. Le ressentiment que cette dernière avait si long-temps entretenu contre la cour de Madrid cédait désormais à la jalousie que lui inspirait l'agrandissement de la France : la marche victorieuse de Louis XIV dans la Flandre avait alarmé les Hollandais sur leur indépendance, et ils formèrent une ligue avec l'Angleterre et la Suède afin d'arrêter les progrès de ce monarque. Cette puissante médiation armée fit consentir Louis à écouter des propositions de paix. L'Espagne reprit son autorité sur la Franche-Comté, mais la France conserva les acquisitions importantes qu'elle avait faites dans les Pays-Bas.

La cour de Madrid était alors divisée par des factions. Le favori et le conseiller de la régente était un jésuite allemand, Éverard Nitard; lequel, en sa qualité de confesseur de la reine, avait pris de l'ascendant sur cette princesse, et avait obtenu l'emploi important de grand inquisiteur. L'autorité de ce ministre était en opposition avec celle de don Juan d'Autriche : les nobles se rangèrent du parti de ce dernier. Suivi de quelques partisans, don Juan se rendit à Madrid, et insista sur le renvoi de Nitard. La reine voulut faire rassembler des troupes pour soutenir son autorité; mais ses ordres furent mal exécutés; les clameurs du peuple l'intimidèrent, et elle consentit au renvoi de son favori. Son bannisse-

ment fut caché sous le nom d'une ambassade à Rome, où la protection de la reine lui fit obtenir le chapeau de cardinal.

Cette condescendance calma le peuple : don Juan d'Autriche n'ayant plus de prétexte pour rester armé, reçut l'ordre de la reine de se retirer à trente milles de Madrid. Le peuple murmura de nouveau; et don Juan se préparait à reprendre les armes, lorsqu'il fut nommé vice-roi d'Aragon : un autre factieux, le duc d'Ossuna, rentra dans le devoir en recevant le gouvernement de Milan; et, dans ces démêlés, la seule chose que l'on négligea fut de calmer les souffrances du peuple, et de faire droit à ses plaintes.

Après le renvoi de Nitard, la régente fit choix d'un nouveau favori. Ferdinand de Valenzuela, gentilhomme de peu de fortune, natif de Ronda, dans la province de Grenade, avait suivi le duc de l'Infantado dans son ambassade à Rome. Sa bonne grace, la vivacité de son esprit et son éloquence lui captivaient la faveur de tous ceux qui le connaissaient : son esprit naturel avait été cultivé avec soin, et ses vers étaient admirés pour leur facilité et leur élégance. Le duc de l'Infantado, charmé du mérite de son jeune protégé, le fit recevoir chevalier de l'ordre de San-Yago. La mort de ce duc anéantit pour un moment toutes les espérances de Valenzuela, et le mit dans la plus grande détresse; mais son caractère ardent ne laissait point de prise au découragement, et, quelque malheureuse que fût sa situation, il se confiait

en l'avenir. Il obtint d'être présenté à Nitard, qui était alors au plus haut période de sa puissance. Le grand inquisiteur le voyant adroit, audacieux et intrigant, l'honora bientôt de son amitié. Valenzuela épousa l'une des femmes de la reine, et établit ainsi sa fortune. La chute de son protecteur, qu'il regardait comme le plus grand malheur qui pût lui arriver, devint une des causes de son élévation. L'amitié de Nitard et son mariage avec Eugénie avaient attiré sur lui l'attention de la reine : sa jeunesse, sa beauté et son esprit achevèrent de captiver cette princesse, et elle accumula les honneurs et les richesses sur l'objet de son estime et de ses affections. Elle l'éleva à la dignité de marquis, de grand écuyer et de grandesse : l'orgueil des Castillans fut blessé de voir ces honneurs, pour lesquels ils avaient la plus haute vénération, conférés à une personne d'une naissance obscure.

Tous les maux qui peuvent découler d'une administration faible et corrompue affligeaient, à cette époque, la monarchie espagnole. En Amérique, les Flibustiers s'emparaient des galions, et attaquaient les colonies. Les dégâts et les pertes qu'ils occasionnaient n'étaient rien en comparaison de la négligence et de la profusion du gouvernement à l'intérieur. Le peuple renouvela ses clameurs : la reine, pour calmer l'agitation des esprits, convoqua un conseil chargé d'examiner les dépenses de la cour et de retrancher celles qui étaient inutiles. Mais les membres

de ce comité, ainsi qu'il arrive presque toujours, n'atteignirent point le but qu'on s'était proposé. Attentifs à leurs seuls intérêts, ils fermèrent les yeux sur les malversations des financiers, et, coupables eux-mêmes de péculat, augmentèrent les abus qu'ils devaient réprimer. On peut avoir quelque idée des sommes énormes que ces officiers publics engloutissaient, lorsqu'on voit que le traitement du chancelier du conseil des Indes s'élevait annuellement à six cent mille ducats; somme qui équivaudrait de nos jours à six cent mille louis. A cette époque, l'or du Mexique et du Pérou était presque partagé entre les Flibustiers et les avides ministres de la cour de Madrid; et il n'en restait que très-peu pour soutenir la dignité de la couronne, et entretenir quelques forces de terre et de mer.

A. D. 1672.

Toutefois l'Espagne contribua, par une sage résolution, à maintenir la balance du pouvoir en Europe. Louis XIV, renforcé par l'alliance de l'Angleterre, avait commencé une guerre injuste contre la Hollande, et ses rapides progrès menaçaient de soumettre la république. Il chercha à s'assurer de la neutralité de l'Espagne, mais la régente résista à ses sollicitations. Les deux branches de la maison d'Autriche entreprirent de protéger les Provinces-Unies. Les cours de Madrid et de Vienne déclarèrent la guerre à la France; et les armées combinées de l'Espagne, de la Hollande et de l'Allemagne obligèrent Louis à abandonner ses conquêtes. Voulant

réparer le revers qu'il essuyait dans les Pays-Bas, ce monarque entra dans la Franche-Comté, et réduisit cette province en moins de six semaines. En Sicile, les habitants de Messine, poussés à la révolte par l'oppression de leur gouverneur, invoquèrent et obtinrent les secours de la France. Pendant l'espace de trois ans, la cour de Madrid s'efforça, mais en vain, de les faire rentrer dans le devoir : à la fin, trouvant l'arrogance de leurs nouveaux maîtres encore plus intolérable que ne l'était la rapacité des anciens, ils reconnurent de leur plein gré l'autorité de l'Espagne.

En Allemagne et en Flandre, la guerre était poussée avec activité : les Impériaux furent trois fois complètement battus par le maréchal de Turenne; les Hollandais et les Espagnols réunis disputèrent bravement les honneurs de la campagne aux soldats et aux généraux français.

A. D. Charles II avait atteint sa quinzième année, c'é-
1676. tait l'âge fixé par le testament de son père pour qu'il prît les rênes du gouvernement. Mais le jeune monarque était comme égaré au milieu des factions qui divisaient sa cour. Don Juan d'Autriche et la reine douairière se disputèrent l'honneur de diriger les conseils du roi. L'influence de la reine prévalut; don Juan eut ordre de se retirer à Saragosse; et par les menées d'Anne d'Autriche, Valenzuela gouverna sous le nom de Charles II.

Les historiens espagnols ont condamné la pré-

somption de cet heureux aventurier; ils lui ont surtout reproché son obscure naissance. Convaincu de la haîne que lui portait la noblesse, il chercha à mériter l'affection du peuple. Par ses soins l'abondance revint dans Madrid; et les citoyens, qui s'étaient plaints depuis long-temps du monopole des grains, furent reconnaissants de son administration judicieuse et vigilante. Ambitieux du titre d'ami du peuple il satisfit le goût des Espagnols pour les fêtes. Tous les jours il offrait à leur vanité des tournois et des combats de taureaux : des pièces de théâtre, composées par le ministre lui-même, étaient applaudies par la multitude, qui, admise gratuitement à ces représentations, louait le talent et la libéralité de l'auteur.

La guerre contre la France se poursuivait activement, et acheva de ruiner l'Espagne. Sa flotte, combinée avec celle des Hollandais, fut défaite près de Messine par les escadres françaises. Un second engagement, que la mort de l'amiral hollandais Ruyter (1) a rendu mémorable, répara ce revers; mais dans un troisième combat les flottes d'Espagne et de Hollande furent défaites et perdirent cinq mille hommes et douze grands vaisseaux de

---

(1) Michel Adrien de Ruyter fut blessé mortellement dans une action avec l'amiral français Duquesne sur la côte de Sicile, le 27 avril 1676, et mourut le 29. Un monument est élevé à sa mémoire dans la nouvelle église d'Amsterdam.

guerre qui furent pris ou coulés à fond; les Français, maîtres de la Méditerranée, menacèrent Naples et la Sicile.

On se dissimulait à la cour de Madrid la véritable cause de ces désastres; le royaume était épuisé; ses ressources avaient été prodiguées pour l'ambition des derniers rois et de leurs créatures; les grands d'Espagne attribuaient à Valenzuela des revers qu'il ne pouvait empêcher. Charles balança long-temps entre les divers partis et devint à la fin jaloux de l'influence de la reine mère. L'esclavage dans lequel cette princesse le tenait lui fut représenté sous le jour le plus odieux par les partisans de don Juan d'Autriche. L'impression qu'il en reçut fut si forte qu'il s'échappa du palais, suivi d'un seul domestique, et se retira à Buen Retiro. Il convoqua une assemblée des principaux notables, et un mandat royal ordonna à la reine de se renfermer dans les limites de l'Escurial. Ses mesures avaient offensé la noblesse et son imprudence lui avait aliéné les affections de la multitude. Dans un moment de colère elle avait dit qu'elle ne serait satisfaite que lorsque le peuple serait réduit à porter des vêtements de jonc. Les Espagnols n'avaient point oublié cette expression, et ils se réjouirent lorsqu'ils virent la fin du pouvoir de la reine.

La retraite de la reine mère fut fatale à son favori. Don Juan d'Autriche prit de l'ascendant à la cour; il haïssait Valenzuela, et voulait le punir.

Caché dans un monastère, ce ministre éluda pendant quelques jours les recherches de ses ennemis; mais une indisposition rendant la présence des médecins nécessaire, ceux-ci le trahirent. Il fut chargé de chaînes et conduit devant le roi et son conseil. Sa fermeté surprit ses persécuteurs; il ne s'abaissa point jusqu'à les supplier. Après un emprisonnement de quelques semaines il fut condamné à un exil perpétuel dans les îles Philippines : sévère destinée pour un homme dont la magnificence avait excité si long-temps l'envie et l'étonnement de toute la cour.

Délivré de son rival, don Juan d'Autriche prit l'administration des affaires, mais ses succès ne répondirent point à l'attente du public. Semblable aux autres ministres de cette cour corrompue, il s'occupa plus de ses propres intérêts que de ceux du peuple : il ne fit aucune tentative pour faire revivre l'agriculture, les manufactures et le commerce : les mêmes abus continuèrent dans le gouvernement; les revenus furent absorbés par un infame péculat; et les Espagnols gémirent sous le poids des taxes et sous l'oppression des percepteurs. Son administration fut aussi peu favorable au dehors qu'elle l'était au dedans : la guerre ne fut plus qu'une suite continuelle de revers : les armées furent défaites en Catalogne et dans la Sicile; en Flandre, les villes de Valenciennes, Cambrai et Saint-Omer furent prises par les Français. Toutes ces pertes ne purent cepen-

dant déterminer la cour de Madrid à discontinuer la guerre. Les Hollandais, se trouvant dans l'impossibilité de résister à l'orage, conclurent à Nimègue une paix séparée; la défection d'un tel allié obligea la maison d'Autriche à accéder aux conditions imposées par la France. L'empereur céda Fribourg à Louis XIV; et l'Espagne acheta honteusement la paix par la cession des villes de Cambrai, Valenciennes, Bouchain, Condé, Ypres, Aire, Saint-Omer, Bailleul, Maubeuge, et de la Franche-Comté que le monarque français avait deux fois conquise.

A. D. 1679. Une guerre aussi désastreuse et une paix aussi humiliante exposèrent don Juan d'Autriche à la censure publique; un léger avantage remporté sur les Africains ne put effacer le souvenir des nombreuses défaites que les Espagnols avaient essuyées en Flandre, en Sicile, et dans la Catalogne. L'indigence des états l'obligea de mettre en vente les emplois publics et jusqu'aux plus hautes charges de l'état. L'argent que cet odieux expédient procura ne fut même pas appliqué avec fidélité aux besoins de la nation, et il est évident qu'elle ne gagna rien au bannissement de Valenzuela. Don Juan d'Autriche n'avait pas les talents nécessaires pour rendre à l'Espagne sa prospérité : cet empire avançait à grands pas vers sa ruine, et le crédit du ministre tombait à mesure que l'on s'apercevait combien sa mauvaise administration aggravait encore le mal.

Le dernier acte public de don Juan d'Autriche

fut la négociation d'un mariage entre son neveu, Charles II, et Louise d'Orléans, nièce de Louis XIV; mais il ne vit pas cette union à laquelle il avait contribué. L'envie qu'il avait excitée fut ensevelie avec lui dans la tombe. Si son habileté ne fut point proportionnée aux désordres auxquels il aurait fallu remédier, on doit convenir aussi que ce ministre était entouré de difficultés presque insurmontables. Toutes les calamités qui peuvent accabler un empire en décadence semblaient être accumulées sur l'Espagne. Outre l'épuisement de ses ressources, la famine et la peste désolaient ses provinces; l'oppression et la rapacité des gouverneurs étaient encore plus funestes aux colonies, que les grands maux auxquels la mère-patrie était en proie. La marine était presque anéantie, l'armée était faible et mal disciplinée, et les soldats désertaient faute de pain. La nomination du duc de Médina-Cœli au ministère ne servit qu'à augmenter la misère publique. Ses mesures furent toutes imprudentes et pernicieuses; en réduisant à sa valeur la monnaie de cuivre qui, depuis le règne de Philippe III, avait été élevée six fois au dessus de sa valeur réelle, il causa la ruine du peu de marchands et de manufacturiers qui restaient dans le royaume. L'arrivée des galions d'Amérique ne remédia point à la pauvreté de la couronne, et ne soulagea point le peuple : les trésors qu'ils rapportaient furent exportés dans les pays étrangers où de riches négociants avaient avancé, à un intérêt

énorme, les sommes nécessaires pour le mariage du roi, qui avait été célébré avec une magnificence plus conforme à l'orgueil espagnol qu'à l'état des finances de ce royaume. Le roi recevait le dixième du produit des mines du Pérou et du Mexique; ces sommes considérables étaient partagées entre un certain nombre de grands seigneurs, dont les appointements et les pensions absorbaient tous les revenus de la couronne.

Un état misérable au dedans n'inspire que le mépris au dehors. L'Espagne fut insultée par le marquis de Brandebourg, qui, ayant sollicité long-temps un subside pour les troupes qu'il avait fournies pendant les dernières guerres, équipa une petite escadre et s'empara d'un galion, dont la valeur excédait de beaucoup les demandes qu'il avait faites. Le mauvais état des finances contraignit la cour de Madrid non seulement à dévorer cet affront, mais encore à faire des concessions humiliantes au Portugal qui lui avait été soumis; et Louis XIV, malgré le mariage de sa nièce avec Charles II, ordonna que le pavillon français l'emportât sur celui des Espagnols.

A. D. 1683. Charles II s'aperçut bientôt que ce ne sont pas les concessions qui rendent la paix durable. Louis XIV prétendit que ses ministres avaient oublié de stipuler dans le traité de Nimègue la ville d'Alost et tout son bailliage; sous ce prétexte injuste, il fit bloquer la ville de Luxembourg. Charles, fatigué de ces in-

sultes réitérées, déclara la guerre à la France. Pour se procurer les fonds qui lui étaient nécessaires, le duc de Médina-Cœli réduisit à moitié toutes les pensions accordées sous le règne précédent. Le roi de France se saisit de Courtrai et de Dixmude : un corps d'armée ravagea les frontières de l'Espagne, et menaça Fontarabie : Luxembourg, réduit à toute extrémité, fut forcé de se rendre. L'Espagne, humiliée, consentit à solliciter la paix. Louis rendit Dixmude et Courtrai, garda l'importante forteresse de Luxembourg, et exigea de Charles deux cent mille louis. Une trève fut signée entre les cours de A. D.
Versailles et de Madrid. Le duc de Médina-Cœli ne 1685.
conserva de l'influence que jusqu'à ce traité : les courtisans étaient furieux de la réduction de leurs pensions, et le peuple était rebuté par les évènements d'une guerre malheureuse. Mais, parmi cette cour corrompue, un nouveau choix était toujours préjudiciable à la nation. Le comte d'Oropesa fut placé à la tête du ministère et adopta sans plus de succès les plans de réforme de son prédécesseur. L'Espagne, faible et dans un état d'apathie, était impunément insultée par les puissances étrangères. Sous le prétexte de demander satisfaction de la mauvaise conduite des gouverneurs espagnols dans l'Amérique méridionale, une flotte française parut devant Cadix, et Charles fut obligé d'acheter un accommodement A. D. 1686
au prix de cinq cent mille écus. à

L'extrême faiblesse de l'Espagne et la force tou- 1689.

jours croissante de la France commencèrent à fixer l'attention des puissances de l'Europe. Une alliance défensive fut conclue à Augsbourg entre les cabinets de Madrid, de Vienne, de Turin et de la Haye, lorsque la révolution d'Angleterre, qui ôta la couronne au roi Jacques II pour la transférer à Guillaume III, donna un nouvel aliment au feu de la guerre.

Louis ayant embrassé la cause du monarque détrôné, toutes les forces d'Angleterre furent dirigées contre la France; ce changement contribua à relever la fortune de la maison d'Autriche. L'Espagne prit une part active dans cette guerre; toutefois son peu de moyens ne lui permit pas d'en retirer un grand avantage. Dans les plaines de Flandre, ses soldats soutinrent leur ancienne réputation, mais les confédérés furent défaits à la bataille de Fleurus et ils y perdirent six mille hommes tués et huit mille prisonniers; leur vainqueur, le maréchal de Luxembourg, avoua que dans ce combat sanglant l'infanterie espagnole avait montré la même valeur qu'à Rocroi. Cent mille Français investirent Mons; Louis XIV fut présent à ce siége et entra dans la ville après seize jours de tranchée ouverte.

Des commotions intestines vinrent ajouter aux malheurs de la guerre. Les Catalans levèrent encore une fois l'étendard de la révolte: le duc de Villahermosa, après avoir surpris les insurgés et les avoir défaits, mit heureusement fin à l'insurrection et à la

consternation dans laquelle la cour de Madrid était plongée. A peine cette révolte était-elle étouffée que Mexico se souleva. Le peuple était dans l'usage de célébrer tous les ans une fête dans laquelle il se livrait à des désordres scandaleux; le vice-roi crut devoir l'interdire; la multitude furieuse essaya de mettre le feu au palais et les flammes consumèrent une grande partie de la ville. On ne parvint à appaiser le peuple et à le faire rentrer dans l'obéissance qu'en rétablissant cette orgie annuelle.

L'Angleterre reprit sur mer sa supériorité accoutumée, et le duc de Savoie fit une incursion dans le Dauphiné; toutefois l'Espagne était très-embarrassée, car les alliés étaient exposés à des revers continuels. Elle augmenta les forces qu'elle avait dans les Pays-Bas, et le roi d'Angleterre prit le commandement de l'armée confédérée. Sa présence n'empêcha point la prise de Namur. Cette place importante, dont la citadelle bâtie sur des rochers semblait inexpugnable et renfermait dix mille hommes de garnison, fut prise par le maréchal de Luxembourg : les fortifications de cette ville avaient coûté près d'un million sterling à l'Espagne. La prise de Namur fut suivie de la bataille de Steinkerque dans laquelle les Français firent des prodiges de valeur et contraignirent les Anglais à se retirer. A. D. 1692.

Le maréchal de Luxembourg avec les troupes qui avaient vaincu à Steinkerque alla surprendre, la A. D. 1693.

campagne suivante, le roi Guillaume à Nerwinde; le roi d'Angleterre retranché dans une forte position desirait une attaque plutôt qu'il ne la craignait; cependant le génie et les talents militaires du maréchal de Luxembourg triomphèrent de tous les obstacles. Une partie de l'aile gauche des confédérés fut culbutée dans la Gette, un grand nombre d'entre eux périt dans cette rivière; douze mille hommes furent laissés sur le champ de bataille, et deux mille furent faits prisonniers. Le duc de Luxembourg perdit huit mille hommes; mais la prise de Charleroi fut le résultat immédiat de sa victoire. Les Français remportèrent également des succès dans la Catalogne. Gironne se rendit à leurs armes, et les Espagnols furent battus dans plusieurs engagements. La mort du maréchal de Luxembourg, sous qui les soldats se croyaient invincibles, ranima le courage des alliés; ils reprirent Huy et Dixmude; ce premier succès fut le prélude d'un autre bien plus important, la reprise
A. D. de Namur.
1695. La joie que cet événement inespéré excita dans Madrid ne fut que passagère; les Français désolèrent le commerce et les colonies espagnoles. Pointis, chef d'escadre, à la tête de plusieurs vaisseaux du roi, alla surprendre la ville de Carthagène, entrepôt des trésors que l'Espagne tirait du Mexique. Le dégât et le butin qu'il y fit furent évalués à une somme de trente millions de nos livres. Les armées françaises
A. D. 1696. avaient été jusqu'alors victorieuses, mais les finances

de ce royaume étaient épuisées; quatre cent mille hommes constamment occupés à combattre avaient dévoré la subsistance de l'artisan paisible et industrieux. Au premier aspect la France pouvait paraître un objet d'envie, cependant ses calamités marchaient de pair avec sa gloire. Ses provinces étaient dépeuplées pour recruter ses flottes et ses armées; la famine avait augmenté les maux de la guerre, et au milieu de ses victoires et de ses conquêtes Louis XIV fût convaincu que la paix seule pouvait adoucir la misère de son peuple. La cour de Madrid rejeta obstinément de premières ouvertures; le duc de Savoie, gagné par la France, se retira de la coalition, et sa défection ôta à la maison d'Autriche les moyens de continuer la guerre en Italie.

Charles II et ses ministres, par leur inflexibilité, A. D. 1697.
attirèrent de nouveaux malheurs sur l'Espagne. Le duc de Vendôme commandait en Catalogne; il y défit les Espagnols dans plusieurs combats, prit Barcelone et se rendit maître d'une grande partie de cette province. Cette perte, celles d'Ath, de Carthagène saccagée par les flibustiers, rien ne pouvait abaisser l'orgueil de la maison d'Autriche, et on n'entendait à Madrid et à Vienne que des menaces de guerre et de vengeance. Les Hollandais se détachèrent aussi de la ligue; ils ne pouvaient persister dans un système aussi défavorable pour leur commerce; ils écoutèrent les propositions du roi de France, et le château de Ryswick, près de

La Haye, fut fixé pour les conférences de la paix.

A la fin, Charles II et l'empereur se déterminèrent à y envoyer leurs ambassadeurs, convaincus qu'ils ne pourraient soutenir seuls une guerre que, de concert avec la Hollande et l'Angleterre, ils n'avaient pas été en état de conduire avec succès. La paix se fit à des conditions telles que la cour de Madrid eut lieu d'en être étonnée après les événements de la guerre. Louis XIV consentit à évacuer la Catalogne, et rendit à l'Espagne Courtrai, Ath, Mons et Luxembourg; les concessions qu'il fit aux autres puissances furent presque aussi considérables.

A. D. 1698 à 1700. Le traité de Ryswick étonna toute l'Europe. La France, après une guerre sanglante, mais dont chaque campagne avait été illustrée par des victoires, souscrivit à des conditions telles qu'on aurait pu à peine les exiger si cette puissance avait été vaincue. L'événement qui se préparait à Madrid semble toutefois avoir été le motif secret de cette paix qui étonna tous les politiques. Bien que le roi d'Espagne eût à peine achevé sa trente-sixième année, une complication de maladies annonçait sa fin prochaine; et comme ce monarque n'avait pas d'enfants, la succession de son trône était l'objet des intrigues de Louis XIV et de l'empereur Léopold. Ces princes étaient au même degré: tous deux descendaient de Philippe III par les femmes; mais Louis XIV était fils de l'aînée. Le dauphin avait un

plus grand avantage sur les enfants de l'empereur, c'est qu'il était petit-fils de Philippe IV, et que les enfants de Léopold n'en descendaient pas. Les renonciations authentiques de Louis XIII et de Louis XIV furent rendues nulles : l'expérience de tous les temps démontre suffisamment que la conscience des hommes d'état sait trouver des prétextes pour l'infraction des traités, lorsque ces traités ne sont plus d'accord avec leurs intérêts. Ce fut dans l'espoir d'unir la vaste monarchie d'Espagne à celle de France, que Louis XIV se détermina à signer la paix de Ryswick, et à s'exposer ainsi aux censures de ses sujets, qui, ignorant ses vues, condamnaient sa politique.

Aussitôt que la paix fut conclue, le marquis d'Harcourt, ambassadeur de France, fut envoyé à la cour de Madrid. La profusion de sa magnificence, sa dextérité, et surtout l'art de plaire qu'il possédait si bien, lui captivèrent tous les cœurs et furent favorables aux vues de son souverain. Le marquis ayant découvert que Charles avait conservé le plus tendre souvenir de sa première épouse Louise d'Orléans, attirait adroitement son attention sur les portraits du dauphin et de ses trois fils, les ducs de Bourgogne, d'Anjou, et de Berry, et lui faisait remarquer la conformité de leurs traits avec ceux de Louise.

Marie-Anne de Bavière-Neubourg, femme de Charles II, voulait faire monter l'archiduc Charles

sur le trône; mais le marquis d'Harcourt fut heureusement secondé par le cardinal Portocarrero, archevêque de Tolède, le marquis de Monterey et d'autres grands d'Espagne qui voulurent prévenir le démembrement de la monarchie.

La réunion des domaines espagnols à ceux de la maison de Bourbon ou de la maison d'Autriche aurait détruit l'équilibre entre les puissances européennes. Le roi d'Angleterre était celui qui redoutait le plus le prodigieux accroissement de pouvoir que la France recevrait de la succession espagnole si elle lui était dévolue; ce fut pour en prévenir les effets qu'il fit proposer aux cours de Versailles et de Vienne le fameux traité de partage qui donnait, à la mort de Charles II, l'Espagne et ses possessions en Flandre, au prince électoral de Bavière, petit-fils de Philippe IV; Naples et la Sicile au dauphin; et le duché de Milan à l'archiduc Charles. Louis, prévoyant que l'Espagne ne consentirait pas à être démembrée, signa ce traité; l'empereur Léopold refusa d'accepter une aussi petite portion d'un empire qu'il croyait devoir revenir en entier à sa famille.

Le roi fut indigné dès qu'il apprit que l'on déchirait sa monarchie de son vivant. La nation, qui n'appréhendait rien tant que d'être divisée et de passer sous plusieurs maîtres, applaudit au testament qui conservait réunis tous les vastes états de la monarchie espagnole. On s'attendait que l'amitié ou le soin de l'agrandissement de la maison d'Autriche

détermineraient Charles à nommer pour son successeur l'empereur ou son fils aîné, l'archiduc Joseph, et qu'il lui donnerait cette récompense de n'avoir point accédé au traité de partage. Mais Louis et Léopold furent également trompés dans leur attente par le testament de Charles, qui nommait, pour la seconde fois, le prince de Bavière unique héritier de ses états.

Ce jeune prince mourut presque aussitôt qu'il eut été choisi pour succéder à Charles. A sa mort les intrigues recommencèrent à la cour de Madrid, à Vienne, à Londres, à La Haye et à Rome. Louis XIV et le roi Guillaume disposèrent encore une fois en idée de la monarchie espagnole. Ils assignaient à l'archiduc Charles l'Espagne et les possessions américaines; le Milanez au duc de Lorraine; et la Lorraine, si souvent envahie par la France, devait y être annexée pour jamais. Les autres possessions espagnoles devaient être le partage du dauphin. Ce traité, quoique très-avantageux pour la maison d'Autriche, fut refusé par l'empereur. On dit que Charles voulut un moment donner tous ses états au jeune archiduc, et qu'il demanda à Léopold d'envoyer ce prince à Madrid avec un corps de dix mille hommes. Si cette proposition, dont les meilleurs écrivains font mention, fut réellement faite à l'empereur, le refus de ce prince est un de ces mystères politiques que l'histoire ne peut dévoiler.

Tandis que la maison d'Autriche négligeait ainsi

ses intérêts, trompée peut-être par une fausse sécurité, le parti français prenait de l'ascendant à Madrid. L'archiduc, qui fut depuis l'empereur Charles VI, s'était moqué des Espagnols et de l'étiquette de leur cour, et cette imprudence avait été imitée par ses favoris. L'évêque de Lerida, ambassadeur de Madrid à Vienne, releva ces discours, les envenima et écrivit des choses encore plus injurieuses pour le conseil d'Autriche que l'archiduc n'en avait prononcé contre les Espagnols. « Les ministres de Léopold, écrivait-il, ont l'esprit fait comme les cornes des chèvres de mon pays, petit, dur et tortu. » Cette lettre devint publique et fut généralement applaudie; elle ne fit qu'accroître encore l'aversion des Espagnols pour les Allemands. Le cardinal Portocarrero soutenait habilement les intérêts de la maison de Bourbon. Ce prélat représentait continuellement à son souverain qu'en adoptant un des jeunes fils de France, il prévenait le démembrement de son royaume sans violer l'esprit des renonciations faites par la mère et l'épouse de Louis, ces renonciations n'ayant eu pour but que de prévenir l'union des deux couronnes de France et d'Espagne. Il observait à Charles qu'en nommant le duc d'Anjou pour son successeur au lieu du dauphin, l'objet qu'on s'était proposé serait exactement rempli.

Voltaire, dans son histoire du siècle de Louis XIV, compare la position de Charles à celle d'un vieillard

sans enfants, dont le lit de mort est entouré de parents et de serviteurs, tous empressés d'en arracher quelque don considérable. On a toujours supposé que ce monarque avait une prédilection marquée pour la branche allemande de sa famille; mais il était constamment entouré des partisans de la maison de Bourbon : le cardinal de Portocarrero, afin de fixer son irrésolution, le pressa de consulter le souverain pontife, père commun des deux compétiteurs, et dont la décision devait être respectée comme celle de Dieu même. Ce qui était seulement une affaire de conscience pour Charles II fut traité avec raison par le pape comme une grande affaire d'état, et il la décida en faveur de la maison de Bourbon. Charles signa, à son lit de mort, le testament qui léguait la couronne d'Espagne au duc d'Anjou, et nommait le cardinal de Portocarrero régent. Ce prince expira peu après; il était âgé de trente-huit ans et régnait depuis trente-cinq ans. Faible d'esprit aussi bien que de corps il avait été le jouet des factions qui divisaient sa cour. Son nom ne paraît dans les annales de ce règne que lorsqu'il fut employé pour proclamer les décrets de ses ministres. Les calamités publiques qui affligèrent l'Espagne pendant cette période ne peuvent toutefois être attribuées à son administration; long-temps avant son avènement le mal était si profondément enraciné qu'il aurait fallu pour l'extirper une prudence et une vigueur telles

que l'histoire en offre peu d'exemples dans la vie des princes.

Depuis le règne de Philippe II jusqu'à la mort de Charles II les erreurs du gouvernement et la décadence de la monarchie espagnole ont été suffisamment indiquées dans cet abrégé. Toutefois il ne nous paraît pas hors de propos de reproduire sous un point de vue plus resserré, les causes morales qui ont si fortement contrebalancé les avantages physiques de cette contrée, et enlevé à cette nation, l'une des plus braves de l'Europe, toute son énergie.

L'état de l'Espagne sous les Romains a été décrit, ainsi que la dégénération de ces Goths jadis si belliqueux. Les arts, les sciences et les richesses des Arabes brillèrent sous les Califes, et tiennent un rang distingué dans les premiers périodes de l'histoire d'Espagne. Mais ce sont principalement les effets que les circonstances politiques ont produits sur la monarchie de l'Espagne moderne, que nous nous proposons de rappeler ici.

La lutte entre les chrétiens et les musulmans qui habitaient l'Espagne, lutte la plus opiniâtre et la plus sanglante de toutes celles dont les annales des peuples font mention, dépeupla ces belles provinces. Pendant près de huit siècles l'étendard de la croix et celui de Mahomet flottèrent alternativement sur les murs de chaque cité et de chaque village : l'Espagne entière fut tour-à-tour pillée par les deux

partis : chaque plaine fut un champ de bataille; chrétiens et musulmans, ceux qui échappèrent au carnage ou à l'esclavage, se réfugièrent dans les montagnes, qui leur offraient à peine un asyle. Ces guerres excitées par des haines nationales et religieuses avaient un caractère de fureur que n'ont point celles que l'on fait de nos jours. Non-seulement le pays était pillé, mais les moissons étaient brûlées sur pied, les arbres à fruit et les vignes arrachés et détruits entièrement. Au milieu de ces scènes de dévastation l'agriculture dut être négligée et la population ralentie. Les funestes effets d'un horrible fléau rendus encore plus graves par une grande erreur politique vinrent augmenter les calamités causées par la guerre. La peste, qui vers le milieu du quatorzième siècle dépeupla une si grande partie du globe, eut en Espagne des conséquences plus pernicieuses que partout ailleurs. Les terres dépeuplées furent données à ceux qui avaient survécu (1). Les biens communaux de plusieurs villes ou villages furent réunis sous le domaine d'une seule ville ou d'un seul village. Les seigneurs obtinrent des terres considérables; ces possessions jointes à leurs patrimoines et passant sans aucune aliénation et sans partage à l'héritier du nom et des titres, restèrent long-temps en friche. Cette dépopulation fit obtenir facilement

(1) Brougham's Col. Pol., vol. 1, p. 406.

aux riches propriétaires de troupeaux le code célèbre connu sous le nom de Mesta. Par ce règlement singulier et qui subsiste encore de nos jours, les propriétaires ont acquis un droit incontestable de conduire l'hiver leurs troupeaux des provinces septentrionales de l'Espagne dans les parties les plus méridionales. Pendant ce voyage les moutons paissent librement dans les immenses terrains communaux par lesquels ils passent; on est obligé d'y laisser pour eux, sans clôture, un espace large de quatre-vingt-dix verges. Cet abus a toujours été un grand obstacle pour l'agriculture, et l'on en voit une triste preuve jusque dans les parties qui seraient les plus fertiles (1).

Les maximes du gouvernement espagnol ont été également défavorables au commerce. Les mines du Mexique et du Pérou n'eurent pas plus tôt commencé à répandre leurs richesses en Espagne que des règlements impolitiques traversèrent ces avantages extraordinaires. Au moyen âge, les villes d'Espagne, par un concours de causes favorables, étaient devenues plus riches et plus populeuses que celles des autres pays de l'Europe, si l'on en excepte les Pays-Bas, l'Italie, et les domaines de l'empereur de Byzance. En 1491, la ville de Barcelone était estimée

---

(1) Voy. Brougham's Col. Pol., vol. 1, book 1, p. 406, etc. et les autorités suivantes : Link's Trav., p. 122; Semple's Trav., vol. 1, p. 58.

l'égale de Naples par sa population et l'élégance de ses édifices; elle le cédait à peine à Florence par son commerce et ses manufactures (1). Tolède était aussi une ville grande et peuplée: on comptait parmi ses citoyens un grand nombre de personnes d'un nom illustre et d'une grande fortune, et près de dix mille individus qui y étaient employés dans les manufactures de laine (2) et de soie. Cordoue et Séville étaient presque au même degré de prospérité. Peu de villes surpassaient Valladolid pour l'élégance et l'éclat; et dans l'année 1516 son territoire seul fournit trente mille combattants (3). Les Arabes avaient établi des manufactures dans toutes ces villes, et les chrétiens qui vivaient parmi eux avaient appris leurs arts et imité leur industrie. La découverte et la colonisation de l'Amérique devaient ouvrir un débouché continuel aux produits des manufactures espagnoles et donner à celles-ci un accroissement prodigieux, mais le monopole du commerce des colonies accordé à quelques marchands de Séville nuisit à l'industrie naissante de l'Espagne (4). Afin de

(1) Hieron. Paul. ap. Schot. Script. Hisp. 2, p. 344.

(2) Marin. ap. Script. Hispan., 2, p. 308.

(3) Marin. ap. Script. Hispan., 2, 312; Sandov. Vie de l'emp. Charles V, tome 1, p. 81.

(4) Les commandes que l'on fit aux manufacturiers, en 1545, étaient telles qu'ils ne pouvaient espérer les terminer en moins de six années. Campomanes, tome 1, p. 406;

faire monter le prix des marchandises qu'ils exportaient en Amérique, ils n'en prenaient qu'une petite quantité, et le manufacturier ne pouvait faire écouler ce qu'il avait fabriqué (1). Ainsi découragées les manufactures espagnoles tombèrent peu à peu; l'esprit d'industrie, après avoir été excité en vain, s'anéantit entièrement. Lorsque l'accroissement de population des colonies exigea une plus grande quantité d'objets manufacturés, l'Espagne fut hors d'état de fournir tous les articles de commerce, et les marchands eurent recours aux nations voisines. L'Espagne perdit ainsi les avantages les plus réels qu'elle eût pu retirer de la conquête de l'Amérique, et devint seulement le canal par lequel l'or du Mexique et du Pérou s'écoulait rapidement chez les peuples voisins (2). Les restrictions sans nombre que l'on imposait au commerce accrurent encore le mal en donnant naissance à un système de contrebande qui fut poussé à un excès inconnu jusqu'alors (3).

La bigoterie concourut avec les restrictions com-

16,000 métiers étaient occupés constamment à Séville. Ibid. tome 2, p. 472.

(1) Campom., tome 1, p. 435. — 2, p. 110.

(2) Voyez Campomanes, tome 2, p. 138. Smith's Wealth of Nations, vol. 2, p. 171.

(3) Pour le commerce de contrebande dans l'Amérique espagnole, voyez Robertson's Hist. Amer., vol. 3, p. 271. — Voyage de Depons. chap. 8.

merciales à renverser la prospérité de l'Espagne, à étouffer ses libertés, et à établir une tyrannie politique. L'expulsion des Juifs et des Maures, les plus industrieux des sujets de l'Espagne, fut un coup mortel porté à l'agriculture et aux manufactures du royaume (1).

L'histoire entière de l'Espagne pourrait être écrite en lettres de sang. Les guerres presque continuelles qui, pendant l'espace de mille ans, agitèrent violemment la monarchie, doivent être placées au nombre des causes principales de sa dépopulation

(1) Il est impossible d'évaluer le nombre de sujets que perdit la monarchie espagnole par l'expulsion des juifs et des maures. Les écrivains diffèrent beaucoup entre eux dans ce calcul; mais ceux qui furent le mieux informés et dont l'estimation est la plus modérée, comptent entre deux et trois millions. C'était la partie la plus industrieuse du peuple, les meilleurs agriculteurs et les plus habiles artisans. Les émigrations en Amérique ont été considérées par plusieurs écrivains comme l'une des causes de la dépopulation de l'Espagne. Cette opinion était déjà admise dès l'année 1519. Dans les débats qui eurent lieu lors de l'élection de l'empereur, l'archevêque de Trèves, qui s'opposait aux prétentions de Charles V, se servit de cet argument : « L'Espagne, dit-il, « est si dépeuplée par les émigrations continuelles pour « l'Amérique, qu'elle ne peut armer un grand nombre de « troupes. » Sleid. Comment., book 1, fol. 43. M. Brougham cependant a démontré clairement que ces émigrations ne pouvaient pas beaucoup diminuer la population de l'Espagne. Col. Pol. vol. 1, p. 383, etc.

et de sa décadence. Aussi long-temps que le sceptre des Musulmans asservit à ses lois une grande partie de l'Espagne, ces guerres furent ordonnées par une sage politique : la sûreté, la paix et la prospérité des royaumes chrétiens, nécessitaient l'extinction de cette puissance hostile et formidable. Ferdinand atteignit ce grand objet : son successeur, Charles V, éleva la monarchie espagnole au plus haut degré de splendeur. Mais le règne guerrier de ce prince épuisa les ressources; les belliqueux Espagnols, dont la valeur faisait le principal appui de sa puissance, étaient constamment occupés à soutenir la gloire de leur souverain dans des querelles entièrement étrangères aux intérêts de leur pays. Le règne tyrannique de Philippe II et la révolte des Pays-Bas complétèrent cette réunion de causes qui menaçaient d'entraîner la monarchie vers sa ruine. Depuis le règne de Ferdinand jusqu'à la mort de Philippe IV, une succession de rois et de ministres éblouis de leur grandeur et abusant de leur puissance avaient regardé le peuple seulement comme un aliment propre à la guerre; et aussi long-temps qu'ils purent lever de l'argent et des hommes, ils furent ennemis de la paix. Leur ambition entraîna l'Espagne dans les replis d'une politique étrangère : son sang et ses trésors furent répandus avec profusion dans les Pays-Bas, en Allemagne, en France et en Italie; tant de guerres meurtrières ruinèrent son commerce, épuisèrent ses forces et anéantirent ses

libertés. Après avoir promené ses regards sur ce tableau affligeant de l'Espagne, on éprouve quelque douceur en voyant qu'à l'époque à laquelle son sceptre passa de la maison d'Autriche dans celle de Bourbon, un faible rayon de son ancienne gloire vient présager des règnes désormais moins funestes (1).

(1) Les mêmes causes qui nuisirent au bonheur politique de l'Espagne, furent défavorables aux progrès des lettres. Cependant, malgré les entraves que l'inquisition mit aux ouvrages de l'esprit, les Espagnols firent preuve de génie; et s'ils n'ont pu atteindre, à l'égal des autres nations, toutes les hauteurs de la science, ils cultivèrent avec succès les arts et la littérature. L'Espagne a produit d'excellents écrivains dans plusieurs genres : leur poésie est digne d'éloges. Lord Holland, dans la vie du célèbre Lopez de la Vega, a répandu beaucoup de lumières sur l'histoire littéraire de l'Espagne. Les artistes espagnols se sont aussi distingués dans la peinture et la sculpture.

CHAPITRE XI.

Le duc d'Anjou monte sur le trône d'Espagne sous le nom de Philippe V. — Intrigues de la faction autrichienne. — Mesures conciliantes du nouveau roi. — Guerre entre la France et l'empereur. — Efforts de la faction autrichienne en Espagne. — Révolte de Naples. — Opérations en Italie. — Les flottes françaises et espagnoles détruites dans le port de Vigo par les Anglais. — Réforme dans les finances de l'Espagne. — Dissensions dans les conseils. — Le roi de Portugal entre dans la ligue formée contre la maison de Bourbon. — L'archiduc Charles arrive à Lisbonne. — Succès d'une incursion de Philippe sur le territoire de Portugal. — Bataille de Hochstet. — Les Anglais prennent Gibraltar. — L'archiduc débarque en Espagne et réduit la Catalogne. — Il est assiégé dans Barcelone. — Philippe fait sa retraite sur Madrid. — Il est forcé de quitter sa capitale. — Charles est proclamé roi. — Bataille de Ramillies. — Charles est obligé de se retirer et Philippe rentre dans Madrid. — Bataille de Turin. — Révolte de Naples. — Succès du duc de Berwick. — Bataille d'Almanza. — Révolte de Sardaigne. — Bataille de Malplaquet. — Philippe quitte une seconde fois Madrid. — Succès du duc de Vendôme. — Paix d'Utrecht. — Réduction des Catalans.

Les dernières dispositions de Charles II avaient été tenues dans le plus profond secret; l'ambassadeur d'Autriche se flattait que l'archiduc était reconnu

successeur. Il attendit longtemps l'issue du grand conseil qui se tint immédiatement après la mort du roi, et rien n'égala son étonnement lorsqu'il sut que l'influence de la cour de Versailles l'avait emporté sur celle de Madrid. Louis XIV parut en être également surpris; bien qu'il soit difficile de croire qu'on lui eût fait, ainsi qu'à l'empereur, un secret du testament de Charles. Il parut hésiter; mais le résultat de ses délibérations fut qu'il acceptait le testament de Charles, et qu'il était déterminé à le soutenir de tout son pouvoir. Il chercha à justifier cette infraction au traité de partage; il disait que, s'il ne se conformait pas à la lettre de cet acte, c'était pour mieux en observer l'esprit, qui était de conserver la tranquillité de l'Europe; objet auquel on ne pouvait atteindre si le territoire de l'Espagne était divisé entre plusieurs princes.

Si les puissances voisines, qui ne redoutaient rien tant que l'accroissement de pouvoir de la maison de Bourbon, ne furent point convaincues de la solidité des arguments de Louis XIV, elles se trouvèrent néanmoins dans la nécessité de se soumettre à la volonté de ce monarque. Les ressources de Léopold avaient été épuisées dans les guerres longues et sanglantes qu'il avait soutenues contre la France et la Porte-Ottomane; et sa faiblesse ne lui permettait de faire que des remontrances inutiles. Le roi d'Angleterre, Guillaume III, dans le dépit que lui causait le renversement de ses projets favoris, aurait eu im-

médiatement recours aux armes si le parlement ne se fût opposé à ce dessein; le peuple ne voulait pas augmenter la dette publique et sacrifier son commerce en s'engageant dans une nouvelle guerre dont l'objet était tout-à-fait étranger à ses intérêts (1).

Louis avait rassemblé des armées nombreuses pour soutenir les prétentions de son petit-fils dans le cas où elles auraient éprouvé de l'opposition; mais la faction française avait su lever tous les obstacles en
A. D. Espagne. Le cardinal de Portocarrero proclama le duc
1701. d'Anjou roi d'Espagne sous le nom de Philippe V. Le nouveau monarque se rendit aussitôt à Madrid. La Flandre Espagnole, le Milanez et le royaume de Naples reconnurent son autorité. Ainsi, quoique les intrigues les plus compliquées eussent occupé pendant long-temps les cabinets de Madrid, de Versailles, de Vienne, de Londres et de Rome, la couronne d'Espagne passa de la maison d'Autriche à celle de Bourbon; et, tandis que l'empereur présentait aux cours étrangères des mémoires contre l'injustice de cette mesure, le duc d'Anjou montait paisiblement sur le trône d'Espagne.

Cependant il existait à Madrid un parti formidable attaché à la maison d'Autriche. L'ambassadeur de l'empereur protesta contre la validité du testament de Charles II. Le confesseur de ce prince affirma

---

(1) Voy. Smoll. Cont. of Hume's History of England, vol. 1, book 1, ch. 6.

que le roi, à ses derniers moments, lui avait déclaré que l'importunité de la faction française lui avait arraché ce testament. Le grand inquisiteur soutint cette assertion, et la reine mère se prêta aisément à des intrigues qui tendaient à donner de l'influence au parti autrichien. Les mesures énergiques du cardinal Portocarrero déjouèrent leurs projets; il bannit le confesseur, éloigna du conseil le grand inquisiteur, et fit donner ordre à la reine, au nom de Philippe, de se retirer à l'Escurial.

Le nouveau monarque cherchait à se concilier l'affection de ses sujets par sa conduite, ses manières affables et la réforme des abus. Il diminua le nombre des emplois inutiles, retrancha une grande partie des dépenses de sa maison, et abolit presque toutes les sinécures qui avaient été créées sous les derniers règnes.

Le trône de Philippe semblait être fermement établi. En épousant la fille du duc de Savoie, il croyait s'être assuré à jamais de l'alliance de ce prince; les cours de Londres et de Lisbonne, les états de Hollande et l'électeur de Bavière l'avaient formellement reconnu. Louis XIV, par un excès d'ambition, nuisit à la prospérité de son petit-fils et à celle de ses propres sujets. Le pouvoir et l'influence de la maison de Bourbon s'étendaient depuis Anvers jusqu'à Gibraltar, et des Alpes jusqu'au mont Etna; les riches régions de l'hémisphère occidental lui étaient soumises; mais Louis XIV n'était point encore satisfait,

et sa présomption décida la cour de Vienne à agir hostilement. Il força le duc de Mantoue à recevoir une garnison française. L'empereur, qui avait alors réuni toutes ses forces, prit aussitôt les armes pour soutenir l'indépendance de l'Italie. Cent mille soldats, couverts des lauriers qu'ils avaient remportés sur les Turcs, se réunirent sous les aigles impériales. L'élite de cette armée fut confiée au prince Eugène, dont les talents militaires avaient ébranlé la puissance ottomane, et devaient un jour abaisser la grandeur de Louis XIV. Ce prince avait à venger les insultes qu'il avait reçues dans sa patrie (1). Le prince Eugène entra en Italie à la tête de trente
A. D. 1701. mille hommes, et défit l'armée française, qui eut l'imprudence de l'attaquer dans ses retranchements, à Chiari, sur les rives de l'Oglio.

Les succès des Impériaux ranimèrent les espérances du parti autrichien en Espagne. Le goût des peuples pour la nouveauté ne manque jamais de répandre de l'éclat sur le commencement de chaque règne, et les acclamations qui saluèrent Philippe V lors de son entrée à Madrid n'étaient peut-être dues qu'à l'administration désastreuse de ses prédéces-

(1) Le prince Eugène était fils du comte de Soisson et d'Olympe Mancini, l'une des nièces du cardinal Mazarin. Il demanda un régiment au roi; mais ayant été refusé, il alla servir l'empereur contre les Turcs, et devint un adversaire formidable pour Louis XIV.

seurs. Mais cette impression fut promptement effacée; Philippe, par un décret qui accordait aux pairs de France le même rang et les mêmes distinctions dont jouissaient les grandesses, irrita l'orgueil des Castillans. Un grand nombre de nobles se détachèrent de lui; et parmi eux se trouvait le comte de Melgar, amiral de Castille, qui avait été réputé l'un des plus habiles ministres de Charles II, et qui, ayant été exilé de la cour par le cardinal Portocarrero, s'était attaché à la maison d'Autriche, et engageait secrètement l'empereur à soutenir par les armes les droits de sa famille.

La position dans laquelle se trouvait la maison de Bourbon était délicate : toutes les puissances étaient prêtes à fondre sur elle. Le parlement anglais, en refusant de s'engager dans une nouvelle guerre, avait seul mis une digue à ce torrent impétueux; Louis XIV, par un acte inconsidéré, souleva contre lui la nation anglaise, et les ennemis de ce monarque agirent alors de concert. Jacques II venait de mourir à St-Germain : Louis, bien qu'il eût déja, par le traité de Riswick, reconnu Guillaume III roi d'Angleterre, donna au prince de Galles le vain titre de roi, que son père avait eu jusqu'à sa mort. Les Anglais, qui jusqu'alors s'étaient opposés à la guerre, furent exaspérés par cette insulte. Un bill d'*atteinder* fut porté contre Jacques III, et l'indignation de Guillaume, fut ressentie par toutes les classes du peuple. Il profita de l'effervescence des esprits,

hâta les préparatifs de la guerre; et une triple alliance fut conclue secrètement entre les cabinets de Londres, de Vienne et de La Haye.

L'influence de la faction autrichienne commençait alors à se faire sentir en Catalogne et à Naples. La première de ces provinces était sourdement excitée à la révolte par les mécontents : à Naples, une violente insurrection avait eu déja lieu; et les deux partis s'étaient battus avec acharnement dans les rues jusqu'à ce que la présence des troupes du duc de Popoli eut établi la supériorité de la faction française. L'état d'agitation de cette belle province détermina Philippe à visiter ses possessions italiennes. Arrivé à Naples, ce prince récompensa ceux qui s'étaient montrés zélés pour sa cause, et pardonna à ses ennemis sans aucune restriction. Il remit aussi au peuple les arrérages des taxes considérables qui étaient dues à la couronne. Les Napolitains, touchés de la clémence et de la générosité de leur souverain, lui offrirent un don libre de sept cent mille ducats, comme une preuve de leur reconnaissance.

A. D. En Italie les évènements de la guerre étaient va-
1702. riés et incertains. Le maréchal de Villeroi avait été surpris dans Crémone, et fait prisonnier; mais la ville était restée au pouvoir des Français, et le prince Eugène avait dû se retirer. Le duc de Vendôme succéda au maréchal de Villeroi dans le commandement de l'armée d'Italie : ce petit-fils de Henri IV était intrépide comme lui, doux et bienfaisant. Il déploya

de grands talents dans ses dispositions judicieuses pour la bataille de Luzara. Philippe donna, dans cette occasion, des preuves signalées de sa valeur personnelle; le combat fut long et sanglant. Les deux partis réclamèrent la victoire; mais les avantages en restèrent aux Français, qui réduisirent, peu après, Luzara et Guastalla.

La ligue entre l'empire, l'Angleterre et les Provinces-Unies était conclue; Guillaume, après avoir réussi à former cette alliance, n'en put voir les résultats. Des fatigues continuelles avaient épuisé sa constitution faible et délicate; une chute de cheval hâta 8 mars
les progrès de la maladie, et il mourut à l'âge de 1702.
cinquante-deux ans, laissant la réputation de l'un des plus grands généraux de l'Europe à cette époque. Sa mort consterna les alliés. Son successeur, la reine Anne, adopta ses plans, et donna au célèbre Marlborough le commandement en chef des troupes qui devaient agir en Flandre. Les flottes combinées de l'Angleterre et de la Hollande ayant à bord douze mille anglais se présentèrent devant Cadix; mais, trouvant cette ville défendue avec intrépidité par une garnison nombreuse et un gouverneur habile, elles attaquèrent dans le port de Vigo la flotte espagnole et française, qui était composée de vingt-trois vaisseaux de guerre et de treize galères richement chargées. Comme les trésors que ces bâtiments avaient à bord étaient une des principales ressources de Philippe pour continuer la guerre, toutes les

royaume en état de défense ; il fallut s'emparer d'une partie des trésors qui avaient été soustraits des bâtiments attaqués dans le port de Vigo par les Anglais. Ce fut le cardinal d'Estrées qui suggéra cette mesure à laquelle le cardinal Portocarrero et le duc de Medina-Cœli s'opposèrent en vain. Ce dernier était président du conseil des Indes ; il démontra les graves inconvénients auxquels on s'exposait en interceptant les remises qui appartenaient aux négociants. On n'eut point égard à ses remontrances, et cette violation du droit de propriété accrut le nombre des mécontents.

La cour de Madrid était alors divisée entre les cardinaux d'Estrées et Portocarrero. Le premier insistait pour qu'une armée française fût introduite dans le royaume ; c'était, suivant lui, le seul moyen d'assurer la tranquillité et la sûreté de l'Espagne. Portocarrero considérait cette mesure comme injurieuse à la nation, et priait le roi de se reposer sur la fidélité et la valeur de ses sujets espagnols ; mais ses conseils furent rejetés, et son influence diminua rapidement. L'esprit de cabale qui agitait alors le cabinet de Madrid semblait dominer toute l'Europe. Les cours négociaient secrètement entre elles. Le duc de Savoie, ayant obtenu de l'empereur la promesse de plusieurs villes fortes et du riche territoire qui est entre le Pô et le Tanaro, abandonna la cause de son gendre, et se joignit à la coalition formée contre la maison de Bourbon. Le roi de

Portugal espérant aussi pouvoir étendre ses domaines et partager les dépouilles des Espagnols, reconnut l'archiduc. Le nombre des ennemis de la maison de Bourbon augmentait à chaque instant et ne parvenait point encore à ébranler sa puissance et sa prospérité. Sur tous les points où la guerre était portée les succès étaient presque balancés entre les divers partis. Si le duc de Marlborough et le prince Eugène avaient pris plusieurs villes importantes de la Flandre, en Allemagne les impériaux avaient été battus : une victoire décisive remportée par le maréchal de Villars et l'électeur de Bavière, la prise d'Augsbourg et les succès du maréchal de Tallard, ouvraient aux Français la route de Madrid.

L'archiduc Charles venait d'arriver à Lisbonne se reposant entièrement sur l'amiral de Castille qui avait en Espagne un grand nombre de partisans; Philippe surprit la correspondance du comte de Melgar et s'assura des principaux chefs de la conspiration. Afin de prévenir son rival, ce prince fit une incursion sur le territoire du Portugal, réduisit la forteresse de Portalègre, ravagea le pays jusques aux rives du Tage, et fit cinq mille prisonniers. Ce succès passager fit place aux plus grands revers. Le danger dont l'empereur était menacé réunit dans le cœur de l'Allemagne toutes les forces de la confédération germanique, et les plaines de Hochstet devinrent célèbres par la victoire que le prince Eugène et le duc de Marlborough remportèrent sur les A. D. 1704.

Français et les Bavarois. Dix mille hommes des meilleures troupes de France et de Bavière périrent dans le combat; le maréchal Tallard, commandant l'armée, fut fait prisonnier avec treize mille de ses soldats; cent pièces de canon tombèrent au pouvoir des alliés, dont les pertes montèrent à quatre mille cinq cents hommes tués et huit mille blessés ou faits prisonniers (1). Cette bataille eut des suites importantes et fit prendre à l'empereur une attitude offensive. Il s'empara des domaines de l'électeur de Bavière; les confédérés passèrent le Rhin et portèrent en Alsace leurs armes victorieuses.

En Espagne, l'état des affaires devenait chaque jour moins favorable à la maison de Bourbon; ce fut à cette époque que l'Angleterre fit la conquête de Gibraltar, conquête qu'elle a depuis conservée. Quatre mille Anglais sous les ordres du prince de Hesse-Darmstadt parurent devant Gibraltar: la garnison, se reposant sur la force naturelle de la place, considérait toute précaution comme inutile, et négligeait ses devoirs. Les Anglais montèrent sur le mole l'épée à la main: la garnison n'étant nullement préparée à l'attaque d'un fort qui paraissait inexpugnable, se rendit au premier assaut; et Gibraltar est resté, depuis, une dépendance de l'empire britannique.

---

(1) Smollet's Contin. of Hume's Hist. of England, vol. 1, book 1, cap. 3.

Des discussions s'élevèrent dans les conseils des confédérés au sujet de cette acquisition importante. Le comte de Melgar voulait que l'on en profitât pour porter la guerre dans l'Andalousie, assurant que, si les alliés devenaient maîtres de cette province, la capitale du royaume et les deux Castilles seraient obligées de se soumettre, puisque c'était des provinces méridionales qu'elles tiraient la plus grande partie de leur subsistance. L'archiduc, ayant résolu de commencer la conquête de l'Espagne par l'invasion de la Catalogne, rejeta ce plan.

Au milieu des dangers dont le royaume était menacé, la cour de Madrid ne s'occupait que d'intrigues. Le cardinal Portocarrero ne se trouvant plus assez d'influence dans les affaires, quitta le ministère; le cardinal d'Estrées fut rappelé en France; le duc de Grammont aspirait à gouverner l'Espagne avec cette même autorité que Richelieu et Mazarin avaient eue en France. Il fit ôter le commandement de l'armée au duc de Berwick, fils naturel de Jacques II roi d'Angleterre, pour nommer à sa place le maréchal de Tessé. Une vaine tentative que fit ce nouveau général pour reprendre Gibraltar détruisit une grande partie des troupes espagnoles; ce revers entraîna la disgrace du maréchal de Tessé, et devint fatal au pouvoir et à l'influence du ministre. Dans ces fréquents changements les Espagnols ne pouvaient remarquer, sans indignation, qu'ils semblaient être les seuls auxquels leur souverain n'accordait

pas de confiance, et que les Français occupaient tous les hauts emplois. Les nobles excitèrent des mécontentements parmi le peuple : la désaffection devint presque générale, et l'esprit de révolte fit de rapides progrès.

A. D. 1705. L'armée d'Espagne se consumait devant Gibraltar. Les Portugais entrèrent dans l'Estramadure et réduisirent les villes de Salvatierra, Albuquerque et Alcantara. L'archiduc, accompagné du comte de Péterborough et du prince de Hesse-Darmstadt, s'embarqua, avec dix mille hommes, sur la flotte anglaise et hollandaise qui vint le prendre à Lisbonne. Une partie de ces forces débarqua sur la côte de Valence : Charles III fut proclamé roi, et l'on promit à ceux qui embrasseraient sa cause une exemption générale de taxes; un grand nombre d'Espagnols suivit ses drapeaux. Tortosa et Lérida ouvrirent leurs portes; l'archiduc vint rejoindre ce corps d'armée avec le reste de ses troupes près de Barcelone. Les confédérés assiégèrent la ville par terre et par mer. La garnison était peu nombreuse et les habitants disposés à se rendre, mais le duc de Popoli ayant pénétré dans la place excita ceux qui étaient attachés au parti de Philippe à faire une vigoureuse défense. Le prince de Hesse-Darmstadt fut tué en attaquant le fort Montjoie, et les alliés eussent été peut-être forcés de lever le siége si le magasin aux poudres n'eût sauté. Le fort fut entr'ouvert par cette violente explosion, et le gouverneur demanda

à capituler. Le comte de Péterborough donna dans cette occasion un bel exemple de grandeur d'ame et d'autorité militaire. Pendant que le gouverneur traitait avec le général anglais des principaux articles de la capitulation, il entendit dans la ville les cris tumultueux des ennemis et s'écria, « Vous nous avez « trahi, et vos troupes ont surpris la ville. » « Il faut « que ce soit les soldats du prince Hesse-Darm-« stadt, répondit Péterborough; laissez-moi entrer « avec mes Anglais, et aussitôt que l'ordre sera ré-« tabli je reviendrai seul achever avec vous le traité. » Il eût été inutile de douter de sa sincérité: il fut admis. Se hâtant de pénétrer dans toutes les rues où les Allemands se livraient au pillage, les Anglais les contraignirent à sortir de la ville et à rendre le butin qu'ils avaient pris. Péterborough revint aux portes signer la capitulation, au bruit du juste tribut d'éloges que les Espagnols donnèrent à sa générosité.

La mort de l'empereur Léopold n'avait point diminué l'ardeur des confédérés; son fils Joseph avait hérité de ses projets et de son trône. L'état critique des affaires d'Espagne fit rappeler le duc de Berwick; on espérait qu'il réparerait les malheurs qu'on ne lui avait pas permis de prévenir. Il reçut l'ordre d'observer les mouvemens des Portugais et d'arrêter leurs progrès, tandis que Philippe suivi de vingt mille hommes de vieilles troupes s'avançait en Catalogne. L'archiduc, n'ayant que des forces très-inférieures,

vaste théâtre de guerre. A Ramillies, l'armée française, sous les ordres du maréchal de Villeroi, fut défaite par le duc de Marlborough : la perte qu'elle essuya dans cet engagement fut évaluée différemment par les partis opposés ; toutefois il paraît certain que les Français eurent huit mille hommes tués ou blessés et six mille prisonniers (1). La bataille de Ramillies fut surtout très-importante par ses conséquences. Louvain, Bruxelles, Anvers et Gand ouvrirent leurs portes aux vainqueurs : Ostende ne résista que dix jours : Menin se rendit après six semaines de siége ; et, avant la fin de la campagne, Ath et Dendermonde se soumirent aux armes des confédérés.

Les affaires de Philippe étaient également malheureuses en Espagne : des pertes répétées resserrèrent son autorité, et son trône fut menacé. Tolède avait reconnu Charles ; Alicante avait été soumise par la force des armes ; et le comte de Santa Cruz avait livré Carthagène et les débris de la flotte espagnole aux alliés. Philippe, renfermé dans la Vieille-Castille avec moins de dix mille hommes, paraissait devoir céder à l'archiduc ; le maréchal de Vauban était tellement persuadé de l'impossibilité de remédier à ses affaires, qu'il lui conseilla de s'embarquer pour l'Amérique avec ses partisans.

L'habileté du duc de Berwick et la mauvaise con-

(1) Smoll. Contin. Hume, vol. 1, book 1, chap. 9.

duite des alliés conservèrent à Philippe une couronne prête à lui échapper. La vie molle et paresseuse que les Anglais et les Portugais menèrent à Madrid ne leur fut pas moins fatale que les délices de Capoue l'avaient été à l'armée d'Annibal. Le comte de Galway et le marquis de Los Minos perdirent plus d'un tiers de leurs troupes par les excès et les débauches, pendant leur séjour dans la capitale de l'Espagne. Le duc de Berwick intercepta leurs convois et les força à se retirer devant lui. Philippe rentra dans Madrid, après une absence de trois mois, et consacra les premiers moments de son retour à réprimer la faction autrichienne. Le duc de l'Infantado, le patriarche des Indes, le comte de Lemos et plusieurs autres furent arrêtés et emprisonnés; le duc de Najeta, les comtes d'Oropesa, de Haro et Galvez avaient suivi les confédérés dans leur retraite, mais leurs biens furent confisqués, et leurs dépouilles remplirent les coffres épuisés de Philippe.

Ce prince reprit Alcantara et Carthagène peu de temps après son retour; ce succès fut contrebalancé par la perte des îles Majorque et Iviça. En Italie, la gloire et les intérêts de la maison de Bourbon reçurent un échec plus dangereux. Le duc de Vendome avait battu les troupes de Victor Amédée et investi sa capitale. Il fut rappelé en Flandre pour y réparer les fautes du maréchal de Villeroi, et la conduite du siége de Turin fut confiée au maréchal la Feuil-

lade, tandis que le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin commandaient l'armée d'observation. La ville était réduite à toute extrémité lorsque le prince Eugène, après une marche savante, longue et pénible, opéra sa jonction avec le duc de Savoie à Asti, et s'avança au secours de Turin. Les retranchements des assiégeants furent forcés; le maréchal de Marsin fut tué et le duc d'Orléans blessé : l'armée à demi détruite fit une retraite précipitée; et cette journée décisive enleva à la maison de Bourbon, Milan, Mantoue et le Piémont.

A. D. 1707. Les effets de la bataille de Turin s'étendirent jusqu'à Naples. Les princes d'Avellino, Montesarco et Bariati, le duc de Montaleon, secrètement attachés aux intérêts de l'Autriche, excitèrent les Napolitains à la révolte en faisant courir le bruit que Philippe voulait céder Naples à la France. Le duc d'Escalona, vice-roi, afin d'appaiser l'indignation générale, jugea à propos de renvoyer les troupes françaises, mais leur départ fut le signal de l'action pour les conspirateurs. Une armée autrichienne s'approcha de la ville pour les seconder : les citoyens ouvrirent leurs portes aux Allemands, et abjurèrent le serment d'obéissance qu'ils avaient fait à Philippe : en peu de temps l'exemple de la capitale fut suivi dans tout le royaume. Le duc d'Escalona soutint un siège vigoureux dans Gaëte, mais la place fut prise d'assaut, et le vice-roi fut emmené prisonnier à Naples.

En Allemagne, le maréchal de Villars battit les Impériaux, et pénétra du Rhin jusqu'au Danube. Le duc de Berwick déploya en Espagne les talents d'un général habile, et ses efforts furent couronnés par le succès. La bataille décisive qu'il remporta à Almanza sur l'armée anglaise et portugaise commandée par le comte de Galway, contribua à décider du sort de l'Espagne. La perte de cette bataille mémorable fut attribuée au manque de courage et aux mauvaises manœuvres des Portugais; on pourrait plus justement faire tout l'honneur de la victoire aux talents supérieurs du duc de Berwick et à la valeur de la cavalerie espagnole. Cinq mille hommes de l'armée confédérée furent tués, dix mille furent faits prisonniers : toute l'artillerie, les bagages, cent vingt drapeaux tombèrent au pouvoir des vainqueurs; et le comte de Galway, blessé très-dangereusement, s'échappa avec difficulté, et se réfugia dans la ville de Tortosa (1).

Le duc d'Orléans prit le commandement de l'ar-

(1) Un corps considérable de cavalerie portugaise ayant été rompu et mis en fuite dès la première charge, la plus grande partie de l'armée fut obligée de mettre bas les armes et de se rendre. Le général portugais, le marquis de Los Minos, se distingua par sa valeur et fut dangereusement blessé, après avoir vu sa maîtresse favorite tuée en combattant à ses côtés, sous l'habit d'une amazone. L'armée alliée forte de près de 16,000 hommes fut presque détruite. Smoll. Cont. Hume, vol. 2, book 1, chap. 9.

mée le lendemain de la bataille d'Almanza, et sut mettre à profit les avantages qui étaient dus au talent et à la fortune de Berwick. Il réduisit la ville de Valence et reprit toute la province; il entra dans Saragosse presque sans opposition, et, après un siége de onze jours, se rendit maître de Lérida, qui jusqu'alors avait déjoué les efforts des plus habiles généraux. Tandis que le duc d'Orléans obtenait en Espagne de grands succès, le prince Eugène avait subjugué presque toute l'Italie, et envahissait la France. De concert avec le duc de Savoie, il s'avança le long de la côte de Provence, et mit le siége devant Toulon; mais cette fois son heureuse fortune l'abandonna, et sa retraite fut aussi précipitée que celle de Charles-Quint après qu'il eut échoué dans la même entreprise en 1536 (1).

La maison de Bourbon commençait à prendre de la supériorité, lorsque la révolte de Sardaigne éclata. La forteresse d'Oran, ce monument du génie audacieux de Ximénès, fut arrachée à l'Espagne, à cette même époque, par l'empereur de Maroc. De nouveaux succès firent oublier ces revers. Le maréchal de Villars réduisit plusieurs places fortes de l'Italie: Tortosa fut pris par le duc d'Orléans, et Alicante par le général Asfeldt. Le duc de Vendôme avait

(1) Hénault remarque que toutes les invasions de la France par des armées autrichiennes venant d'Italie furent infructueuses. Hénault, ad an. 1707.

remporté de grands avantages en Flandre dès l'ouverture de la campagne. Les habitants de Gand et de Bruges, séduits par l'or de Louis XIV, avaient ouvert leurs portes aux troupes de ce monarque; mais le prince Eugène et le duc de Marlborough battirent complètement les Français sur les rives de l'Escaut, près d'Oudenarde (1). Lille, malgré ses fortifications construites par Vauban et la belle défense du maréchal de Boufflers, fut pris par les confédérés après un siége opiniâtre et meurtrier. Bruges et Gand se rendirent avant la fin de la campagne.

Une guerre aussi longue et soutenue sur des points aussi éloignés avait épuisé les immenses ressources de Louis XIV, et devenait un fardeau insupportable pour la France : les défaites que l'armée avait essuyées décourageaient la nation; une année rigoureuse ayant détruit les récoltes, le peuple commençait à ressentir les cruels effets de la famine, et se livrait au désespoir. Louis XIV, accoutumé depuis longtemps à l'éclat d'un règne prospère, ne supportait que très-difficilement le poids de ces nombreuses calamités. Il consentit à demander la paix. Les négociations s'ouvrirent à La Haye. Louis XIV offrait de céder la monarchie espagnole à la maison A. D. 1709.

(1) Suivant le président Hénault, les Français perdirent encore plus de monde dans la retraite qu'ils firent de nuit, qu'ils n'en avaient laissé sur le champ de bataille. Hén. ad an. 1707.

d'Autriche, de rendre à l'empereur toutes les conquêtes qu'il avait faites dans le Haut-Rhin, de donner plusieurs places fortes à la Hollande, de reconnaître le titre de la reine Anne au trône britannique, et de ne plus donner en France un asile au prétendant. Ces concessions immenses furent cependant jugées insuffisantes. Les confédérés voulaient que Louis XIV s'engageât à chasser son petit-fils de l'Espagne. Cette condition humiliante fut rejetée avec indignation, et le monarque français résolut de continuer la guerre. Malheureusement pour la maison de Bourbon, la discorde régnait à la cour de Madrid. Le duc d'Orléans, prenant peut-être avantage de l'admiration que sa valeur et ses succès avaient excitée en Espagne, fut soupçonné d'aspirer à monter sur le trône qu'il était appelé à défendre. Philippe, devenu jaloux, obligea ce prince à quitter l'Espagne et fit arrêter tous ceux que l'on supposa attachés à ses intérêts. Les cabales de la cour décidèrent le cardinal Portocarrero à quitter sa retraite, et le premier conseil que ce grand homme d'état donna à Philippe, fut de ne plus conserver au ministère aucun français. Le duc de Médina-Cœli fut élevé au rang de premier ministre et le marquis de Bedmar fut nommé secrétaire d'état. Ces choix ranimèrent l'enthousiasme de la nation espagnole : les nobles déclarèrent qu'ils étaient prêts à faire les plus grands efforts, et le haut clergé contribua largement au soutien d'un prince qu'il reconnais-

sait pour son souverain. C'était au cardinal Portocarrero qu'on devait le changement favorable qui venait de s'opérer dans les esprits; mais il mourut au moment même où ses talents et ses services étaient le plus nécessaires à l'Espagne : il était âgé de soixante-quinze ans.

Le maréchal de Villars venait d'être rappelé de l'Italie pour prendre le commandement de l'armée en Flandre. Il se posta dans les environs de Malplaquet et fortifia son camp avec beaucoup de diligence. Il voulait empêcher Mons de tomber au pouvoir des confédérés : on prétend que du 9 au 10 septembre il avait pour lui la supériorité du nombre, et qu'il aurait pu attaquer l'ennemi avec avantage : le président Hénault suppose que le maréchal de Villars ne voulait point exposer une armée qui était la dernière ressource de la France (1). Le 11, les troupes alliées, qui avaient soumis Tournai quelques jours auparavant, sortirent de cette ville et opérèrent leur jonction avec le prince Eugène et le comte de Marlborough. Ces deux illustres généraux, ayant acquis ainsi une grande supériorité, attaquèrent le maréchal de Villars. La victoire fut disputée des deux côtés avec la même valeur et la même opiniâtreté (2). Quoique les alliés fussent restés

(1) Hénault, Abr. chron. an. 1709.

(2) Cette action fut la plus sanglante et la plus longue de toute la guerre. Hén. Abr. chron. an. 1709.

maîtres du terrain, les Français se couvrirent de gloire. Ils laissèrent huit mille hommes sur le champ de bataille, mais les alliés en perdirent plus du double. Le maréchal de Villars ayant été blessé, le maréchal de Boufflers prit le commandement et effectua sa retraite avec une telle habileté, qu'il ne laissa derrière lui ni canon ni prisonniers(1). Les alliés assiégèrent Mons, et la prise de cette place importante fut un des premiers résultats de la bataille de Malplaquet.

A. D. 1709. La campagne suivante s'ouvrit d'une manière très-défavorable pour la maison de Bourbon. En Flandre, les villes de Douai, Saint-Venant, Aire et Béthune, furent prises par les alliés. Les factions et les intrigues continuaient à troubler l'Espagne. Le duc de Médina-Cœli, premier ministre, fut convaincu de haute-trahison : il avait abusé des secrets de l'état et donné aux négociations une fausse direction, pour traiter avec la Hollande d'une paix séparée. Il fut comdamné à mort : Philippe commua la peine en une prison perpétuelle. L'archiduc Charles et ses alliés redoublaient d'efforts pour arracher à ce prince le sceptre, que des trahisons domestiques faisaient vaciller dans ses mains. Les batailles d'Almanza et de Saragosse, gagnées par l'archiduc, dont l'inexpérience était compensée par l'habileté du comte de Stahremberg, mirent Philippe dans une position extrêmement difficile, attendu que

(1) Hén. Abr. chron. ad. an. 1709.

Louis avait besoin de toutes ses troupes pour garantir son royaume d'une invasion. Charles avait pris possession de Saragosse; et s'il avait su profiter de ses avantages, il aurait pu s'établir momentanément sur le trône d'Espagne. Mais au lieu de poursuivre les vaincus, il eut la vanité de vouloir entrer en triomphe dans Madrid. Philippe fut une seconde fois obligé de quitter sa capitale et de se retirer à Valladolid. La jalousie que les grands d'Espagne avaient conçue pour les Français fut oubliée dans ce moment d'adversité, et ils se joignirent à leur souverain pour obtenir de Louis XIV qu'il leur envoyât le duc de Vendôme. Ce célèbre général passa les Pyrénées avec un petit corps de cavalerie; et l'évènement démontra tout ce qu'un grand homme est capable de faire. Philippe n'avait presque plus de troupes ni d'argent; mais Vendome sut créer des ressources. Son affabilité, sa franchise et sa valeur lui concilièrent l'affection de toutes les classes de la société; il donna l'élan au caractère généreux des Espagnols, et, en peu de temps il eut trente mille hommes de troupes sous ses ordres. La plus grande partie de ces troupes n'était pas disciplinée, mais la confiance qu'elles avaient dans les talents de leur général les électrisa, et elles se crurent propres à tout entreprendre. Le duc de Vendôme, profitant de leur enthousiasme, marcha droit à Madrid. Philippe rentra dans sa capitale, et Charles fut contraint à son tour de se retirer dans Barcelone.

Ni les rigueurs de l'hiver, ni les plaisirs que lui offrait la cour de Madrid, ne purent faire poser les armes à Philippe. Pendant cette lutte opiniâtre et sanglante il avait appris combien il est nécessaire de mettre à profit les avantages du moment; à peine eut-il reçu les félicitations de ses sujets, qu'il quitta Madrid. Le roi d'Espagne et le duc de Vendôme passèrent le Tage, et emportèrent d'assaut la ville de Brissuega, où cinq mille anglais commandés par le général Stanhope furent obligés de se rendre prisonniers. Le comte de Stahremberg s'avançant précipitamment pour secourir cette place, fut mis en pleine déroute près de Villa-Viciosa. Dans cette action importante, qui décida en quelque façon du sort de l'Espagne, l'aile droite de l'armée espagnole était commandée par Philippe, le duc de Vendôme conduisait l'aile gauche. Les alliés firent une honorable résistance, mais elle fut infructueuse; ils perdirent plus de six mille hommes : le comte de Stahremberg fit une belle retraite. Après cette victoire, Philippe entra en triomphe dans Saragosse, et courut à de nouveaux succès.

Le roi de France renouvela dans le cours de l'année ses propositions de paix, et l'on tint un congrès à Gertrudenburg. Les alliés avaient confié la conduite des négociations au prince Eugène et au duc de Marlborough, les deux personnes qui étaient les plus intéressées à prolonger la guerre. Elle était pour ces deux généraux un moyen sûr d'augmenter leur

fortune et de parvenir aux places les plus importantes dans l'état; il n'est point étonnant qu'ils aient mis des obstacles à la paix. Les demandes extravagantes des alliés furent un exemple mémorable des intrigues des ministres et des généraux, qui trouvaient à satisfaire leur cupidité en prodiguant le sang et les trésors du peuple. Louis XIV, afin de mettre un terme aux malheurs de son royaume épuisé par la guerre et la famine, alla jusqu'à faire offrir aux alliés de donner l'argent nécessaire pour faire détrôner son petit-fils; mais, peu satisfaits encore de l'humiliation à laquelle le roi de France se soumettait, ils insistèrent pour qu'il joignît ses troupes aux leurs dans la guerre qu'ils faisaient à Philippe V. Cette dure condition paraît n'avoir été imposée que pour faire rompre les négociations, et les suites qu'elle entraîna montrent à quel point il est pernicieux de se confier à des hommes qui sacrifient à leur intérêt privé celui de la nation. A. D.
Dans le cours de la campagne suivante les succès 1711.
de Philippe ne furent mêlés d'aucun revers. Gironne, après une vigoureuse défense, fut pris par le duc de Noailles, et la province d'Aragon fut complètement réduite par le marquis d'Arpagon. En Flandre, le général français Montesquiou força le poste d'Arleux et remporta un grand avantage sur les alliés. Le duc de Marlborough reprit Bouchain, et termina par cette conquête sa longue et brillante carrière militaire.

Au moment où Louis était presque réduit au désespoir, la paix qu'il avait vainement essayé d'obtenir par les concessions les plus humiliantes, devint le résultat de deux évènements imprévus. Les courtisans, jaloux de l'ascendant du duc de Marlborough, représentèrent à la reine Anne que ce général, pour satisfaire ses vues ambitieuses, faisait porter aux Anglais le principal fardeau d'une guerre de laquelle ils ne pouvaient retirer aucun profit. La faction qui était pour la guerre n'eut bientôt plus d'influence à la cour d'Angleterre : on forma un nouveau ministère ; les parents du duc de Marlborough perdirent leurs emplois ; on limita le pouvoir du général, et on prit la résolution de lui ôter le commandement de l'armée. Vers cette même époque l'empereur Joseph mourut à la fleur de son âge ; et son frère, l'archiduc Charles, compétiteur de Philippe, monta sur le trône impérial. La crainte qu'on ne vît un jour réunis dans une seule main les sceptres de France et d'Espagne, avait allumé la guerre ; les alliés virent avec une égale jalousie que leurs opérations joindraient la monarchie espagnole au trône impérial et aux possessions héréditaires de la maison d'Autriche. Ces considérations firent une impression profonde sur la reine d'Angleterre, qui résolut de délivrer ses sujets d'une guerre meurtrière et ruineuse, et de quitter la coalition, si les alliés s'obstinaient à continuer les hostilités. Anne offrit à Philippe de renoncer à ses prétentions sur

la couronne de France, ou de céder l'Espagne au duc de Savoie, en conservant pour apanage les états du duc, jusqu'à ce qu'il lui fût possible de monter sur le trône de Louis XIV. Philippe n'hésita pas long-temps entre ces deux partis: impatient de s'assurer, par l'abandon d'une prétention éloignée et douteuse, la possession d'une couronne dont il jouissait déja, il renonça dans les termes les plus précis à la succession française; il fut en conséquence reconnu par l'Angleterre et la Hollande, et ses ambassadeurs furent admis au congrès d'Utrecht.

A Vienne on tenait encore pour la guerre; et le prince Eugène fut envoyé à Londres pour faire rompre les négociations. Il fut reçu à la cour avec les honneurs dus à ses talents, mais il n'opéra aucun changement dans les décisions des ministres anglais, qui voulaient absolument la paix.

Le duc de Marlborough, tout à fait en défaveur A. D. 1712. à la cour, fut privé de ses emplois; le duc d'Ormond prit le commandement de l'armée. Ce nouveau général n'eut pas l'occasion de prouver à quel point il était digne de remplacer le duc de Marlborough. Le congrès d'Utrecht avait amené les négociations vers une heureuse issue; une suspension d'armes était conclue entre la France et l'Angleterre, et le duc d'Ormond retira ses troupes de l'armée alliée. Cette défection rendit les forces du prince Eugène bien inférieures à celles de ses adversaires, et lui ôta les moyens de continuer la guerre avec avan-

tage. En Espagne, il n'y eut rien de remarquable que le siège de Gironne, que les alliés furent obligés de lever après avoir perdu huit mois devant cette forteresse.

A. D. 1713. Dans le cours de l'année suivante, le congrès d'Utrecht acheva ses travaux. L'Angleterre, la Hollande, la Prusse, le Portugal et la Savoie signèrent des traités de paix séparés avec les rois de France et d'Espagne. Philippe confirma ses renonciations à la couronne de France pour lui et ses descendants; et les ducs d'Orléans et de Berri abandonnèrent leurs prétentions à la succession espagnole. Toutes les villes que la France et l'Espagne possédaient en Flandre lors de la paix de Ryswick, furent données aux Provinces-Unies pour servir de barrière contre la maison d'Autriche. Louis et Philippe garantirent la succession de la couronne d'Angleterre à la branche régnante: Gibraltar et l'île de Minorque furent cédés définitivement à la Grande-Bretagne. Philippe céda la Sicile à son beau-père, le duc de Savoie, qui prit le titre de roi, et qui obtint en échange de la vallée de Barcelonnette et de ses dépendances, la restitution de la Savoie, du comté de Nice, et du territoire qui est entre le Piémont et les Alpes. L'Espagne et le Portugal se rendirent mutuellement leurs conquêtes et reprirent leurs anciennes limites. Charles avait laissé l'impératrice à Barcelone; et désirant retirer les forces qu'il avait dans cette ville pour renforcer l'armée du prince Eugène,

il signa une convention qui stipulait l'évacuation de la Catalogne et la neutralité de l'Italie; mais en Allemagne la guerre continua entre les maisons d'Autriche et de Bourbon, bien que l'Espagne ne prît presque aucune part à cette querelle.

Ainsi se termina cette guerre longue, sanglante et compliquée, qui, en dépit des efforts d'une si puissante coalition, fit passer la couronne d'Espagne, de la maison d'Autriche à la maison de Bourbon. Les principales causes des mauvais succès des alliés furent, l'absurdité de leur système de guerre, et leur obstination à refuser de traiter de la paix. L'influence du parti de Marlborough à Londres faisait prodiguer en Flandre et en Allemagne le sang et les trésors de l'Angleterre; le duc y remportait de brillantes mais inutiles victoires, pendant que l'Espagne, principal but de la guerre, était négligée, et que les généraux anglais qu'on y employait ne recevaient que des secours insuffisants. Si l'on eût envoyé en Espagne la moitié seulement des forces qui étaient portées en Flandre, la maison de Bourbon eût été pour jamais exclue de ce trône.

Toutefois le royaume de Philippe V n'était point encore tranquille. Le feu des discordes civiles, après avoir éclaté dans toutes les parties de l'Espagne, s'était concentré dans la Catalogne. Ses courageux habitants étaient en état d'insurrection : les dernières assurances du comte de Stahremberg leur avaient appris qu'ils pouvaient aspirer au rétablis-

sement de leurs anciens priviléges; mais ils ne tardèrent point à s'apercevoir combien étaient vaines les espérances que leur avait données l'empereur. Ils implorèrent la protection de l'Angleterre; la reine Anne fut sourde à leurs sollicitations. De tous les princes qui s'étaient dernièrement engagés avec joie dans une guerre dont le but était de conserver l'éclat de leurs couronnes, aucun ne put être touché des cris d'un peuple qui se débattait pour défendre ses libertés; et les puissances qui avaient si récemment encouragé sa révolte le flétrissaient des noms de rebelle et de traître.

Avant que les Catalans eussent préparé leurs moyens de défense, les armées de Philippe entrèrent dans la province et marquèrent leur passage par le carnage et la dévastation : le courage des Catalans n'en fut point ébranlé. Obligés d'abandonner le pays ouvert, ils arborèrent l'étendard de la liberté sur les murs de Barcelone, où quarante mille citoyens armés et seize mille paysans et vieux soldats résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. La paix de Rastadt, conclue entre l'empereur et le roi de France, permettait à Louis XIV de donner des secours à son petit-fils. Le duc de Berwick alla rejoindre avec cinquante bataillons français les nombreuses troupes de Philippe. Cinquante escadrons de cavalerie ravagèrent le pays ouvert; vingt régiments d'élite formèrent le siége de Barcelone, quatre-vingt-sept pièces de gros calibre y fu-

rent employées : une flotte française bloquait l'entrée du port.

Ni la crainte du châtiment, ni le pardon qu'on leur offrait, ne purent engager les Catalans à déposer les armes : la restitution de leurs priviléges était le prix qu'ils mettaient à leur soumission ; et la cour de Madrid ne voulait rien accorder. Quoique le duc de Berwick eût reçu des ordres positifs de poursuivre le siége avec vigueur, ce général jugea qu'il était imprudent de hasarder l'attaque du fort Montjouï. Les batteries étaient ouvertes depuis près d'un mois, lorsqu'une brèche fut faite au bastion de Santa-Clara ; les assaillants parvinrent à s'y loger ; mais ils furent attaqués avec une impétuosité irrésistible et chassés du bastion : ils y perdirent mille hommes. Ce revers, et la valeur désespérée des assiégés, déterminèrent le duc de Berwick à ne plus hasarder d'attaques partielles. Il résolut de raser la place afin, disait-il, qu'il pût y entrer en ordre de bataille. Pendant soixante et un jours les batteries foudroyèrent constamment les fortifications et les ouvrirent en sept endroits différents. Le duc, pour la dernière fois, somma la ville de se rendre ; mais telle était l'inflexibilité de la résolution des citoyens que, bien que leurs provisions fussent presque épuisées, et qu'ils n'eussent aucun espoir d'être secourus, ils bravèrent encore les assiégeants et refusèrent d'écouter aucune offre de capitulation. Le 11 septembre 1714 l'assaut général fut ordonné ; les Ca-

talans repoussèrent cette attaque avec une impétuosité égale à celle de leurs adversaires. Les prêtres et les moines même coururent sur les brèches et combattirent avec le courage du désespoir. Mais la lutte était trop inégale pour que les Catalans pussent résister : chaque partie de la ville devint un champ de bataille : les habitants, repoussés de rues en rues, reculèrent jusqu'à la nouvelle cité, où ils se rallièrent encore avec un courage indomptable. Accablés par le nombre, le massacre fut affreux ; ceux des habitants qui survécurent, épuisés de faim, de soif et de fatigue, demandèrent à parlementer (1). Les seules conditions qu'ils purent obtenir furent de conserver la vie et d'être préservés du pillage. Depuis cette époque, Barcelone a toujours été retenue dans l'ordre par une forte garnison ; toutefois la cour de Madrid, après avoir si souvent éprouvé les effets de l'esprit turbulent et courageux des habitants, a prudemment évité de les plonger dans le désespoir ; et, sous les rois de la maison de Bourbon, la Catalogne a été délivrée de plusieurs des restrictions et des mesures oppressives qui ont prévalu dans les autres provinces de l'Espagne (2).

---

(1) Hén. Abr. chron. ad an. 1714.

(2) Voyez Townsend's Travels, vol. 2, p. 61, 227, 284. — Swinburn's Travels, p. 268, 424. — Bourgoing, Tableau de l'Espagne moderne, tome 1, p. 89. — II, p. 276. — III, p. 268.

CHAPITRE XII.

Intrigues de la cour de Madrid. — Caractère d'Orri, contrôleur des finances. — Ses réformes. — Origine, élévation et caractère de Jules Albéroni. — Ses vastes projets. — — Comment ils échouent. — Alliance des cours de Versailles, de Londres, de Vienne et de La Haye. — Guerre qu'elle entraîne. — Disgrace d'Albéroni. — Ses aventures. — Signature de la paix. — Expédition heureuse contre les Maures. — St-Ildefonse. — Philippe résigne la couronne à son fils Louis. — Mort de ce jeune prince. — — Philippe reprend le sceptre. — Élévation du duc de Riperda. — Guerre de peu de durée entre l'Espagne et l'Angleterre. — Seconde expédition contre les Maures. — — Coalition des cours de Madrid, de Versailles et de Turin contre l'empereur. — Les Espagnols battent les Impériaux à Bitonto, et reprennent Naples et la Sicile. — La paix se conclut. — Don Carlos reconnu roi des deux Siciles. — Guerre entre l'Espagne et l'Angleterre. — Les Anglais détruisent Porto-Bello. — Leur expédition infructueuse contre Carthagène. — Coalition contre la reine de Bohême et de Hongrie. — Les Espagnols envahissent l'Italie. — Ils sont défaits à St-Lazaro. — Mort de Philippe V. — Son caractère. — Effets de son règne.

Le trône de Philippe V était fermement établi; tout le royaume était rentré dans la soumission; la cour seule offrait une vaste arène où les factions se disputaient. La mort lui avait enlevé une épouse

chérie âgée seulement de vingt-cinq ans, au moment où la paix d'Utrecht lui eut permis de jouir du bonheur public. La nation paya à sa mémoire le juste tribut d'un sincère regret; le roi fut inconsolable : la vue de l'Escurial redoublant sa douleur, il se retira avec ses enfants dans le palais de Médina-Cœli, et abandonna le soin des affaires à ses ministres. La princesse des Ursins, favorite de la reine, fut presque la seule personne qu'il admît en sa présence; cette princesse acquit par là un tel ascendant sur l'esprit du roi, qu'elle fut soupçonnée d'élever ses vues jusqu'au trône. Elle fit rappeler Orri à l'administration des finances. C'était pour cette partie l'homme le plus habile : ses efforts furent surprenants; les revenus du roi s'accrurent; la marine et les autres établissements militaires prospérèrent. Ses vues, peut-être trop étendues, l'entraînèrent au-delà des bornes qu'il aurait dû se prescrire et nuisirent au bien qu'il voulait opérer. Son dessein était de changer les coutumes et la manière de vivre des Espagnols, et de les faire passer de l'indolence à l'activité. Ce projet ne put réussir. Ses réglements déplurent aux grands par les restrictions sous lesquelles ils se trouvaient placés : le clergé et l'inquisition, dont Orri eut l'imprudence d'attaquer le pouvoir, se joignirent aux nobles; et la multitude, qui devait cependant retirer les plus grands avantages de ces réformes, les condamna uniquement parce qu'elles étaient contraires aux usages de ses

ancêtres. Le mécontentement devint général : les ennemis du ministre et de la favorite firent entendre leurs clameurs ; la princesse des Ursins et son protégé Orri dûrent bientôt céder à l'influence d'un nouveau rival.

Jules Alberoni était natif du duché de Plaisance, en Italie. Ses parents, quoique pauvres, eurent assez de protection pour le faire admettre dans les ordres. Alberoni commença sa carrière ecclésiastique par être chapelain d'un noble italien. Le duc de Vendôme le remarqua, l'attacha à sa personne, et lui accorda bientôt sa confiance et sa faveur. Lorsque le duc de Vendôme alla relever en Espagne la fortune chancelante de Philippe V, Alberoni marcha à ses côtés. La mort subite et prématurée de Vendôme obscurcit un moment l'horizon d'Alberoni : un autre moins audacieux et moins habile se fût laissé accabler par ce malheur ; Alberoni captiva la faveur de la princesse des Ursins, qui obtint du duc de Parme de le choisir pour son ministre auprès de la cour de Madrid. Par une suite d'intrigues que le succès couronna, il fit conclure un mariage entre Philippe et Isabelle Farnèse, fille du duc de Parme, et héritière des duchés de Parme, de Plaisance, et de Toscane. Son premier objet fut d'obtenir le renvoi de sa bienfaitrice la princesse des Ursins, et du ministre Orri. Il y réussit en alarmant la jalousie de la jeune reine sur l'ascendant de la princesse, qui reçut l'ordre de quitter un royaume qu'elle avait

gouverné avec un empire absolu. Orri, déja criminel aux yeux de la nation, fut enveloppé dans la disgrace de sa protectrice; toutefois la haine qu'il avait excitée lorsqu'il était en place ne le suivit pas dans sa retraite. La voix publique rendit justice à ses talents et à son activité : on lui doit l'établissement de l'académie royale de Madrid, monument honorable de son zèle pour la littérature.

Les intrigues de cour sont dirigées si fréquemment par des intérêts entièrement séparés de ceux des états, qu'en général elles méritent à peine une place dans l'histoire. Cependant, lorsqu'elles font apparaître un caractère extraordinaire, ou lorsqu'elles produisent un changement important dans les affaires publiques, il est nécessaire de les faire connaître; telles furent celles qui amenèrent une révolution dans le cabinet espagnol. Le titre de comte fut le premier fruit que recueillit Alberoni de ses intrigues. Après le renvoi d'Orri il fut nommé premier ministre; et son activité fut encore excitée par le désir de surpasser son prédécesseur. Sous ses auspices l'Espagne commença à prendre un rang plus imposant dans le système politique : une armée de cent mille hommes tenue toujours au complet fut commandée par d'habiles officiers; la marine fut recréée et portée à soixante-dix vaisseaux de guerre. Ainsi un prêtre italien sut redonner l'essor à toute une nation : l'Espagne reconnut son génie, et l'Europe entière eut bientôt raison de redouter son ambition.

Le caractère sacré dont Alberoni était revêtu, loin de modérer en lui l'amour du pouvoir, servit de masque à ses projets. Son zèle affecté pour l'autorité papale lui fit obtenir de Clément II la dignité de cardinal : il sut inspirer à l'empereur une sécurité trompeuse en protestant de ses dispositions pacifiques; mais tout en lui était faux, excepté la ferme volonté de rétablir en Italie l'ascendant de l'Espagne.

La guerre dans laquelle l'empereur s'engagea pour soutenir les Vénitiens contre la Porte Ottomane fut favorable aux vues d'Alberoni; ce ministre vit avec joie que les armées autrichiennes fussent envoyées sur les frontières de la Hongrie. Déguisant sa pensée sous l'apparence du zèle le plus vif pour les intérêts de la religion chrétienne, il alla même jusqu'à envoyer une escadre au secours de Corfou, et contraignit la flotte ottomane à se retirer. Sa politique artificieuse lui suggéra les moyens d'éluder la vigilance des puissances européennes; et Clément II lui permit de lever le dixième des revenus ecclésiastiques pour continuer de faire la guerre aux infidèles. Cet argent fut prélevé, mais ne servit point contre les Turcs; et le même prétexte qui avait trompé le pape servit encore à couvrir les apprêts militaires qui étaient destinés à une guerre bien différente.

A. D. 1716.

Le premier échec qu'Alberoni éprouva vint des dispositions pacifiques du régent de France, qui re-

fusa de s'unir à lui. Les succès brillants que les impériaux remportaient sur les bords du Danube ne lui étaient pas moins défavorables : le prince Eugène avait gagné sur les Turcs deux victoires décisives, il avait pris Belgrade, et forcé la Porte à conclure un traité de paix à Passarowitz. Ces évènements au lieu d'intimider Alberoni semblèrent plutôt l'exciter à faire de nouveaux efforts. Ses projets se compliquèrent; il étendit ses négociations jusques au nord, et projeta une alliance entre Pierre-le-Grand et Charles XII, qu'on avait vus, il y avait peu de temps, ennemis implacables. Ces deux rois devaient envahir la Grande-Bretagne et remettre sur le trône la famille des Stuarts. En même temps, les ministres espagnols près de la Porte Ottomane sollicitaient cette puissance de reprendre la guerre contre l'Autriche, et Alberoni ourdissait une conspiration en France dans le dessein d'enlever la régence au duc d'Orléans.

Ces projets si vastes et si compliqués échouèrent; la mort du roi de Suède, tué au siége de Friedrickshal en Norwège, empêcha l'invasion de la Grande-Bretagne, le Czar ne voulant point tenter seul cette entreprise : les Turcs refusèrent de s'engager dans de nouvelles guerres. La conspiration contre le régent de France fut découverte au moment où tout était prêt pour l'exécution. Les cours de Londres, de Versailles, de Vienne et de la Haye, s'unirent entr'elles pour paralyser les efforts d'Alberoni. Mais

A. D. 1718.

tandis que ces cours négociaient, Alberoni mit les forces de l'Espagne en mouvement. Un armement composé de douze vaisseaux de ligne, cent bâtiments de transport, et quinze mille hommes de vieilles troupes commandés par le marquis de Leyda, sortit du port de Barcelone et prit possession de l'île de Sardaigne. L'approche de l'hiver suspendit les opérations, et donna le temps à l'empereur et à ses alliés de revenir de leur surprise.

Dès le commencement du printemps suivant le marquis de Leyda, qui avait achevé la conquête de la Sardaigne, passa en Sicile et réduisit Messine; ce fut là le terme des succès des Espagnols. Cinquante mille Autrichiens traversaient l'Italie; et une flotte anglaise de vingt voiles parut dans la Méditerranée. L'amiral anglais Byng, après avoir transporté en Sicile un corps considérable d'impériaux, attaqua, à la vue de l'île, la flotte espagnole commandée par le marquis de Gastanaga. L'amiral espagnol avait un plus grand nombre de vaisseaux, mais ceux-ci ayant été originairement construits pour le commerce étaient inférieurs à ceux des Anglais. De vingt-sept vaisseaux dont cette flotte était composée, vingt-un furent pris ou détruits : six mille espagnols furent tués ou faits prisonniers ; et le marquis de Leyda fut obligé d'évacuer la Sicile.

Cette lutte devenait trop inégale pour laisser à l'Espagne quelque espoir de succès. La supériorité maritime des alliés avait été établie par la destruc-

tion de la flotte espagnole. Vigo fut attaqué et pillé par les Anglais; l'armée française commandée par le duc de Berwick, dont les talents avaient affermi la couronne sur la tête de Philippe, et qui devait alors réprimer l'ambition de son ministre, réduisit les forts de St-Sébastien et de Fontarabie. Les désastres de la guerre retombèrent sur celui qui en était l'auteur. Le duc de Parme, père de la reine d'Espagne, voulait rendre la tranquillité à l'Italie; n'y trouvant d'obstacles que dans l'inflexibilité d'Alberoni, il représenta fortement à Philippe V les malheurs dont l'Europe était menacée par l'ascendant dangereux de ce ministre turbulent. L'influence de la reine et celle de son père prévalurent; Alberoni reçut l'ordre du roi de quitter Madrid sous huit jours et les territoires de l'Espagne dans l'espace de
A. D. 1719. trois semaines. Ce coup, frappé si subitement, et les difficultés qu'il faisait naître, eussent accablé un esprit moins ferme et moins audacieux, mais Alberoni ne courba jamais sous le poids de l'adversité. Toute l'Europe semblait liguée contre lui; il était banni de l'Espagne et ne voyait aucun lieu dans lequel il pût se retirer en sûreté. Il était haï en Allemagne et redouté en France. L'inimitié du duc de Parme ne lui laissait aucun espoir de se reposer dans son pays natal. Rome et l'Angleterre étaient fermées pour lui : le roi de la Grande-Bretagne avait les plus fortes raisons de lui en vouloir; et le pape, outré d'avoir été la dupe de ses artifices, le poursui-

vait avec une animosité implacable. La réunion de tant de princes contre le fils d'un obscur paysan, prouve à quel point ils redoutaient son génie et son ambition, et a été aussi favorable à la réputation d'Alberoni qu'elle fut fatale à son repos. Ayant obtenu un passeport pour l'Italie, il fut attaqué près de Gironne et eut un domestique tué; étant poursuivi par une bande d'assassins employés par ses ennemis personnels, il s'échappa à pied et déguisé. Il erra pendant quelque temps en Italie, sous un faux nom, et se fixa ensuite à Gênes. Il fut arrêté dans cette ville à la sollicitation du pape et du roi d'Espagne, mais les Génois se repentant bientôt de cette infraction aux lois de l'hospitalité lui rendirent la liberté. La mort de Clément II termina son exil. Protégé par le pape Innocent XIII, il revint à Rome; et telle était l'influence de cet homme remarquable que, dans plus d'une élection, il ne lui manqua qu'un très-petit nombre de voix pour monter sur le trône papal.

La retraite de ce ministre ambitieux calma l'Europe. Philippe acquiesça aux arrangements de la quadruple alliance. La Sicile passa à la maison d'Autriche; et le duc de Savoie acquit en échange la Sardaigne avec le titre de roi de cette île. La reversion de Parme, de Plaisance et de Toscane fut promise à don Carlos : les Français évacuèrent les forteresses de St-Sébastien et de Fontarabie; et malgré le com-

bat inégal et infructueux dans lequel l'Espagne s'était engagée, elle conserva l'intégrité de son territoire.

Quoique la chute d'Alberoni eût rendu la paix à l'Europe, la nation espagnole était loin d'en être satisfaite. Éblouie par l'éclat de ses projets, elle imaginait que l'envie avait fait bannir de l'Espagne le seul ministre qui pût lui rendre son ancienne gloire. Afin d'imposer silence aux murmures et de se concilier l'affection de la multitude, les nouveaux ministres préparèrent une expédition pour délivrer Ceuta, qui depuis vingt-six ans était constamment assiégé par les infidèles. Plus de cent mille Maures avaient été sacrifiés dans cette entreprise et n'avaient pu prendre la place. La garnison espagnole avait déjoué les efforts des assiégeants, jusqu'à ce que l'or de l'empereur de Maroc attira dans son armée des ingénieurs anglais et français. Sous leur direction, les attaques tumultueuses des Maures devinrent régulières; les braves défenseurs de Ceuta commençaient à désespérer de pouvoir faire une plus longue résistance, lorsque le marquis de Leyda, qui s'était distingué dans la réduction de la Sardaigne et l'invasion de la Sicile, fut envoyé à leur secours. Vers le milieu de novembre 1719, il sortit du port de Cadix, et débarqua sur la côte d'Afrique seize mille soldats d'un courage éprouvé, et formés depuis long-temps à la guerre. L'armée maure, bien

supérieure pour le nombre, mais tumultueuse et sans discipline, ne put résister à leurs charges : elle abandonna avec précipitation son camp et son artillerie, et se réfugia dans les murs de Tetuan et de Tanger. Le marquis de Leyda fit réparer les fortifications de Ceuta, renforça la garnison, et revint en Espagne.

Toute la monarchie espagnole étant dans un état de parfaite tranquillité, Philippe résolut de se délivrer des soucis de la royauté, et de résigner la couronne à son fils. Élevé à la cour de Louis XIV, l'éclat d'un trône lui avait paru préférable aux douceurs d'une vie exempte d'inquiétudes; il reconnut bientôt combien il s'était trompé. Il avait régné pendant vingt-quatre ans : des guerres sanglantes et des troubles intérieurs avaient rempli les dix-huit premières années de ce règne si peu fait pour un prince naturellement disposé au repos, à la solitude, et à la mélancolie. La dévotion s'unit avec l'indolence pour lui rendre plus amers les soins que son élévation exigeait de lui. Aussitôt que ce monarque eût assuré la paix de son royaume, il craignit pour son ame, et se renferma à St-Ildefonse pour se livrer sans réserve à tous les exercices de piété.

A. D. 1720.

La fraîcheur et la tranquillité de la position de St-Ildefonse, situé au nord sur le revers des montagnes de Guadarama, qui le séparent de l'Escurial et des plaines du sud, avait attiré l'attention de Phi-

lippe (1). Il y fixa sa résidence : on y construisit un palais, et des sommes immenses furent employées à embellir cette retraite. La reine chercha vainement à le dissuader d'abdiquer la couronne; aussitôt que Philippe eut fait ses dispositions à l'égard de sa famille, ce monarque, âgé seulement de quarante ans, résigna le trône à son fils aîné Louis, prince des Asturies, afin d'employer le reste de ses jours à se préparer pour une autre vie.

Le jeune roi avait atteint sa dix-huitième année; ses talents et ses vertus donnaient aux espagnols les plus brillantes espérances. Mais son règne fut trop court pour laisser juger de son caractère : il mourut de la petite vérole la première année de son avènement. Son frère Ferdinand ayant à peine onze ans, Philippe se rendit à regret aux sollicitations des nobles et à celles de la reine, que seconda le confesseur du roi; il reprit le sceptre.

Le premier soin de Philippe fut de conclure un traité avec l'empereur afin que ses fils pussent lui succéder sans que de nouvelles discussions s'élevassent à ce sujet. Il renonça formellement à ses prétentions sur Naples, la Sicile, le Milanez et la

(1) Le palais de St-Ildefonse est à 15 milles nord-est de l'Escurial, et à 32 milles nord-ouest de Madrid. L'architecture offre peu de beautés; les jardins sont ornés de statues et de jets-d'eau; la vue est magnifique, on y découvre la ville de Ségovie, située à 9 milles de distance.

Flandre : l'empereur céda ses droits sur l'Espagne et les Indes, et confirma à don Carlos, le plus jeune des fils de Philippe, l'investiture des duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane, à la mort de leurs possesseurs.

Ces négociations furent conduites par le baron, depuis duc de Riperda. Hollandais d'origine, il avait été nommé envoyé extraordinaire près de la cour de Madrid. Ayant rempli avec succès la commission dont il avait été chargé, il se fixa en Espagne. Pour parvenir aux honneurs dont il était ambitieux, il abjura la religion protestante et se soumit aux doctrines de l'église romaine. Ce fut lui qui suggéra à Philippe l'idée d'un traité avec l'empereur, et l'ayant amené à une heureuse conclusion il fut créé duc et grand d'Espagne. Son autorité n'eut plus de bornes : toutes les places furent remplies par ses créatures, et toute l'Espagne parut lui être soumise. Sa chute fut aussi rapide que son élévation ; seulement les causes qui la précipitèrent sont restées inconnues. Ayant appris que le roi avait donné l'ordre de l'arrêter, il se réfugia dans la maison de l'ambassadeur anglais, mais il en fut arraché et renfermé dans le château de Ségovie. Après deux années de détention il parvint à s'échapper, gagna la côte d'Afrique, se fit musulman, et prit du service auprès de l'empereur de Maroc. Ainsi Riperda, après avoir quitté la Hollande comme envoyé de la Haye, devint en Es-

pagne catholique, grandesse et ministre, et mourut en Afrique musulman et bacha (1).

A. D. 1726. Les injures que le commerce anglais reçut dans les Indes occidentales de la part des Espagnols, donnèrent naissance à une guerre passagère entre les deux nations. L'amiral Hosier, envoyé avec une escadre anglaise pour s'emparer des galions qui étaient dans le port de Porto-Bello, périt, ainsi que la plupart de ses officiers, victime de maladies épidémiques; et les vaisseaux furent tellement endommagés par les vers qui infestent ces mers, qu'ils furent hors d'état de servir. Les Espagnols ne furent pas plus heureux que les Anglais. Ils assiégèrent Gibraltar pendant quatre mois, et, après avoir perdu près de dix mille hommes, ils furent obligés de lever le siége. Cette guerre, conduite avec aussi peu de vigueur et de succès des deux côtés, se termina par la médiation du cardinal de Fleury, et un traité fut conclu entre l'Espagne et l'Angleterre, lequel confirmait les stipulations de la quadruple alliance.

A. D. 1730 à 1731. La mort du duc de Parme faisait passer ce duché à don Carlos; cependant, malgré les nombreux traités qui avaient confirmé ses droits, il ne put prendre possession de cet héritage sans opposition de la part de la cour de Vienne. Philippe se prépara à soutenir son fils par la force des armes. Mais

(1) Il mourut en 1737 à l'âge de 57 ans. Voy. Moore's Lives of Alberoni and Riperda.

la puissante interposition de la France et de l'Angleterre força l'empereur d'adhérer aux premières stipulations : les forces qui avaient été réunies pour venger les droits de don Carlos en Italie, furent employées à étendre la gloire des armées espagnoles en Afrique. Le comte de Montemar, avec quarante-cinq vaisseaux de guerre et vingt-cinq mille hommes de troupes, fit voile vers la côte d'Afrique et débarqua près d'Oran. Il défit une armée maure, forte de quarante-cinq mille hommes, et poussa l'attaque avec une telle vigueur que la ville, quoique défendue par une nombreuse garnison, fut obligée de se rendre. Le comte de Montemar y laissa huit mille hommes sous les ordres du marquis de Santa Cruz et revint en Espagne. Les Maures le voyant partir reprirent courage, et rassemblant toutes leurs forces assiégèrent à la fois Oran et Ceuta. Ces attaques furent des plus meurtrières. Le duc de St-Blas, grand d'Espagne, perdit la vie dans une des sorties de la garnison de Ceuta : le marquis de Santa Cruz eut le même sort à Oran ; son successeur, le marquis de Miromesnil, fut tué, mais les Espagnols furent victorieux : les assiégeans laissèrent douze mille des leurs sur le champ de bataille; leur camp fut pris, et ils abandonnèrent totalement l'entreprise. Trois braves commandans espagnols périrent en défendant Ceuta et Oran ; la couronne dut à leur valeur la conservation de deux places importantes et la ruine des Maures.

A. D. 1732.

A. D. 1731 et 1734. Tandis que les armes de l'Espagne triomphaient en Afrique, ce royaume était sur le point d'être engagé dans de nouvelles hostilités. Depuis l'époque de l'établissement de don Carlos en Italie, les troupes espagnoles que ce prince avait avec lui alarmaient l'empereur. La reine d'Espagne cherchait à persuader Philippe de recouvrer Naples et la Sicile. Il était difficile que de telles dispositions ne nuisissent point à la paix. L'expulsion du roi Stanislas, qui fut opérée par les armes de l'impératrice Anne de Russie et celles de l'empereur Charles, ralluma le feu de la guerre dans la plus grande partie de l'Europe. Les Français se montrèrent jaloux de venger l'injure faite au père de leur reine; et le cardinal de Fleury partagea l'indignation générale. Trouvant les cours de Madrid et de Turin disposées à seconder ses desseins, ce ministre se départit de son système pacifique, et les trois puissances coalisées commencèrent les hostilités.

A. D. 1734. Le duc de Berwick, à la tête de l'armée française, commença ses opérations en passant le Rhin et en réduisant le fort de Kehll; il investit ensuite Philipsburg et fut tué d'un coup de canon en visitant la tranchée. Le marquis d'Asfeldt lui succéda dans le commandement, et continua le siége avec tant de vigueur et d'habileté que, malgré les efforts du prince Eugène, dont l'armée d'observation inquiétait les mouvements du marquis d'Asfeldt, Philipsburg fut obligé de se rendre. Les succès des Espa-

gnols en Italie furent encore plus rapides et plus importants que ceux des Français en Allemagne. Trente mille hommes de vieilles troupes sous don Carlos et le marquis de Montemar, le vainqueur d'Oran, s'avancèrent sur Naples. Le comte de Visconti, vice-roi de ce royaume, occupait, avec un corps de dix mille hommes, le poste avantageux de Bitonto, où il espérait, avec les renforts qui lui étaient promis, pouvoir résister aux forces supérieures de l'ennemi. Animés de la même ardeur que leur général le duc de Montemar, les Espagnols forcèrent les retranchements du vice-roi et détruisirent presque entièrement son armée : les drapeaux, l'artillerie, et la caisse militaire, furent pris ; et la victoire de Bitonto plaça don Carlos sur le trône de Naples.

Immédiatement après ce succès brillant, qui valut au comte de Montemar le titre de duc de Bitonto, cet habile général passa en Sicile avec vingt mille hommes. Les garnisons de Messine, de Syracuse et de Trépani furent obligées de se rendre, après une vigoureuse résistance ; et dans l'espace d'une année l'île entière fut soumise au sceptre de don Carlos.

Dans le nord de l'Italie les armes de la France étaient également triomphantes. Des revers si multipliés abaissèrent l'orgueil de l'empereur, et lui firent désirer la paix. Les puissances maritimes, qui commençaient à redouter l'agrandissement de la maison de Bourbon, intervinrent dans cette que-

relle, et firent conclure un traité à Vienne entre l'empereur, la France et l'Espagne. On s'efforça d'y concilier les intérêts divers des puissances belligérantes; l'empereur consentit, quoique à regret, à reconnaître don Carlos roi de Naples et de Sicile, et accepta, comme indemnité, les duchés de Parme et de Plaisance.

A. D. 1736. L'Espagne jouit alors de quelques moments de paix, qui furent cependant troublés par une altercation avec le pape. Quelques officiers espagnols ayant été massacrés par la populace de Rome, la cour de Madrid demanda la punition des assassins. Trop d'orgueil dicta la réponse du Souverain Pontife: le temps était passé où les foudres du Vatican suffisaient pour anéantir les rois. Philippe, quoique dévot, ne voulut point être l'esclave du pape. Il fit soutenir ses demandes d'un corps de troupes considérable; et Clément XII, convaincu qu'entre les armes spirituelles et les armes temporelles la lutte est toujours inégale, jugea plus prudent de livrer les coupables à la rigueur des lois. L'Espagne eut bientôt à déplorer la perte du marquis de Castellar, qui depuis la chute de Riperda, avait eu la surintendance des finances de la marine et avait dirigé les conseils de son souverain. Chaque branche de l'administration avait éprouvé les effets de son génie vivifiant; il expira au moment où ses services eussent été le plus nécessaires à son pays.

A. D. 1739. L'assiento ou contrat entre la Grande-Bretagne

et l'Espagne pour fournir les colonies espagnoles de nègres, quoique primitivement formé pour favoriser les intérêts commerciaux et les relations amicales des deux nations, produisit de nouvelles discordes. Par ce contrat, la compagnie de l'Assiento, outre le privilége d'envoyer annuellement à la foire de Porto-Bello un vaisseau chargé de marchandises européennes, obtint de plus la permission d'équiper, dans les ports de la mer du Sud, des bâtiments chargés du transport des nègres dans toutes les villes de la côte du Mexique et du Pérou, et de rapporter le produit de cette vente en lingots d'or et d'argent, sans être sujet à aucun droit d'exportation et d'importation. En conséquence de ces conditions, des comptoirs anglais furent établis dans toutes les principales villes de l'Amérique espagnole; et les marchands de la Jamaïque, ainsi que ceux des autres établissements anglais, furent en état de connaître les besoins des colonies espagnoles, et d'assortir et de proportionner leurs cargaisons à raison des demandes faites sur les marchés : de façon que le commerce de contrebande, auquel les taxes exorbitantes, imposées par le gouvernement espagnol sur le commerce des colonies, avait donné lieu, fut poussé à un point extraordinaire et donna des bénéfices incalculables.

Afin d'empêcher ce trafic, la cour de Madrid plaça des vaisseaux de guerre appelés garde-côtes, dans les parages où ce commerce frauduleux se fai-

sait le plus fréquemment, et leur enjoignit de poursuivre les bâtiments anglais qui n'avaient pas de destination légale. Il est probable que les commandants outrepassèrent les ordres qu'ils avaient reçus. Les Anglais les accusèrent d'avoir saisi, sous divers prétextes, des vaisseaux qui avaient droit de naviguer dans ces mers, et d'avoir traité les équipages avec inhumanité. Les Espagnols disputèrent aussi aux Anglais le droit de couper du bois dans la baie de Campèche, droit qui avait été souvent reconnu dans des termes généraux, sans être exactement défini. La cour de St-James fit des remontrances à celle de Madrid, et ne reçut que des réponses vagues qui ne produisirent aucun redressement. Les garde-côtes continuèrent et augmentèrent même leurs déprédations : un grand nombre de vaisseaux anglais furent confisqués, et leurs équipages condamnés à travailler aux mines du Potose. Le ministre anglais, sir Robert Walpole, ferma les yeux sur ces indignités afin de conserver la paix; mais la chambre des communes s'adressa au roi, et supplia sa majesté de convaincre l'Espagne que ses insultes ne pouvaient rester plus long-temps impunies. Une convention nouvelle eut lieu entre ces deux puissances. Le roi d'Espagne convint de payer quatre-vingt-quinze mille louis pour satisfaire aux plaintes des Anglais, et l'arrangement définitif entre les prétentions des deux nations fut ajourné à une prochaine discussion.

A. D. 1739. Mais la cour de Madrid négligea de payer la

somme qu'elle avait stipulée, sans donner aucune raison de ce délai. Les Anglais voulurent la guerre, et l'emportèrent sur les dispositions pacifiques de Walpole. Les hostilités commencèrent; l'amiral Vernon fut envoyé aux Indes occidentales avec six vaisseaux de ligne; il attaqua Porto-Bello, et démolit ses fortifications. La prise de cette place importante excita la cour de Madrid à faire les préparatifs nécessaires pour repousser une telle agression. Les flottes de l'Espagne ne pouvaient attaquer avec succès celles de l'Angleterre, elles se bornèrent à des déprédations. Les prises que firent les Anglais ne furent point en proportion de la supériorité de leur marine, et ils ne retirèrent pas de cette expédition d'aussi grands avantages que les premiers moments semblaient le présager. Un armement composé de vingt-neuf vaisseaux de ligne et d'un nombre presque égal de frégates, de quinze mille marins et de douze mille hommes de troupes de terre, devait attaquer Carthagène, l'une des plus importantes villes de l'Amérique espagnole. Diverses circonstances nuisirent au but de cette expédition. Par une négligence impardonnable, on ne mit à la voile que lorsque la saison déja trop avancée ne permettait plus de combattre. Les troupes anglaises étaient à peine débarquées près de Carthagène, que la mésintelligence se mit parmi les officiers de terre et de mer, et dérangea les opérations. Leurs premières tentatives furent cependant heureuses : ils se rendirent maîtres de

tous les forts situés à l'entrée de la baie; mais le marquis d'Essaba, auquel la défense de Carthagène était confiée, résolut de conserver la ville ou de s'ensevelir sous ses ruines : son énergie passa dans l'ame de ses soldats. Ils repoussèrent l'attaque vigoureuse que firent les Anglais sur le fort St-Lazare, et leur tuèrent beaucoup de monde : la garnison, encouragée par ce premier succès, fit plusieurs sorties dans lesquelles elle tailla en pièces les troupes qui lui étaient opposées. Une fièvre contagieuse, triste effet d'un climat brûlant et malsain, fit des progrès rapides dans le camp des Anglais. Près de vingt mille
A. D. marins et soldats périrent, soit par ce fléau, soit par
1740. le fer des Espagnols : les débris de l'armée se hâtèrent de quitter ces funestes rivages. Une petite escadre, commandée par le commodore Anson, avait été destinée à ravager les côtes du Chili et du Pérou; elle devait aussi coopérer au succès de l'entreprise dirigée par l'amiral Vernon et le général Wentworth. La cour de Madrid pénétra aisément que les deux escadres voudraient opérer leur jonction; elle envoya Joseph Pizarre avec des forces égales à celles du commodore Anson. Celui-ci passa le détroit de Magellan : Pizarre ne put doubler le cap Horn : les tempêtes détruisirent presque entièrement les deux escadres (1). Celle d'Anson fut réduite à un seul

(1) Voyez Anson's Voyages et Byron's Narrative.

vaisseau ; cependant il persévéra dans l'un des objets de sa destination, et brûla la ville de Paita sur la côte du Pérou, la défaite des anglais devant Carthagène ne lui permettant pas de rejoindre l'amiral Vernon. Il captura dans l'Océan Pacifique un galion revenant de Manilla, et qui portait une valeur de plus de trois cent mille louis. Les autres prises montèrent presque à la même somme ; après trois années de courses, il revint en Angleterre chargé de riches- A. D.
ses, et fut dignement récompensé. La guerre con- 1740.
tinuait depuis plusieurs années entre l'Espagne et l'Angleterre, et aucun des deux partis n'avait obtenu un seul succès important, lorsque la mort de l'empereur Charles VI remplit l'Europe de nouvelles discordes. La ligne masculine de la maison d'Autriche s'était éteinte avec ce prince : sa fille aînée, Marie Thérèse, épouse de François de Lorraine, grand-duc de Toscane, réclama les domaines de son père, auxquels les droits du sang et la sanction pragmatique, garantie par les principales puissances de l'Europe, lui permettaient de prétendre. Plusieurs compétiteurs issus des différentes branches de la maison d'Autriche se mirent sur les rangs. Philippe V fut de ce nombre ; il descendait de la fille de Maximilien III. L'ambition de son épouse, Élisabeth Farnèse, lui fit prendre les armes pour soutenir ses prétentions. Cette princesse ayant réussi à placer une couronne sur la tête de son fils aîné, désirait un sort pareil pour son second fils. Elle voulait réunir

le Milanez aux duchés de Parme et de Plaisance et en former un royaume pour don Philippe. Le roi de Prusse, à cette même époque, prétendait avoir des droits sur une partie considérable de la Silésie; il envahit cette province, et rendit encore plus formidable la ligue déja formée contre la jeune reine de Bohème et de Hongrie.

A. D. 1741. Cette circonstance favorisait les projets de l'Espagne; ses troupes passèrent en Italie : la France, séduite par l'espoir de faire de nouvelles acquisitions en Flandre, ne fit aucune difficulté de s'engager dans cette guerre. Une armée espagnole, commandée par le célèbre duc de Bitonto, fut transportée à Naples par les escadres réunies de la maison de Bourbon, et débarqua heureusement. Le duc de Bitonto trouva l'état des affaires de l'Italie bien différent de ce qu'il le croyait être. Le roi de Sardaigne, jaloux de la puissance de l'Espagne, avait fait un traité d'alliance avec Marie-Thérèse : ses efforts, joints à ceux des Anglais, qui menaçaient de bombarder la ville de Naples, obligèrent don Carlos à signer un traité de neutralité. Le duc de Bitonto ne fit aucune action digne de sa renommée. S'étant avancé jusqu'à Bologne, le roi de Sardaigne et les troupes impériales le contraignirent à la retraite, et il fut obligé de se réfugier sur le territoire napolitain. Cette disgrace occasiona son rappel : le comte de Gage lui succéda. Les Espagnols ne remportèrent aucun avantage en Italie, tandis qu'en Allemagne

les succès des Français furent rapides et brillants, mais passagers. Ils réduisirent la plus grande partie de la Bohème, et placèrent sur le trône impérial l'électeur Charles de Bavière : bientôt après, la fortune changea ; et la perte de l'armée devenait certaine sans les talents et le courage du maréchal de Belle-Ile, qui effectua une retraite mémorable. Les Français furent défaits aussi à Dettingen par le roi d'Angleterre Georges II. Les flottes des princes de la maison de Bourbon et celles de l'Angleterre n'obtinrent l'une sur l'autre aucun avantage décisif.

La guerre était poussée activement en Italie. Vingt A. D.
mille soldats français, sous les ordres du prince de 1743
Conti, rejoignirent les Espagnols; les deux nations à 1744.
rivalisèrent d'ardeur, et défirent le roi de Sardaigne dans la vallée de Château-Dauphin. Les Français et les Espagnols soutinrent leur réputation devant les murs de Coni : le roi de Sardaigne fut encore une fois défait. Les pluies d'automne causèrent des maladies dans le camp des assiégeants, et don Philippe fut obligé de lever le siége, et de se retirer dans le Dauphiné avec une armée couverte de lauriers, mais à demi détruite. Le roi des Deux-Siciles viola sa neutralité, et embrassa ouvertement la cause de don Philippe. Les Autrichiens s'avancèrent sur Naples, et remportèrent quelques avantages : l'armée, affaiblie par les maladies, fut obligée de se retirer.
Les Français gagnèrent en Flandre la bataille de A. D.
Fontenoi, qui les conduisit à d'autres conquêtes 1745.

plus importantes. Don Philippe réduisit en Italie la ville de Pavie, et termina cette campagne par son entrée triomphante à Milan.

La maison d'Autriche ayant conclu un traité de paix avec la Prusse, fut en état, au printemps suivant, de diriger toute son attention sur l'Italie. Le prince de Lichtenstein, entra dans ce pays avec quarante mille allemands, reprit Lodi, Guastalla et Parme. Son camp, placé à St-Lazare, près de Plaisance, fut attaqué par don Philippe et le maréchal de Maillebois, qui avait succédé au prince de Conti. Le combat fut opiniâtre et meurtrier; les Français et les Espagnols perdirent huit mille hommes, et don Philippe fut obligé de repasser le Pô.

A. D. Tel était l'état de la guerre lorsque Philippe V
1746. expira à l'âge de soixante-deux ans. Son règne, qui dura quarante-six années, est une période importante de l'histoire d'Espagne. Il fut le premier prince de la maison de Bourbon, qui régna sur ce royaume, et depuis son avènement le génie de la monarchie sembla se ranimer. La France, jusqu'alors ennemie dangereuse, devint une alliée puissante; et un changement aussi important dans ses relations politiques permettait à l'Espagne d'aspirer encore une fois à faire de nouvelles conquêtes. Toutefois il ne paraît pas que l'on puisse attribuer aux talents personnels de Philippe V l'amélioration qui s'était opérée dans l'état. Les traits les plus remarquables de son caractère furent sa douceur et son courage, dont il donna

des preuves incontestables pendant la guerre de la succession. Il montra beaucoup d'activité pendant les scènes tumultueuses de cette partie de son règne, quoiqu'il fût naturellement indolent et mélancolique. Les conseils énergiques de ses deux épouses et de ses ministres suppléèrent à sa faiblesse. Leur ambition entraîna le royaume dans des guerres inutiles, mais le commerce fut protégé; et ce fut sous le règne de Philippe V que l'on s'occupa sérieusement d'établir des rapports plus convenables entre l'Espagne et ses colonies. Depuis Charles-Quint, le commerce d'outre mer avait été abandonné à la seule ville de Séville, jusqu'à ce que les sables s'accumulant dans le Guadalquivir ne permirent plus aux grands vaisseaux de remonter cette rivière. Ce monopole fut ensuite accordé à la ville de Cadix en 1720. Les vaisseaux, dont le nombre était limité, se rendaient à la Vera Cruz, et les galions à Porto Bello; mais les restrictions les plus impolitiques entravaient le commerce. En 1740, la quarantième année du règne de Philippe V, des permissions furent accordées à des particuliers pour qu'ils pussent équiper des vaisseaux destinés à fournir des marchandises aux colonies américaines. Cette première modification dans le système restrictif du commerce colonial produisit les meilleurs effets, et amena de plus grandes améliorations. Ainsi, malgré l'indolence de Philippe V et l'ambition de ses épouses, il est

certain qu'il laissa le royaume dans une situation beaucoup plus favorable que lors de son avènement, et que son règne fut le commencement d'une ère nouvelle pour l'Espagne.

CHAPITRE XIII.

Avènement de Ferdinand-le-Sage. — Don Philippe et le maréchal de Maillebois évacuent l'Italie. — Gênes se rend aux Autrichiens. — Ceux-ci envahissent la France. — Issue désastreuse de cette entreprise. — Les Génois repoussent les Autrichiens. — Bataille d'Exilles. — Valeur des Piémontais. — Succès des maréchaux de Saxe et de Lowendahl en Flandre. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — — Lima est détruit par un tremblement de terre. — Mesures de Ferdinand à ce sujet. — Ses règlements pour le commerce et les finances. — Ce monarque refuse de s'unir à la France dans la guerre que cette puissance fait à l'Angleterre. — Ses efforts pour faire prospérer l'Espagne. — Sa mort. — Son caractère.

Ayant fait connaître les révolutions variées qui changèrent si souvent les destinées de l'Espagne, l'uniformité du demi-siècle qui va s'écouler entre cette période et celles des guerres de Bonaparte exige peu de détails. La mort de Philippe V fit passer la couronne sur la tête de son fils Ferdinand, âgé de trente-trois ans : les premiers actes de ce prince montrèrent toute la douceur de son caractère. Une amnistie fut accordée à tous les déserteurs et à ceux qui étaient hors la loi. Les malheureuses victimes de la superstition furent dégagées de leurs chaînes et rendues à la lumière. Les plus humbles

sujets eurent un libre accès auprès de leur souverain, qui reçut toujours avec bonté leurs pétitions ou leurs remontrances.

Engagé dans une lutte meurtrière, Ferdinand ne put, dès son avènement au trône, rendre son peuple aussi heureux qu'il le désirait. Il considérait la guerre comme le plus grand fléau de l'espèce humaine; mais comme il savait aussi qu'une paix durable ne peut être obtenue que par une attitude et des moyens formidables, il se prépara à mériter par la force de ses armes la gloire de donner la paix à son royaume. Don Philippe et le maréchal de Maillebois, alarmés de la mort de Philippe V, et ignorant les sentiments de son successeur, se retirèrent devant les armées réunies de l'Autriche et de la Sardaigne, dont la force numérique était de beaucoup supérieure à celle qu'ils pouvaient leur opposer. Les Espagnols, malgré les chaleurs excessives et les poursuites de l'ennemi, effectuèrent leur retraite sur Gênes. Ils y reçurent des dépêches du roi, qui les informaient de sa résolution de poursuivre la guerre avec vigueur. Les troupes ennemies s'avançaient rapidement; et malgré les sollicitations des Génois, don Philippe fut contraint de les abandonner à leur sort. L'armée espagnole continua sa retraite, et prit ses cantonnements en Savoie; l'armée française parvint, avec beaucoup de difficultés, à gagner les frontières de la Provence.

Après la retraite des Français et des Espagnols,

Gênes se rendit par capitulation au marquis de Botta, général autrichien. Marie-Thérèse, enorgueillie du succès de ses armes, voulut élever des trophées guerriers sur le territoire de la France, et fit désoler le Dauphiné par une armée de cinquante mille hommes, dirigée par le comte Brown. Aidé dans cette invasion par une escadre anglaise, Brown ne douta point qu'il ne parvînt à placer les aigles impériales sur les murs de Toulon et de Marseille, et à réussir dans une entreprise où Charles-Quint avait échoué. La funeste expédition de ce monarque aurait dû servir de leçon aux Impériaux; mais ils n'en voulurent point profiter, et méritèrent les malheurs qu'ils essuyèrent. Le maréchal de Belle-Ile succéda au maréchal de Maillebois dans le commandement de l'armée française, laquelle, après sa retraite, ne montait pas à plus de dix mille hommes. Les difficultés qu'il avait à surmonter étaient extrêmes; son habileté sut donner un nouvel aspect aux affaires. Les Espagnols ne restèrent pas spectateurs oisifs de la lutte inégale dans laquelle il était engagé: le marquis de la Mina conduisit à son secours cinq mille vieux soldats, et don Philippe vint animer par sa présence la garnison d'Aix. Les Impériaux mirent le siége devant Antibes, qui fut bloquée par une flotte anglaise: et comme ils ne purent réussir à prendre cette place, parce que leurs convois furent constamment interceptés par les Français, le comte Brown résolut de faire sa re-

traite : un évènement inattendu la rendit encore plus nécessaire, et en accéléra le moment.

Les Génois avaient été poussés au désespoir par l'oppression des Autrichiens, auxquels ils avaient été forcés de se soumettre. On leur avait imposé une contribution d'un million sterling, dont ils avaient payé une grande partie, lorsque Marie-Thérèse requit la république de se joindre à elle dans la guerre que l'Autriche faisait à l'Espagne et à la France. Les Génois représentèrent que leur commerce serait entièrement ruiné, s'ils s'engageaient dans cette guerre; l'impératrice fut inexorable. Ses troupes avides se livrèrent à toutes sortes d'excès, et traitèrent les citoyens avec la plus grande indignité. Les Génois supportaient dans un sombre silence le joug de leurs tyrans : une insulte particulière ranima l'esprit public, et les fit passer d'un morne désespoir au souvenir de leur indépendance, à l'ardeur de se venger. Le marquis de Botta avait ordonné que l'on prît dans l'arsenal un train d'artillerie pour servir à l'armée autrichienne qui combattait en Provence; les malheureux Génois avaient été contraints de livrer eux-mêmes les canons, seule défense de leur ville. L'officier autrichien qui dirigeait ces travaux frappa un des citoyens qui semblait remplir à regret une tâche aussi pénible. Le Génois lui plongea aussitôt un couteau dans le sein : cette action rappela le peuple au sentiment de sa force : il s'empara à l'instant des premières armes qui tom-

bèrent sous ses mains, et massacra les gardes qui escortaient l'artillerie. L'insurrection devint bientôt générale : les Génois s'emparèrent de l'arsenal, et soutinrent pendant l'espace de cinq jours un combat qui ne se termina que par l'entière expulsion des Autrichiens.

La révolte de Gênes mit fin aux opérations de guerre dirigées sur la Provence. L'armée autrichienne aux ordres du comte Brown fut obligée de se retirer; le maréchal de Belle-Ile inquiéta son arrière-garde. Les Français et les Espagnols repassèrent le Var; leurs drapeaux flottèrent bientôt après sur les murs de Montalban, de Nice et de Villa-Franca.

Gênes avait repoussé ses tyrans; mais ses moyens de résistance n'étaient pas suffisants pour lui conserver son indépendance. Le duc de Boufflers fut envoyé à son secours avec quatre mille Français de troupes d'élite, et reçut un renfort de trois mille Espagnols. Des officiers et des ingénieurs habiles dirigèrent les travaux nécessaires pour mettre la place en bon état de défense; et les rois de France et d'Espagne donnèrent tout l'argent dont les Génois avaient besoin. Ceux-ci ne tardèrent point à reconnaître toute l'utilité de ces secours : les différents corps de l'armée autrichienne se rassemblèrent dans le Milanez, et le comte de Schulembourg, qui avait pris le commandement en chef, força le passage de la Bochetta, et parut devant Gênes à la tête de quarante mille hommes. Le siége commença immé-

diatement : l'attaque et la défense furent conduites avec vigueur et habileté. On ignorait encore quel serait le sort de Gênes, lorsque le général autrichien dut lever le siége pour aller au secours du roi de Sardaigne.

Don Philippe et le maréchal de Belle-Ile avaient reçu des renforts considérables d'Espagne et de France : ils étaient impatients de pénétrer dans le cœur de l'Italie; le chevalier de Belle-Ile, frère du maréchal, eut ordre de marcher à la tête de trente mille Espagnols et Français pour attaquer Exilles sur la frontière de Piémont. L'approche de cette armée alarma le roi de Sardaigne; il sollicita vivement le comte de Schulembourg d'abandonner le siége de Gênes, et de hâter ses secours. Le général autrichien céda, quoique à regret : avant de donner le signal de la retraite, il tenta un dernier et vigoureux assaut; mais ayant été repoussé avec une grande perte, il se retira avec précipitation, et marcha vers le Piémont. Il n'avait pas eu le temps d'arriver à Exilles, que ses secours étaient devenus inutiles. Fortement retranchés au plateau de l'assiette avec une artillerie formidable, vingt-un bataillons piémontais attendirent fermement l'ennemi. Le chevalier de Belle-Ile attaqua leurs retranchements avec intrépidité : repoussé avec des pertes considérables dans plusieurs assauts successifs, il revint encore à la charge, déterminé de vaincre ou de mourir. Au moment où il plantait l'étendard

de la France sur les remparts de l'ennemi, il tomba frappé d'un coup de bayonnette : ses troupes, découragées par cette perte, se retirèrent en désordre. Dans cette action décisive, les Piémontais avaient tiré si juste, leur feu avait été si destructif, et l'obstination des assaillants avait été telle, que le nombre des Français et des Espagnols tués sur la place était double de celui des blessés.

La bataille d'Exilles semblait avoir détruit à jamais les espérances de don Philippe; mais les pertes que la maison de Bourbon avait essuyées en Italie étaient compensées par ses succès en Flandre. L'armée française, forte de cent mille hommes, et commandée par le maréchal de Saxe, avait renversé tout obstacle. Ce célèbre général détacha le comte de Lowendahl pour aller envahir le Brabant hollandais. Les forteresses importantes de Sluys, Sandburg et Hulst furent successivement obligées de se rendre. Le maréchal de Saxe défit les Anglais dans un engagement général qui eut lieu à Val; mais sa victoire coûta dix mille hommes. Après ce succès, le maréchal occupa les alliés par des marches et des contre-marches, dont le seul but était de laisser Lowendahl maître de ses mouvements : celui-ci, avec un corps d'armée fort de trente mille hommes, investit Bergen-op-Zoom, la place la plus importante de tout le Brabant hollandais, et l'emporta d'assaut après un siége meurtrier. La supériorité de la ma-

rine anglaise fit éprouver des revers aux Français et aux Espagnols dans plusieurs engagements.

Les vicissitudes de la guerre faisaient incliner les puissances belligérantes vers la paix. Un congrès fut tenu à Aix-la-Chapelle : les préliminaires furent signés au mois d'octobre 1748, et ce traité eut pour base la restitution de toutes les conquêtes faites durant la guerre. La souveraineté de Parme, de Plaisance et de Guastalla fut confirmée à don Philippe, avec ce provisoire, que si ce prince, ou ses descendants, héritaient du trône d'Espagne, ou de celui des Deux-Siciles, ces territoires seraient réversibles à l'impératrice, reine de Hongrie, et au roi de Sardaigne. Les vues d'Élisabeth Farnèse, reine d'Espagne, furent ainsi pleinement satisfaites : son fils aîné, don Carlos, régnait sur les Deux-Siciles; don Philippe, sur Parme, Plaisance et Guastalla. Ce traité confirma au roi de Prusse la possession du duché de Silésie et du comté de Glatz. Les puissances contractantes qui avaient garanti la pragmatique-sanction renouvelèrent leurs engagements avec Marie-Thérèse. Un nouveau traité fut conclu peu de temps après entre l'Espagne et la Grande-Bretagne : une des stipulations fut que la cour de Madrid paierait à la compagnie anglaise de la mer du Sud une somme de cent mille livres sterling, pour que celle-ci résignât tous ses droits au contrat de l'assiento, qui avait été jusqu'alors une source inépuisable de disputes.

Depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, le règne de Ferdinand eut le rare avantage de ne fournir presque rien d'important pour l'histoire. Les objets principaux des travaux salutaires de ce prince furent de guérir les blessures que tant d'années de guerres avaient faites à son pays, et de soulager ses sujets accablés sous le poids des impôts. Les calamités causées par les convulsions de la nature, ainsi que les ravages produits par la fureur des hommes, fixèrent son attention, et il s'empressa d'en adoucir les cruels effets. La ville de Lima, capitale du Pérou, fut renversée par un tremblement de terre, dans l'année 1747. Les trois quarts de cette riche cité ne formèrent qu'un monceau de ruines: plusieurs milliers d'habitants périrent; ceux qui survécurent à cette horrible catastrophe furent réduits à la plus grande misère. La ville de Callao, située à six milles de distance de Lima, fut engloutie par la mer. Ces malheurs irrémédiables affligèrent l'ame sensible de Ferdinand; et les mesures qu'il adopta pour soulager les infortunés qui restaient encore sur ces tristes débris, lui méritèrent le nom de père de son peuple. L'ordre qu'il mit dans les finances lui fournit les moyens d'adoucir les maux les plus insupportables; il délivra le commerce des entraves qui s'opposaient à son extension; et les projets ambitieux de la cour de Versailles ne purent le détourner un seul instant de ces réformes salutaires.

A. D. 1749 à 1753.

La paix d'Aix-la-Chapelle ne fut presque qu'une suspension d'armes entre la France et l'Angleterre. Ce traité déféctueux n'avait point déterminé avec précision les limites des deux nations dans l'Amérique septentrionale; les empiétements des Français donnèrent naissance à des hostilités qui s'étendirent bientôt jusqu'au continent européen, et qui furent suivies d'une lutte meurtrière entre la Prusse et l'Autriche. Mais lorsque Ferdinand fut sollicité de prendre part à la guerre que le roi de France se décidait à faire contre l'Angleterre, il rejeta les propositions qu'on lui fit d'un lien de famille; et il conserva la tranquillité de l'Espagne, tandis que les bannières de la France et de l'Angleterre se déployaient à l'est et à l'ouest, et que l'Allemagne était inondée de sang. Malgré son désir généreux de faire renaître la prospérité dans son royaume et de lui donner une nouvelle vigueur, quelques années d'une sage administration ne pouvaient effacer les traces des maux qui, dans le cours de plusieurs siècles, avaient été produits par la superstition, l'avarice, l'ambition, et des guerres interminables. Le règne de Ferdinand VI ne dura point assez pour relever les destinées de l'Espagne; mais il fut honorable pour ce prince et bienfaisant pour son pays. Il mourut regretté de tous ses sujets, dans la quarante-septième année de son âge et la quinzième de son règne. Quoique doué de beaucoup d'activité et

de courage il aima la paix : il fut juste, humain et généreux : le surnom si désirable de Sage, et qu'il sut mériter, est pour la postérité le plus grand éloge que l'on puisse faire de son caractère.

CHAPITRE XIV.

Avènement de Charles III. — Traité de famille entre l'Espagne et la France. — Guerre entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. — Les Anglais prennent la Havane, Manille, et les îles de la Trinité. — Les Français et les Espagnols envahissent le Portugal. — Paix de Paris. — Expédition infructueuse des Espagnols contre Alger. — L'Espagne embrasse la cause des colonies américaines, et s'engage dans une guerre contre l'Angleterre. — Mauvaise politique de cette mesure. — L'amiral Rodney s'empare de sept vaisseaux espagnols. — Il défait la flotte espagnole commandée par don Juan de Langara. — Les vaisseaux de la compagnie des Indes orientales et occidentales sont pris et amenés dans le port de Cadix. — Les Espagnols prennent l'île de Minorque. — Siège mémorable de Gibraltar. — Paix conclue entre les puissances belligérantes. — Charles s'occupe de nouveaux projets de réforme. — Insurrection à Madrid. — Le commerce des colonies est permis à tous les Espagnols. — Mort de Charles III. — Son caractère. — Effets de son règne.

Ferdinand ne laissant point d'enfants, son frère, don Carlos, résigna la couronne de Naples et de Sicile à son troisième fils Ferdinand, et monta sur le trône d'Espagne. Il parut d'abord se conformer au système pacifique de son prédécesseur; mais il fut promptement déterminé par la cour de Versailles à

accéder au traité de famille qui enveloppa l'Espagne dans la guerre entre la France et l'Angleterre.

Depuis l'avènement de Charles, la cour de Madrid montrait une préférence marquée pour la France; et le ministre anglais Pitt, depuis lord Chatham, ayant été informé d'une manière positive des intentions hostiles de cette cour, proposa en plein conseil de déclarer immédiatement la guerre à l'Espagne. Son opinion ayant été rejetée à une grande majorité, il quitta le ministère. A la fin, le traité de famille ayant été publiquement connu, le gouvernement anglais trouva que les hostilités avec l'Espagne étaient inévitables, et la guerre lui fut déclarée.

Cette guerre, l'une des plus courtes entre ces deux puissances, fut extrêmement désastreuse pour l'Espagne. Les flottes anglaises avaient déja abaissé à cette époque la marine française, et dominaient sur les mers. Les possessions espagnoles de l'Amérique sentirent bientôt les effets redoutables de leur pouvoir. Un armement commandé par l'amiral Pococke et le comte d'Albermarle porta un coup fatal à la prospérité de la monarchie espagnole, en réduisant la Havane, rendez-vous général des bâtiments marchands revenant de la Vera-Cruz, de Porto-Bello, et de Carthagène. Cette ville, la plus forte et la plus importante des villes américaines, après avoir soutenu un siége vigoureux qui dura deux mois et huit jours, fut obligée de se

rendre aux Anglais. La reddition de la Havane fut suivie de la prise de Manille, qui se rendit à l'amiral Cornish et au général Draper. L'île de la Trinité subit le même sort, et les Anglais firent de riches prises, au nombre desquelles fut l'Hermione, évaluée à un million sterling. Tandis que l'Espagne éprouvait les effets désastreux du traité de famille, les cours de Madrid et de Versailles ne virent d'autre ressource que de faire la guerre au Portugal, et firent entrer leurs armées sur son territoire. L'invasion du Portugal embarrassa le gouvernement anglais, qui fut obligé d'envoyer des armements considérables au secours d'un allié fidèle, et contribua beaucoup à faire conclure la paix. Les négociations s'ouvrirent; un traité entre les princes de la maison de Bourbon, et les rois d'Angleterre et de Portugal fut signé à Paris. La Floride fut cédée par l'Espagne à la Grande-Bretagne, et les Anglais furent confirmés dans leur droit de couper du bois de campêche dans la baie de Honduras. L'Espagne obtint à ces conditions la restitution de la Havane, de Manille et de leurs dépendances. La paix conclue entre la maison de Bourbon et le Portugal rétablit les affaires telles qu'elles étaient avant les hostilités.

10 février 1763.

Après la paix de Paris, l'Espagne, ainsi que toutes les puissances de l'Europe occidentale, jouit des douceurs de douze années de repos. La cour de Madrid projeta en 1775 une expédition contre

Alger. Vingt mille hommes commandés par le comte d'Oreilly débarquèrent à quatre milles d'Alger; mais à leur approche les Algériens firent une vigoureuse sortie : le carnage fut horrible, et les Espagnols furent obligés de rejoindre la flotte pour se mettre à l'abri des attaques de l'ennemi. Ils perdirent dans cette expédition mal concertée, deux cent quatre-vingts officiers, et plus de deux mille cinq cents soldats.

La guerre qui s'était élevée entre l'Angleterre et ses colonies s'était graduellement étendue à tous les états maritimes de l'Europe. Le gouvernement français, désirant abaisser le pouvoir de la nation rivale, saisit avec joie une occasion si favorable à ses vues, et entreprit de protéger la liberté de l'Amérique (1). Les intrigues de la cour de Versailles et le consentement de Charles III au traité de famille, entraînèrent encore une fois l'Espagne dans une guerre d'autant plus impolitique que le succès même devenait funeste à ses intérêts, puisqu'il établissait au-delà de l'Atlantique un état puissant, qui pouvait subjuguer les plus riches colonies espagnoles, ou du moins leur donner l'exemple d'aspirer à cette indépendance que la cour de Madrid avait toujours voulu empêcher (2).

(1) Voyez les remarques du docteur Brown. Append. to Leland's view of Deistical Writers., sect. 1.

(2) Voy. la lettre de don Juan Pablo Viscardo y Gusman, aux Américains-Espagnols.

L'Espagne s'étant unie à la France dans la guerre contre l'Angleterre, la force navale de ces deux puissances devint extrêmement redoutable, et leurs flottes combinées parurent quelque temps dominer sur l'océan. Mais elles ne tardèrent point à éprouver
8 janv. 1780. la supériorité de la marine anglaise. L'amiral Rodney captura sept vaisseaux espagnols qui conduisaient sous leur escorte un grand nombre de bâtiments marchands, et défit quelques jours après, près du cap St-Vincent, une flotte composée de onze vaisseaux de ligne, sous don Juan de Langara. Quatre grands vaisseaux espagnols furent pris; un de soixante-dix canons et de six cents hommes d'équipage sauta pendant l'engagement; deux autres échouèrent. Les Anglais eurent aussi l'avantage dans les combats qu'ils livrèrent aux Français dans les mers des Indes occidentales. Mais la flotte espa-
8 août 1780. gnole et française rencontra et prit cinq vaisseaux anglais et cinquante bâtiments marchands venant des Indes orientales et allant en Amérique; ce fut l'une des plus riches prises dont l'histoire fasse mention : on l'amena dans le port de Cadix.

Pendant plus d'une année, la cour de Madrid ne montra pas beaucoup d'activité dans la conduite de la guerre, et ne parut agir que comme auxiliaire de
A. D. 1782. la France. Les Espagnols reprirent ensuite avec vigueur leurs opérations maritimes. Une armée de
6 février. seize mille hommes, sous le duc de Crillon, réduisit l'île de Minorque : les troupes qui composaient la

garnison se signalèrent par la plus vigoureuse défense, et cédèrent plutôt aux maladies dont elles étaient accablées, qu'aux efforts des assiégeants. La Jamaïque, la plus importante des possessions anglaises dans les Indes occidentales, serait probablement tombée au pouvoir des armes réunies des Bourbons, si l'amiral Rodney n'eût engagé le combat 12 avril.
avec la flotte française, sous le comte de Grasse, qui allait rejoindre celle d'Espagne à St-Domingue. L'avant-garde de la flotte française était trop éloignée pour soutenir l'arrière-garde; les Anglais remportèrent une victoire décisive qui prévint la réunion des deux flottes, et par conséquent la prise de la Jamaïque. Les Espagnols s'emparèrent des îles 18 mai.
de Bahama.

La plus mémorable des opérations de cette guerre fut le siége de Gibraltar. Peu de temps après les premières hostilités, les Espagnols avaient commencé le siége de cette forteresse. Son gouverneur, le général Elliot, secondé par de braves soldats, avait montré une résolution et une persévérance égales à l'importance du poste qui lui était confié. Le duc de Crillon ayant été choisi pour conduire le siége, les plus habiles officiers français de l'arme du génie furent employés à diriger les travaux; plusieurs princes du sang, et des nobles de la plus haute distinction, se rendirent sur ce nouveau théâtre. On projeta une grande attaque, dont le plan surpasse tout ce que l'on trouve de remarquable dans

13 septembre. l'histoire des siéges. Dix prames de six cents à quatorze cents tonneaux, construites à l'épreuve des bombes, et portant deux cent douze canons, qui lançaient des boulets de vingt-six livres pesant, furent embossées devant la place; leur feu fut soutenu par celui des batteries de terre : la garnison y répondit par de continuelles décharges à boulets rouges. Plus de quatre cents pièces du plus gros calibre jouèrent au même instant; ce qui n'était peut-être jamais arrivé auparavant. Cette pluie de boulets rouges, lancée par la garnison, fut irrésistible. On aperçut, dans l'après-midi, la fumée sortant des prames, et vers une heure du matin plusieurs de ces bâtiments étaient en flammes. Ils tiraient des fusées en signe de détresse : l'humanité des Anglais qui s'empressèrent à sauver un grand nombre de leurs ennemis, d'une destruction certaine, ne les illustra pas moins que leur courage à défendre la place. Ainsi se termina l'attaque la mieux dirigée et la plus formidable. Au mois d'octobre suivant, l'amiral lord Howe, releva la garnison de Gibraltar, en présence des flottes espagnole et française, après leur avoir offert le combat, quoique avec des forces très-inférieures. Les opérations militaires n'eurent après ces événements qu'une faible importance.

20 janvier 1783. Des traités de paix furent conclus entre les puissances belligérantes au commencement de l'année. L'indépendance de la république américaine fut reconnue; les intérêts de l'Angleterre, de la France et

la Hollande furent conciliés. L'Angleterre céda la Floride et l'île de Minorque à l'Espagne, et obtint la restitution de l'île de la Providence et de celles de Bahama. Afin de prévenir toute discussion à l'avenir, on stipula que les Anglais auraient le droit de couper du bois de Campêche dans le district situé entre les rivières de Bellize et de Rio-Hondo, qui étaient fixées pour limites.

La paix ne fut pas plutôt conclue que l'Espagne commença une nouvelle guerre. Un armement considérable fut envoyé contre Alger : la ville fut bombardée, mais elle ne souffrit pas de grands dommages; cette affaire peu décisive fit éprouver quelques pertes aux tyrans de la Méditerranée et n'abaisssa pas leur puissance.

Charles III employa la fin de son règne à faire des réglements dont la plupart tendaient à donner plus d'extension au commerce. Toutefois ces réformes déplurent au peuple. Dans les projets que Charles avait formés pour régénérer la nation, il paraît que ce monarque avait pris pour modèle Pierre-le-Grand (1); et qu'il voulait introduire un changement total dans les vêtements et dans les usages. Cette tentative excita dans Madrid une insurrection si dangereuse que le roi fut obligé de renvoyer son ministre, le marquis de Squillace. Le mauvais succès A. D. 1784 à 1788.

(1) Voy. Hist. de Pierre-le-Grand, et Tooke's Hist. Russ. vol. 1.

de ce vaste plan de réforme prouve combien il est difficile de changer les mœurs et les coutumes d'une nation entière; il prouve aussi la nécessité de consulter le génie d'un peuple et de respecter ses préjugés.

Malgré l'opposition que la cour de Madrid éprouva dans plusieurs des édits qu'elle publia, elle parvint à réprimer un grand nombre d'abus. Le pouvoir de l'inquisition fut restreint. Le commerce des îles américaines espagnoles fut ouvert, en 1765, dans tous les grands ports de l'Espagne: on diminua graduellement les nombreuses restrictions qui entravaient le commerce des colonies : le coton et les principales productions de l'Amérique furent reçus dans certains ports sans payer aucun droit d'importation. En 1778, un commerce libre avait été permis de l'Espagne au Pérou, au Chili, et à Buenos-Ayres; en 1788, dernière année du règne de Charles III, de semblables réglements comprirent le Mexique dans les libertés accordées au commerce, favorisèrent ainsi tous les sujets espagnols, et firent revivre l'industrie nationale si long-temps comprimée par la guerre, par des impôts excessifs, et par un injuste monopole (1).

A. D. 1788. Charles III fut beaucoup moins regretté que son frère Ferdinand VI. Il ne fut cependant pas dé-

(1) Bourgoing, Tabl. de l'Espagne moderne, tome 2, p. 167, etc.; Encyclop. Méthod. 1; Dr. Robertson's Hist. Americ., book 8, etc.

pourvu de talents. On a condamné avec raison la politique qui l'entraîna dans les malheurs qu'essuya la France en 1762, qui le fit adhérer au traité de famille, et qui mit en danger l'Amérique espagnole en soutenant l'indépendance des colonies anglaises. Sous d'autres rapports, son règne doit être considéré comme ayant été favorable à l'Espagne.

CHAPITRE XV.

Avènement de Charles IV. — Ses soins pour garantir l'Espagne des principes de la révolution française. — Querelle avec la Grande-Bretagne au sujet de l'affaire de Nootka-Sund. — L'Espagne entre dans la coalition formée contre la France. — Les Anglais et les Espagnols s'emparent de Toulon. — Ils sont obligés d'évacuer cette place. — Bellegarde est pris par les Espagnols. — Il est repris par les Français. — Combat de Figuères. — Défaite des Espagnols. — Roses, Fontarabie et St.-Sébastien se rendent aux Français. — Paix entre l'Espagne et la France. — Guerre entre l'Espagne et l'Angleterre. — Paix d'Amiens. — La guerre recommence entre l'Angleterre et la France. — Entre l'Espagne et l'Angleterre. — Défaite des flottes espagnole et française au combat de Trafalgar. — Prise de Buenos-Ayres. — Les Anglais prennent Maldonado et Monte-Video. — Leurs tentatives infructueuses sur Buenos-Ayres. — Ils évacuent l'Amérique méridionale.

---

13 déc. 1788. A la mort de Charles III, son fils, Charles IV, alors âgé de quarante ans, monta sur le trône d'Espagne. La maturité de son âge faisait espérer de trouver en ce prince une prudence conforme aux soins qu'entraîne la royauté; mais la faiblesse de son caractère, et les circonstances extraordinaires des temps, trompèrent l'attente du peuple et renversèrent son trône. L'année qui suivit son avènement fut marquée par la révolution française, qui fut pour

l'Europe entière une source de si grands malheurs. La cour de Madrid prit toutes les précautions imaginables pour prévenir en Espagne l'introduction de ses principes dangereux. Elle publia un grand nombre de proclamations concernant les marchands forains que l'on soupçonnait d'introduire des écrits séditieux dans le royaume; des édits rigoureux interdirent à tout étranger de séjourner en Espagne.

Tandis que la révolution française excitait les craintes de la cour de Madrid, l'Espagne était menacée par l'Angleterre. Depuis l'année 1785, plusieurs vaisseaux, partis de Londres et du Bengale, avaient fait voile vers la côte nord-ouest de l'Amérique, où ils s'étaient procuré de riches cargaisons de fourrures, qu'ils avaient vendues à la Chine à des prix énormes. Attirés par ce commerce lucratif, les Anglais avaient établi un comptoir dans le détroit de Nootka, à 15° latitude nord, et s'occupaient d'y fonder une colonie. L'Espagne avait constamment réclamé son droit de souveraineté sur toute la côte occidentale de l'Amérique, et, conformément à ces prétentions, don Martinez, qui commandait un vaisseau de guerre, saisit les bâtiments anglais qui trafiquaient dans ces parages. Les bâtiments et les équipages ne furent point retenus; mais les Espagnols s'emparèrent de l'établissement. Cet événement eut lieu au mois de mai 1789; et, au 30 avril de l'année suivante, le capitaine Mears, l'un des intéressés, présenta un mémoire au ministère anglais,

qui demanda aussitôt à la cour de Madrid satisfaction d'un procédé si violent. L'affaire resta quelque temps en suspens; et des préparatifs de guerre furent faits des deux côtés. Heureusement les cabinets de St-James et de l'Escurial inclinaient vers la paix. L'Espagne accorda la satisfaction qui lui avait été

28 oct. 1790. demandée; et un traité confirma à la Grande-Bretagne la possession de Nootka et des terres adjacentes.

L'Espagne fut ainsi délivrée d'une guerre dangereuse; mais les édits rigoureux concernant les étrangers, joints à d'autres mesures du gouvernement qui étaient préjudiciables au commerce, excitèrent un murmure général. On suppose que le mécontentement fut occasioné par le renvoi du premier ministre, le comte de Florida Blanca, qui fut remplacé par le comte d'Aranda, homme d'état expérimenté et ennemi déclaré de la révolution française. Des liens de famille, joints aux intérêts de la royauté, auraient dû déterminer le roi d'Espagne à se montrer l'un des plus grands défenseurs du trône de France; mais sa sollicitude pour la vie de Louis XVI l'empêcha de s'unir avec l'Autriche et la Prusse dans la guerre que ces deux puissances avaient entreprise contre les révolutionnaires de ce royaume. Charles conserva une stricte neutralité jusqu'au moment où l'infortuné

23 mars 1793. Louis XVI périt sur l'échafaud; alors, en dépit des remontrances de l'ambassadeur espagnol, il se joi-

gnit à la grande coalition, et déclara la guerre à la république française.

Les forces navales de l'Espagne, jointes à celles de la Grande-Bretagne, croisèrent dans la Méditerranée. L'amiral Hood entra en négociations avec les habitants de Toulon, et prit possession de la ville au nom de Louis XVII. Il y débarqua quatorze mille hommes de troupes espagnoles, anglaises, allemandes, napolitaines et piémontaises. Cette faible armée, composée de trop d'éléments différents, ne put rien entreprendre contre la république française. Les confédérés furent même hors d'état de conserver la place importante qui leur avait été livrée. L'armée de la Convention s'avança sur Toulon, et en fit le siége. Le 30 novembre, la garnison fit une vigoureuse sortie dans le dessein de renverser les ouvrages que les Français élevaient sur les hauteurs qui dominent la ville. Elle réussit d'abord à repousser l'ennemi; mais les alliés le poursuivirent imprudemment, jusqu'au moment où ils furent attaqués eux-mêmes à l'improviste par un corps de l'armée républicaine. Le général anglais O'Hara, commandant en chef à Toulon, fut blessé et fait prisonnier en cherchant à rallier ses troupes et à se retirer en bon ordre. Le siége fut continué avec ardeur; et le 19 décembre, vers cinq heures du matin, les Français firent une grande attaque. Elle fut principalement dirigée contre le fort Mulgrave, qui était défendu par trois mille Anglais et vingt pièces de canon. Ce

poste fut emporté en moins d'une heure, et la ville fut ensuite bombardée jusqu'à dix heures du soir. Les alliés mirent le feu à la flotte, et précipitèrent leur fuite, emmenant avec eux autant d'habitants que leurs vaisseaux pouvaient en contenir. L'incendie de la flotte éclaira cette horrible scène de meurtre et de pillage, et telle que les dévastations de la guerre n'en avaient peut-être jamais offert de semblable. Quinze vaisseaux de ligne et plusieurs frégates et autres petits bâtiments furent entièrement détruits; trois grands vaisseaux furent emmenés par les Anglais, et les autres alliés s'emparèrent de quelques frégates.

A. D. 1794. La campagne suivante s'ouvrit favorablement pour l'Espagne et les autres puissances coalisées; mais elle se termina d'une manière désastreuse. Une forte armée espagnole, accrue de six mille Portugais, réduisit Bellegarde, ainsi que d'autres places d'une moindre importance, et menaça Perpignan. L'indécision du gouvernement espagnol refroidit l'ardeur nationale, tandis que celle des Français, dans les premières années de la guerre de la révolution, fut portée jusqu'à l'enthousiasme. La réquisition multiplia les ressources de la France: ses armées furent augmentées par de nouvelles levées, et rendues formidables par une discipline sévère. Les Espagnols, accablés par la supériorité du nombre, furent contraints de se retirer, et les Français assiégèrent Bellegarde. Le courage et l'habileté du général espagnol

La Union ne purent délivrer cette place. Il fit les plus grands efforts; mais ayant été défait avec une perte de près de trois mille hommes, il fut forcé de se retirer : Bellegarde se rendit aux armes de la république.

Cette campagne fut signalée dès le commencement A. D.
par plusieurs actions très-vives dans lesquelles les 1795.
Espagnols furent complètement battus. Le général La Union, afin d'établir la discipline dans son armée, avait décimé plusieurs bataillons qui s'étaient conduits lâchement à l'affaire de Bellegarde. Il s'était renfermé dans le camp de Figuères avec la résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Les Espagnols furent attaqués dans cette forte position par l'armée française commandée par le général Dugomier. Suivant les détails donnés par le commissaire Barrère, l'action fut des plus meurtrières. Les retranchements, fortifiés par un grand nombre de redoutes et de batteries, présentaient de grandes difficultés pour l'attaque, qui ne pouvait se faire que sous le feu plongeant d'une artillerie formidable. La valeur des Français triompha de ces obstacles. Leurs bataillons se précipitèrent avec fureur au milieu des décharges à mitraille et de la mousqueterie, qui tirait à bout portant; et, malgré la mort de leur général Dugomier, en moins de trois heures ils emportèrent chaque batterie à la pointe de la baïonnette. Le général espagnol La Union périt dans les retranchements au milieu du plus horrible carnage : on ne

se fit point de quartier; tout fut passé au fil de l'épée. Les Espagnols, repoussés de leur camp, se rallièrent sur une hauteur fortifiée et sous le fort de Figuères; mais ils furent forcés d'abandonner ce poste. L'artillerie fut portée sur cette éminence, et foudroya la forteresse; la garnison d'environ neuf mille hommes, pourvue de cent cinquante pièces de gros calibre, fut forcée de se rendre. Quelle qu'ait été l'exagération du commissaire français, il est certain que cette journée sanglante décida du sort de la guerre entre l'Espagne et la république. Les opérations des Français ne furent plus qu'une suite de victoires. Roses, place également forte par sa position et par ses ouvrages, se rendit à leurs armes : Tolosa subit le même sort, et Barcelone fut menacée. L'armée républicaine des Pyrénées occidentales, qui avait été formée graduellement, fut accrue encore par de nouvelles levées, et devint supérieure à toutes les forces espagnoles dirigées sur ce point. L'émulation de cette armée étant excitée par les exploits de l'armée des Pyrénées orientales, elle se mit en marche à une heure du matin, divisée en trois colonnes, et attaqua à la baïonnette les retranchements des espagnols. La consternation de ceux-ci fut si grande, qu'ils abandonnèrent aussitôt le fort de Ste-Barbe: Fontarabie, boulevard de l'Espagne sur cette partie de ses frontières, se rendit aux républicains dès la première sommation; la forteresse de St-Sébastien suivit cet exemple. Les Fran-

çais furent alors maîtres d'une partie considérable de la Catalogne et de la Biscaye, et pouvaient aisément s'ouvrir un chemin jusqu'à Madrid.

Un danger aussi pressant fit désirer vivement la paix à la cour de Madrid; et plusieurs circonstances portèrent les ministres espagnols à tenter des négociations avec la France. Les armes de la république étaient partout victorieuses, et la coalition, dont on avait espéré de si grands résultats, était évidemment à la veille de se dissoudre. Le roi de Prusse s'était déja retiré, et avait conclu un traité de paix avec la (5 avril 1795.) république. Le landgrave se préparait à l'imiter. La mésintelligence régnait entre l'Espagne et l'Angleterre au sujet des vaisseaux français que les Anglais avaient emmenés de Toulon. Le roi d'Espagne voulait que ces vaisseaux lui fussent provisoirement confiés; il avait compté aussi sur la restitution d'un riche galion espagnol qui, après avoir été saisi par les Français, avait été repris par les Anglais, et considéré par eux comme une prise française. Ces circonstances avaient donné de l'ombrage à la cour de Madrid, et elles concoururent, avec les progrès de l'ennemi, à déterminer Charles IV à se retirer de la coalition. Un traité de paix fut conclu à Bâle (22 juillet 1795.) entre sa majesté catholique et la république française. Celle-ci rendit toutes les conquêtes qu'elle avait faites en Espagne, et reçut en retour la cession de la ville de Santo-Domingo et toute la partie espagnole de cette île. Le duc d'Alcudia, qui avait suc-

cédé au comte d'Aranda dans la faveur de son souverain et dans l'administration de l'Espagne, avait été l'un des plus ardents promoteurs de la guerre (1); il la termina si heureusement au moment où l'ennemi était attendu aux portes de la capitale, qu'il reçut du roi le titre de prince de la Paix (2). Depuis cette époque, son influence fut illimitée (3).

8 oct. 1796. Le système politique de la cour de Madrid changea entièrement : la paix fut suivie d'un traité d'alliance avec la France, et d'une déclaration de guerre contre l'Angleterre. Peu de temps après les premières hostilités entre ces deux nations, la marine espagnole éprouva une perte considérable dans une action qui eut lieu avec une escadre anglaise, commandée par l'amiral Jervis. Les Espagnols avaient des forces supérieures; mais l'amiral anglais ayant, par une manœuvre habile, séparé l'arrière-garde du principal corps de leur flotte, il leur prit deux vaisseaux de 112 canons, un de 84 et un de 74. Cette guerre entre l'Espagne et l'Angleterre n'amena aucun autre événement important, les principaux efforts des

---

(1) Ségur, Hist. de Frédéric-Guillaume, vol. 3, p. 97.

(2) Ibid., vol. 3, p. 97.

(3) Le prince de la Paix, premièrement garde du corps, s'éleva par la faveur de la reine au rang élevé qu'il occupa. Il eut un régiment de dragons pour monter la garde aux portes de son palais, et eut un état de maison semblable à celui du roi. Simple's Travels, vol 1, p. 216.

Anglais étant dirigés contre la république française. Ils s'emparèrent cependant de l'île de la Trinité, qui fut cédée à la Grande-Bretagne lors de la paix d'Amiens.

Cette paix rendit la tranquillité à l'Europe, et dissipa, mais pour trop peu de temps, les dangers dont le monde civilisé avait été menacé par la révolution française. L'ambition de la France et sa puissance formidable devaient encore une fois ébranler l'Europe jusque dans ses fondements; et l'Espagne était appelée à jouer un rôle important dans ce drame funeste. La paix d'Amiens ne fut qu'un rayon passager : la restitution de Malte aux chevaliers de l'ordre était l'un des principaux articles du traité ; des circonstances imprévues rendirent cette mesure incompatible avec la sûreté générale; les différends qui s'élevèrent sur ce sujet et sur plusieurs autres rallumèrent le feu de la guerre entre la France et la Grande-Bretagne, et toute l'Europe s'y trouva impliquée.

A. D. 1797.

A. D. 1803.

L'administration était à cette époque entièrement confiée au prince de la Paix, qui était dévoué à la France et qui, par son influence sur la reine, gouvernait Charles IV avec un pouvoir absolu. Ce ministre avait fait conclure un traité entre sa majesté catholique et le gouvernement français, par lequel on devait fournir à la France quinze vaisseaux de ligne et vingt-quatre mille hommes. L'exécution de ce traité fut différée jusqu'à l'arrivée des flottes ve-

nant d'Amérique, mais le ministère anglais ayant pleine connaissance de cette affaire, résolut de prévenir la cour de Madrid et de commencer les hostilités. Des instructions furent données à cet effet à tous les commandants de vaisseaux : le commodore Moore, avec quatre frégates anglaises, rencontra une escadre espagnole de même force, engagea le combat et remporta une victoire complète. Un des vaisseaux espagnols sauta pendant l'action ; les trois autres furent pris. La cour de Madrid déclara aussitôt la guerre à l'Angleterre.

14 déc. 1804. L'Espagne se trouva encore une fois engagée dans une lutte qui anéantit presque entièrement son commerce et sa marine. Ses flottes éprouvèrent en toute occasion la supériorité de la Grande-Bretagne et firent des pertes énormes. Réunies à celles de la France, elles furent totalement défaites au fameux combat de Trafalgar, que la mort de Nelson, héros de l'Angleterre, a rendu mémorable. Les Anglais avaient vingt-sept vaisseaux de ligne ; les flottes combinées, commandées par l'amiral Villeneuve, consistaient en trente-trois vaisseaux, dont quinze étaient espagnols et dix-huit français. La disposition du combat montra du côté des Anglais une habileté consommée, et la valeur que les Français et les Espagnols déployèrent leur mérita l'estime de leurs ennemis. Mais l'attaque des Anglais fut irrésistible. L'amiral Nelson, par une manœuvre hardie et judicieuse, coupa la ligne que les Français et les Es-

pagnols avaient formée. Après avoir engagé le combat, il tomba blessé mortellement et mourut certain de la victoire. L'amiral Collingwood lui succéda dans le commandement et termina cette action d'une manière éclatante. Après une lutte opiniâtre et des prodiges de valeur, les flottes de France et d'Espagne furent défaites. Vingt vaisseaux furent pris ou détruits; parmi eux se trouvaient la Santissima Trinidada et la Santa Anna. Les vice-amiraux espagnols don Ignatio Maria d'Aliva et don Baltazar Hidalgo Cinéros furent faits prisonniers. Cette journée mémorable fit souffrir à l'Espagne des pertes difficiles à réparer.

Les colonies espagnoles éprouvèrent aussi les effets des armes anglaises. Une expédition, commandée par sir H. Popham et le général Beresford, remonta la rivière de la Plata, dans l'Amérique méridionale, dans le dessein d'attaquer la ville de Buenos-Ayres. Le général anglais ayant débarqué 25 juin
ses troupes à Quilmay, distant de Buenos-Ayres 1806.
d'environ douze milles, repoussa les Espagnols du village de Rédaction, mit en fuite les différents corps de troupes et de milices, et marcha directement sur Buenos-Ayres qui se rendit par capitulation. Cette 28 juin.
place importante ne resta pas long-temps au pouvoir des Anglais. En moins de six semaines une insurrection formidable fut excitée par Pueridan, membre de la municipalité. Il rassembla dans les cantons adjacents un grand nombre de miliciens et de volon-

taires, et toute la population de Buenos-Ayres prit les armes. Après un combat désespéré les troupes anglaises furent accablées par le nombre, et le général Beresford fut obligé de capituler à la condition de sortir de la ville avec les honneurs de la guerre, et de s'embarquer avec ses troupes pour l'Angleterre. Les Espagnols violèrent la capitulation et les retinrent prisonniers.

L'escadre anglaise laissée dans la rivière de la Plata et les troupes qu'elle avait à bord ne restèrent pas dans l'inaction. Vers le milieu de l'année 1806, elle prit Maldonaldo. Au commencement de l'année suivante, l'amiral Stirling et le général Auchmuty parurent devant Monte-Video, et après un siége vigoureux cette place fut emportée d'assaut. Le gou-
20 janv. 1807. verneur et la plus grande partie de la garnison furent faits prisonniers, le reste s'échappa sur des barques. Les pertes que subirent les forces anglaises furent très-considérables.

Encouragés par leurs succès à Monte-Video, les Anglais firent une seconde tentative pour se rendre maîtres de Buenos-Ayres. Le général Whitelocke fut choisi pour diriger les opérations des troupes de terre, et l'amiral Murray pour commander la flotte. Les troupes anglaises, au nombre de plus de huit mille hommes, débarquèrent à l'Ensinada de Barragon, situé à trente milles de Buenos-Ayres (1). Ayant

(1) Cette évaluation est donnée d'après le témoignage du

rencontré peu d'opposition dans sa marche, le général anglais résolut d'emporter la ville d'assaut. Il serait difficile de concevoir un plan d'attaque plus extraordinaire, ni une issue plus désastreuse.

La valeur des officiers et des soldats anglais fut inutile : un grand nombre périt dans le combat, et plusieurs corps furent obligés de se rendre(1). Cette attaque meurtrière fut terminée par une convention dans laquelle on stipula que tous les prisonniers seraient rendus, et que les troupes et l'escadre anglaises quitteraient, dans l'espace de quatre mois, Monte-Video et les conquêtes qu'elles avaient faites dans cette partie de l'Amérique, et sortiraient de la rivière de la Plata (2). Les Anglais éprouvèrent dans cette malheureuse expédition combien l'opinion qu'ils s'étaient formée des ressources de l'Amérique espagnole étaient fausses. Il paraît par les pièces qui servirent au jugement du général Whitelocke, que

---

lieutenant-colonel Bradford, adjudant-général de l'expédition, et qui fait nombre de 7,822 soldats et 200 marins; Voy. son rapport, au Jugement du général Whitelocke, 16e jour. Le lieutenant-colonel Bourke, dans son rapport du 5e jour, les porte à 8522.

(1) Les Anglais perdirent 250 hommes tant tués que blessés et faits prisonniers. Dépêches du général Whitelocke, en date du 10 juillet.

(2) On sait que le général Whitelocke fut jugé devant un conseil de guerre pour avoir échoué dans cette entreprise, et renvoyé du service.

la population était si nombreuse, si turbulente, et tellement ennemie de la Grande-Bretagne, que si le gouverneur eût rendu la ville, toutes les troupes anglaises n'auraient pu contenir la masse des habitants armés (1).

Cette expédition contre Buenos-Ayres fut le dernier événement important qui eut lieu pendant le cours de la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre. Des affaires d'une nature si extraordinaire opérèrent une entière révolution dans les relations politiques des deux nations; et bientôt une usurpation, dont l'histoire ne fournit presque aucun exemple, plaça l'Espagne dans la plus périlleuse situation.

---

(1) Voyez le rapport du général Gower, le 16e jour du jugement, et celui du général Auchmuty le 19e.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LE SECOND VOLUME.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

